

LE MONDE DECEMBRE/1977; diplomatique Canada : 1,50 &c.

Enquête :

LA GAUCHE

(Pages 12 & 14.1

Un libéralisme organisé

Publication manquel

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 119

Par CLAUDE JULIEN

D E même qu'il existe au Canada un parti « progressiste-conservateur » et que M. Pinochet a inventé la « démocratie totolitaire », voité que des parlementaires français, inquiets de certaines importutions en provenance du tiers-mande, réclament un « litérolisme organisé ». Pendant six mois, leur commission a enquêté sur un problème dont les données essentielles étaient déjà bien consues. Leurs conclasions ne réservent pas devantage de surprises : tout en s'en défendant, ils demandent des mesures protectionnistes à l'abri desquelles certaines industries pourraient survives sinon prospèrer.

Sur divers points le commission n'e par tout ils est pas memple souhoi-

Sur divers points, le commission n'a pas tort. Il est par exemple souhoi table de souvegerder les « productions de qualité », qui, bien souvent, sont le fait de moyennes et petites entreprises. Mais la politique gouvernementale encourage les regroupements et concentrations débouchant sur des unités capables, par leur taille, d'affronter les géants sur les marchés mondiaux. Les premières devraient donc être protégées contre la concurrance des pays à bas niveaux de salaires, ces mêmes pays vers lesquels les secondes pat un

Il est vrai, d'autra part, qu'en deux ans l'industrie textile, en France s'est allégée de quarante-trois mille travailleurs... qui peuvent acheter des produits importés moins chers que ceux qu'ils produissient. Bien que le salarié esteur ne soient qu'une soule et même personen, ils se trouvent ici en confiit l'un avec l'autre. Sans parier de ces employeurs qui, n'ayant pas augmenté leurs effectifs ou les ayant réduits, ont accra le volume des marchandises qu'ils livrent sur le marché : ils ajoutent à leur production propre — au mieux constante, parfois en déclin — les fournitures importées sur lesquelles ils sa contentent d'apposer leur griffe. La progression de leur chiffre d'affaires et de leurs profits s'accompagne ainsi d'une stagnation ou d'une contraction de la main-d'œuvre qu'ils emploient.

A supposer que les recommandations de la commission soient adoptées, quels en seraient les effets sur le tiers-monde ? La réalité est les asses éloignée du schéma généralement accepté. Si l'importation de produits textiles a contribué dans ce secteur à un chânage important — et encore faudrait-il prendre en compte les emplois qui, dons une autre stratégie, auraient pu être créés, — elle n'a guère profité aux pays fournisseurs : salaires de misère pour des journées de dix à douve heures de travail, assurant une production à des prix « compétitifs », c'est-à-dire très bas, qui rapportent un contin de devises trop ténu pour faire face aux importations d'équipements industriels que leur vendent, ou prix fort, les entreprises occidentales de pointe.

Ce système global a contribué au périlleux endettement du tiers-monde. Il a en outre, bien souvent, entraîné la disparition d'activités artisanules qui, dans des régions tenues à l'écart des grands courants économiques, assuraient à la population des conditions d'existence mains dégradantes et micux équi-librées que celles du sous-prolétariet urbain qui prolifère à la lisière des métropoles du tiers-monde. Le choc de deux économies à des stades très différenciés sera toujours catastrophique pour la plus faible, d'autant qu'elle ambitianne d'imiter un modèle pourtant en crise sans parvenir à lui ornacher, pour ses ressources naturelles, un prix acceptable.

E « libéralisme organisé » que certains réclament ne peut en foit débancher que sur un système plus sophistiqué pour mieux pressurer les pays pourvus à la fois en produits de base et en main-d'œuvre bon marché. Ce qu'il importe alors d' « organiser », ce n'est pos seulement le libéralisme économique — bien qu'on ait enregistré, dans ce domaine, de regrettables à-coups, — mais aussi et surtout le libéralisme politique, et c'est un secteur dans loquel, il faut le reconnaître, les chases sont beaucoup plus avancées...

Car, dans l'ensemble de l'hémisphère sud, la plupert des régimes en place - caux, du moins, avec lasquels l'Occident fuit les meilleures affaires, même lorsqu'elles contribuent à son chômage — ont su structurer les libertés ou point de les anéantir. Du Brésil à la Corée, les dictatures ne sont évidemment pas une péripétie dans l'histoire de peuples voués au maiheur. Elles constituent l'inéluctable rançon des privilèges que le capitalisme se doit de préserver à la fois pour les couches au pouvoir dans ces pays et pour la plupart des invidivus qui peuplent les nations nanties. La multitude des autres constitue une catégorie assez spéciale d'atages dont on pareir assez peu se soucier. Sons doute parce qu'aucun commando ne saurait les délivrer...

SURENCHÈRES AU PROCHE-ORIENT

Egalement pressés, pour des raisons internes, de parventr à un règlement de paix au Proche-Orient, les dirigeants israéliens et égyptiens ne souhaitent pourtant pas n'importe quelle paix. Rangés l'un et l'autre désormais sous la bannière américaine, les deux pays se découvrent des intérêts convergents qui ne coîncident pas nécessairement avec les objectifs plus vastes de la stratégie américaine.

Des lors, dans un monde arabe plus divise que jamais, Washington doit s'efforcer de concilier les points de vue en tenant compte à la fois des intérêts de ses autres partenaires arabes, financièrement plus puissants, et de ses engagements à l'égard de l'U.R.S.S. qui restent consignés dans la déclaration commune du 1" octobre.

En manifestant de façon spectaculaire leur desir de s'entendre et coopérer — même si dans l'immédiat

M. Begin n'a pas jugé possible de payer de retour le geste de reconnaissance du président Sadate, — les deux chejs d'État ont simplement jait monter les enchères. Ils n'ont pas donné la clé d'un règle-

Mais après la conference de Tripoli, qui a reuni les Etats groupés dans un nouveau front du refus, d'autres concertations sont prévues auxquelles les Etats-Unis entendent bien s'associer. C'est là sans doute, et non à Genève, que se règlerait le sort des Palestiniens. N'est-ce pas ce que souhaitaient, plus ou moins discrètement, la plupart des régimes du champ de bataille? A Tripoli, la résistance palesti-nienne a donc été amenée à durcir ses positions, rejusant désormais le principe d'une nouvelle convocation de la conférence de Genève. Ainsi s'instaure une nouvelle dynamique de surenchères lourde de menaces et que seul M. Begin a encore le pouvoir d'arrêter.

Une victoire pour l'«Egypte égyptienne» ?

E voyage du président Sadate à Jérusalem, capitale de l'Etat d'Israël avec lequel l'Egypte est en guerre, n'aurait pas causé tant de surprise el l'opinion n'avait été à ce point aveuglée par les aspects émotionnels du conflit israélo-arabe. Il a'inscrit en effet dans une logique sans faille.

sans faille.

Depuis con arrivée au pouvoir, le président égyptien, en élargissant la brêche du pian Rogers, a fait franchir à son pays toutes les étapes qui pouvaient le préparer à admettre un tel geste — précipitant le rythme grâce à l'euphorie des succès de la guerre d'octobre 1973. Aujourd'hui, l'ensemble du personnel politique et la minorité sociale proche du chef de l'Etat sont largement favorables à l'orientation libérale de l'Egypte. L'économie est ouverte et soumise au capital privé local et étranger, l'Egypte ayant même rompu le front du boycottage arabe contre Israël. Profondément remaniée, la presse ne laisse plus s'exprimer que les opinions acquises à une politique pro-occidentale et qui ne tient compte que des tale et qui ne tient compte que des intérêts nationaux. Les importants changements de structure politique, changements de stricture politique, économique et sociale se sont accom-pagnés d'une intense campagne de mise en condition de la population pag l'intermédiaire des organes d'in-formation officiels, de telle sorte que l'initiative du mois dernier a été accueille sans douleur.

Et, derrière le colosse régional égyp-

Por MARIE-CHRISTINE AULAS

tien, le monde arabe basculait progressivement dans une orientation parallèle. Le guerre du Liban per-mettait la mise au pas des Pales-tiniens et du mouvement national arabe. L'instauration de la censure sur la presse, au Liban comme au Kowelt, interdisait toute liberté d'ex-pression. L'assassinat du roi Payçal pression. L'assassinat du roi Paygal mettait un terme à la rhétorique de guerre sainte qui marquait les déclarations du dernier leader historique du monde arabe. L'Arabie Saondite du prince Fahd devenait le gestlonnaire discret et efficace de la géo-politique locale des Etats-Unis. Ainsi, tout prédisposait les pays arabes du champ de bataille à se rendre à la table des négociations pour une solution pacifique du conflit sous les auspices américains. Un obstacle subsistait cependant : le pro-

hlème de la participation de l'Orga-nisation de libération de la Palestine (O.L.P.) — désignée comme le repré-sentant légitime du peuple palestinien par le « sommet » de Rabat d'octobre 1974 et confirmée dans ce rôle par les dernières élections municipales en Clairedanie — ont se heuristi à l'inles dernières élections municipales en Cisjordanie — qui se heuriait à l'intransigeance des dirigeants israèllens. L'évolution prudente de la terminologie américains appliquée au problème polestinien de pui s -l'accession de M. Carter à la présidence des Etats-Unis n'y a rien changé; la reprise de la conférence de Genève, annoncée par l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 1976, n'a jamais pu être convoquée. Néanmoins, pour l'Egypte, il restait hors de question de renouveler l'initiative qui lui avait permis de conclure avec Israèl avait permis de conclure avec Israël les accords de dégagement dans le Sinal. C'était pourtant le seul moyen pour elle de prouver l'efficacité de son ailiance avec Washington.

Le dos au mur

J OUISSANT d'une hégémonie in-contestée dans la région du Proche-Orient, les États-Unis laissaient en-tendre qu'ils souhaitaient une solution globale à laquelle les Israéliens ne pouvaient consentir en raison de leur attitude à l'égard des Palestiniens. Au cours des derniers mois, depuis l'arrivée du Likoud au pouvoir à Jérusalem, cette intransigeance depuis l'arrivée du Likoud au pouvoir à Jérusalem, cette intransigeance menaçait de déboucher sur une nouvelle guerre-éclair. Mais face à cette montée des périls, le président Sadate gardait le silence. L'Egypte ne réagissait pas davantage lors de l'annonce du plan de paix israélien présenté par M. Begin à la Maison Bianche à la fin de juillet dernier. Sog armée se trouvait alors aux prises avec celle du colonel Kadhafi. Après les nouveaux développements surveles nouveaux développements surveles nouveaux développements surve-nus en octobre, le ministre égyptien des affaires étrangères — M. Ismail Fahmi à l'époque — déclarait le 19 du même mois que « l'Egypte accepte sous condition le document de tra-vail américano-isruéllen ». Ainsi, prête à se soumettre, l'Egypte du président a se soumetre, l'agypté du president Sadate était-elle en mesure de faire face à une guerre que tout le monde redoutait ? Cela eût supposé un ren-versement d'alliances contraire à la logique des convictions profondes des dirigeants actuels.

Ces derniers devaient aussi tentr compte de la dégradation de la situa-tion intérieure de l'Egypte. Les émeutes populaires des 18 et 19 janvier 1977 avaient re m is le pouvoir en question dans l'ensemble de la vallée

Dans ce numéro :

Le Nigéria, « clé du problème africain » ?

Au-delà de l'affaire Croissant : les droits de la défense

(Pages 2 et 3.)

du Nil. Par la suite, la montée des forces réactionnaires — courant reli-gieux et parti Wafd — allaient mettre le chef de l'Etat en difficulté au sein même des classes sociales qui sein même des classes sociales qui pendant longtemps lui avaient été acquises. Dans une perspective pro-américaine, le parti Wafd offrait déjà la solution de rechange toute prête, avec l'avantage supplémentaire d'une façade plus intègre. L'èchec de sa politique, tant à l'extérieur qu'en feconomie, laissait le président Sadate économie, laissait le président Sadate le dos au mur, face à ses propres alliés.

(Live la suite page 20.)

Les jeux des militaires au Portugal Nord, le général Pires Velon. En l'absence d'un consensus, il est probable que le Portugal s'achominerait vers le formation d'un gouvernement présidentiel en réservant une place importante à l'équipe des six économistes choisis au mois d'octobre par le président. La première tâche de ce nouveau d'action de mouveilles négociations

de l'opposition, il faut s'attendre que le gouvernement de M. Mario Soares démissionne ou soit profondément remanié.

En même temps, le conflit entre le président de la Répu-bique et les éléments de la droite militaire s'est aggravé avec le limogeage du commendant de la région militaire de

DEUX ans après le coup de force militaire du 25 novembre 1975, qui a pennis au général Ramalho Esner d'accèder à la présidence de la République en juin 1976, le Portugal se trouve dans une nouvelle impasse politique. Le discours prononcé par la chef de l'Etat. à l'occasion de l'ouverture de la seconde session de l'Assemblée de la République,

le 15 octobre demier, est sans aucum

doute à l'origine de cette crise.

Dans une intervention très ferme, le président de la République a ce jour-là, demandé aux partis politiques d'élaborer ensemble un pacte qui permette au gouvernement socialiste minoritaire de M. Mario Soares de gouverner efficacement. Sinon, de nouvelles élections seraient à envisager, et d'ici là, le président de la République s'est engagé è prendre toutes les mesures qui s'imposeraient pour défendre la Constitution (1). Ce discours a lait l'effet d'une douche troide dans les milieux de la droite civile et militaire, où l'on espérait que le président relancerait l'idés d'une coalition des forces politiques qui evalent favorisé son élection le 27 juin 1976, et qui comprenait le P.S., le P.S.D. et le C.D.S. (2), en excluent les communistes de toute négociation. Une talle stratégie n'e pas paru très réaliste au général Eanes et, en tout cas, peu conforme aux objectifs qu'il s'était assignés, à savoir

la construction d'une société socialiste se Portugal.

Par ALAIN ECHEGUT et KARL M. VAN METER *

intervention du président de la République a été la démission, le fundi 7 novembre demier, de MM. Sà Cameiro et Sousa Franco, respectivement président et vice-président du P.S.D. Ils venalent d'être mis en minorité au sein de la commission politique de leur parti par des unts favorables au projet du général Ennes et, donc, à des discussions avec ie P.S. et le P.C. La presse portugaise a même fait état d'un dîner privé qui aurait eu lieu, quelques jours auperavant. à la maison du commandant Vitor Alves, membre du Conseil de la révolution, et qui bres de l'aile modérés du P.S.D., MM. Rui Macheta at Sérvulo Correla (3). Au cours de ce diner, on aurait envisagé la possibilité d'écarter M. Sà Cameiro de la direction du P.S.D. Mais, suivant une stratègle déjà utilisée. la leader du P.S.D., en s'appuyant sur les sections du Nord, a réusal, au cours d'un conseil national qui s'est tenu les 10 et 11 novembre, à Lisbonne, à reprendre la majorité au sein de son parti (4).

A. Echegut est un journaliste fran-çais; K. Van Meter est membre du Trans-national Institute, à Amateulam.

La seconde conséquence de ce discours a été la nouvelle scission intervenue au sein du P.S. M. Lopes Cardoso, ancier ministre de l'agriculture, écarté des inciances du parti après le congrès du 29 octobre 1975, avalt fondé en tévrier dernier, avec ses amis de l'alle gauche du P.S., une association culturelle, Fraternité ouvrière, ouverte aux militants d'autres formations. Après plusieurs mois de guerre ouverte avec la direction du parti, M. Lopes Cardoso décidait, le 7 novembre, de constituer un nouveau mouve-mant politique qui « défendre le programme approuvé au congrée du parti anciellaté en décembre 1974 ». Cette scission n'est pas sans rapport avec la possibilité de nouvelles élections, annon-cée par le président de la République

gonvernement struit d'entreprendre de nouvelles négociations avec le Fonds monétaire international.

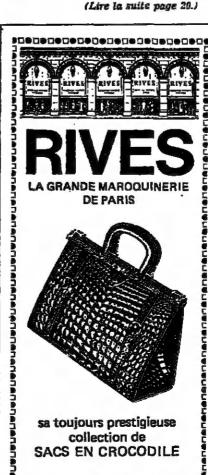
Lire la suite page 16.)

(1) Conformément aux articles 136 et 147 de la Constitution. 147 de la Constitution.

(2) Le parti socialiste, dirigé par M. Mario Soares compés cent six députés : le parti social-démocrate, dirigé par M. Sà Carnsiro, compts soixante-troise députés : le Centre démocrate et social dirigé par M. Freitas do Amaral, compte quarante-deux députés : le parti rommuniste, dirigé par M. Alvaro Cunhal, compte quarante députés, et l'Union démocratique populaire, d'irigée par M. Acâcio Barrairos, un député :

(2) O Cornal du II au I7 novembre 1977.

(3) O Jornal du 11 au 17 novembre 1977.



156, rue de Rivoli, 156

DODODO MÉTRO : LOUVRE ODODODO

L'instabilité du Bangladesh

Pragmatisme économique et lutte contre l'apartheid

LE NIGÉRIA, «CLÉ DU PROBLÈME AFRICAIN»?

N février dernier, un mois à pelne après que le président Carter se fut installé à la Maldeur américain auprès des Nations unies, M. Andrew Young, se rendait à Lagos où il rencontrait pendant quatre heures le général Oba-sanjo, chef de l'Etat nigérian. M. Donald Esum, ambassadeur des Etats-Unis à Lagos, qui avait participé aux discussions, déclara par la suite que c'était « la plus inté-reszante et peut-être la plus importante des conversations de cette nature que j'al eues durant mes vingt-trois années de carrière ». M. Young, de eon côté, rapporta aux journalistes que des plans pour au pouvoir en Rhodésie avalent été discutés ; on avait suggéré des tagne, les Etats-Unis, les Etats de la - ligne de front - et les mouvepour la libération. Les plans devralent être soumis à l'examen Vanca, secrétaire d'Etat américain, précisa M. Young en prenant la préceution de donner une assu-rance aux journalistes américains : - J'ai soigneusement fait attention

Peut-ètre le général Obasanjo lorsque, à la fin du mois d'octobre. M. Young et les autres délégués des peys occidentaux au Conseil à trois projets de résolution d'origine africaine demandant des eanc-Tons économiques obligatoires contre l'Afrique du Sud et l'inter-Quelques jours plus tard; M. Young, de passage à Londres, feieait savoir intentionnellement, lors d'une interview tèlévisée, que c'était le refus de la Grande-Bretagne de mettre en péril son commerce et eas investiasements en Afrique du Sud qui avait obligé les membres rité à bloquer les projets de résolutions. Le docteur David Owen, nut, non sans complaisance, que Londres pourrait, à l'avenir, subir de Washington, pour qu'une action décisive solt menée contre le régime raciste de Pretoria. Pour

sins, auteur notamment de Lourho, Portrait of a Multina-ional a (en collaboration avec Margaret Ling et Gillian Gronje).
publié simultanément à Londres
par Penguin Books et Julian
Friedmann Books Ltd., 1975 (voir
le Monde diplomatique d'octobre
1977, page 9).

Un tournant spectaculaire dans les relations entre Washington et Lagos

Par SUZANNE CRONJE*

De la guerre du Biafra à la crise angolaise

semblèrent répondre à un calcul précis — peut-être à un souci

certains pays africains, su Nigéria en particulier, où M. Young avait

consacré tant de temps et d'ef-forts, non sans auccès, pour ins-

taurer de bonnes relations avec les dirigeants. Le ministre des affaires étrangères nigérian a néanmoins

fait savoir, depuis iors, qu'il refusait d'admettre ces vatos et que

eon pays continuerait à exiger l'application de sanctions écono-

miques à l'encontre de Pretoria. Le Nigéria avait prouvé, ces deux

demières années, qu'il serait diffi-cile d'appliquer la stratégle de l'Occident en Afrique sans sa

juste quand li déclara, lors de son

séjour à Lagos au mois de février, que le Nigéris était la «clé du

problème atricain ». Ce pays, qui compte de solxante-cinq à quatre-vingts millions d'habitants, est de

join le plus peuplé de l'Afrique, et pourrant les précédents gouverne-ments américains l'avaient ignoré

aussi de toute l'Afrique noire le

pays le plus riche de potentialités.

En 1974, son produit national brut

atteignait 12 240 millions de livres

sterling, ce qui le classait au

deuxlème rang du continent, après

nus pétroliers se montalent à 5 250 millions de livres sterling (en

livres sur l'année précédente). Et,

selon le directour général de la Nigerian National Petroleum Corpo-

ration, cas revenus dolvent e'ac-

croître de 600 millions de dollars

Quand le gouvernement Carter

entra en fonctions, les relations entre les Etats-Unis et le Nigéria

étaient à leur point le plus bas.

Ainal, par exemple, M. Kissinger

avait-il souhaité, en avril 1976, s'arrêter à Lagos à l'occasion d'un

de ses voyages consacrás aux pro-

ble : mals le commissaire nigérien

chargé des affaires étrangères, le

généra! Gerba, avait alors annoncé

« ce n'était pas un moment oppor-

tun pour une visite du docteur

- < CEDD0 » -

Un film de Sembene Ousmane

En Afrique noire, il n'est guère tabou de critiquer certaines E pratiques d'autorité provenant d'une singulière conception de l'islam. Déjà, par exemple, le film sénégalais Nianguye (1974) a dénoncé les méfaits du maraboutisme contemporain

et alerté l'opinion sur ces petits bagnes d'enfante que sont parfois les écoles coraniques.

parfois les écoles coraniques.

Sembene Ousmane s'en prend aujourd'hui à la manière dont fut menée l'islamisation de l'Ouest africain durant le dix-septième siècle. On appelait alors « Ceddo » tous ceux qui, pour ne pas renoncer au spiritualisme africain et à leur identité culturelle, refusèrent de se convertir; ils incarment, pour le réalisateur, l'africanité authentique, celle qui a résisté, grâce aux ressources de la tradition locale, à une forme subtile d'erransionnisme étranger.

aux ressources de la tradition locale, à une forme subtile d'expansionnisme étranger.

Le réalisateur, avec l'aisance poétique d'un conteur griot, narre l'irrésistible ascension d'un imam intolérant (portant djellaba marocaine et tarbouche de Fez); d'abord éminence grise des autorités villageoises, ce ministre du culte musulman, s'appuyant sur une milice fanatique, renverae le roi et se fait élire chef, cumulant ainsi en sa seule personne tous les pouvoirs, temporels et spirituels; il en usera pour convertir de force (ce qui est, comme on le sait, contraire à l'esprit de Coran) tous les habitants, les « Ceddo x, de la localité.

Charge très violente contre les prosélytismes (le catholicisme, incarné par un missionnaire esclavagiste, est blâmé en passant), contre les intolérances et, surtout, contre les abus des religions

Incarné par un missionnaire esclavagiste, est blâmé en passant), contre les intolérances et, surtout, contre les abus des religions d'Etat, ce film valorise visuellement tous les aspects de la culture vernaculaire : rituels, parures, ornementations, pratiques de chasse, coutumes de collectivisme, attachement au dialogue. Son baroquisme, un certain tropicalisme, rappellent par endroits cette « esthétique de la violence » que le cinéaste brésilien Glauber Rocha réclamait naguère pour les réalisateurs du tiers-monde; il confirme Sembene Ousmane comme le plus brillant, le plus divers, des cinéastes africains.

Pour des projections-débats : CEDDO. Réal. : Sambene Ousmane, 25 mm, couleur, 80 min. — Diffusion : Film; Doomireew, B.P. 8087 YOFF, Dakar, Sénégal.

En fait, la médiocrité des relations entre Washington et Lagos était une vieille affaire. Après son accession à l'indépen-dance en 1960, le Nigéria s'était d'abord de sécession du Blatra, en 1967, le secré-teire d'Etat Dean Rusk annonça que l'Amé-rique s'abstiendrait de fournir des armes

l'unité africaine (O.U.A.) était divi-

sée sur ce problème, certains de

ees membres voyant d'un ceil favo-

Cubsins su M.P.L.A. du docteur

Neto contre d'autres mouvements bénéficiant du soutien de l'Afrique

« modérés » s'opposalent à catte présence cubaine. L'O.U.A. s'ap-prétait à tenir des réunions epé-

cizles pour discuter de cette ques-tion, quand Washington envoya des

émisseires sur le continent pour

persuader les Elats membres de

l'O.U.A. da voter contre l'interven-

tion cubaine. En janvier 1976, à la

veille de cas réunione, le nouveau gouvernement nigérian publia une déclaration dans laquelle 11 accu-

d'y expédier = des lettres-circu-laires impératives à l'adresse de tous les cheis d'Etat africains »,

que l'O.U.A. insiste pour obtenir le

retrait des conseillers soviétiques et cubains en échange du retrait

des troupes eud-eincelnes qui

assistalant les ennemis du docteur

Neto en Angola. La déclaration de Lagos insistait sur le fait qu'il ne

Cubains et les racistes eud-etri-

cains, et annonçait que « le gou-vernament militaire tédérai recon-

naît le gouvernement de Luande dirigé par le M.P.L.A. comme le

gouvernement légitime de l'An-

gola ». Pour finir, la déclaration

rajetalt totalement - le directive du

président des Etats-Unis = en

souhaitant que d'autres gouverne-

ments africains refusent aussi de

s'incliner devant une telle pression.

Pour Lagos, cette attitude fut accueille comme une insulte officielle de la part des Américains. Qui plus est, la cause du Blafra avait la sympathie d'une grande partie de l'opinion publique aux Elate-Unis et, lors de la campagne présidentielle de 1965, le candidat Richard Nixon tenta d'exploiter ce sentiment à des fine électorales en demandant au

au Bintra : - C'est à un génocide que nous assistons actuellement. vienne en zide aux sécession-nistes. En réalité, il n'en fut rien.

Mais à Lagos, l'impression prévalalt que les Etats-Unis s'étalent rangés aux côtés du Biafra et les relations ne s'améliorèrent pas avec la fin de la guerre civile. En 1973, préoccupé par l'affaire du Watergata - annula une visite officielle que le président du Nigéria, le Washington. Ce qui n'arrangea pas les choses. Car cette rebuffade était plutôt eurprenante, le Nigéria idéologique, comme un allié potennacrogique, continue: Lagos n'avait même pas bronché devant l'enga-gement américain au Vietnam. Récemment, un historien nigérian la guerre civile, les Soviétiques constatărant avec consternation que les liens du Nigêria avec l'Occident, avec la Grande-Bretagne en particulier, restalent intacts... Le Nigéria aurvécut à la guerre civile sans devenir une tête de pont soviétique en Airique ».

Après le coup d'Elat qui renverse tion militaire qui lui succéda se montra encore plus hostile à la politique africaine des Etats-Unis que no l'avaient jamais été les à Lagos et que ne l'étaient les autres gouvernements africains en place, notamment à propos de ce qu'on a appelé la « directive » de Washington visant à influencer l'attitude des pays africains à l'égard de l'Angola. L'Organisation de

avait établi une équipe d'informa-tion économique pour surveiller l'application de catte politique. octobre demier, la général Oba-eanjo est ravenu sur les disposialoutent dans une conférence de presse que catte nouvelle politique exemple le cas d'une société d'Allamagne occidentale qui, dit-il, avait trepris un programme de dégagement progressif de l'Afrique du Sud pour être en mesure de fatre

nise pour mettre ses menaces à execution, c'est à voir. Mais du M. Cyrus Vance, le commerce des Etats-Unis avec le Nigéria atteint le double de la valeur de leur com-merce avec l'Afrique du Sud et.

ceion M. Young, le Nigéria devance aussi l'Afrique du Sud comme parteneire commercial de l'Allemagne deux pays occidentaux qui es ran-gèrent derrière le triple velo des Etate-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France en octobre. Toutede préciser que, pour la première fais dans l'histoire, les Etats-Unis étalent devenus en 1976 le princi-pal fournisseur de l'Afrique du Sud, leurs exponistions atteignant devant l'Allemagne occidentale (699 millions de livres) et la Grande-Bretagne (680 millions). L'année 1975 pourrait toutefois s'inscrire comme une année exceptionnelle ventas. La Grande-oreusgile, co con côté, était restée le premier fournisseur de l'Afrique du Sud jusqu'en 1974, année où elle fut supplantée par l'Allemagne de l'Ouest Désormals, le Nigéria est le neuvième partenaire commercial de la Grande-Bretagne, tandis que livres sterling, le double de celles qui furent destinées à l'Afrique du Sud. A lui esui, le Nigéria avait alors acheté 774 millions de livres sterling de produits britanniques (1).

Du pétrole et du gaz naturel pour

d'honneur, li e'adressa au dirigeant nigérien en le nomment eon - camarade bep-tiste -, et il ajouta : « En raison de ma propre ignorance de l'Airique, il m'est utile d'avoir un conseiller comme notre les Américains En résilité, us n'est pes seulement à cause de l'influence de con pays dans les affaires africaines que le général Obasanjo a reçu un tel acqueil. Cet Elet d'Afrique occidentale set mainte-nant le deuxième fournisseur de pétrole de l'Amérique, ce qui constitue un élément stratégique dans la politique des Elets-Unis. En 1977, il aura

expédié sux Elate-Unis en moyenne 31 % de se production pétrolière totale — soit un million deux cent quinze mille barils par jour (2). Ces fournitures en provenance du Nigéria représentent environ un quart des importations pétrolières de l'Amérique, qui doit désormais importer

presque la moitié du pétrole dont Le Nigéria est membre de l'Organisation des pays exportateurs de

pétrole. Mais durant la demière

(1) Le commerce entre la France et le Migéria s'est aussi développé. Les importations françaises (surtout du pétrale) ont plus que doublé de 1973 à 1978, passant de 1967 millions de france à 3570 millions du Rigéria ont quintuplé dans le mêma laps de temps, passant de 478 millions de france à 2577 millions. Un nouveau bond est observé pour le premier semestre de 1977, les exportations migériames vers la France attalsment 2300 millions de france et les importations en provenance de

Arabas décrétèrent l'embargo petroiler contre Israel et ses alliés, Lagos a poursuivi sen livraisons comme à l'habitude. C'était au temps du cénéral Gowon, et l'on

Prance (principalement des véhi-cules à moteur et des pièces de rechange) 1900 millions de francs.

(2) Scule l'Arable Saoudite expédie davantage de pétrole aux Etats-Unis — environ un million quatre cent quarate-ninq mille barils par jour. Mais is brut saoudien a l'inconvénient d'être davantage chargé en sulture, donc plus polluant. Il est aussi pins éloigné. Le Nigéria est relativement proche de la côte est industrialisée des Etats-Unis, dont seul l'océan Atlantique le sépare.

Un rival sérieux pour Pretoria

Quand e'ouvrit la réunion de l'O.U.A., Il apparut clairement que l'énergique déclaration du Nigéria aveit produit un affet déterminant eur le vote et que la diplomatie américaine avait échoué dans la question angolaise. Le Nigéria fit aussi-tôt savoir qu'il avait l'intention de poursud-africaine de l'Amérique et de ses alliés en dénonçant à l'ONU « ces prétendues démocraties qui trouvent l'apartheid répugnant mais continuent de l'acceptes en accordant la priorité à leurs intérêta

des investissements de certains pays dans l'Afrique du Sud raciste. Nous connaissons tout aussi bien, et de première main, l'ampleur des investis-

contre l'apartheid qui se réunit à Lagos en goût demier, sous l'égide des Nations unles, pour que les termes de l'alternative à laquelle l'Ouest était confronté soient pré-

tenir des liens ou des ramifications avec l'Afrique du Sud au sont déjà appel d'offres de tout genre ou de toute nature pour toute transaction

établis ». Le gouvernement de Lagos pré-cisa qu'il considérait « le combat pour l'indépendance du Zimbabwe comme le prolongement du combat pour la liberté at la justice en Angola ». Au début de 1977, le général Garba menaça d'actions de représailles tous ceux qui collaboraient svec Pretoria : « Nous connaissons fort bien l'ampleur saments de ces mêmes pays en Afrique noire. Je puis dire, sans hésitation,

que ces demiers sont plus grands. amnonca alors que « les contrac-

DU COURS MOYEN (8°-7°) AUX BACCALAURÉATS A.B.C.D Pour les études en France de votre file, un établissement cetholique du second degré associé par contrat à l'anseignement public :

L'ÉCOLE de SORÈZE

INTERNAT DE PLEIN TEMPS - WEEK-END COMPRIS

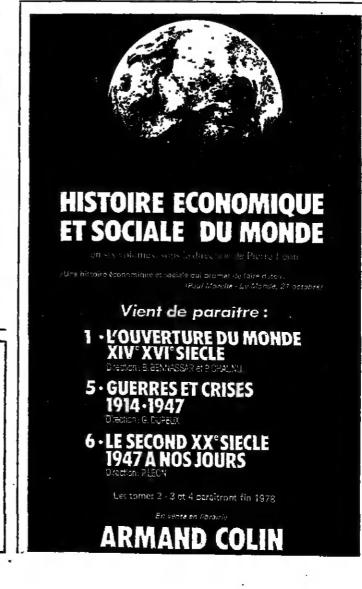
ouvert aux enfants francophones, scolairement aptes à l'enseignement secondaire français. GRAND PARC - ESCRIME - JUDO - EQUITATION

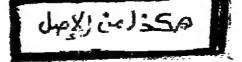
PERES DOMINICAINS - ECOLE DE SOREZE rue Locordaire, SOREZE - 81110 DOURGNE Téléphone : (63) 50-10-11 et (63) 50-10-72 _Ae Monde_ de l'éducation

Le numéro de décembre est paru,

JOUETS ET LIVRES POUR ENFANTS

> 5, rue det Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.







maintiendrait cette position en cas de nouvelle guerre. Devant l'Assemblée générale de l'ONU, le général Obasanjo a fait remarquer que stinions et qu'il continuerait à cue chaque pouce du territoire conquis par la force des armes -Le président Cartèr escomptait

Le president Certer escomptant parter du problème pétroller avec le gouvernement de Legos au cours de la visite qu'il devait faire au Nigéria à la fin de novembre et qu'i a finalement dû être remise. Mais las Américains espèrent toujours persuader le gouvernament nigérian d'user de son influence au ean de l'OPEP pour empêcher, ou du moine modérer, les pro-chaines hausses de prix. Peut-être ser d'un certain moyen de pression sur Lagos dans la mesure où les Nigérians attendent la délivrance de permis américains pour exporter aux Etats-Unic leur gaz naturel liquérié. On a annoncé récemment à Legos que les négocia-tions pour le construction d'un complexe de gaz naturel liquéfié d'une valeur de 2500 millions de liwes sterling, qui produira 2 milliarda de pieds cubiques par jour, en élaient à une phase - très avancés et que les travaux commen-ceralent dès que les Stats-Unis auraient accordé la licence. La législation américaine en matière

Affinités

ethniques

d'affaires

et intérêts

d'énergie, qui protège les produc-teurs nationaux, a jusqu'ici forte-ment gêne les fournisseurs étran-gers soucieux de pénétrer sur le marché des Etats-Unis, mais le rude hiver de l'an demier avait provoqué de graves pénuries de gez dens le pays ; la réduction des livraisons svalt about à la mise au chômage d'au moins trente mille ouvriers de l'industrie, et le président Carter a du prendre une meaure législative d'urgence pour assurer la redistribution des livrai-sons. Il y a donc lieu de croire que les licences eeront délivrées au Nigéria et, dans ce cas, les revenus en devices que ce pays tire de son gaz naturel pourraient dans les années 80 dépasser ceux que lui procure son pétrole.

Pendant son séjour à Washing-ton, le général Obasanjo a donné quelque ancouragement au plan anglo-américain de règlement pour la Rhodésie, mais il a dit au président Carter que « la lutte armée des opprimés est justifiée et sera couronnée de succès ». H s'est montré pessimiste eur les chances d'une négociation pacifique qui exigealt de la conflance, e et ni M. Vorster ni M. Santh n'inspirent confiance . Il a invité Washington à soutenir les aspirations des Africains en prenant des meeures plus ènergiques à l'encontre de l'Afrique du Sud.

Les propos échangés à Washington montrent à quel point se sont améliorées, en l'espace de quelques mois, les rela-tions entre les deux pays. Le général Obasanjo en attribue le mérite à la nouvelle diplomatie de M. Young, une diplo-matie dont beaucoup d'observateurs crolent qu'elle a été mai inepirée en ce sens qu'elle a fait naître des espoirs chez les Nigérians qui attendent du gouvernement Carter qu'il prenne contre Pretoria des mesures allant à l'encontre des inté-rêts de l'Amérique ou de son opinion

publique. A cet égard, le vielte officielle du président nigérian a donné quelque Idée de la etratégie que Lagos compte adopter pour influencer la décision politique américaine. Lors d'un diner donné en con honneur par les dirigeants de la communauté noire à New-York, le général Obasanjo s pressé les Noire américains et les Nigérians d'exploiter leurs atfinités ethniques. Daos un discours prononcé à l'université Howard, il déclare que la contribution des Noirs à la civilisation humaine avait été complètement entravée ou escernotés par la domination colonials. Il lança un

appei aux universitaires noire américains pour leur demender de redresser le passé et d'user de leur influence pour faire pression sur Washington. Il les invita autai à apportar leurs connaissances au Nigéria pour l'aider à se dévelop-

En somme, il semble que la nou-velle foi du Nîgêria dans la bonne volonte des Etats-Unis dolt beaucoup à la conviction que M. Carter a até élu president grâce aux votes des Noire et que c'est cette ralson qui a incité son gouvernement à promettre d'œuvrer en faveur de la règle de la majorité en Afrique australe. Pour s'assurer que ces promesses seront tenues, le Nigéria a l'intention d'établir des liens solides avec la communauté noire américaine. Déjà, les organes de presse nigérians contrôlés par le juife américains d'exercer un pouvoir et une influence en faveur d'israël. Dans un récent éditorial, le Daily Times, le journal le plus important, conclusit ainsi que - s'il est viei, certes, que les Afro-Américains ne sont pas encore assez influents pour alder l'Afrique, nous autres, su Nigéria, nous devons les aider à prendre de l'influence... Nove pourrions commencer per offrir aux sociétés atro-américaines certains des contrats dont des institutions ouest-européennes aujourd'hui la quasi-exclusivité... Nous pourrions en employe davantaga pour travailler ici. Nous pourrions même teire des invests dans des journaux noire aux Etats-Unis ». La correspondant politique du Daily Times suggérait même que si le gouverne Carter faisait la preuve de ces bonnes dispositions à l'égard des espirations des Africains, - nous devrions l'aider à obtenir un second

mandat. Et la visite d'Obasanio peut y contribuer ».

Cet argument a jargement été exploité pour réduire au silence l'opposition interne que la visite du président et l'emélioration soudaine des relations avec les impérialistes = avaient euscitée. en perticulier chez les étudiants et les universitaires. Le général Garbs avait déjà été forcé de défendre la orédibilité de M. Young quant à la politique étrangère américaine eut publié une déclaration s'opposant à l'emploi de la force pour libérer l'Afrique australe. Un journetiete nigérian fit elors remarquer que - M. Young, meigré se coulear, eppartient dans sa quintesaence à la classe moyenne américeine. Il ne peut pes se ranger à å fåtrengar una Des groupes de pression se sont formés au Nigéria pour presser le chef de l'Etat de prendre position en faveur de « la libération et la révolution en Afrique du Sud », satisfaire ses besoins économiques ne conduise le Nipérie à se faire le = garçon de courses des causes de l'impérialisme et du néo-colo-

De tels souppons ne pouvalent qu'être confirmés per cectains pro-pos tenus par le général Obasanjo devant des hommes d'affaires à Nigeria « peut difficilement être surpassá comme proposition = pour réaliser de bonnes affaires. Ou encore : « As Nigéria, les marges de profit sont resiées conforte les stimulants abondent et la concurrence n'est pas encore acca-



Les choix du général Obasanjo : discipline et tradition

Evidemment, de telles déclarations ont un son étrange de la part d'un chef de gouvernement qui avait agl si fermement en faveur du M.P.L.A. marxiste en Angola en faveur du M.P.L.A. marxiste en Angola et qui s'était errangé pour mobiliser les Africalms cadicaux contre la pression exer-cée par Washington. En fait, ce n'est pas le général Obasanjo qui avait inauguré cette politique. L'homme qui renversa le général Gowon — le général Murtala Mohammed — fut lui-même tué quelques mois après son accession au pouvoir lors d'una lentative de coup d'Etat au début de 1975. Le général Obesanjo a pris sa euite tout simplement parce qu'il était son escond dans l'armée, bien que le gouvernement qu'il dirige continue, du moins officiellement, de suivre

la vole politique tracée par Mohammed. Il est difficile de dire aujourd'hui ei Mohammed était ou non motivé par des convictions idéologiques pré-cises, car il n'est pas resté assez longtemps au pouvoir. En revanche, on sait quella est la position idéologique du général Obasanjo.

101

Dans un discours récent prononcé à l'occasion de l'inauguration d'une ácole militaire à Jaji, le général a évoqué le genre de société qu'il souhaitait pour le Nigéria : « Ja suls protondément conveincu que la décision de choisir entre le capi-talisme et la socialisme et que l'énergie dépensée pour faire ce

lise dans les produits étrangers exotiques, d'où cette tolle course

à l'argent rapide et facile... Il existe dans notre société des iné-

Las structures de la société nigèriane ont besoin d'être transformées - quoique les valeurs et les attitudes qui ont cours ne solent - pas les plus convenables pour une transformation rapide ». Le chef de l'Etat souhalta - que dans chacun de leurs actes les Nigérians relè-vent le déll consistant à forger un mode de vie nouveau et original qui puisse nous conduire à la grandeur, au comentement et au

Il ne tait pas de doute que les espoirs ainsi formulés par le général Obasanjo étalent sincères, mais ils samblaient davantage conçus pour gérer une écola de cadets du type britannique que pour diriger une nation aussi complexe et diverelfiée que la Nigéria, pays sevré d'aspirations qui pulssent galvaniser l'unité de ses habitants, un pays privé, en somme, d'une idéo-logie qui vaudrait les eacrifices que le général demande.

Selon les promesses du gouvernement militaire, le pouvoir doit



diversion et de gaspillage. » Il déplora que « la plupart des Nigérians, spécialement dans les centres urbains, préfèrent s'efforcer de tourner la loi plutôt que de s'imposer de la retenue, de la discise conformer à la loi, su bénéfice de toute la société. C'est l'égolame qui engendre l'indiscipline, la non-Nova sommes devenus una nation

pas avoir leur piace dans une société juste et équitable. - Le Nigeria, dit-ii, est - encore un paya où les gens utilisent tous les moyens et stratagèmes délovaux. y compris les relations en haut lieu, pour obtenir ce qui ne leur revient peut-être pas ». Ses remèdes? Discipline et tradition: « Nous devons acruter notre culture et notre mode de vie treditionnel pour les adapter à l'âge moderne.

être rendu aux civils dans deux ans. Les partis politiques seront à nouveau autorisés en octobre 1978, mais l'Assemblée constituante qui a été élue récomment pour élaborer une Constitution qui conduira aux élections semble mai pourvue pour définir un cadre propice à la liberté de la campagne électorale et de l'expression publique. Déjà, cour assurer la suprematie de certaines régions et de certains groupes d'intérêts, et l'on ne saurait s'en étonner pulsque beaucoup de membres de la Constituente sont ceux-là mêmés qui, hommes politiques ou personnalités offi-cielles, avaient conduit le premier gouvernement militaire du paye à l'effusion de sang et à la guerre Dans ce tableau, le seul facteur

consistant est la politique étrangère, particulièrement à propos Vraisemblablement, cette politique est élaborée par l'un des collègues du général Obasenjo mais qui n'est pas le généra Garba, commissaire chargé des affaires étrangères. Selon des sources informées à Lagos, ce serait le deuxième personnage de l'armée, le général de brigade quartier général suprême, qui inspicales. Au mois d'apût demier, dans un discours radiodiffusá prononcé à l'occasion du deuxième saire du coup d'Etat contre Gowon. le général Yar-Adua a insisté sur le falt que le Nigéria accordait dėja son assistance aux mouvements de libération et déclara que les torces ermées nigérianes sou-haitaient combattre à leure côtés mal: qu'elles n'en avaient pas été sollicitées. A propos de la nécassité d'une idéologie nationale. Il responsabilité des militaires d'imposer une idéologie au peuple, mais beaucoup de Nigérians se souviennent des paroles qu'il eut un jour pour expliquer la congestion des ports, dont il attribua la responsabilité à « un sinistre D'autres personnalités dans l'ac-

tuel gouvernement pronent des solutions radicales at pourraient trouver un soutien dans la jeunesse et auprès de tous ceux qui se trouvent deçus. Mais toute tentative pour modifier le cours constitutionnel qui a été assigné au Nigéria ne pourrait que déboucher sur une nouvelle période de dictature militaire, et cela peu de Nigériane le sions politiques se concentrent fréquemment eur les problèmes de politique étrangère parce que l'acte le plus populaire de l'actuel gouvernement a été son défi à Washington. Au mokes, parmi la jeune génération, on ne voit pas, pour le moment, d'autre terrain où puissa s'épanouir le rêve de fierté

SUZANNE CRONJE.

BIBLIOGRAPHIE

«L'expérience socialiste somalienne», de Philippe Decraene

A LORS que ce pays se trouve, depuis quelques mois, au A centre de l'actualité africaine, l'ouvrage de Philippe Decraene est le premier en France à présenter la Somalie socialiste au grand public. Sa lecture permet de se forger une opinion plus précise sur les causes et les péripéties ai complexes du conflit de la corne d'Afrique, en offrant une vue d'ensemble inédite de l'un des principaux protagonistes. Travaillant sur des documents parfois « introuvables », telle cette Chronique de la révolution somalienne, rédigée en 1973 par un membre du P.C.L. puis retirée de la circulation à la par un membre du P.C.I., puis retirée de la circulation à la demande des autorités de Mogadiscio, l'auteur a également effectué plusieurs séjours professionnels dans le paya. La connaissance des hommes et du terrain qu'il y a sequise apporte à son ouvrage l'indispensable compréhension des phénomènes socio-politiques et de leur évolution. L'abondance des informations qu'il fournit, tant sur l'économie que sur l'histoire ou sur la vie politique du pays, concourent à l'intérêt de ce leur pays, concourent à l'intérêt de ce leur pays. puis retiree de la circulation a l

Qui connaît en Europe la révolte de Mohammed Abdallah Hassan, le « mad mullah » poète et guerrier prestigieux, héros national de la Somalie indépendante, dont les troupes tinrent vingt ans durant les Britanniques en èchec ? Si l'unification de la Somalie italienne et du Somaliland anglais reste présente à l'esprit, se souvient-on que ce n'est qu'en 1955 que la Grande-Bretagne cédait à l'Ethiopie les « restricted areas » de l'Haud et de l'Ogaden, créant avec cette Alsace-Lorraine somalienne les éléments du conflit qui éclate aujourd'hui ? Decraene s'attache à rappeler l'unité fondamentale de la nation somalie que, par son action en profondeur, la politique culturelle du régime de M. Syad Barre a renforcée : mise au point d'une

transcription en caractères latins du swahili devenu l'unique langue officielle, campagnes d'alphabétisation systématiques; pas une occasion n'est manquée de faire revivre et d'exalter la culture nationale. Si les traits originaux et souvent positifs du socialisme somalien sont soulignés, tels que « l'auto-assistance » par le volontariat collectif, l'auteur ne néglige pas d'en présenter les difficultés : la principale relève, sans doute, de l'obstination de l'Etat à sédentariser ce peuple de nomades, profitant au besoin de la terrible sécheresse qui frappalt la profitant au besoin de la terrible sécheresse qui frappait la région il y a peu d'années. Il était malaisé pourtant de se procurer des informations sur les campagnes dans un pays où tout déplacement à plus de 40 kilomètres de la capitale est soumis à autorisation. Les positions somaliennes en politique étrangère font l'objet d'une claire analyse qui détaille l'évolution récente de ses rapports avec les principaux partenaires. En annexe, la biographie des principaux dirigeants et la composition des organes de direction du régime, depuis que « Hoga » (l'armée) a donné au pays son orientation socialiste, complètent l'étude.

La thèse fondamentale de Philippe Decraene, dont cet ouvrage se veut la démonstration, reste que, pour les dirigeants somaliens, le socialisme scientifique qu'ils défendent ne sauratt s'accommoder d'aucun compromis avec leur nationalisme sans faille. Il n'hésite pas à affirmer, en avertissement, que « s'ils venuient à estimer demain que le choix socialiste n'est plus utile à leur pays, il est hors de doute qu'ils renoncermient aussi disément à l'expérience en cours qu'ils ont déjà renoncé à l'alliance avec l'Union soviétique ».

C. B. profitant au besoin de la terrible sécheresse qui frappait la

* Philippe Decreane : l'Expérience socialiste somationne, Editions Berger-Lecrauit, Paris, 1977, 224 pages, 49 F.





75008 PARIS

Tél. 924.83.96

Au-delà de l'affaire Croissant

LES DROITS DE LA DÉFENSE

Les conditions dans lesquelles M' Klaus Croissant a été extradé semblent bien indiquer que les gouvernements concernés ne sont plus tellement sûrs de leur autorité. Convaincu de son bon droit, le gouvernement français n'eût certes pas manifesté un tel souci d'éviter tout recours devant une instance supérieure. Persuadées de la solidité de leur dossier, les autorités allemandes se fussent bien gardées d'annuler le mandat du 15 juillet sur lequel la chambre d'accusation, à Paris, avait fondé son avis ; elles ne lui eussent pas

substitué une nouvelle inculpation que le tribunal français avait jugée irrecevable. De bout en bout, ce

Du légalisme au conformisme

qui a triomphé, c'est le mépris du droit. Notion aussi abstraite que formelle? Non pas, car c'est aussi le mépris de l'homme et des seules garanties que puisse offrir un régime démocratique.

Sans dramatiser, l'affaire n'a de sens que si elle prélude à de nouvelles contraintes imposées par des gouvernements qui doutent d'eux-mêmes. Ils doutent, car la crise économique qui se prolonge et s'aggrave les menace bien plus que ne pourrait le faire un groupe ayant choisi la violence. En brandissant l'épouvantail d'un terrorisme que condamnent à la fois la morale et le réalisme politiques, ils détournent l'attention des vrais problèmes, désignent des boucs émissaires, s'efforcent de jouer sur la peur pour regrouper leurs troupes. Au bout de ce chemin, il y a, nécessairement, le conformisme qui étouffe toute vie sociale.

Un pas de plus peut-il être franchi dans cette direction? Armando Uribe et Jacques Amalric rappellent comment sont violés les droits de la défense dans des régimes pourtant fort différents mais qui ant en commun un même goût de cet ordre stérile qui est la négation institutionnalisée de la dignité humaine. De tous les terrorismes, le plus redoutable est celui que les États eux-mêmes peuvent pratiquer.



E N extradant M° Klaus Croissant, la gouvernement français n'a nullement d'aucune « précipitation » puisqu'il avait event même l'audience de la chambre d'accusation. Il est laux de prétendre que l'intéressé aurait été privé d'un égitime recours en Conseil d'Etat, que gouvernement français, cédant au - diktat du gouvernement ellemend -, magistrata, et qu'au bout du compte le principe du droit d'asile aurait été violé. M. Algin Peyrefitte a ainsi dissipé les doutes et les soupçons qui avaient pénétré la conscience de nombreux Français appartenant à des tendances politiques fort diverses (1). Par une argumentation rigourause, le ministre de la justice a baizyé les objections nées de scrupules excessifs. Misux, par sa troide logique, il a réduit à néant des innocents qu'ils ne le prétendent. Deux points, cependant, méritent d'être précisés, faute de quoi l'analyse, que le garde terme, se détruit elle-même,

« Les terroristes, écrit en effet M. Peylla parviennent à établir des liens entre aux. (...) Pourquoi les terroristes auraient-Etata ? (...) La riposte à cette menace est plus alsément concevable entre des pays (...) où l'on observe les mêmes exigences à l'égard du respect de la démo-cratie, de la liberté, de la justice. (...) Tel est le cas des nations de la Com-

Tel est aussi, sans doute, le cas de l'Iran ? Le jour même où la France extradait Mª Croissant, le chah était en s'entretenir, à Paris, avec M. Giscard

d'Estaing. A cette occasion, Washington fut le théâtre de violents désordres, dont l'ampleur rappelait les manifestations contre la guerre du Vietnam on les émeutes raciales; les nuages de gaz lacrymogène arrivèrent jusqu'aux pelouses de la Maison Blanche où le président Paris, où l'on enregistra cependant des protestations du parti communiste, de la C.G.T., du parti socialiste, etc. Dans les deux capitales qui accueillirent le chah, on fit mine d'aublier que le régime iranien ne respecte guere - la démocratie, la liberté, le justice = que M. Payre-fitte souhaite, à juste titre, délendre par une étroite coopération entre les Etats. Voilà un peu pius de dix ans déjà que de violentes manifestations, au cours desquelles un étudiant allemand fut tue par la police, saluaient à Berlin une visite officielle du chan : c'étaient les diante dont certains meneurs deviendraient les terroristes de la « bande à Baader ». Alors, comme aujourd'hul, la règle. Alors, comme aujourd'huil on se montrait discret à ce sujet, car, ce qui importait, c'était, pour la défense des positions de l'Occident, le rôle statégique de l'Iran dans una région troublée ; car aussi d'importants intérêts économiques Washington, il s'agit de six ou huit réacteurs nucléaires et d'une centaine d'avions militaires à livrer; pour Paris, de deux tage Peugeot, d'une dizaine d'Airbus. Avec, en plus, ce dont il n'était pas question en 1967 : la prise de position du chah en laveur d'un blocage du prix du petrole, il l'a dit à Washington, redit

bafoués en Iran. Ce terrorisme d'Etat.

Par CLAUDE JULIEN

devant lequel se résignent tant de pulssances, ne serait-il pas plus redoutable que le terrorisme pratiqué per des groupes de quelques dizalnes d'indivi-Les gouvernements respectueux - de la démocratie, de la liberté, de la lustice » peuvent-ila accepter une définition sélec-

Dans les jours qui précédèrent ce déplacement du chah d'Iran, M. Michel Poniatowski, envoyé special du président de la République française, s'entretenait Argentine avec le général Videls et au Brésil avec le général Gelsel, Blen que ces deux pays na se montrent pas cratie, de la liberté, de la justice », Paris entretient avec eux des relations aussi La lutte contre le terrorisme ne figuralit certes pas au centre des entrettens de M. Poniatowski à Buenos-Aires et à Brasilia, deux autres capitales du terrorisme

Le 22 novembre, c'était M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, qui arrivalt au Brésil. Le même jour, dans la banileue de Rio, on découvrait sapt ayant été préalablement torturées par - Escadron de la mort - qui, depuis le début de l'année, a causé la mort de cent daux personnes. Washington fournirs quand même au Brésil 54 tonnes d'uranium enrichi, Auperevant, M. Cyrus Vance étalt passé à Buenos-Aires, où Mme Padroits de l'homme, avait remis au gouvernement argentin la liste de sept mille le plus parfait mépris des droits de la défense. Le 24 novembre, toujours à Buenos-Aires, deux journalistes Voix de l'Amérique et de la B.B.C.) qui s'entretenzient avec une soixantaine de mères de disparus ont été arrêtés et interrogés pendant sept heures par la

M. Michel Ponlatowski, pour sa part, a remis au général Videla un « message d'amitié ». Après quol, comme les journalistes l'interrogealent au sujet de la politique du président Carter en faveur des droits de l'homme, l'envoyé spécial du président de la République a fait la déclaration suivante, largement reprise, on 5'en doute, par les journaux argentins

et par l'agence de presse officielle : « La première condition des droits de l'homme et de la liberté et du progrès, c'est d'extirper le lerrorisme auquel nous sommes tous soumls. C'est la condition sine que non. Le terrorisme constitue une situation de guerre, et tous les Etats sont solidaires pour le combattre. La France est solidaire de toutes les luttes

contra la terrorisma. a Il faudra blen qu'un jour le gouver nement de la République française expli-que comment il peut concilier, d'une part, sa coopération avec d'autres gouvernements démocratiques pour lutte contre le terrorisme, d'autre part, sa issus d'un coup de force, pratiquent, sur une vaste échelle, la terrorisme d'Etat.

L'insupportable contradiction

E ministre de la justice ne semble

Qu'il veulile donc prendre connaissance

de ces quelques lignes extraites d'un texte

de plusieurs pages, Son auteur, Brési-lien, est diplômé de l'université de Paris,

cette capitale du droit d'asile où tan

de ses compatriotes, comme l'a justement

rappelé M. Peyrefitte, ont trouvé refuge.

Il a été torturé, a refusé de eigner des aveux. Traduit devant un tribunal, il a

fait inscrire au procès-verbal de son

dignité. Il s'exprime à la troisième per-

- ...Le prévenu (...) fut aussitôt placé

choir de perroquet ... Bien que cet

instrument de torture soit amplement

connu, le prévanu considère comme

important de préciser que (...) l'instru-

(1) Cf. « Sur l'extradition de Mª Crois-

sant », par Alain Peyrefitte, ministre de la justice, le Monde du 26 novembre 1977.

bols et pourvus, dans leur partie supé-rieurs, de rainures où s'insère une tige de fe; de 25 millimètres de diamètre environ. Les poignets et les chevilles du prévenu turent entourée de bandecordes. Puis Il fut assis par terre de leile sorie que ses genoux fussent piecés entre ses coudes. On introduisit, dans dessous mentionnée, puis on la souleva et on la fixe sur les chevalets. Alors, avec divera instrumenta (...) pendani qu'un autre attachait aux extrémités de ses membres les dils d'un instrument

ques. (...) Le prévenu resta plusieurs heurss sur le « perchoir de perroquet »... - ...Après un évanoulssement plus détaché et un appela quelqu'un pour vériller sa pression artérielle. Il lut ensuite place sur l'instrument de torture appelé trône du dragon ». Il s'agit d'un fauteuil grossier dont le siège est constitué par une piaque de fer galvanisé. (...) Une fois immobilisé, le détenu fut soumis aux chocs électriques... =

destiné à déclencher des chocs électri-

La aulte est encore pire. De 19 h 30 à tion d'une houre. Reprise jusqu'à 18 houres. Interruption de daux houres. Puis reprise. Ainsi pendant 72 heures. Puis, pendant douze jours, une ou deux séances de plusieurs heures par jour. Ce n'était pourtant qu'un début...

Et cependant, la - prévenu », devant ses juges, a eu la force morale et înteldans l'acte d'accusation, de plaider pour ses co-détenus qui « disparaissant » avec une étonnante facilité, d'esquisser les pour son pave une fols abattu le terrodémocratiques entretiennent de si bonnes relations commerciales.

souhsitable que les pays démocratiques coordonnent leurs efforts en vue de lutter contre le terrorisme, en consecrent les plus grands efforts à celui qui constitue la plus grave menace : le terrorisme d'Etat. Or que volt-on ? Ces mêmes pays démocratiques qui se proposent, selon les mots de M. Peyrefitte, de mettre au point, en commun, « des instruments juridiques nouveaux (...) de manière à permettre une lutte efficace contre le terrorisme a se livrent simultanément une concurrence achamée pour obtenir les faveurs commerciales de régimes dans lesquels tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains d'un groupe terrorista tout-puissant. Pareilla Licapable de survivre à une aussi grave contradiction, porte en elle les germes ne paraît pas trop désuet, de notre honneur d'hommes libres,

Co raisonnement, pendant longtemps,

tendait concéder leur indépendance aux fournissant au gouvernement de Pretoria les armes et les équipements qui permettent à une minorité de Blanca de d'Africains. Trop tardivement, la contradiction parut évidente et ce fut, sous la d'armes. Puls l'humiliation est venue, fin novembre, l'Afrique du Sud décidant de suspendre des contrats conclus avec des firmes françaises pour plusieurs militards

de francs. M. Alain Payrefitte a raison : il existe un lien étroit entre les principes démocratiques dont nous nous prévalons à l'intérieur de nos sociétés et les principes qui dolvent guider notre politique exté-rieure. L'extradition de Mª Klaus Croissant n'a pas réglé le problème. Elle a taquelle aucune démocratie ne peut se

< En droit strict >

UN second point mine per l'intérieur la brillante démonstration du ministre de la justice et la politique qu'il s'agleà son compte les propos d'un juriste qui, tout en critiquant la décision d'extrader Mª Croissant avant que le Conseil d'Etat ait pu se saisir du dossier, écrivalt que, « en droit strict », le gouver-nement français était fondé à agir comme

 En droit strict » ? Mals encore taudraitell que toutes les décisions du gou-vernement fussent, elles aussi, prises ment réservé à Mª Croissent, deviendrait suspect. Et sans doute Illégitime. D'autres cas, dans jesquels l'extradition a été refusée, ont été cités, et aucun ministre, aucun magistrat ne les Ignore. Le droit serait-il dono moins a strict qu'on veut bien le dire ? Certes, et pas seulement en matière d'extradition

Si la ministre de la justice désire, dans tous les domaines, telre - strictement prévaloir les règles de droit, la tâche qu'il a entreprise en faisant extrader Mª Croissant l'entraînera fort loin... Sans même réclemer une législation nouvelle, mais par l'application effective des textes en vigueur, li bouleversara la société, strict », ne neuvent être tolérés, restaurant pour tous la plénitude des droits qui

leur sont constitutionnellement gerantis. Et alors, dépassant ce droit enfin atrictement - appliqué, la pouvoir pourra peut-être porter plus haut ses ambittons et faire preuve d'un peu de heuteur de vue, de courage, de générosité. La sociétá qu'on veut délendre n'en sera pes moins forte, bien au contraire. Elle en sere plus humaine.

Quand Paris refusait d'extrader un terroriste

TL fut un temps où la France relusalt d'extrader non pas, certes, un avocat. mais l'auteur d'un attentat contre un chef d'Etat étranger. Il est vrai qu'alors la presse n'était pas seule à s'émouvoir et que le Parlement lui-même faisait connaître sa réprobation de l'éventuelle livraison d'un homme à une police étrangère qui le réclamait avec insistance. Le gouvernement de l'époque, pourtant très bourgeois, se garda blan da céder aux fortes pressions

professionnels du maintien de l'ordre. La 19 novembre 1879, un dénommé Hartmann faisait sauter, près de Moscou, le train dans lequel auralt dû se trouver le tsar Alexandra II, puls se rélugiait en France. Cinq ans plus tard, le préfet de police, L. Andrieux, relatait ainsi las événements qui sulvirent (1) :

Le 15 février, l'ambassade de Russie m'avisa que ses agents secrets suivaient Hartmann, et me demanda de le faire arrêter. » Il ne me vint pas à la pensée qu'un préfet de police, en de telles circons-

tances, pût se demander quel était son devoir, ou hésiter à l'accompilr. - Je n'avale pas à me prononcer sur la question d'extradition, que le couvernement seul pouvait trancher. Je prenals en quelque sorte une mesure conservatoire en mettant sous la main du gouvernement français l'homme sur

le sort duquel il eurait à statuer.

- Si j'avais refusé de procéder à l'arrestation ; si, prétendant avoir besoin d'en conférer d'abord avec les ministres, j'avais laissé à l'auteur de l'attentat de Moscou le temps de se soustraire aux recherches, n'est-ce pas alors que j'aurals tranché moi-même, en rendant l'extradition impossible, la question qui échappait à ma compétence ? N'aurais-je pas gravement engagé, avec la mienne. la responsabilité de mon gouvernement ? (...)

» L'émotion qui se produisit blentôt et l'irritation qui se manifesta parmi

mes collègues de la Chambre s'expliquaient surtout par l'ignorance des règles constamment suivies en matière d'arrestations pour crimes commis à l'étranger, Tous les jours, les polices étrangères, sur un simple télégramme du préfet de police, mettent en état d'arrestation provisoire ceux de nos nationaux qui leur sont signalés comme ayant commis un crime sur le territoire français. Les pièces justificatives, les mandats de justice, les arrèts de condamnation sont transmis plus tard, lorsque, dans les formes régulières. l'extradition es

- Mais l'arrestation provisoire n'est jamais refusée, même par les nations les plus jalouses de leurs droits. L'Angleterre, la Belgique, la Suisse, procèdent nent ainsi, sur de simples dépêches de la police française, et elles

rencontrant chez nous une juste réciprocité (...).

- Le gouvernement eut le tort de ne pas prendre une résolution immédiate. S'il eut pris l'initiative d'extrader Hartmann, il n'eut pas eu à craindre le reproche de subir la pression de la Russie; s'il se fût immédiatement décidé à refuser l'extradition, il n'eût pas paru céder à l'attitude comminatoire d'une

partie de la presse et du Parlement. Le gouvernement hésita (...).

» Peut-être eût-li été plus digne de rappeler à la Russie que (...) l'extradition n'est généralement pas accordée pour attentats politiques. De nombreux toutes les puissances nous avaient refusé l'extradition des membres de la Commune, condamnés comme coupables de l'assassinat des otages.

- (...) Les préjugés de la majorité prévalurent. La demande d'extradition fut ie (...). Ce ne fut pas sans émotion que je notifial (à Hartmann) l'ordre de sa mise en liberté (...). J'admets pour le crime politique les mêmes explations que pour le crime de droit commun (...). Mais le sentiment n'a pas l'inflexibilité de la justice, et quand le devoir est accompil, le magistrat ne saurait considérer avec la même sécheresse le vulgaire assassin et le fanatique qui a donné sa vie pour le succès d'une idée, si injuste qu'elle soit, »

(1) Souvenirs d'un préjet de police, par L. Andrieux. Edit. Jules Rouff et Cle. Paris, 1285, pages 185 à 200.

Petit sottisier franco-allemand

S UCCEDANT à l'évasion du SS Herbert Kappier, l' » affaire Croissant » a S provoqué, de part et d'autre du Rhin, des commentaires d'un assez remarqueble niveau intellectuel. C'est sinsi que Die Welt (3 septembre) écrivait : En fait, on pourrait croire que Croissant a pris en charge la rédaction du Monde » ; ce qui ne manqualt pas, pour le journal du groupe Springer, d'entraîner de făcheuses conséquences : « La civilisation française (I ! I) et l'amitié françoallemande sont, dans certains secteurs de ce pays, à un niveau désespérément

Rien de tout cela n'était fortuit. Le Bild am Sonntag (4 septembre) avait tort bien vu que ce tintamerre était le fruit d'une « systématique campagne de haine, organisée contre l'Allemagne » dans l'Intention précise de ressusciter ce que le Hamburger Morgenpost (24 septembre) appelait « l'image démodée de l'ennemi héréditaire allemend ». Les efforts déployés pendant trois décennies pour fonder sur des basez solides l'amitié entre daux pauples voisins étalent brutalement anéantia par ces « poubelles d'ordures politiques qui, selon la Frankfurter Allgemeine Zeltung du 13 septembre, sont déversées sur la République fédérale ». Poubellez ? Le mot est trop faible. Pour la Welt du même jour, c'est plutôt d'un « déluge d'insultes » qu'll s'agit,

Fort heureusement, cette Indignation n'eut qu'un temps. Discret pédegogue qui sait reconnaître les efforts méritoires, la Frankfurter Rundschau (13 septembre) taiselt succéder l'éloge au blame : - Maintenant que « le Monde » a lui-même rectifié ses points de vue, l'amitié franco-allemende et la réconciliation, du moins en ce qui concerne la presse, sont à nouveau en vue. . Soulagement...

Si l'on veut bien ne pas voir là une marque de chauvinisme, il taut reconnaître que, dans ce sottisier, c'est quand même à un intellectuel français que revient la palme : - Pendant la troisième semaine d'octobre 1977, la civilisation a vacillé » et, al elle ne s'est pas délinitivement effondrée, c'est grâce à « Helmut Schmidt (qui) a dù prendre seul la responsabilité suprême ». C'est signé Altred Fabre-Luce, dens la Figaro du 3 novembre. Et, l'avocat Croissent ayant été livré aux autorités de Bonn, l'amitlé franco-allemande est à son zénith. Le croire taralt nous préparer à de tragiques déconvenues.



Constitution of the second of

rang sa Karagaran

and the state of

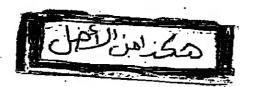
and the same of the same of

- アルタアの電視を表しる

and the second second of

e de la companya della companya della companya de la companya della companya dell

in the second second





EN AMÉRIQUE LATINE

La dictature et les lois de l'enfer

D'E même que ches les Romains, la profession d'avocat était considérée en Amérique latine comme une fonction digne, au sarvice des citoyens et de la chose publique. Certes, la pratique n'était pas toujours conforme à cette vision. Dans son Chart général, mine de renseignements sur le résilié du Dans son Chant général, mine de renseignements sur la réalité du continent, Pahlo Neruda définit deux types de juristes ignobles qui hantent l'Amérique des dictatures : l'avocat du dollar, au service de l'étranger et non de la Cité, et le bacheller qui, au grand dommage du public, fournit aux tyrans leurs lois ex post facto.

Cependant, depuis la conquête et encore aujourd'hui, l'honneur fut préservé par une troisième lignée d'hommes de droit qui, comme les grands clercs du setzième stècle à partir de Las Casas, inttent pour la justice en Amérique. Honnis par les praticiens et baloués par le pouvoir, ils ont toujours été minoritaires. Ils le sont encore plus à présent. Défendre les ennemis de la violence étatique devient aux veux des dicétatique devient aux yeux des dic-tateurs une forte présomption de complicité dans des actes contraires à la « sécurité nationale », cette nouvelle idole du forum autoritaire. Ainsi les avocats des prisonniers politiques sont à leur tour emprisonnes, les mandataires des exilés sont eux-mêmes exilés et les défenseurs des disparus disparaissent.

Arrêtés, enlevés, exilés...

CRERA-T-ON à l'exagération? Trois exemples, parmi des centaines, illustrent ces phénomènes barbares. Herman Montealegre, avocat de prisonniers politiques chiliens au nom du Comité des Eglises pour la paix (actuellement Vicariat de la solidarité), fut longuement détenu en 1975 dans un camp de concentration de la junte à la suite de plaidoiries qui déplurent aux militaires, tandis que d'autres défenseurs, heureusement pour eux, étaient simplement rayés de l'ordre. En 1976, les avocats chiliens Eugenio Velasco, ancien doyen de la faculté de droit, et Jaime Castillo, ancien ministre (démocrate chrétien) de la justice, pour avoir dénoncé par étrit à l'assemblée de l'O.E.A. (Organisation des Etats américains) rénnie à Santiago les emplétements du régime de Pinochet dans le domaine judiciaire, furent enlevés dans leurs cabinets, malmenés, ligotès et conduits à l'aéroport, d'où l'esten qui les attendait à leur insu ligotès et conduits à l'aéroport, d'où l'avion qui les attendait à leur insu les transporta, sans documents et sans argent, à Buenos-Aires. Ils devenaient ainsi des exilés par force majeure : ils le restent encore; M. Caetillo a engaé chu recours

trata n'ont pas cru pouvoir examiner le contenu de l'ordre d'expulsion puisque, disent-ilt, le gouvernement, sans plus d'explication, le fonde sur les sacro-saintes nécessités de la « sécurité nationals »; en désespoir de cause, procédé gandhien d'un avocat qui ne peut plus se fier à la procédure judiclaira de tradition occidentale, il vient de terminer à Caracas une grève de la faim.

Le troisième exemple est encore plus récent et a trait à l'Argentine. En 1977, il y a quelques semaines, plus d'une centaine d'ouvriers d'une usine Renault à Cordoba, dont les travailleurs s'étaient mis en grève, furent détenus et, en vertu du mécanisme qui, en Amérique latine, commence à remplacer les prisons et les camps, e disparurent ». Leur avocate M Marta Argiello. « disparute » le 2 septembre Argüello, «disparut» le 2 septembre dernier. Plus de grévistes ennemis de l'Etat, plus d'avocat ami de la vérité. L'Occident chrétien est sauf.

L'Occident chrétien est seuf.

La piupart des grandes affaires de justice politique, taut internes qu'internationales, tournent en dernière instance autour des droits de la défense. Que l'opinion soit émue par des affaires qui relèvent de la procédure judiciaire n'est pas un signe de byzantinisme mais de civilité. Quand, désabusée, la société devient aveugle aux tâtonnements de la justice, les abus acquièrent droit de cité, se font un état, se proclament l'Etat. Intellectuels ou hommes d'esprit libre, la vocation des clercs a toujours été de s'emparer des grandes causes de violation des droits de la défense pour en faire leur propre affaire. Peu importe qu'ils connaissent ou non un succès immédiat. L'affaire Dreyfus ne tournait-elle pas sur des points de procédure, pièces cemètes, présomptions implicites, documents non communiqués à la défense ?

Dans toutes les grandes affaires de justice politique, les plus graves atteintes aux droits de la défense se ressemblent : « preuves » par inférence, pré- ou post-fabriquées, incontestables puisqu'elles n'admettent pas de contradiction, et de toute façon imparfaitement connues des défenseurs : interférences du souverain, directes ou sournoises, faisant savoir ou deviner aux juges le bon plaisir de l'exécutif, ou son accret ; constitution de tribunaux d'exception à compétence rétroactive ou spécialement définie ; état d'esprit irrationnel suscité par le pouvoir, cette force ment deimie; etat d'espris litation-nel suscité par le pouvoir, cette force morale dont parlait Pascal : « La force est la reine du monde, et non pas l'opinion. Mais l'opinion est celle qui use de la force. C'est la force qui fatt l'opinion. »

Ce fut par ces moyens qu'en France on mens les affaires Fouquet, Calas, Dreyfus; et aux Etats-Unis les affai-res Sacco et Vanzetti ou Rosenberg. Ce fut par ces moyens tyranniques, en les outrant, que des procès célè-

Par ARMANDO URIBE *

bres eurent lieu dans la Russie sainte ou profane, et qu'ils ont lieu de facto, aujourd'hui, dans l'Amérique des dictatures.

La raison d'Etat

L'ES principes de la défense, dont on doit se réclamer face aux outrages judiciaires, étalent déjà définis sous l'Ancien Régime, par Voltaire et Beccaria sur le continent, Voltaire et Beccaria sur le continent, par la Common Law en Angieterre. Ils se rattachent au droit naturel des théologiens du selzième siècle, ces internationalistes qui régulaient le tyrannicide, la rébeillon juste et la juste guerre, Vitoria et Suarea. Ce sont des principes chrêtiens non moins qu'humanitaires. La Révolution américaine et la Révolution française les légitimèrent en leur donnant la force de la loi positive. Mais à présent, sous le leurre de notions idéologiques et politiques règressives, comme l' « internationalisation de la lutte contre le terrorisme » et la « protection de la sécurité nationale », les pouvoirs cherchent à réintroduire dans la vie sociale le vieux concept de la raison

cherchent à réintroduire dans la vie sociale le vieux concept de la raison d'Etat dans sa version d'avant la Révolution française.

La raison d'Etat... Cette règle selon laquelle le détenteur du pouvoir choist le « moindre mal ». Mais, pour celui qui en est la victime, le moindre mal devient le mal absolu, l'injustice, bien souvent la mort. L'injuste distribution du moindre mal est le véritable « secret d'Etat » de ceux qui gouvernent au nom de la raison d'Etat.

Si on accepte que l'Etat soit la

coercition consentis (et, en démocratie, préalablement consentie), les actes commis au nom de la raison d'Etat portent en réalité atteinte à l'Etat. Tôt ou tard, ils mettent en doute la validité du consentement, et dans l'immédiat ils renforcent l'ap-pareil de coercition. Et, on le sait, la pure coercition, sans consensus, sans hégémonie idéologique, est, sans plus de mots, la dictature.

Si, dans une démocratie, les droits de la défense sont méconnus ou élu-dés, les droits substantiels de la personne humaine deviennent incerpar la lot et même par la pratique sociale, il suffit que la société et l'économie entrent en crise ou qu'ils se heurtent aux intérêts (et à la se neurtent aux intérets (et à la force) des titulaires de l'Etat pour qu'on ne puisse plus assurer qu'ils ceront respectés. Or l'incertifude qui plane sur la capacité de faire valoir le droit est

Ancien ambassadeur du gouvernement Allende à Pékin, professeur associé à l'université de Paris-L

l'une des principales caractéristiques de la dictature, notamment de la dictature latino-amèricaine contemporaine. C'est de cette incertitude que se dégagent l'arbitraire social, la peur, le terrorisme lui-même. Si un seul citoyen ne peut pas efficacement prouver qu'il est innocent, c'est que tons sont présumés coupables. S'il en est ainsi, la dictature devient nécessité.

en est ainsi, la dictature devient nécesaité.

Dans cet appendice de l'Occident chrètien qu'est l'Amérique latine, les débats d'opinion sont impossibles, les grandes causes publiques, les affaires politiques et judiciaires ne peuvent pas être soulevées Dans la plupart de ces pays, tous sont coupables, il y a donc dictatures. Les avocats vaquent à leurs petites affaires de droit privé pour ne pas se voir octroyer de longues vacances par l'extl (public) ou des loisirs définitifs par la mort (secrète).

la mort (secrète).

Les femmes des défunts prennent alors la relève. Jour après jour, surtout quand arrive le secrétaire d'Etat a méricain, M. Cyrus Vance, de s'itelles jolles » — selon la police

argentine — crient dans les rues de Buenos-Aires; quand M. Landau, ambassadeur des Etats-Unis, prèsente à Santiago ses lettres de crèance, des femmes sortent des photographies de leurs maris, de leurs fils, de leurs frères disparus et, pour constat d'identité, sont vite conduites au commissariat de police.

Quand les droits de la défense, dont les avocats sont les instruments, tombent en suspicion, quand on qualifie rétroactivement ou présomptivement la défense de délit de droit commun, quand le résultat néfaste des actes du défendu est attribué au défenseur, au mépris du rapport de causalité logique et des limites de l'intention coupable, la triste légion des victimes de la justice n'est pas loin.

Les démocraties ne doivent pas ou-blier ce que Faust disait à Méphisto : « Mêms l'enjer a ses lois (1) ».

Première partie, traduction de Gé-rard de Nerval.

En Uruguay, des avocats coupables au même titre que leurs clients

M. SCHURMANN, cinquants-cinq ans, qui n's jameis eu d'activités politiques, a été arrêté à Montevideo le 30 septembre dernier. Projesseur de droit, Il fut pendant plusieurs années nommé, par la Cour auprême, avocat d'office pour assurer la détense d'inculpés politiques. Il sei maintenant poursulvi pour avoir assuré la détense d'un inculpé qui ne lui aurait pes fourni une déclaration écrite le chargeant d'assurer sa délense Mª Schurmann assure qu'une telle déclaration figurait bien dans le dossier , ayant constaté au disparition, il aurait tourni une seconde attesiation qui, à son tour, eurait disperu. Moyennent quoi, il est inculpé des trois chets suivents .

- « Assistance à une organisation subversive », pour avoir agi de sa propre initiative, sans avoir été mandaté par son client qui appartient à une orga

- « Usurpation de fonctions », pour s'être ainsi aubstitué au défenseur milli taire désigné d'office en l'absence d'une autorisation écrite de l'inculpé; - - Offense à la cour -, pour avoir protesté lors de son arrestation et de

Rappelons que, dans tous les pays civilisés, su cas où une déclaration écrite de l'inculpé désignant l'avocat de son choix ne ligure pas au dosaler, l'avocat est

aimplement prié de fournir une telle déclaration.

M° Fraga, un associé de M° Schurmann, a été également inculpé pour avoir déciaré, à l'instruction du procès Schurmann, qu'il défendait lui ausai le client

Un autre avocal uruguayen, M. Emilio Biasco, est inculpé d' - atteinte aux forces morales de l'armée » pour avoir présenté une pétition à l'administration publique de la part d'un de ses clients, lonctionnaire de l'Etat, qui avait été licencié pour cause de subversion.

Egalement arrêté et inculpé d' - atleinte à la réputation de l'armée -, Mª Fabbri, soixante-quatre ens, se voit reprocher d'avoir porté des jugements sur le comportement de certains membres de l'armée ; il semble que ses remarques alent concerné les militaires qui ont torturé sa propre Illie

La Commission internationale des juristes, qui, à Genève, fournit des Indications, diffuse en même temps la liste de douze avocata uruguayens actuellement en prison, alnat que les noms de trols avocats arrêtés, torturés et linalement relachés à condition de quitter le pays. Dix-hult autres avocats uruguayens ont été sommés de quitter le pays sans avoir été inculpés.





EN UNION SOVIÉTIQUE

L'infaillibilité du procureur, représentant du système

≪L l'accusé. = C'est en ces tarmes u mois de septembre par le Soviet suprême, garantit les droits de la défensa. Le felt n'est pas particulièrement nouveau : ces droits n'étalent ni mieux ni plus mai garantie dans la Constitution ne - de 1935 : on y retrouvalt en effet, mot pour mot, mals à l'article III, la formule elbylline reprise en 1977. Comment se traduit dans la pratique ce

principe inscrit dans les deux demières Constitutions soviétiques ? Quels cont les droits reconnus aux avocats soviétiques ?

est extraordinalrement restrictive. Un exemple significatif: la formule blen conque chez nous, même si elle n'est pas toujours respectée : « Je ne réponn'a pas cours en Union soviétique. A de très rarea exceptions (les mineurs, en particulier), les prévenus n'ont pas droit à l'assistance d'un avocat. Ce n'est qu'à la fin de l'instruction - une étape qui peut durer jusqu'à neuf mois, et pendant laquelle le prévenu peut être maintenu au secret — que l'accusé pourra engager

écrits mais très tenaces limitent considérablement la marge de managuvre de l'avocat soviétique. Le moins grave n'est tique, încerné dans le prétoire par le accusations qu'il porte, mettre en doute la matérialité des preuves qu'il avance à l'appui de ses dires, c'est d'une certaine

cat soviétique ne prend en général, qu'il e'aglese d'ailleurs d'un procès politique ou d'un procès de droit commun. L'avocat salt parialtement qu'il n'a rien à attendre du juge dans cette affaire et qu'il risque d'aptitude par la barreau de sa ville, théoriquement indépendant, mais cificielPar JACQUES AMALRIC

sous le contrôle du ministère de la jus-

jamais à contester la précentation des faits de l'accusation. S'il ne va plus autourd'hut jusqu'à charger son client et

La délation

L A déletion = est un mel qu'il faut par tous les moyens extirper =. Alors que l'on ne compte plus les militers de dénonciations reçues par les autorités allemandes et que deux ministres trançais invitent leurs concitoyens à communiquer à la police toutes les informations dont lle peuvent disposer, qui donc a osê taire entendre la voix du bon sens et de la loyauté pour dénoncer les métaits de la délation ? Il déplaira sans doute à MM. Peyrefitte et Bonnet de découvrir que leur attitude est moins libérale, moins démocrate que celle de François Valentin, directeur général adjoint de la Légion des combattants, créée au mois d'août 1940 par le régime de Vichy, et qui devait déclarer quelque.

Lá où la Lágion p'existe pas, en zone occupée, il n'y a pas moins de délation, et plus misérable, qu'en zone libre. Ce qui est dangereux, et à condamner, c'est l'état d'esprit de Celui qui, sous prétexte qu'il est légionnaire, pense qu'il a le droit d'écrire su maréchai (Pétain) ou su prétet pour lui dire que son volsin écoute la radio anglaise, ou a dit ceci ou cela. C'est un mai qu'il faut par tous les moyens extirper. Je puis vous dire que nous avons prononcé des sanctions, aliant jusqu'à l'exclusion, à l'égard de quelques légion-naires qui n'avaient pas voulu comprendre ce qu'il y avait de bas et de dangereux

pour l'esprit public à employer de tels procédés. »

Henri Amouroux, qui cité ce discours (1), ajoute que la délation était soment
le tait de ceux qui evalent de « yieilles vengeances familleles, professionnelles ou

M. Peyrefitte, ministre de la justice, et M. Bonnet, ministre de l'intérieur. se sont tous deux détendus de vouloir créer une atmosphère de « chasse aux sorcières ». Ils n'en ont pas moins demandé, le premier de « dire à la police ce que nous savons », et le second de « briser la complicité inconsciente du silence »

Dans son livre la Grande histoire des Français sous l'occupation, tome IL, Quarante millione de pétainistes, Edit. Robert Laffant, Paris. 1977, page 261.

à le contraindre à battre sa covine. l'avocal est contraint dans la plupart des cas à réclamer l'indulgence du juge. Pes questémoins de l'accusation, puisque cela reviendrait à mettre en doute la compéont été rayés des listes d'aptitude dreeles services de eécurité. L'existence de ces listes, remises à jour tous les ans. prouve d'allieurs que les procès poli-tiques existent bal et bien, quoi qu'en diaent les autorités. Jamais un seul accues politique n'a été, à notre connais

des années 60 et jouit d'un peu plus de cela reste extrêmement relatif : les acquit-tements demeurent exceptionnels, et un de combien de cas de réparations d'erreurs judiciaires il avait entendu parier en trente-cinq ana de carrière, n'a pu en ciler qu'un seul, très récent

Des juges sans illusion

tution, dans son article 112, affirme hautement que « les juges soni indépendants qui se retrouve d'allieurs dans la loi sui les fondements du système judiciaire, dans les codes de procédure criminelle

frage universal direct et secret pour cinq suprême (élus par le Soviet suprême) et de ceux des cours suprêmes des Réputème électoral modifie beaucoup les choses pulsque le parti communiste désigns de facto l'unique candidat , selon un vice-ministre de la justice, « la mejoont la carte du P.C.U.S. Dans la plupart des cas, les « candidats » juges la macrine judiciaire, et, très souvent, d'anciena procureurs. A ce titre, lis n'ont guère d'Illusion à se faire eur ce qu'on ittend d'eux : dans les procès politiques, a la plus souvent été indiquée à l'avance et ils n'ont droit à aucune initiative. Dans Interprétar les desiderate du ministère en fonction des demières racommandations qui ne manquent pas de rappeler régulièrement quelles sont les priorités du

WIMIGR

The state of the s

a na an an an an Aire Ann an an Aire an Aire

10 May 10

tine to realize

The second second ***

William . No

Une telle altuation fait du procureur. bénéficient, eux d'aucun respect : dans la fin ne réserve aucune surprise ; dans las pires, comme des intermédiaires qu'il est peut-être possible d'acheter...

(1) Les jugas e populaires », c'est-à-dire 95 % des magistrats, sont assistés par deux assesseure élus pour deux aus et demi. S'il y a opposition entre le juge et les deux assesseurs, le procès est renvoyà. C'est un oas très rare, les assesseurs prenant raremant le risque de contredire le jugs.

LETTRE D'UNE PRISON ALLEMANDE

TÉMOIGNAGE D'UN DÉTENU DE DROIT **COMMUN**

Cette letire n'émane pas d'un condamne politique ou d'un ter-roriste, mais d'un détenu de droit commun. Témoignage sur un état d'esprit autant que sur une prison où il est devenu banal de a s'at-

c'est la conlession d'un entern de la gauche.

B IEN sûr, vous pouvez demander pourquoi je suis en prison. Ce n'est pas un secret. J'ai flanché et j'ai méconnu mes taches véritables à l'égard de la société, parce que je me suis servi des méthodes d'enrichissement de la classe dominante. Mais le privilège n'est accordé qu'aux dominateurs et à leurs usufruitiers. Pour ne l'avoir pas compris, j'ai reçu une leçon : traitement en tôle! Je dois beaucoup au juge qui m'a condomné en mon absence pour fraude à cinq ans de privation de suis : derrière moi, il y a les ruines d'une corrière, des convictions tuées, des espoirs dégus, la haine, beaucoup

J'approche actuellement du dernier tiers de ma peine, mais cela n'a aucune suls resté inquiet et mal à l'aise, parce que c'est là le devoir d'un prisonnier.

Bien sûr, j'ai déjà un long chemin derrière moi Des grèves de la faim de plusieurs semaines, un isolement total de onze mois (il ne s'agit pas forcément les chicanes, la torturs (je peux le prouver), en bref tout ce que garde dans son arsenal un État pseudo-libéral lorsqu'il s'agit de défendre son autorité,

J'aurai trente et un an ces jours-ci. Je ne regrette rien. La vie a toujours été banne pour moi : j'ai et j'ai eu des amis, j'ai pu être heureux très longtemps (je le suis encore dans mes souvenirs) et j'ai été, si je puis citer Hölderlin, payé d'avance. Ce qui n'ex-clut pas une lassitude temporaire. Parfois, tout simplement, trop de chases me tombent dessus. Et Werl, l'établissement où je me trouve depuis peu de J'ai peur d'être suicidé ici. Il y a ici des viols, des brutalités corporelles, des chantages, des dénis de soins, des grossièretés; avant tout, le sentiment, les émotions sont brutalisés, pervertis, interdits d'intériorité, lci, les êtres humains sont détruits et ils ne sont pas auparavent je n'avais connu une telle quantité d'êtres déshumanisés : mon imagination n'y suffisalt pas. Un détenu dix purge ici une condamnation vie; la piupart sont des assassins, des meurtriers, des violeurs, en majeure partie des malades mentaux qui na reçoivent aucun soin. Le taux de « suicides » est ici supérieur de 30 % à la movenne. Ce n'est pas chaque jour qu'un prisonnier en tue un autre, mals

Werl a été conçu pour neuf cents personnes. En réalité, il y a lci plus de mille deux cents « prisonniers ». Une critique n'est pas l'expression d'une opinion : mais une émeute, de la subversion, un délit puni en conséquence. Ils passent leurs jours, mois, années, dizolnes d'années avec des magazines d'acheter) et des romans à quatre sous, olors que des livres plus instructifs sont à l'index et ne peuvent être envoyés.

Nous ne sommes considérés ici que comme des objets à dominer. Tout élan de solidarité est réprimé avec une force brutale. Que l'un d'entre nous tourne en rond et mette en pièces sa cellule, c'est du quotidien, rien de particulier, on l'applaudit. Expression de la créativité des désespérés et des estropiés de 'âme. Les conséquences : gauttes pour dormir la nult et gouttes pour réveiller le matin, mais auparavant eau froide, tonnée, et ensuite cachot durant una

plus peur ici : c'est l'air; comme un nuage humide qui transperce les vêtements, humidifie la peau, traverse les pores, s'empare des os et les range les uns après les autres. Chaque rire a ici un son torturé, chaque élan de compas-sion suscite la méfiance. Il règne un régime de peur permanente et de terreur pénétrante; peur de parler ensemble lorsque l'occasion s'en présente; peur, à la moindre rouspétance, de se voir infliger une punition disciplinaire ou une mauvoise appréciation qui peut empêcher une libération anticipée ; peur de na pos obtenir de permission, de ne plus avoir le droit d'avoir des livres, la radio, etc.

NOS lettres sont ouvertes, mois ne sont pas toujours lues. Rien que cela montre clairement de quoi il s'agit : nous ne devons pos perdre le sentiment

(1) De membres de la Praction armée Rouge (N.D.L.R.).
(2) Pranz Josef Straugs, président de la C.S.U. (chrétiens-sociaux bavarois), als droite de la démocratie chrétienne (N.D.L.R.).

de totale impuissance, nous devans sentir que nous sommes surveillés et violentés en permanence. Nous recevons fois par an) en désordre. Il échappe à notre connaissance qui a lu, qui a fouillé. En ce qui concerne les lettres, joindre aux dossiers. Ce qui a pour conséquence qu'est amis tout ce qui lèges (de droits refusés). Seuls des êtres humains libres intérieurement se révoltent ici et ne lächent plus des mains la Constitution, Il faut affectivemen avoir bien du courage pour cela. Et du caractère, car il ne faut pas oublier le moyen si peu coûteux de la douce corruption. Nombreux sont ceux qui, pour de petits avantages, laissent com-mettre de grands crimes ; il en a tou-

... J'ai fumé une cigarette (cela ne m'arrive plus que rarement, cor je suis réfléchi à ce que j'avais écrit. C'est là, et cela restera, et j'al comme le sentiment que cela s'est déjà éloigné, parce que, peut-être, vous ne pourrez pas l'appréhender pleinement. Car ces mots écrits ne sont que des mots et rien de plus; ils viennent à vous, flottants dans le vide, sons l'oppui ni la stimulation de celui qui les a formés. Et, étant donné - que c'est dommage! - que je ne puis vous les tronsmettre un à un, et textuellement, mais unlauement

X... est sorti de la quarantaine lavec interdiction de contacti en vertu d'una décision judiciaire fédérale car, blen qu'il fût « particulièrement dangereux », on admet qu' « il n'a été ni prouvé ni même seulement affirmé de manière substantielle qu'il aût à êtra adjoint à un groupement terroriste, ne sarait-ce que comme sympathisent ». Il se passa alors quelque chose d'étrange. X... fut sorti du quartier d'isolement et placé en « détention préventive », ce qui revient au même. De plus, il se

écrit, ils monquent leur objectif.

« trouve » un détenu pour le menacer, allaient se livrer à des voies de fait. Il aurait pu s'en tenir à F.J.S. (2), qui de la résignation. Je connaissais Gudrum personnellement, de sa période d'avant mheim (je m'y trouvais en 1973 avant que la procédure de Düsseldorf ne fût abandonnée) et les conditions qui y règnent. J'ai demandé hier à la direction de l'établissement (cela ne s'était encore jamais produit ici) de pouvoir faire circuler une pétition. Objet : incarcération en isolement de X... et autres abus dans l'établissement. Etant donné que j'ai déjà réunt dans l'établissement un petit groupe d'hommes solidaires, il Mais il sera difficile de m'éliminer « légalement · cor, par principe, je n'agis et ne réagis que dans le cadre que pour vous montrer ce qui se passe ici. Le tribunal fédéral dit : pas de ment répond : O.K., pas d'incarcération en isolement au titre de l'interdiction de contact, mais lacarcération en isolement ou titre d'une détention préventive, parce que l'on a pensé qu'il pourrait se tuer. Il ne vient pas à l'esprit de la direction de l'établissement menaces avec le clin d'œil complice des responsables.

Je ne sals ce qui m'arrivera dans les prochains jurs. Il faut s'attendre ou pire. Mais, les yeux souriants, le puis vous assurer d'une chose . si l'on ne me suicide pas ici, je serai, durant chaque heure, digne de la solidarité et je me consacrerai à la description et à la modification des conditions.

Ma santé? Ma foi, moralement je vals bien : j'al une tâche, comment pourrais-le ne pas être reconnaissant? Je peux alder. C'est déjà quelque chose. Et puis j'apprends tous les jours.

Correspondance

Apartheid, conscience de classe et conscience de race en Afrique du Sud

A propos des articles de Claude Meillassour et René Lejort sur l'Afrique du Sud, publiés dans les munéros de septembre et novembre 1977, M. Amidu Magasa, enseignant-chercheur en manding à l'université de Paris-III, nous adresse les obser-vations suivantes :

Contre l'absence de débat Contre l'absence de débat de la gauche française au sujet de l'Afrique du Sud, l'ai noté le double intérêt que vous veniez d'accorder à ce pays par la publication, à deux numéros près, de deux types de discours maxiste et réductionniste.

Quand on est un marxiste de cabi-net, qui a la possibilité de voyager entre Pretoria. Paris et Bamako sans verification de pass, de carte de séjour ou de carte d'identité, il est diffi-cile de comprendre que, dans ces trois formes d'apartheid, la cons-cience de classe passe par la cons-cience de race.

Quand on est un autre marxiste de bibliothèque, qui a perdu sa propre identité culturelle dans la folle croissance économique, il est encore plus difficile de comprendre qu'il n'y a aucun recul de la Conscience noire

simplement, depuis Soweto, désarti-culation des deux principaux axes de la lutte de libération nationale : la intte culturelle (passé) et la lutte politique (présent), d'autres diront, le cœur et la raison

politique (présent), d'autres diront, le cœur et la raison

Il est vrai que le marxisme est essentiellement une science suropéenne, qui a du mal à percevoir la lutte des peuples non européens. Il est sussi vrai que d'autres peuples non européens. (Chine, Cuba) l'ont retra du it avec plus ou moins de succès. Ce qui n'est pas encore le cas pour l'Afrique et ce qui explique le mal fou que se sont donné C. Aéglilassoux (s Entre la dictature et la révolution », septembre 1977) et R. Lefort (« La Conscience noire : de la non-volence à l'interdiction », novembre 1977) pour tenter d'expliquer — aux Français — ce qu'est leur propre apartheid en 1977, en Afrique du Sud, en France et au Mail, pour tout Noir pauvre.

On ne s'improvise pas du jour au lendemain spécialiste (de la gauche européenne) de l'apartheid... surtout qu'and on est français! Et qu'il soit de droite ou de gauche blanc ou noir, l'Africain doit penser par lui-même, sans procuration de quelque volonté de puissance que ce soit.

la gauche, son choix personnel, si c'est un choix, son engagement, comme d'ailleurs celui de tout autre, lui demeurent un mystère. Il en éclaircit ce qu'il peut, et de la gauche aussi - Etre de gauche, c'est... - Souvent il y revient, et voudrait que dans chacun de ces treits la gauche agissant se reconnaisse, c'est-à-dire que nous la reconnaissions toujours. Par exemple, dans cette prolonde horreur de la violence. Aussi réprouve-t-il terrorisme. Non pas routefols jusqu'à rejeter la terreur Baader, non. Saint-Just — ou Lénine — oul, s'il le faut il y aura d'alileurs toujours quelqu'un pour

«VIVRE LA GAUCHE», de Robert Escarpit

AGUERE, le gauche était ressentie par Robert Escarpit pas tout à fait comme une religion, sinon eu sens étymologique.

le mot resurgit pour nous, dans son autre sens : ce qu'il nous donne aujourd'hui,

même des péchés de jeunesse que d'autres préfèrent oublier : il accepta Munich,

puis le pacte de Stellne avec Hitler Et des faiblesses pires : il n'eurait pas

fusillé Brasillach Mals quoi i pour avoir le cœur à gauche, encore faut-il en

avolt un. La tête, comme on pense, n'est pas en reste , ni la « tripe » ni

même f = âme =, dans tous ses états Et ce beau concert d'organes nobles

et de viscères puissamment sentimentaux produit une méditation qui, à travers

los idées et les principes, les analyses et les raisons, demeure très charnaile.

Pour parler comme Péguy, dont il convient toujours de ne pas oublier, en dépit de la maman chaisière — ou à cause, sait-on ? — qu'il était socialiste.

l'enfant a donc sucé la mammelle de gauche il n'en sali que mieux que ce n'est ni sufficant ni nécessaire : son adhésion, ou plutôt sa consubstantialité à

Le père de Robert Escarpit, lui, était instituteur, son grand-père ouvrier :

Une confession sans péritence, il ve sans dire, mais où l'examen de conscience fortifie le ferme propos, dans un sincère effort d'humilité. Il avoye

comme une religion, zinon su sans étymologique, mais tout de même comme une conlession. L'analogie ne le satisfait plus, cependant que

Just — ou Lenine — dui, s'il le faut il y aure d'alileure toujoura quélqu'un pour penser d'avance qu'il le faut. Avec courage, il dénonce notre petit rerrorisme inlellectuel Je crains un peu qu'il ne le déteste ausai parce que ce terrorisme-là serait - perisien - Comme e'il n'avait pas, dans les provinces, ses Fouché et ses Cerrier i Enfin, il paraît qu'à détaut de la guillotine de papier, c'est « la trappe du silence où finissent tous ceux qui refusent de randre hommage à l'Ubu-capitale ». Une oubliette où, Dieu merci, l'auteur n'a pas été précipité Je crains aussi que cette haine de Paris, al fort à la mode, ne soit pou chose dans le lugement plutôt dédelgneux sur le - Camaval parisien de 1998 », cette - mascarade -, bret : la chienili. Un homme de geuche ne peut rout de même pas rester insensible à ce qu'il y avait lè de - vraiment révolutionnaire » et qui - resurgira un jour -. Pour la purelé de la chose, espérans que ce sera Bordeaux. En attendant, nous n'y pouvons rien : il n'ast révolution française

Si Robert Escarpit médite ainsi sur la gauche et sur sa propre vie, c'est que l'heurs et l'événement l'y pousselent. Le vent s'était levé. Son encre n'est pas sèche qu'il dolt relire avec une perplexité mélancolique ce qu'il vient d'écriré : - Les droites au pouvoir font les gauches unies - Et pour les désunir, ne seralt-il même plus besoin du pouvoir — 1937 — et auffiralt-il — 1977 — de son souttle trop proche? Vivre la gauche, c'est donc souvent attendre toute une vie. Mais en Gascon comme d'allieurs dans toutes les langues, attendre, c'est

Y. F. * Robert Escarpit, Vivre in gauche, Editions Flammarion, Paris, 1977.

Un million de Mexicains refoulés des Etats-Unis en 1977

LE PRÉSIDENT CARTER ET L'IMMIGRATION SAUVAGE

apportée par le dernier cyclone couvre encore les rues, mais le car qui vient de San-Isidro, le poste-frontière, n'y prend garde et asperge les passants. Sa route est longue : Guadalajara, 2 300 kilomètres, au cœur du Mexique, sans escale. Son chargement : quarante « déportés volontaires » que le Service d'immigration et de naturalisation américain (INS.) a interceptés dans la nuit sur les collines avoisinantes et renvoyés « tous fruis payés » vers leurs villages d'origine.

frais payés » vers leurs villages d'origine.

Dans la seule ville de Tijuana, ils
sont deux cent mille travailleurs agricoles saisonniers mexicains venus de
tout le pays qui attendent l'occasion
de traverser les mailles serrées établies
par la police-frontière américaine. Et
combien tout au long de cette ligne
de plus de 2 000 kilomètres qui sépare
le Méxique des Etais-Unis, le chômage
et le sous-emploi du travail et des
dollars? Un million, peut-être deux.
En tout cas plus nombreux que l'année dernière : les patrouilles-frontière
américaines ont capturé dans les trois américaines ont capturé dans les trois premières semaines du mois d'août 50 705 personnes contre 33 495 en 1976

La solution « humainement la plus acceptable »

T ES estimations du nombre d'immigrants clandestins qui résident et travaillent aux Etats-Unis varient considérablement, de 4 à 12, voire 14 millions de personnes, dont 60 à 80 % seralent mexicains. L'administration américaine, pour sa part, opte pour le seuil psychologique de 10 millions, se basant sur une étude fort controversée effectuée en 1975 pour le compte de l'I.N.S. et qui fournissait les chiffres de 8,2 millions d'immigrants clandestins, dont 5,2 millions de Mexicains. Cette évaluation est certainement aragérée, surtout en ce qui concerne le nombre des résidents permanents : on sait en effet que la grande majorité des travailleurs agricoles mexicains ne séjournent pas plus de quatre à cinq mois de suite au de quatre à cinq mois de suite au nord du Rio-Grande, et retournent dans leurs villages une fois les récoltes américaines gchevées.

Les défenseurs d'une politique res-trictive d'acqueli soulignent, d'autre part, que l'immigration sauvage prend une ampleur croissante en raison de une ampleur croissants en raison de la crise économique qui touche violemment les pays d'origine des migrants, en particulier le Mexique. Pour ce pays s'ajoutent les effeis de la récente dévaluation de près de 100 % du peso. Le nombre des « captures » par l'I.N.S. à la frontière Mexique-Etats-Unis est passé de cinquante mille en 1965 à huit cent mille en 1975 (5). En outre, on observe une tendance à la permanisation d'un nombre important de on onserve une tendance a la perma-nisation d'un nombre important de migrants mexicains qui n'ont plus d'attaches foncières dans leur pays à la suite de l'essoufflement de la

C'est dans ce contexte fortement dramatisé et popularisé par la presse américaine (6) que Lionel Castillo, commissaire de l'I.N.S., a dévoilé en commissaire de l'I.N.S., a dévollé en juillet 1977 un programme d'action contre l'immigration sauvage, élaboré sous la direction de Griffin Bell et Ray Marshall, ministres de la justice et du travail, et approuvé par le pré-sident Carter. Les principales disposi-tions proposées sont les sulvantes :

a) Une amnistie pour les immi-grants clandestins qui peuvent prouver qu'ils résident aux Etats-Unis depuis au moins le 1st janvier 1977. Présentée comme la solution « humainement la plus passarables » cette macratiles plus acceptable », cette mesure n'en pose pas moins des difficultés d'appli-cation considérables. « Nous deprons procéder sur la base que tous disent la térité », a annoncé le commissaire de l'LNS, ne retenant pas l'argument selon lequel cette disposition onvre la voie à toutes les falsifications possibles de certificats de résidence, de travall, etc. La précipitation avec laquelle des centaines de milliers de travailleurs le pressent à la frontière n'est cer-tainement pas sans relation avec l'an-

Des réactions peu favorables

L'i règle générale, les réactions à l'annonce du plan n'ont pas été très positives. Après une réunion avec le président de la Commission de la justice du Congrès, M. Peter Rodino, qui s'est fait l'avocat depuis plusieurs années d'une restriction de l'immigration; M. James Carter promettait le 4 août d'engager un débat plus approfondi avec différentes forces sociales. Les grands syndicats industriels, et avant tout la direction de la puissante A.F.L.-C.I.O., sont apparemment les avant tout la direction de la puissante AFL-CIO., sont apparemment les plus satisfaits par les dispositions proposées ils demandent depuis longtemps une réglementation sévère de l'immigration clandestine qui, selon eux, fait pression sur le marché du travail, abaisse les salaires, accroît le chômage, etc. Cependant, les spécialistes du problème, et les conseillers mêmes du président Carter dans ce domaine (comme M. Wayne A. Cornelius, du Massachusetts Institute of Technology), ont mis en évidence le fait que cette concurrence était un lius, du Massachusetts Institute of Technology), ont mis en évidence le fait que cette concurrence était un mythe et que très rarement les immigrants a déplaçaient » des travailleurs américains. Dans les exploitations agricoles, les salaires ne sont qu'exceptiomellement supérieurs au montant de l'allocation de « welfare » garantle à tout citoyen américain: ils sont en général de 15 à 16 dollars par jour alors que celle-ci est de 20 dollars. Dans le cas où le taux de rémunération s'élèverait, de nombreuses petites fermes ne pourraient continuer leur activité, tandis que les grandes auraient recours à la mécanisation (comme c'est actuellement le cas dans la culture du coton, naguère tributaire

à la même époque (1). Pour toute l'année 1976, ils furent 800 000 à être rapatriés. Cette année, le chiffre du million sera certainement atteint.

million sera certainement atteint.

Parmi eux, une immense majorité d'immigrants clandestins (« illégaux », selon la terminologie officielle américaine, « sans documents » pour les Mexicains), mais aussi quelques « bavures » : selon le juge Jose Angel Gutierrez, président du Raza Unida Party, des milliers de citoyens américains d'origine mexicaine (« chicanos ») ont été déportés au Mexique, ce qui le confirme dans son opinion que c'est l'ensemble de la population « latine » des Etats-Unis qui est jugée indésirable. De son côté, la presse mexicaine fait état de multiples cas de brutalités sur des travailleurs mexicains et même d'incidents armés à la frontière entre policiers des deux pays (2).

Cette crise estivale, qui n'est pas la première dans les relations entre le Mexique et les Etatz-Unis (3), est attribuée par de nombreux observa-teurs (4) à l'annonce au mois de juillet du « plan Carter » sur l'immi-gration clandestine.

nonce de cette amnistie dont tous entendent profiter;

b) Il sera attribué aux immigrants antérieurs au 1° janvier 1970 un permis de résidence permanent ouvrant droit à la naturalisation. On estime à trois cent cinquante mille personnes le nombre de bénéficiaires de cette meaure;

c) Pour les immigrants antérieurs au 1° janvier 1970 est créé un nouveau statut, celui de « citoyen étranger sans documents non déportable », leur permettant de bénéficier d'un permis de séjour et de travail de cinq ans, mais sans droit à certains services sociaux (allocations de chômage, de « welfare »...) et avec interdiction de faire venir leur famille. Ce permis serait annulé en cas de sortie des Etats-Unis. Appliqué selon l'administration à 4 millions de personnes, ce nouveau statut créerait, pour M. Joshus Eilberg, membre de la Commission de la justice du Congrès, une classe de « citoyens de troisième sone » (ceux de seconde zone étant les membres des minorités — Noirs, Chicanos, Indiens...);

d) Expulsion immédiate et sans

des minorités — Noirs, Chicanos, Indiens...);

d) Expulsion immédiate et sans condition des immigrants ne rentrant pas dans ces catégories, et him sûr interdiction absolue de toute nouvelle immigration. Ces mesures seraient appliquées grâce à un renforcement de la police-frontière en effectifs (les agents de l'I.N.S. passant de deux mille à quatre mille hommes) et en matériei (établissement par exemple d'un « mur à alectronique le long de la frontière);

frontière);
e) Etablissement de sanctions
(amendes de 500 à 1000 dollars) pour
les employeurs qui feraient usage
« sciemment » de main-d'œuvre illèzale. Cette disposition nouvelle (encore qu'elle existe déjà dans la législation de plusieurs Etats, dont la Californie) est de nature à mécontenter l'agro-business, mais le président Carter a assuré que le plan serait soumis au assure que le plan serait soums au Congrès qui pourra y apporter de larges modifications. Par allieurs, les employeurs sont assurés qu'en cas de manque de main-d'œuvre pour les récoltes, un organisme dépendant des ministères du travail et de la justice sera autorisé à importer des travailleurs étrangers.

sera autorisé à importer des travail-leurs étrangers;

f) Ouverture enfin de négociations avec le Mexique en vue de conclure des accords économiques et en parti-culler commerciaux pour l'installation dans ce pays d' « industries de main-d'œuvre » dont les débouchés seraient assurés sur le marché américain. Cette dernière mesure semble être une dernière mesure semble être une concession — pas du tout désintéressée — aux Mexicains qui demandent depuis plusieurs années ce type d'ac-

des travailleurs salsonniers importés). des travailleurs salsonniers importés).

La seule fraction de la population américaine qui puisse être concernée par cetté concurrence est celle des travailleurs agricoles « chicanos », en particulier du Texas, mais ceux-ci, par la voix de leurs syndicats, se sont refusés ces derniers temps à faire chorus avec les discours chauvins et protectionnistes des syndicats industriels. Il faut rappeler que la majorité triels. Il faut rappeler que la majorité de ces « citoyens américains » sont des migrants récents, ou leurs enfants, qui ont obtenu la nationalité américalne souvent en s'engageant dans l'armée lors de la seconde guerre mondiale, celle de Corée, du Vietnam... Si des confilts les opposèrent parfois aux nouveaux migrants, l'Identité de leurs origines et de leurs problèmes domine maintenant leurs relations.

Si le plen accorde en grande partie maintenant leurs relations.
Si le plan accorde en grande partie
satisfaction aux syndicats industriels,
ils sont tependant décus par le fait
que tous les immigrants clandestins ne
soient pas expulsés et par la mansuétude avec laquelle, à leurs yeux,
seront traités les employeurs récal-

Un autre des arguments les plus « populaires » contre l'immigration est celui du poids démesuré des migrants sur les services sociaux, hospitaliers, de chômage... Les zones d'immigration ne seraient que des « réserves de vel-jars » et l'US. Neus and World Report du 26 janvier 1976 présentait les immi-grés comme faisant peser « un fardeau de 13 milliards de dollars sur les contribuobles ». Cette évaluation sem-ble être de la plus haute fantaisle : des études récentes portant sur des Un autre des arguments les plus

Par CHRISTIAN DEVERRE *

zones limitées (7) ont mis en évidence que, si plus de 75 % des travailleurs sans documents payaient des impôts et des cotisations sociales, moins de

que, si plus de 75 % des travailleurs sans documents payaient des impôts et des cotisations sociales, moins de 4 % en recevalent les services correspondants (allocations de chômage, prestations médicales, services scolaires, etc.). La création du statut de « citoyen étrunger sans documents non déportable » ne fait qu'institutionnaliser ce système.

Ces oppositions (sectorielle, syndicale et « contribuable » la l'immigration, que vise à satisfaire le plan (en fait incomplètement), étaient appuyées ou débouchaient sur une opinion et un sentiment franchement chauvins, voire racistes, incarnés par exemple par les Filles de la révolution américaine ou la Commission de défense de la langue anglaise et de la culture américaine qui dénonçaient le danger de voir la domination anglo-saxonne et protestante aux Etats-Unis balayée par les « latins ». Ces associations avaient reçu en 1975 un appui para-officiel basé sur les conceptions « géo-politiques » chères au Dr Rissinger : un rapport de M. Arthur F. Corwin, professeur à l'université Havyard (8), destiné au secrétaire d'Etat, « prouvail » avec force arguments le danger de « tiers-mondisation » des Etats-Unis, de constitution de nations autonomes menaçant l'unité nationale. La concentration de 80 % de la population mericaine-américaine dans les cinq Etats du Bud-Ouest (Californie, Arizona, Colorado, Nouveau-Mexique et Texas), en prolongement spatial immédiat de l'Amérique latine, et son fort taux de croissance naturelle (9) accéléré par l'immigration faisaient craindre au pessimiste professeur

Une logique interne

Le gouvernement mexicain, pour sa l'annonce du plan. Il est conscient qu'il faut apporter à terme une solution au problème de l'émigration qui empoisonne régulièrement les relations entre les deux pays et qui souligne cruellement les défaillances de sa politique d'emploi, mais il s'oppose à toute mesure coercitive qui ne peut, selon lui, qu'aggraver la situation. Il demande plutôt l'établissement d'une coopération bilatérale qui aurait pour but de résorber progressivement le chômage au sud du Rio-Grande, minant à la base les principales causes de l'émigration (10).

Les officiels mexicains, et le prési-

causes de l'émigration (10).

Les officiels mexicains, et le président Lopez Portiilo lui-mème dans une déclaration au New York Times du 1º février 1977, font valoir les risques graves que, dans les conditions actuelles, un retour des émigrés ferait peser sur le pays, provoquant une telle crise sociale qu'elle en menacerait profondément les institutions. Les occupations de terres par les paysans démunis, déjà fréquentes, ne manqueraient pas de se multiplier; l'émigration vers Mexico, devenue la troisième agglomération du monde avec ses 13 millions d'habitants, se renforcerait, avec tous les coûts et dangers sociaux 13 millions d'habitants, se renforcerait, avec tous les coûts et dangers sociaux que cela représente, etc. Cette déstabilisation, souligne-t-on, ne serait-elle pas fort préjudiciable pour les Etats-Unis eux-mêmes? L'administration Carter est consciente de ce problème, et c'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'opverture de négociations avec le Mexique visant à encourager et à aider l'établissement d'industries de main-d'œuvre dans les zones d'émide main-d'œuvre dans les zones d'émi-gration, qui viendront s'ajouter à celles qui fleurissent depuis quelques années le long de la frontière. Ces dernières se sont d'ailleurs développées à la faveur de la révocation unilatérale en 1965 du 8 Except Program e vil des faveur de la révocation unilatérale en 1955 du « Bracero Program » qui permettait l'entrée légale aux Etats-Unis de plusieurs centaines de millers de travailleurs agricoles. Jouissant de franchises douanières et de remises d'impôts, ces industries, alimentées par des capitaux américains, bénéficiaient des bas salaires que la fermeture de la frontière avait encore plus comprimés. En 1973, on comptait quatre cent quarante-huit usines employant plus d'un million et demi de travailleurs. Mals des luttes syndicales croissantes à partir de 1973 avaient réduit l'écart entre les salaires mexicains et peux entre les salaires mexicains et ceux des Etats-Unis ou d'autres pays, rédui-sant considérablement les avantages et sant considerablement les avantages et faisant fuir, entre octobre 1974 et avril 1975, au moins trente-neuf entreprises nord-américaines. Le brusque afflux actuel de travailleurs bloqués ou refoulés ne manquera certainement pas de renouveier l'armée de reserve sans lequelle ces industries na renvent laquelle ces industries ne peuvent fonctionner. Pour elles, le plan Carter est une bénédiction.

est une bénédiction.

Mais comment ne pas voir aussi dans
ce plan une menace à peine vollée au
gouvernement mexicain, ainsi somme
de revenir des errements de la période gouvernement mexicain, ainsi somme de revenir des extenents de la politique pétrolière, celui du code des investissements, les relations avec les pays du camp socialiste, etc.? On se souvient de la lettre publique adressée en soût 1976 par soixante-seize parlementaires américains au président Ford (11) et qui dénonçait « le rideau de cactus » qui était en train de s'abattre le long du Rio-Grande, demandant à l'administration de prendre des mesures en conséquence. Certes, le président Lopez Portillo, depuis son arrivée au pouvoir en décembre 1976, a fortement infléchi la ligne adoptée par son prédécesseur et a multiplié les déclarations et les actes « apaisants » (12), mais certaines positions demeurent, pour les Améri-

* Institut national de la recherche agro-



l'apparition d'un a nouveau Québec a.

Après ces groupes a priori favorables à une l'imitation de l'immigration et qui sont décus par les mesures annoncées, il faut mentionner les forces qui y sont en principe irréductiblement hostiles, et avant tout l'agro-business californien et texan, qui en vit presque exclusivement. Les fermiers du Sud-Ouest ont cependant reçu, nous l'avons vu, un certain nombre de garanties qui modèrent leur opposition. Il est à ce propos intéressant d'examiner une proposition faite par les experts lors de la préparation du plan, mais écartée dans la rédaction définitive, sans doute parce que trop « transparente » : celle de distribuer un permis de travail du type de celui des « ctioyens étrangers sans documents non déportables » à un nombre de travailleurs équivalant aux travaux « mal payés et peu qualifiés » que l'on pourrait recenser aux Etats-Unis.

cains, ambiguës. Quel meilleur instrument que l'utilisation de centaines de milliers de travailleurs pour obtenir les garanties souhaitées?

Mais la signification principale du plan pourrait être aussi, sous des apparences de « solution définities », de constituer un des multiples aménagements que l'émigration mexicaine vers les Etats-Unis a connus depuis la fin du dix-neuvième siècle. La colonisation du sud-ouest des Etats-Unia, zone conquise sur le Mexique en 1848, s'est faite largement dans les années 1880-1920 à l'aide de la maind'œuvre venue du pays voisin (mais aussi de Chine, du Japon, des Philippines), et les portes étaient alors largement ouvertes. Elles furent fermées en 1925 et surtout en 1929-1930 avec la grande crise (on assista alors de la maintent de désenties de la maintent de des la maintent de de la maintent de de la maintent de la mées en 1925 et surtout en 1928-1930 avec la grande crise (on assista alors à un mouvement de déportations comparable à l'actuel), pour être à nouveau grandes ouvertes pour le « new deal », puis en 1942 mais dans le cadre organisé du « Bracero Program », contribution mexicaine — en force de travail — à l'effort de guerre américain. Le programme fut poursuivi jusqu'en 1964, avec des coups d'arrêt selon la conjoncture en 1949 et en 1963 (cette année-là, l'armée américaine déporta plus d'un million de travailleurs, mexicains et « chicanos »).

travailleurs, mexicains et « chicanos »). L'annulation unilatérale de programme fut alors présentée comme un acte en faveur des travailleurs agricoles américains dont les conditions de traaméricains dont les conditions de tra-vail étalent trop affectées par la concurrence de la main-d'œuvre étran-sère, mais elle eut pour principal effet de transformer les migrants légaux en clandeatins (« weibacks », ou « épaules mouillées », référence ironique à la nécessité pour nombre d'entre eux de traverser le rio Grande à la nage pour entrer aux Etats-Unis). Le flux des migrants ne se ralentit pas, tant les économies paysannes du centre du Mexique étaient devenues, après cin-Mexique étaient devenues, après cin-quante ans, dépendantes de cette source de revenus.

quante ans, dependantes de cette source de revenus.

Le plan actuel semble préparer une nouvelle réorganisation de la migration, à deux niveaux : freiner relativement l'afflux des travailleurs qui sont toujours plus nombreux à être chassés par la crise profonde des campagnes mexicaines et dont la concentration dans le sud-ouest des Etats-Unis pose des problèmes effectifs de « géopolitique », d'autant plus que les organisations de Mexicains-Américains ont adopté à leur égard une attitude amicale et accueillante ; et surtout, par l'octroi d'un statut légal d'insécurité et d'infériorité, briser le mouvement d'organisation qui a été le fait des travailleurs agricoles depuis quelques années (l'United Farm Workers de Cesar Chavez en étant l'exemple le plus connu, mais non unique). ple le plus connu, mais non unique).
En outre, le statut de « citoyen étranger sans documents non déportable » crée la catégorie du travailleur-céitbataire forcé-instable-jeune-en bonne santé-déportable en cas de chômage, etc., particulièrement bon marché tant pour les employeurs que cour les employeurs que cour le pour les employeurs que pour le système économique et social améri-cain en général. La lorce de travail du migrant mexicain est ainsi réduite

du migrant mexicain est ainsi réduite à sa plus simple et pure expression de marchandisa.

En apparence, compromis boiteux — et insatisfaisant — entre les positions de différentes forces sociales, le plan Carter a donc une logique interne et une rationalité qui lui rallieront probaltement nombre d'opposants actuels, après quelques modifications de détail.

La seule force qui prépare dans les nestions de détail.

La seule force qui prépare dans les faits la lutte contre les mesures annoncées est le groupe « chicano » (13) qui trouve dans ce combat une occa-

sion de réaliser son unité longtemps différée par les querelles personnelles, géographiques ou politiques. Tour à tour, les différentes organisations de

travailleurs agricoles dont les positions s'étalent éloignées (l'United Farm Workers de Californie et la Texas Farm Workers Union d'Antonio Oren-dain), des mouvements politiques comme CASA et le Raza Unida Party, comme CASA et le Raza Unida Party, de multiples associations culturelles ou sociales de la communauté « chicana », ont dénoncé dans les mesures annoncées à la fois un plan de combat contre les syndicats de travailleurs agricoles et contre les formes d'organisation autonome du groupe mexicaln-américain, particulièrement actives ces dernières années. Four les Latinos », la non-recomnaissance du tives ces dernières années. Pour les « Latinos », la non-reconnaissance du droit des Mexicains d'émigrer libre-ment aux Etats-Unis et la position légale subordonnée qui leur est réser-vée est liée à la non-reconnaissance du groupe « chicano » comme partie intégrante de la constitution de la nation américaine. Dans un appel à la réunion d'une conférence nationale nation américaine. Dans un appel à la réunion d'une conférence nationale chicano/latino, à San-Antonio à la fin du mois d'octobre, et à laquelle se railient la grande majorité des mouvements mexicains-américains de tout le pays, M. José Angel Gutterrez, président du Raza Unida Party et juge (élu) du comté de Zavala, au Texas, résume les griefs que la communauté porte au gouvernement américain :

ncan:
« Les colporteurs de haine désignent
une jois encore notre peuple, à cause
de son importance, de son taux de
naissance, de son extension géographique, de son statut « clandestin », phique, de son statut e clandestin e, comme une menuce pour les bases de cette société. On nous accuse pour le chômage, la maladie, les coûts du welfare, le crime, les bidonvilles et les bas salaires. La vérité, c'est que les a Latinos e jouent le rôle de boucs émissaires devant l'incapacité de l'administration à résoudre les problèmes économiques de l'inflation, du chômage, de la baisse des salaires et des jrustrations des consommateurs.

» En temps de guerre, les cultivateurs et l'industrie américaine sont allés chercher par tous les moyens des travailleurs mexicains.

» En temps d'expansion, les Améri-

ricain :

» En temps d'expansion, les Améri-cains n'ont pas hésité à s'emparer de la moitié du territoire du Mexique, des la moitié du territoire du Mexique, des ressources naiurelles et des matières premières de l'Amérique centrule et du Sud, à gouverner les Caralbes.

» En temps de crise, les Américains nous déportent, réduisent les quotas d'émigration, et en général nous rejetient comme de légitimes Américains.

Et certaines positions se durcissent : la situation actuelle pourrait provola situation actuelle pourrait provo-quer dans le mouvement mexicain-américain une situation semblable à celle qui, il y a quelques années, porta le mouvement noir de la lutte pour les droits civiques au Black Power; glissement d'autant plus redoutable que le mouvement « chicano » jouit d'une assise géographique unifiée et en continuité spatiale avec l'Amérique latine.

(1) Los Angeles Times, 25 soût 1977. (2) Excelsior, Mexico, 23 et 28 juill (1) Los Angeles Times, 25 août 1977.

(2) Excelsior, Marico, 23 et 25 juillet 1977.

(3) Les mêmes phénomènes, à quelques variantes près, ont pu être observés en 1925. lors de l'application des premiers quotas d'immigrants en 1923-1930, an 1938, en 1935 et en 1936. à la fin du « Braceto Program ».

(4) « Annesty rumors apur Border chaos », San Anionio Express, 8 septembre 1977.

(5) Selon V.M. Briggs Jr. « Mexican Immigrants and the Labor Market ». Texus Business Review, avril 1978. Et Stavenhagen. Excelsior, 27 avril 1978.

(6) « Invasion of Illegal Aliens », South Bend Tribune, 28 dévier 1978, « Silent invasion ». Foreign Service Journal, janvier 1976, « National Crists ». New York Times, 26 décembre 1974. etc.

(7) David S. North et Marion R. Houstoin : « The Characteristics and Rois of Illegal Aliens in the U.B. Labor Market ». Washington, 1976, et Vic Villepando : « A Study of the Impact of Illegal Aliens on the County of San Diego in Specific Socio-economic Arsas ». San Diego, 1975.

(8) « America's Immigration Dilemma with Special Reference to Mexico », rapport non publié, mais largement diffusé.

(9) Selon les recensements officiels, pour le seul sud-ouest des Etata-Unis, la population mexico-américaine est passée de un million cinq cent mille personnes en 1940 à près de cinq millions en 1970.

(10) Voir à ce propos les travaux de M. Jorge A. Bustamante, conseiller du gouvernement mexicain sur les problèmes de l'émigration, et en particulier « The Impact of the Undocumented Immigration from Mexico on the U.S.-Mexican annuelle de la Southern Economic Assortation, Atlanta, novembre 1976.

(11) Reproduite dans Comercio Exterior, revue de la Banque nationale du commerce extérieur de Mexico, septembre 1976.

(12) Voir « Mexique, initiatives de druite, concessions à la gauche » par Etisabeth Granjeas, le Monde diploma-1976.

(12) Voir « Mexique, initiatives de droite, concessions à la gauche » par Elisabeth Granjeas, le Monde diplomatique, octobre 1977.

(13) Voir la grande étude de Pierre Dommergues, « Les Chicanos ou la fierté retrouvée », le Monde diplomatique, avril 1974.

LES INDIENS DES AMÉRIQUES REVENDIQUENT LEUR DROIT A L'AUTODÉTERMINATION

U pôle nord è la Terre de Feu, nous formons un seul peuple en lutte pour reconquérir ses per d'autres. - Cette affirmation d'un représentant iroquois à la Conférence internationale des organisations non gouverdes populations indigènes dans Amériques, qui s'est tenue du 20 atr 23 septembre au Palais des Nations à Genève, résume assez bien l'essentlel des débats. Sous l'égide du sous-comité des Nations unies sur le racisme, la discrimination raclaie, l'apartheid et la cial des organisations non gouvernemen-tales sur les droits de l'homme, plus de deux cent cinquante délégués, obser-vateurs et invités ont pu dresser un premier inventaire, d'allieurs non exhaustif, des mesures discriminatoires dont sont victimes les descendants des premiers

Pour la première fois, des représentants d'une solxantaine de peuples autochtones des Amériques ont fait entendre leur voix dans l'enceinte des Nations unles et ont tionale en faveur de la reconnaissance de leurs droits. Pour la première fois naux ont découvert que les problèmes soulevés par les représentants des indise traduire uniquement en tennes économiques ou sociaux, mais qu'il s'agissait

des indiens, dans le nord comme dans le sud du continent, a été assimilée à la oubliés d'une certaine prospérité, d'un cartain développement. Jusqu'ici. à quelpeuples autochtones des Amériques ont été considérés comme partie intégrante des classes exploitées ou marginalisées. Cette conception n'est pas erronée, elle

nalité propre des peuples d'avant la conquête bianche et ignore la diversité de leurs cultures, de leurs langues et de leurs coutumes, Car l'Indien est doublement exploité - en tant que paysan ou prolétaire, et en tant qu'indien.

Au cours de la conférence, trois commissions ont étudié les aspects juridiques, économiques et socio-cultureis de la discrimination. Sous forme de recommandations, leurs différentes résolutions seront soumises au comité des Nations conférence a catégoriquement condamné cide perpétré contra les Mapuches et s'est vigoureusement élevée contra les plans du gouvernement du général Banzer de faciliter, avec le concours du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, l'établissement de colons blancs de Rhodéale et d'Afrique du Sud en Bolivie (1). La conférence a aussi proposé que le 12 octobre, jour de la découverte » du Nouveau Monde, soit internationale de solidarité avec les peuples Indigènes des Amériques. »

séance piénière prévoit notamment l'éla-boration d'une déclaration de principes pour la défense des peuples indigènes de l'hémisphère occidental ; l'adaptation de certains documents des organisations Internationales, en particuller de l'Orgaréalités, afin de ne plus mettre l'accent sur l'intégration en tant que solution du problème indigêne, mais au contraire pour demander la respect de leurs juridictions et de leurs coutumes ancestrales ; la réalisation d'une enquête sur le rôle des sociétés transnationales dans je pillage et l'exploitation des terres, des ressources naturelles et des peuples autochtones dans les Amériques.

A l'houre où la course à l'énergie entraîne une constante détérioration de l'environnement dans les pays Industriali-

Par JEAN-CLAUDE BUHRER

rappellent qu'aux Etats-Unis 90 % des réserves d'uranium et la moitié des réserves énergétiques se trouvent en territoires indigènes, reconnus comme propriété exclusive des tribus par des traités en bonne et due forme, souvent précis de développement Imposé sans l'assentiment des autochtones ont été rapportés : le projet hydro-électrique de la bale James au Canada (2), l'exploitacelle du pétrole et d'autres ressources minières dans le bassin septentrionnal de l'Alaska, sans oublier la construction de la route transamazonianne au Bréall ou le projet hydro-électrique de Tucurul. Le gaspillage inconsidéré de l'eau met en péril de nombreux peuples indiens, qui s'en voient brutalament privés alors qu'elle constitue pour aux une condition

Le problème de la terre se pose de manière particulièrement aigué pour les indiens des Amériques. En dehors de son caractère sacré, la terre est aussi la base matérielle d'une existence déjà fort précaire. Aux Etats-Unia, des accords ont été passés entre Indiens et Blancs établissant des trontières territoriales : unilatéralement transgressés toujours au gardent plus qu'une valeur symbolique. Pourtant, aujourd'hui, les Sioux réclament l'application intégrale du traité de Port-Laramle de 1868, et les iroquois demandent le respect de l'accord de 1784 passé avec le gouvernement fédéral américain. La base territoriale qui avait été garantie sux Cherokees, aux Choctaws, aux Creeks et aux Séminoles déplacés de force en

Des conditions de vie précaires

D ANS les anciennes colonies ibériques. les populations autochtones ne sont elles sont encore majoritaires dans quelques pays comme la Bolivie ou le Guatemala, et représentent une bonne moitié de la population su Péreu ou en Equateur. En Colombie, au Brésil et su Paraguay, les indigênes forment encore des groupes importants, mals déjà menscés d'extinction en raison des conditions sont Imposées. Au Mexique, le seul pays à avoir assumé, en partie du moins, son protection ont certes été prises, mais les préjugés demeurent tenaces et la fossé

Chili, au Venezuela, au Panama ou au Nicaragua, les ultimes descendants des premiers habitants du continent se battent aprement pour tenter de sauver ce qui reste de leur identité. Pour eux tous cependant, le problème de la terre se pose en termes à peu près identiques. Spollés, dépossédés, repoussés vers les contrées les moins fertiles et les plus prointarisation forcés, et leur marginalisstion devient ainsi double. Leurs juttes tenant compte de leurs droits légitimes ont le plus souvant débouché sur des bains de sang, que ce soit au Chill pour les Mapuches, au Mexique pour les Yaquis ou en Bolivie pour les Aymares

Le base de la discrimination dont ils sont victimes est certes économique, et communautés humaines. Si leurs structures propres ont parfola été détruites saxonne ou ibérique, certaines d'entre elles ont réusal néanmoins à survivre à l'insu des colonisateurs qui les considéraient avec dédain, au nom d'une prétendue supériorité de civilisation. Aulourd'hui, le révell de la conscience Indienne remet en lumière des valeurs fondamensociété moderne.

Les représentants indiens ont tous dénoncé à Genève une pretique largement répandue : la stérilisation forcée de leurs femmes, sous le fallacieux prétexte d'une planification familiale, Aux Etats-Unis, dans certaines reserves, 40 % des Indiannes ont subi ce traitement sans leur accord. Sur les hauts plateaux andins, la situation est analogue. Aux pratiques d'extermination employées à

(1) Cf. 4 les Colons de l'apartheid », par A. et M. Mattelart, le Monde diplo-matique, septembre 1977, page 18. (2) CL « l'Affaire de la baie James », par P. Dommergues, la Monde diploma-tique, novembre 1978. (3) Cf. « le Déti indien et le colonis-lisme blanc », par F. Dommergues, le Monde diplomatique, mai 1973.

dies importées, servage sinon esclavage, alcoollame - sont venues s'ajouter des máthodes plus sournoises, appliquées sous couver d'aide socials. Pourtant, les Indiena sont de moins en moins dupes et, à Genève, ils ont exigé par exemple des missionnaires de l'institut linguistique d'été, en raison de leur complicité directe territoires indigènes. Le respect des lence des coutumes et des valeurs autochtones, est aussi revendiqué en priorité, en particulier dans les grandes

és andines et au Guatemala. Cartes, le Pérou avait bien décrété en langue officielle du pays, mals cette loi Las des promesses toujours remises à plus tard, le Mouvement indien péruvien a introduit le 12 septembre demier une dant la restitution du territoire national aux indiens. « # y aura procès, nous a nasses Fernandez Lancho. Nous avons réuni toutes les preuves que l'indépendance tace à la couronne d'Espagne a battus, et nous en avons été frustrés. Nous en avons assez d'une indépendance symbolique. Nous sommes quelque hun millions, c'est-k-dire que nous tormons la majorité de la population péruvienne. Nous voulons le rétablissement de nos lois et de nos coutumes de l'époque Inca. Bien sûr, cele représenters des sacrifices pour les Blancs, mais nous leur offrons échange une autre voie vers la paix et le progrès. Nous en avons essez de voir foujer aux pieds nos croyances et

Un délégué aymara de Bolivie s'est d'une communauté indigène de l'Altipiano. M. Constantino Lima vit actuellement en exil au Canada, après avoir passe dix mois en prison pour ses activités en faveur du respect des droits des indiens. « Nous ne luttons pas contre un gouvernement en particulier, dit-il. Notre malhaur a commencă avec la conquête. Nous Qu'ils solent de droite ou de gauche, tous les régimes qui se sont succédé n'ont aucunement tenu compte de nous, nous pour leurs propres intérêts. Pas plus que des militaires qui nous oppriment chose à attendre des partis politiques, car leure d'irigeants ne songent qu'à

réformes à la petite semaine, nous vouou par d'autres moyens s'il le faut. Ce n'est pas uniquement une question da lutte des classes. La discrimination raciale dont nous sommés victimes existe dans tous les domaines — dans la loi, l'éducation, l'économie, le travail, le santé. » Et de répéter ce qu'il avait déjà dit en séance plénière :

« Nous demandons la rupture des retations diplomatiques avec l'Espagne, et des réparations pour cinq cents ans d'esclavage, pour l'assassinat de milliers des nôtres, pour l'expropriation de nos blena et de nos terres, pour le voi de l'or, de l'argent, de nos reasources, pour le droit de cuissage, pour nous avoir Imposé une religion qui n'e rien à voir propres, avec notre être profond. »

Ces paroles incendiaires n'ont pas été sans provoquer quelque stupeur au Palala des Nations. Elles témoignent de la à une situation coloniale, ou néo-coloniare, qui n'en finit pas de durer. D'ailleurs. Colombie et du Brésil, ont été empêchés par les autorités de se rendre à Genève. Participant à la conférence, M. Russel à déclarer : « Notre sort est sussi inquiétent que celui des habitants d'Afrique du Sud ou de Namibie. Nous sommes victimes d'un véritable génocide. A Pine-Ridge, on tall encore la chasse aux Indiens. Nous voulons talre connaître notre sort, et nous en appaions à la communauté internationale pour soutenir notre lutte de libération, comme elle a . soutenu la lutte d'autres peuples contre le colonialisme, pour le droit à l'auto-

The second secon

e de la prome

HARTINE COMP

10 17 14 Car.

4.0

The second secon

The same of the sa

2017年12月 / // There there 3. Park 1 中央日

CHINE

BIBLIOGRAPHIE

Quand les Indiens s'éveillent...

L ES événements de Wounded-Enes en 1973 ont speciaculairement montré l'apparition d'un militantisme indien en Amérique du Nord. Il ne s'agissait nullement en effet du basoud d'honneur d'une ethnie en voie de disparition, mais d'un acte de résistance entre beaucoup d'autres, qui se termina, après soizznie et onze jours de lutte, par des accords signés avec le gouvernement américain et, bien entendu, non respectés ultérieu-rement par ce dernier. Une habitude en quelque sorte historique, puisque Wounded-Enee avait pour cause le vioi par les autorités d'un traité de 1868 avec la nation lakota. La question du respect des traités signés il y a un siècle — et dont les tribunaux reconnaissent la validité — est la clé de voûte des luttes indiennes actuelles. Dans un ouvrage qui tient du reportage et du dossier (1), trois auteurs font le blan de huit ans de résistance, en signalant des informations peu connues en Europe comme la brutale et meuririère répression menée conjointement par le FBI. et le BIA. (Bureau des afjaires indiennes) contre les dirigeanis et même les militants de l'AIM. (American Indian Movement). On trouvera aussi dans ce livre un texte important de Jimmie Durham, de la nation cherokee, sur le bon usage des outils du marxisme-léninisme par les Indiens en lutte sur le bon usage des outils du marxime-lénnisme par le la lation elserates, en lutte et sur le caractère négatif du missionnarisme gauchiste blanc.

et sur le caractère négatif du missionnarisme gauchiste blanc.

Mais le réveil indien affecte tout le continent, bien qu'il n'y prenne pas encore un caractère aussi systématique qu'aux Etats-Unis et au Canada. Un recuell de textes (2) présenté par Yves Materne montre que, du Mexique au Brèsil, les Indiens s'organisent et se fédèrent. A travers les manifestes des différents congrès ou assemblées on perçoit — dans un langage militant, neuf pour l'Occidental, concret et épuré de toute logomachie — une réalité commune, celle de l'exploitation culturelle, économique et politique. Réalité qu' n'a pas les mêmes fondements que celle du prolétariat blanc, puisqu'elle s'articule autour du lien religieux avec la terre : « L'Indien et la terre ne font qu'un. L'Indien est le maître de la terre avec ou sans titre de propriété. » Dans une postface pénétrante, Michel de Certeau analyse la spécificité de l'organisation autogestionnaire des Indiens (fascinant les anthropologues européens) qui leur fait mener des luties aux modalités originales mais en même temps solidaires des mouvements paysans non indiens.

BERNARD CASSEN.

(1) J.F. Graugnard, E. Patroudliesu. S. Simeo a Rus, Nations indiennes nations souveraines, Maspero, Paris, 1977, 272 pages, 50 F. (2) Le Révell indian en Amérique intine, textes réunis et présentés par Yves Materne avec une postrace de Michel de Certeau, Editions du Cerl, Paris, 1976, 140 pages, 31 F.

– « LA GUERRE DE PACIFICATION EN AMAZONIE » —

Un film d'Yves Billon

Disposent sur des branches, comme on ornerait un sapin de Noël, de très prosafques ustensiles : casseroles, machettes, couteaux... Ils poussent ensuite, en langue vernaculaire, des cris d'amitlé à l'adresse de gens invisibles, cachés dans la forêt équatoriale.

Il s'agit de faux Indiens, appartenant à un régiment de l'armée brésilienne spécialisé dans les contacts avec les ethnies nouvelles que la route transamasonienne s'apprête à rencontrer. Aujourd'hui, après des années de hombardements et de massacres, les officiers de la FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) préfèrent user d'arguments psychologiques pour atteindre le même but : l'ethnocide, le meurtre des civilisations indiennes.

Amorcés par ces « pièges culturels », les derniers Indiens encore libres émergent de la jungle vierge ; instant de rare gravité filmique (on éprouve dans la salle un réel sentiment d'impudeur scopique) ; le regard méfiant, vif. de ces « primitifs » qui rencontrent, pour la première jois, l'homme blanc heurte avec quelque tremblement l'objectid de la caméra. Les soldats travestis les embrassent, rient avec eux, leur donnent tout : bassines et courroles, fusils et chevaux ; ils accréditant une idée simple : l'homme blanc, c'est l'abondance.

Yvez Billon, qui suit depuis 1871 tous les fronts de pacification en Amazonie, montre comment, en emportant ces objets nouveaux (les habitants de cette région n'utilisent pour tous leurs besoins qu'une softantaine d'objets), l'Indien accepte, en fait, la dépendance et corrompt sa propre harmonie; car, avec la hache, rient la notion de rendement, avec les textiles celle de pudeur corporelle, avec les fusils la nécessité des munitions. De tels objets font natire des besoins nouveaux dans ces sociétés millènaires à équilibrer très strict. La dégradation de leur culture les fait fuir dans l'alecol ou la prostitution, ils a'exilent vers les banliènes des grandes villes où ils se prolétarisent puis sombrent dans la clochardisation, consommant ainsi le cycle de leur acculturation.

Cet etimocide s'effectue au nom des grands principes « civilisateurs » qui, depuis Christophe Colomb; président à toutes les entreprises coloniales; en réalité, explique Yves Billon, ce sont des impératifs économiques qui déterminent une telle politique à l'égard des indiens; les fonds de la FUNAI proviennent de grandes sociétés transnationales désireuses de prospecter le sous-sol ignoré de l'Amazonie; des géologues accompagnent toujours les « pacificateurs » dans leur avancée; ils ont découvert, dans la Serra Norte, le plus grand gisement de fer du monde (exploité actuellement par une compagnie nord-américaine), ce qui a entraîné l'expulsion du peuple xicrin, installé là depuis toujours.

Si Yves Billon dénonce e l'extrardinaire prétention de la civilisation Si Yves Billon dénonce « l'extrardinaire prétention de la civilisation blanche à vouloir non pas échanger, mais assimiler à elle », un autre réalisateur, Jean-Pierre Dutilleux, se prononce, dans Raoni (1977), pour cette solution provisoire que constituent les réserves indiennes; sans ignorer leur perversion culturelle, Dutilleux les estime indispensables pour amortir le choc des cultures et empêcher la disparition de pratiques et de savoirs qui peuvent enrichir l'arrogante civilisation occidentale. Leurs deux films témoignent, avec conviction et délicatesse, de l'urgence qu'il y a à empêcher la destruction des derniers peuples dont les cultures nous réapprendraient cette conciliation, cette harmonie avec la nature que nous appelons tout simplement écologie.

POUR DES PROJECTIONS-DEBATS :

La Guerre de pacification en Amazonie. Réal. : Y. Billon, 16 mm, Diffusion : Les Films du Village, 20, allée des Maisons-Eusses, 93340 Le Baincy. Tél. 927,09.98. Raoni. Réal. : Jean-Pierre Ontilleur. 35 mm. couleur, 84 min. Diffusion : S.N.D. 27, rue Desportes, 93400 Saint-Ouen. Tél. : 255.53.90.

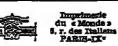
98, FAUBS ST-HONORÉ - 26, AV. VICTOR-HUGO 27 815, BOULD RASPAIL - PALAIS DES CONGRÉS PT MAILLOT

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANCAIS LIBRAIRIE DELAMAIN 155, rue Soint-Honoré, 75001 PARIS.

Sur simple demande.

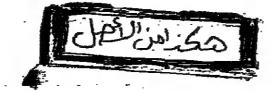
envoi grotuit de notre bulletin = les Livres du mois ».

Edité par la SARL le Monde. Gérants : Jacques Farvet, directeur de la publication.





Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec Padministration. Commission paritaire des journaux



IDIQUENT ATION

Développement des échanges et endettement des pays socialistes

COMMENT AMÉNAGER LA COOPÉRATION FINANCIÈRE ENTRE L'EST ET L'OUEST?

Les relations monétaires et financières Est-Ouest sont-elles entrées dans une nouvelle phase? Une curiosité un peu sceptique avait accueilli les propositions faites à la fin de 1976 par la Banque internationale de coopération économique (qui est la banque de règlement et de crédit à court terme du Comecon) en vue d'étendre à des pays tiers l'usage du court terms du Comeconi en vue d'étancre à des pays ners i usage du rouble transférable, monnais collective de compts et de règlement des pays de l'Est. Était-ce là un projet tendant à résoudre partiellement le problème de l'endettement de ces pays en dévises « convertibles », une contribution à la construction d'un nouvel ordre monétaire international, un ballon d'essai pour tester la crédibilité du Comecon en matière financière ?

Deux colloques înternationaux, tanus à Budapest et à Paris en octobre dernier, ont témoigné de l'intérêt que suscite désormats la coopération financière dans l'Europe de l'Est (1).

financière dans l'Europe de l'Est

Les pays de l'Est continuent à ne pas communiquer de chiffres sur leur endettement en devises « convertibles ». Mais alors que jusqu'ici les publications occidentales à ce sujet étaient assorties de commentaires le plus souvent inquiétants et pessimistes, et étaient ressenties à l'Est comme une insuite à
l'honorabilité financière des pays socialistes, on voit émerger de part et d'autre des attitudes plus réalistes, débouchant sur la recherche de solutions concertées.

La principale raison de ce changement est le redressement marqué des balances des paisements des pays membres du Comecon en 1976. Sans arriver à l'équilibre, tant s'en faut, ces pays ont ramené leur déflett commercial à l'égard des pays développés à économie de marché à moins de 8 milliards de doilars en 1976, contre 11 milliards en 1975; de ce fait, le taux d'accroissement de leur endettement net cumulé, de 70 % entre décembre 1974 et décembre 1975, s'est abaissé à 26 % de la fin de 1975 à la fin de 1976, taux comparable à la progression enregistrée en 1974. A la fin de 1976, taux comparable à la progression enregistrée en 1974. A la fin de décembre 1975 le montant de cet endettement net s'établissait à 38-39 milliards de dollars; certaines estimations occidentales le portent à 44 milliards. Mais les pays de l'Est ne publient jamais de chiffres, et les experts socialistes se bornent à discuter qualitativement de la dette — l'un d'entre eux a évoqué à Budapest une « fourchette » pour l'endettement hrut total de 30 à 40 milliards à la fin de 1976.

Ces résultats sont imputables à une politique délibèrée d'expansion des ventes et de contraction des achats : ainsi, en 1976, les exportations du Comecon vers la C.E.E. se sont accrues de 20,9 %, et les importations ont diminué de 3,7 %.

Bien que les plans quinquemaux 1976-1980 ne soient pas pariaitement explicites en ce domaine, on voit en

accrites de 20,3 %, et les importations ont diminué de 3,7 %.

Bien que les plans quinquennaux
1976-1980 ne soient pas parfaitement
explicites en ce domaine, on voit en
effet se dégager deux tendances :
une restriction relative des importations en provenance de l'Ouest, qui
entre 1971 et 1975 avaient augmenté
à un rythme annuel supérieur de
plus du tiers à celui des exportations,
associée à une promotion vigourens
des ventes; une réorientation des
échanges vers le Comecon, la part
des pays développés à économie de
marché tendant à décroître légèrement dans le commerce extérieur total
des pays de l'Est.

Ces tendances ont été analysées
à Budapest avec objectivité. Les représentants de l'Europe de l'Est ont
admis qu'il n'était pas question pour admis qu'il n'était pas question pour eux de réduire à l'excès des importations nécessaires à leur croissance, surtont pour ce qui concerne les achais d'équipements. Par ailleurs, tout en se plaignant des discriminations opposées par l'Ouest aux achais en provenance de l'Est, un économiste hongrois a reconnu que, même n'éabsence de contingentements ou en l'absence de contingentements ou de restrictions, les marchandises proposées par l'Est ne seraient pas tou-jours compétitives et que beaucoup restait à faire dans les pays du Comecon pour améliorer la qualité et le choix des produits exportables. Du côté occidental, on a souligné la nécessité de résister à la tentation protectionniste, et la partinence d'une poursuite de la politique actuelle de crédits, même si l'endettement des pays de l'Est devait se maintenir à un niveau relativement élevé jus-qu'en 1980. Certes, sur cette question, le front capitaliste n'est pas totalement uni. Les industriels occidentant sont évidemment favorables à toute politique macro-économique leur facilitant la recherche de débouchés extérieurs. Les banquiers (les créances cumulées sur les pays de l'Est représentent, à concurrence des deux tiers environ, des crédits bancaires) tablent sur la ponctualité et la rigueur des pays de l'Est en matière de rempourpays de l'Est en matière de rembour-

Les perspectives du rouble transférable

Le rouble transférable est la monnaie collective de règlement des
pays socialistes, les unités monétaires
internes étant rigourensement inconvertibles et réservées exclusivement
à la circulation intérieure. Il sert à
libeller des créances et des dettes,
et à en assurer le règlement. Appele
« rouble » parce que sa parité or est
identique à celle du rouble soviétique (0,987412 g d'or), il n'est en
aucun cas assimilable à ce dernier :
IURES, ne peut se procurer du l'URSS, ne peut se procurer du rouble transférable, comme chacun de I'U.R.S. ne peut se procurer du rouble transférable, comma chacun de ses partenaires, que par un excédent de ses exportations sur ses importations. Le commerce intra-Comecon se fait en effet sur le base des prix mondiaux, calculés annuellement (depuis 1975; auparavant, tous les cinq ans) d'après la moyenne des prix des cinq années précédentes, et convertis en roubles transférables par l'application d'un taux de change identique contre le dollar let autres monnales convertibles). Ces prix sont ensuite ajustés dans les négociations bilatérales entre pays du Comecon; le volume du commerce est planifié de part et d'autre, et très peu de blens sont hors contingent dans ces échanges intracommunautaires. La Banque internationale de coopération économique (B.L.C.E.), créée en 1984 en même temps que la monnale collective, tient les comptes de tous les pays en roubles transférables; à la fin de l'année, chaque pays a un excédent ou un déficit vis-à-vis de l'ensemble du Comecon, généralement faible puisque les accords commerciaux bilatéraux tendent à l'équilibre. Exceptionnellement il peut y avoir des déséquilibres importants; ainsi, en 1975 après le relèvement brusque (de 130 %) du prix du pétrole soviétique et d'autres matières memières : dans ce cas précis, trole soviétique et d'autres matières premières : dans ce cas précis, l'U.R.S.S. a accordé à tous ses parte-

Par MARIE LAVIGNE* Par MARIE LAVIGNE *

sement, qui ne se sont pratiquement jamais démenties jusqu'iel. Ils sont également convaincus, comme en témolgne un sondage récent auprès de banques américaines cité à Budapest, que les pays du Comecon s'entraidereient en cas de difficultés et seraient en dernier ressort auvés par l'U.R.S.S. de la banqueroute : bypothèse sur laquelle les représentants soviétiques refusent systématiquement de se prononcer et qui suscite toujours le plus vive indignation cher leurs partensires, on a pu le vérifier une fois de plus. Enfin les banquers occidentaux pensent qu'il faut lier de plus en plus les financements à de grands projets rentables accruissant les capacités d'exportation. Une senle voix s'est élevée contre cette opinion, celle du représentant de la Banque mondiale : l'efficacité d'un projet ponctuel ne garantit pas forcément celle de l'économie tou tentière. Il n'y avait quère à Budapest de représentants de gouvernements occidentaux; or ceur-ci, on le sait, sont anjourd'hui les plus réticents devant l'accroissement de créances sur les pays de l'Est.

Sil donc, sous cette réserve, on est l'Est.
Si donc, sous cette réserve, on est d'accord pour développer les échanges de façon réaliste, avec un niveau acceptable d'endettement, n'y aurait-il pas une solution technique consistant à financer une partie de ce commerce au moyen de la monnale des pays socialistes, le rouble transférable?

naires des crédits bilatéraux à long Or en octobre 1970, reprenant des dispositions déjà anciennes mais partiellement révisées, la BLCE. a partiellement révisées, la BLCE a publié une circulaire qui définit une procédure de participation à des réglements en roubles transférables, ouverte à des pays tiers, pour toutes opérations, sur biens et services, multilatérales ou bilatérales; les dépôts en roubles transférables auprès de la Banque sont rémunérés à 1 %; les crédits sont assortis d'un taux d'intérêt de 1,5 %.

Ces propositions avaient alors all-menté les spéculations — on a parlé à ce propos d'un « euro-rouble ». Après les rencontres de Budapest et de Paris, on saisit mieux la com-plexité du problème. plexité du problème.

Les spécialistes occidentaux ont fait observer que, paradoxalement, cette procédure a été suggérée au moment même où le champ d'application du rouble transférable semblait se restreindre à l'Est même. 5 à 10 % des échanges (ælon les pays) à l'intérieur du Comecon sont réglés en devises convertibles, essentiellement pour les blens livrés hors quota. Les deux cinquièmes des opérations de la BLCE, et près des quatre cinquièmes des crédits de la Banque internationale d'investissement du Comecon sont en devises convertibles. Pourquoi ? La raison fondamentale en est que le rouble transférable est très difficile à transférer en pratique. Les flux commerciaux étant quasi équilibrés par des accords bilatéraux, le créancier en cette monnaie doit essayer de trouver un partenaire qui accepterait de lui vendre des marchandises hors contingent; or tous les produits exporgent; or tous les produits expor-

* Professeur à l'université de Paris-L.

tables sont déjà inclus dans les accords commerciaux.

Fréquemment développé par les experis occidentaux, ce thème de l'inconvertibilité « réelle » du rouble transférable, bien plus génante que son inconvertibilité « monétaire », n'est plus nié par les représentants de l'Est; cenx-ci admettent qu'il y a là une difficulté majeure, qui pourrait être éliminée soit par un asconplissement des procédures de commerce extérieur, soit par une planification directe d'échanges multilatéraux, soit enfin par une convertibilité externe partielle (en devises occidentales) de la monnaie collective, recommandée suttout par certains économistes hongrois et, avec plus de réticence, par les Polonais.

La convertibilité du rouble transtables sont déjà inclus dans les

La convertibilité du rouble trans-férable, même externe (réservée aux non-résidents), pose des problèmes complexes. Même la convertibilité intrarégionale de cette monnaie (avec les monnaies nationales des pays de les monnsies nationales des pays de l'Est), pourtant prèvue au programme du Comencon adopté en 1971, n'est pas facile à mettre en œuvre. A l'heure actuelle, le rouble transférable a plusieurs taux de change (plus exactement des coefficients de conversion) pour le passage des devises nationales du Comecon à des évaluations en roubles : il y a un taux pour convertir les résultats des transactions invisibles et une palette taux pour convertir les résultats des transactions invisibles et une palette de taux applicables à la réalisation par un ensemble de pays d'un investissement sur le territoire d'un de leurs partenaires. Système indispensable, car non seulement les prix internes de chaque pays différent par leur niveau et leur structure des prix mondiaux corrigés » exprimés en roubles transférables, mais ils accusent en outre de fortes distorsions d'un pays à l'autre. Quels prix, quels taux appliquerait-on, dans ces conditions, à un titulaire extérieur de roubles transférables désireux d'utiliser sa créance soit pour acheter des hiens et services, soit pour en réclamer la conversion en devises occidentales ? occidentales ?

en reclamer la conversion en devises occidentales?

A Budapest comme à Paris, les témoignages d'experts de banques occidentales ont montré le caractère très théorique de ces questions. Les utilisateurs potentiels de roubles transférables n'ont pu réussir à les employer directement. Dans un cas précis, le titre de crèance libellé en roubles transférables a été négocié dans le cadre d'un « switch » classique, c'est-à-dire escompté auprès d'un intermédiaire spécialisé qui en a ensuite recherché la contrepartie à l'Est auprès du débiteur. Une autre fois, un opérateur occidental a proposé de convertir des roubles transférables offerts par son débiteur en une monnaie nationale d'un autre pays socialiste, ce qui eût permis de régler, dans le cadre d'une coopération interfirmes, des dépenses de salaires nécessairement payées en monnaie locale ainsi que des frais de transport aérien intérieur et des dépenses touristiques. De telles suggestions ont été repousées, ce qui a conduit l'opérateur à refuser d'être règlé en roubles transférables dont il ne pouvait organiser l'emploi.

A Paris devant les faits, les repré-A Paris devant les faits, les représentants des pays de l'Est répliquent que le rouble transférable n'est pas destiné à ce type d'opérations. Ils ont précisé à Budapest que la nouvelle procédure serait réservée en priorité aux règlements avec des pays en voie de développement jusque-là assurés par clearing bilatéral, ou avec des pays socialistes non membres du Comecon. Mais aucune applica-

tion pratique ne peut encore être montrée.

On s'est quelquefois demandé à l'Ouest si l'offre éventuelle de roubles transférables dans une transaction commerciale ne serait pas un moyen détourné de faire accepter la compensation, généralement si mai vue par les exportateurs occidentaux : ceux-ci séraient trop heureux de recevoir des marchandises en palement, après avoir constaté qu'il est encore plus difficile de placer quelque part des roubles transférables ! Dans l'état actuel, rien n'indique que ce calcul soit plausible : aucune pression en ce sens ne semble avoir été exercée.

N'y aurait-il pas un autre usage

avoir été exercée.

N'y aurait-il pas un autre usage possible du rouble transférable dans les rapports Est-Ouest, celui d'une monnaie de réserve rendue attractive pour les déposants occidentaux par sa stabilité et des taux d'intérêt élevés ? La suggestion a été en effet émise. A court terme, elle paraît cependant impraticable en raison des coûts élevés que devraient supporter les banques socialistes ou la B.I.C.E. (charges d'intérêt, nécessité d'avoir des réserves de devises importantes) pour rendre crédible leur monnaie. Mais elle témoigne d'un engagement croissant des pays de l'Est dans les projets de réforme du système monétaire international.

Les pays de l'Est se sentent

projets de réforme du système monêtaire international.

Les pays de l'Est se sentent concernés par l'évolution du système monétaire international capitaliste, car l'actuelle instabilité monétaire les géne dans leurs transactions avec l'Ouest, et même dans leurs relations mutuelles lorsqu'ils utilisent des devises convertibles. Le temps n'est plus où ils se contentaient d'observer en spectateurs critiques les « convulcions monétaires de l'Occident » et voyalent dans l'abandon de l'étalon-devise-or l'origine de tous les maux. A Budapest comme à Paris, on a pu entendre des suggestions constructives pour la participation des pays socialistes à une action internationale qui conduirait éventuellement à la création d'une nouvelle monnaie mondialement a c c e p t é e. Certes le Fonds monétaire international est toujours, et quelquefois violemment, critiqué dans son principe même, et l'accord sur le principe d'un a nouveau Bretton Woods » n'est pas unanime. Mais le tournant est pris Individuellement, les représentants des pays de l'Est ne craignent plus de prendre publiquement des positions différentes (par exemple, à Budapest, sur le rôle monétaire mondial que pourrait encore assumer l'or) et font état avec franchise de débats internes, parfols à l'intérieur d'un même pays. C'est là une nouvelle attitude qui peut modifier sensiblement la manière dont sont reçues à l'Ouest les suggestions de l'Est: on n'a plus l'impression sont reçues à l'Ouest les suggestions de l'Est : on n'a plus l'impression d'une artificielle unité de façade dissimulant de profonds conflits.

(1) Le premier était la dernière de quatre rencontres scientifiques Est-Quest organisées entre 1975 et 1977 par l'Institut de recherches économiques comparatives de Vienne sur le thème général de l'interaction économique en Surops; il a réuni à Budspest, avec la Surope; il a réuni à Budapest, avec la participation de l'Institut d'économie mondiale de l'Académie des sciences de Hongris, universitaires et praticiens (surtout banquiers) autour des problèmes monétaires et financiers à l'East et à l'Ouest. Le second, à l'initiative du Cantre d'économie bancaire et du Centre d'économie internationale des pays socialistes de l'université de Paris-I, s'est consacré à l'analyse des a unités et monnaies de compte », e occidentales » et « prientales ».

CHIND

Du XI^e Congrès à la «campagne d'assainissement»

La lutte contre les « quatre » se durcit la même orientation. Le vice-président y rappelle que, si la bourgeoisie existe toujours en Chine, elle « a déjà été renversée ». Le passage au communisme doit être « graduet » et il faut en « créer les conditions nécessaires » (3). La tâche des quatre modernisations (de l'industrie, de l'agriculture, de la défense, de la recherche) est incluse dans le programme général du parti, ce qui confirme le vif intérêt des nouveaux dirigeants pour l'économie et la croissance. En matière d'organisation, l'accent est mis sur la disci-

E onzième Congrès du parti communiste chinois, qui s'est ienu du 12 au 19 août 1977, a consacré officiellement des crientations qui se sont affirmées depuis douze mois et dont la tonalité centriste paraît s'inféchir depuis l'été. Précédemment, à la mi-juillet, une réunion du comité central a réhabilité M. Teng Hsiso-ping et l'a réintégré aux postes qui étalent les siens jusqu'en avril 1976. Il a donc participé aux assises d'août dans la plénitude de ses fonctions. Cela explique pent-être le net retour à l'orthodoxie dont témoignent, entre autres, les nouveaux statuts (1).

Le parti communiste y est exalté en des termes inhabituels. Il est « le parti politique du prolétariat, dont il représente la forme suprème d'organisation de classe a Cette dernière formule n'avait pas été utilisée depuis vingt et un ans. On la trouve telle quelle dans les statuts votés au huitième congrès en septembre 1956 et que M. Teng passe pour avoir rédigés. Au début de la révolution culturelle, des organisations de masse avaient vu le jour et leur rôle avait éclipsé celui du parti. Flus tard, sous Lin Piao, l'armée était devenue « le plus ferms pilier de la dictature de prolétariat ». Aujourd'hui le P.C.C. retrouve une préeminence absolue.

Dans la formulation de ses tâches, on note aussi une différence. Il a pour hut de « poursuivre la révolution sous la dictature du prolétariat et de supprimer progressivement la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses ». Au dixième congrès, en 1973, il devait les « renverser définitiement ». Cette tournure plus ganchiste reflétait l'influence du groupe de Changhat, désormais éliminé.

Le rapport de M. Yeh Klen-ying sur la modification des statuts illustre

Manager Commence of the Commen

et la croissance. En matière d'organi-sation, l'accent est mis sur la disci-pline hien que l'article 12 maintienne le droit des communistes à « réserver leur opinion » en cas de désaccord. Il précise néanmoins qu'il leur faudra exécuter les instructions des échelons supérieurs nême quand ils les désapexécuter les instructions des échelons supérieurs même quand ils les désapprouvent. Des commissions de contrôle de la discipline sont instaurées, disposition que l'on trouve également dans les statuts de 1956.

Pour sa part, M. Hina Kuo-feng a rappelé dans son volumineux rapport politique (3) que la bourgeoisie ne saurait exister « en tant que classe » dans les rengs du parti. Réfutant longuement les thèmes de la « bande des quatre », éliminée en octobre 1976, il souligne que « le rang et le salaire élevé des cadres » ne sauraient être le critère économique permettant de dépister les « responsables engagés dans la tole capitaliste ». En d'autres termes, l'existence de privilèges dans le parti et dans la société n'est pas une base matérielle du révisionnisme. Celui-ci n'est pas structurellement induit par le nouveau aystème politique et social. Les « tendances bourgeoises » résultent du poi de des idéologies traditionnelles et des influence externes. M. Hins Kuo-feng présente même les luttes ayant conduit à la chute de Lin Piso et à la destitu-

tion des « quatre» comme la « conti-muation de la lutie contre le Kouo-mintang ». La subversion nationaliste mintang ». La subversion nationaliste inspirée par Taiwan est donc à ses yeux un foyer de lutte de classes important, voire le plus important. Dans une asses large mesure, cela revient à placer la source des conflits récents à l'extérieur de la société chinoise, dans un corps qu'elle a rejeté. Dans la logique de cette conception, MM. Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan, membres déchus du bureau politique, sont accusés d'être respectivement a un agent du Kouomintang » et a le fils d'un espion ».

Par JEAN DAUBIER

Le président appelle à en « finir radiculement » avec l'influence des « quatre ». Au lendemain de leur chute, il y a un an, il insistalt sur leur isolement, ce qui pouvait faire penser que leur critique demeurerait circonscrite. M. Hus soulignait alors la nécessaire M. Hus soulignait alors la nécessaire, unité du parti, il recommandait de « chercher des terrains d'entente sur les problèmes majeurs en négligeant les petites divergences » (4). Il abandonns aujourd'hui cette modération, et ses formules plus vigoureuses vont de pair avec un net durcissement intérieur. Le président introduit dans son rapport l'idée, courante depuis l'été, que les equaires avalent édifié tout un « réseau fractionnel bourgéois ». Une intense campagne d'épuration est en cours pour le démanteler. Mais cette campagne a aussi d'autres objectifs, comme le retour au calme et la répression du banditisme (5).

Depuis la tenue du congrès, de nouveaux éléments ont confirmé cette évolution. A la fin de septembre, le

maire de Pêkin, Wu Teh, et le com-mandant de la région militaire, Chen Si-lien, ont dù faire leur autocritique Si-lien, ont du faire leur autocritique pour avoir durement réprimé les manifestations de la place Tien-An-Men en avril 1978 (6). Ces émeutes antigauchistes avaient été le prétexte du limogeage de M. Teng qui passait pour leur inspirateur. Désormais, elles ne sont plus tenues pour des incidents contre-révolutionnaires, c'est une victoire pour le premier ministre. Il n'est pas « autorisé » à revenir au pouvoir malgré ses « erreurs », il y revient de plein droit. Et du même coup, ce sont wu Teh et Chen Si-lien qui sont en difficulté. Leur abaissequi sont en difficulté. Leur abaisse-ment prouve l'influence grandissante

(1) Pekin Information, nº 36, 5 septembre 1977.
(2) Idem.
(3) Pekin Information, nº 35, 29 sout (3) Pekin Information, nº 35, 29 acôt 1377.

(4) Le Monde, 1rd décembre 1376.
(5) Maintes informations ont fait état d'une vague de condamnations a morten différentes provinces (le Monde du 19 mars 1977). Annoncées par des affiches plaçardées dans les grandes villes par le burest de la sécurité, res condamnations suraisant été suivies d'exécutions immédiates dans certains cas. Parfola, ellez auraient été motivées par des activités politiques. Le Sunday Telegraph du 30 octobre a cru pouvoir faire état de l'exécution de milliers de personnées au cours de l'année écoulés. Cela a été démanti à Tokyo par M. Tehang Hsiang-tchen, directeur de la radio chinoise (le Monde du 5 novambre). Nous-même avons vu à Canton en juillet deroier des affiches portant les noms de gens condamnés par le parquet. Habitrellement les noms placés en têta et barrès d'une croix rouge sont ceux des condamnés à mort. Rappelons que l'usage chinois est, saur pour les crimes de sang, de « Suspendre » les exécutions afin d'observer le comportament du condamné. Mais, normalement, cels est précisé sur les affiches.

(6) Le 5 avril 1976, un hommage massif

des amis de M. Teng Hsiso-ping, parmi lesquels son protecteur, le général commandant la région militaire de Canton, Hsu Shi-yu, fait de plus en plus figure d'homme fort du régime. Est-ce pour cela que la coloration modérée de la nouvelle direction paraît modérée de la nouvelle direction paraît s'estomper et que se dureit sa politique antigauchiste? Le Quotidien du peuple du 7 octobre réclamait une « opération d'assainissement sans merci » (7), contre les « affidés » de la « bande des quaire », et le mot d'ordre officiel constamment répété : « Tout axer sur la lutte de classes pour que l'ordre règne », indique que la Chine n'a pas encore trouvé son équilibre (8).

des Pékinois à la mémoire de Chou En-lai dégénérait en émeuts. Dans le contexte de l'époque, cotte manifestation était un défi aux quatre dirigeants radicaux et appuyait M. Teng Haiso-ping. Celui-ci fut destitué et rempiacé par M. Hua Kunfeng à la têta du gouvernement. Tout indique que l'attitude des différents responsables à cette époque est encore une source de conflit.

(1) Le Monde du 22 octobre 1977 et Pékin Information, n° 42, 17 octobre 1977. Pékin Information, n° 12, 17 octobre 1917.

(8) On dit hors de Chine que les factions nées de la révolution culturelle continuent d'être actives en certaines provinces. On ajoute que gardes rouges dissidents membres d'organisations de masse exclus des comités révolutionnaires, étudiants cherchant à échapper à l'envol en gone rurais, font régner l'insecurité par endroits. C'est invérifiable. Par contrt, cale est établi : le Quotidien du peuple a rapporté que Pi Ting-chum, commandant de la région militaire de Poutcheou, est mort à son poste « en martyr » en juillet 1978. Or, dix mois plus tard, le même journal annonçait que son adjoint, le général Tcheng Chaochang, était lui aussi « mort en martyr ». Ces faits troublants conduisent les observateurs à penser que la province du Publen est le théâtre de rébellions ou d'attentats.

A III cult de

A. A.

Succession de coups d'Etat

POUR la troisième fois depuis l'assassinat, le 15 août 1975, de son « père fondateur » Sheik Mujibur Rahman, le Banglades h vient de voir sa structure politique ébranlée par un putsch militaire. Maigré son échec, la mutinerie du 30 septembre à Bogra a mobilisé l'équivalent d'un bataillon de soldats 30 septembre à Bogra a mobilisé l'équivalent d'un batalllon de soldais de l'infanterie et des blindés, auxquels il faut ajouter les quelque mille hommes, provenant de différents bataillons d'infanterie, qui ont participé à l'opération de soutien, le 2 octobre, dans la capitale, Dacca. On peut la considérer comme l'effort le plus sérieur qui ait été entrepris pour déloger le général Zia Ur Rahman depuis la tentative de coup d'État du 3 novembre 1975. Ce jour-là, le général Zia avalt été démis de sa fonction de chef des armées et emprisonné au cantonnement de Dacca, à l'initiative du général de brigade Khaled Musharaf. On a dit à l'époque que Musharaf bénéficiait du soutien de l'Inde et de l'U.R.S.S., ces deux puissances tentant par là de regagner l'influence qu'elles avaient perdue à la suite du meurtre de Shelk Mujibur. Le 7 novembre suivant, le général Zia était réinstailé dans ses fonctions à la suite de ce que l'on a appelé le soulèvement des « sepoy » (soldats de 2° classe). Le juge Sayem fut alors nommé président, le général Zia jouant le rôle d' « homme fort » du régime avant d'occuper à aon tour la présidence en avril 1977.

Le 2 octobre dernier, avant l'aube, les rebelles attaousient l'aérnoort de

en avril 1977.

Le 2 octobre dernier, avant l'aube, les rebelles attaqualent l'aéroport de Dacca, profitant que le gouvernement du général Zia etalt occupé à négocier avec les membres de l'Armée rouge japonaise qui avalent détourné un avion des Japan Airlines. Quatre MIG-21 fournis par la Chine populaire furent détruits et dix officiers tués, ce qui eprésente une perte considérable pour la jeune armée de l'air du Bangladesh. Belon des informations non confirmées, l'attaque aurait été déclenchée dans le but d'empêcher une action sérienne contre les mutins de Bogra. Cette action aérienne avait elle-mème été décidée après que le général Zia eut constaté que les troupes stationnées à Rangpur et dans d'autres cantonnements du nord du pays refusaient d'écraser la rébelpays refusaient d'écraser la rébel-lion.

Fien qu'elle ait été étouffée, cette rébellion a fait renaître au Bangla-desh des soupçons sur la loyauté de l'armée à l'égard du général Zia. Les « sepoly » semblent mécontents de leur solde, et ce mécontentents date d'avant le soulèvement de novembre 1985. Ils ressentent amèrement le fait que seuls les officiers de rang supérieur ont bénéficié

ci ne respecte pas l'accord qu'il avalt alors signé avec leurs chefs et qui prévoyait la création d'une armée populaire, égalitaire, et sans guère de distinction entre le simple soldat et l'officier. Ces griefs pourraient être exploités non seulement par les politiciens en vue des élections qui auront probablement lieu en décem-bre 1978, mais aussi par des rivaux du général Zia au sein de l'armée.

d'augmentations généreuses et de primes. Certains des « sepoy » qui ont aidé à réinstaller le général Zia su pouvoir ont le sentiment que celui-

L'armée du Bangladesh est encadrée essentiellement par des commandants et des colonels ayant été
promus généraux de division après
la guerre avec le Pakistan en 1971
et la Ilbération du pays. Certains
d'entre eux n'apprécient ni la concentration excessive du pouvoir aux
mains du général Zia, ni le refus
qui leur est opposé d'accéder à des
postes élevés dans l'administration.
La récente rébellion n'a donc fait
qu'accroître le sentiment d'insécurité chez ceux qui tiennent le pouvoir de la force des armés.

Au moins trente-six mutins ont

Au moins trente-six mutins ont été fusillés après être passés devant les tribunaux militaires et environ cent cinquante officiers (sur les deux mille cinq cents que compte cette armée de soixante mille hommes) ont été arrêtés.

armée de soixante mille hommes ont été arrêtés.

Le général Ziz, qui est aussi président et administrateur en chef de la loi martiale tout en étant chef des armées, affirme que les mutins ont été les jouets de puissances étrangères. Il est clair, d'après ses discours, que c'est à l'Inde qu'il pense. « Certains de nos compatriotes n'ont pas condamné les activités des conspirateurs venus de l'autre côté de la jrontière, pas plus qu'ils n'ont condamné le détournement par l'inde des eaux du Gange, bien que la nation tout entière ait manifesté sa réprobation », 2-t-il déclaré à soixante responsables des divers partis politiques, tout en promettant qu'une enquête sérieure seruit menée sur les événements de Bogra et de Dacca. Il a également critiqué la presse de l'Ettat indien du Bengale occidental pour avoir publié en août et septembre de cette année des articles contenant des informations « sans fondement et provocarices sur l'armée du Banglae occidental n'avait pas « reconnu nos droits sur les eaux du Gange, et aidé les conspirateurs ». Pour lui, il était « significatif » que les événements récents aient eu lieu après que les anciens « conspirateurs » réfugiés en Inde aient été autorisés à revenir au pays. à revenir au pays.

L'hégémonie indienne

C'EST un fait que le Bengale occidental s'est vigoureusement opposé aux concessions que le gou-vernement du Janata a faites à Dacca vernement du Janata à laires à Dacca sur le problème des eaux détournées par le barrage indien de Farakka. Le détournement de ces eaux, qui étaient destinées à désenvaser le port de Calcutta, a étà dommageable pour l'agriculture du Bangladesh : manque d'irrigation pendant la salion sèche, et acroissement de la salinité des et accroissement de la salinité des champs de riz. Le Bengale occiden-tal a violemment critiqué le premier ministre indien Morarji Desai pour avoir accepté de remettre aux auto-rités du Bangladesh les rebelles qui avaient cherché saile en Inda.

L'hypothèse d'une implication de l'Inde dans les activités subversives et dans les différents coups d'Etat au Bangladesh ne peut être écar-tée : Mme Indira Gandhi s'est sentie personnellement atteinte dans son image de « libératrice du Bangladezh » — c'est elle qui y avait envoyé l'ar-mée indienne combattre les forces

pakistanaises en 1971 — quand son e protégé » s'est détourné d'elle après l'assassinat de Sheik Mujibur. Bien que le gouvernement du Janata ne se soit pas montré aussi arrogant et intransigeant que Mme Gandhi à l'égard du Bangiadesh, les services de renseignement indiens agissent avec la même liberté au Bangiadesh que la C.I.A. en Amérique latine. En outre, il existe au ministère indien des affaires étrangères une forte outre, il existe au ministère inden des affaires étrangères une forte propension à considérer que la « destinée manifeste » de l'Inde est de dominer la péninsule et qu'une politique « dure » à l'égard du Bangladesh, du Nepal et du Bhutan est indispensable. L'annexion du Sikkim s'inscrit dans cette conception impéraliste. périaliste.

La crainte de l'hégémonie indienne est si répandue au Bangladesh que la grande question qui divise les partia radicaux depuis la guerre de libé-ration est de savoir quelle priorité devrait être accordée à la lutte contre les menaces que l'Inde et l'U.R.S.S.

font peser sur l'indépendance du pays. Sheik Mujibur et le gouver-nement de la ligue Awami furent critiqués par les partis radicaux et

critiqués par les partis radicaux et les partis religieux pour leur trop grande soumission aux intérêts économiques et militaires de l'Inde. Immédiatement après la libération, Sheik Mujibur dévaluait la monnaie du Bangladesh à la demande de l'Inde. Le Bangladesh fut obligé d'accepter un accord sur le commerce frontailer qui permettait le libre-échange des produits à l'intérieur d'une zone de 25 kilomètres de partet d'autre de la frontière : cette zone d'une zone de 25 kilomètres de part et d'autre de la frontière; cette zone devint le repaire des contrebandiers qui faisaient sortir le riz du Bangladesh pour le vendre au Bengale occidental à un prix plus élevé. En retour, le Bangladesh importait des blens de consommation indiens de mauvaise qualité. Le contrebande du jute vers l'Inde a, de son côté, fait perdre à Dacca environ 50 millions de dollars par an en devises. La famine de 1974 au Bangladesh a mis en lumière les effets de la contrebande du riz.

L'armée indienne a enlevé les armes

L'armée indienns a enlevé les armes et les munitions laissées sur le ter-rain par l'armée pakistanaise, privant ainsi le Bangladesh des moyens de c'équiper par ses propres moyens.

rain par l'armée pakistanaise, privant ainsi le Bangiadesh des moyens de s'équiper par ses propres moyens.

On ne s'est jamais fait d'iliusions an Bangiadesh sur les motifs réels de l'assistance militaire indienne durant la guerre de libération, quand les membres de la ligue Awami se réfugièrent à Calcutta. L'Inde y voyait l' « occasion du stècle », comme l'avait déclaré en 1971 K. Subhramnyam, directeur de l'Institut indien d'études militaires, dès le début de la rébellion contre le Pakistan. Une fois le Pakistan amputé du Bangiadesh, l'Inde n'aurait plus à craindre de menaces sur son fianc est. Le Pakistan oriental servait de conloir de passage aux révolutionnaires indiens qui allaient s'entraîner en Chine ou dans les camps de l'armée pakistanaise. L'hypothèse de base, au ministère indien des affaires étrangères, est que le Bangiadesh est trop fable pour être jamais à l'abri des manœuvres des puissances étrangères. Il pourrait aisément tomber sous l'influence de Washington ou de Pékin. Une tutelle indienne sur le Bangiadesh, que l'Inde a soutenu le putsch du général Musharaf en novembre 1975 pour empêcher Khondakar Mushtaque Ahmed de devenir président. Ce dernier, qui avait appartenu à la lique Awami, avait irrité Mme Gandhi en recherchant les bons offices de Washington pour un règlement de la guerre c'v'il e alors qu'il se trouvait à Calcutta. Pour les Indiens, Mujibur a été assassiné avec la comivence des Etats-Unis. La nouvelle du meurtre était d'ailleurs venue de Washington, qui retransmettait l'information en provenance de l'ambassade américaine à Dacca.

L'Inde craint qu'un gouvernement

caine a Dacca L'Inde craint qu'un gouvernement marxiste ne finisse par surgir de l'extrême pauvreté et du blocage du développement du Bangladesh. Car un tel régime aiderait les Naxalites et les autres groupes marxistes actifs au Bengale occidental, où les mouvements sécessionnistes de gauche ont toujours été importants.

Le gouvernement du Bangladesh estime ainsi que l'Inde a de bonnes raisons d'empècher la stabilisation raisons d'empedier la statilisation politique du pays. Les farouches par-tisans de Mujibur, dirigés par Kader Siddiqui, ancien cher de la guérilla en 1971, ont étè recueillis en Inde, où ils sont entraînés à lancer des expéditions contre le Bangladesh

L'INSTABILITE

avec le soutien des forces frontallères indiennes. C'est pour faire échec à l' « hégémonie » indienne que le Bangladesh a internationalisé le Bangladesh a internationalisé le conflit sur les eaux du Farakka en le portant devant le comité politique spécial de l'ONU en 1976 malgré les protestations de l'U.R.S.S. et de l'Inde qui estimaient qu'il s'agissait lè d'une question hilatérale. A la conférence des non-alignés à Colombo en 1976, le Bangladesh a attiré l'attention sur la menace que font peser les grandes puissances sur leurs petits voisins. Il cultive également avec assiduité l'amitié des pays islamiques du Proche-Orient, alors que l'Inde s'inquiète de l'influence croissante des Arabes musulmans en Asle méri-

dionale. New-Delhi est en effet préoc-cupé par les problèmes que posent ses cinquante millions de musulmans (sur une population de six cents mil-lions d'habitants) dont la plupart ne sont pas encore assimilés à la cul-ture hindoue — dominante, bien

Par DENZIL

qu'officiellement l'Inde soit un Etat séculier. A coup sûr, les troubles intérieurs du Bangladesh ne peuvent être dis-soniés des préoccupations et des am-bitions régionales de l'Inde.

Les adversaires désignés

Le général Zia a interdit trols partis: le parti communiste (prosoviétique) du Bangladesh, le Jatyo Samajtantrik Dal (J.S.D.-Parti socialiste national) et la Ligue démocratique centriste, née d'une scission de la ligue Awami. Si cette décision implique que ces trois partis sont accusés d'avoir participé au putsch manqué d'octobre, une telle convergence paraît peu probable.

manqué d'octobre, une telle convergence paraît peu probable.

Compte tenu des allusions du général Zis à une participation étrangère dans le putsch, l'hypothèse est que ces trois partis seraiant des agents de l'Inde. Les coalitions politiques au Bangladesh — comme dans l'ensemble de l'Asie du Sud — sont certes imprévisibles : l'ennemi juré d'hier peut être l'aml d'aujourd'hui. On notera toutefois pour mémoire que le J.S.D. qui a contribué au retour au pouvoir du général Zia le 7 novembre 1975, avait fait circuler alors parmi les « sepoy » du camp de Dacca des brochures accusant Khaled Musharaf d'être un agent de l'Inde. Le J.S.D. décrivait le putsch comme une tentative de Moscou et de Delhi pour reprendre le contrôle du Bangladesh, et appelait les « sepoy » à faire échec à octie tentative...

De leur côté, le parti communiste et la Ligue démocratique font une campagne active en vue des élections de décembre 1978 en démonçant la hausse des prix des biens de consommation de première nécessité. En fait, le général Zia a pu être tenté de discréditer d'un seul coup, de cette manière, trois de ses adversaires les plus vigoureux.

Bien que l'ingérence indienne soit

manière, trois de ses adversaires les plus vigoureux.

Bien que l'ingérence indienne soit un leitmotiv de la politique au Bangiadesh, son désarroi actuel tient beaucoup à un sentiment de frustration qui se répand dans la classe moyenne et l'élite politique du pays.

An sein de l'armée, trois influences subversives », contestant l'autorité politique du général Zis, ont été blâmées pour avoir mené au puisch d'octobre. Il s'agit d'abord du J.S.D., groupe d'inspiration trotskiste, rapi-

dement decu par le général Zia après la révolte des « sepoy ». Ses responsables sont passés dans la clandestinité après que le chef du parti. Abu Taher, ent été pendu le 20 juillet 1976. Accusé de conspiration, Taher fut jugé, avec d'autres prévenus, par un tribunal militaire secret. Le J.S.D. possède une cellule secrète au sein de l'armée, la Biplobi Gono Bahini (Armée révolutionnaire du peuple).

La deuxième influence subversive incriminée est celle des partisans du précédent président, Khondakar Mushtaque Ahmed, dont la Ligue démocratique adopte des positions centristes. La troisième est celle des Madrassah, mouvement religieux ultraconservateur, qui recrute ses partisans parmi les étudiants des écoles religieuses islamiques.

La dépendance économique du général Zia à l'égard des pays arabes du Proche-Orient, comme l'Arabie Bacudite ou les Emirats arabes unia, a rendu à ces éléments obscurantistes l'importancs qu'ils avaient perdue depuis 1971 à cause de leur identification avec l'oppression pakistanaise.

Ces partis théocratiques out montré leur ruissence en chilipeent le cérnéral

Ces partis théocratiques ont montré leur puissance en obligeant le général Zia à faire abattre une statue représentant le « force », qui avait été édifiée près de Baltai Moharram, la mosquée la plus importante de Dacca. Maniana Abdul Rahim, de la Ligue démocratique islamique, déclara que l'érection de statues était contraire à l'islam. Beaucoup de ces « ligueurs » avaient collaboré avec l'armée pakistanaise et étaient responsables du massaure des intellectuels qui avait en lieu peu avant l'armistice. Il y eut alors des affrontements entre les étudiants de Madrassaf et ceux de l'université « moderniste » de Dacca sur la question des statues destinées à commémorer les martyrs de la lutte pour l'indépendance. Le général zia fut obligé, pour défèrer à la volonté de ces « patrons » du Proche-Orient, de déclarer que le Bangia-desh était un Etat islamique, renom-cant ainsi au sécularisme du pays. Ces partis théocratiques ont montré

Croisade pour l'islam et conquête du pouvoir L'EVOLUTION politique au Bangadesh montre hien les limites auxquelles se heurtent les mouvements d'indépendance nationale. C'est un combat entre diverses factions de la classe moyenne et des élites pour cette part du gâteau que représente l'administration du pays. Les factions ne s'intéressent guère à la restructuration d'une économie archalque qui maintient quarante-six millions d'habitants (sur un total de soirante dix-sept) en dessous du seuil de pauvreté, ne gagnant pas de quoi consommer 2100 calories par jour. Pour elles, le chemin du pou-

voir passe par le putsch plutôt que par la mobilisation des pauvres sur une autre base que celle des slogans, vides de sens, d'une politique populiste jamais appliquée.

La guerre de libération de 1971, de ce point de vue, n'a été qu'un nouvel épisode de la lutte que menèrent autrefois la bourgeoisie et les intellectuels musulmans pour le droit à un Etat séparé dans l'ex-empire des Indes. L'exigence d'un Etat séparé, le Pakistan, avait été mise en avant par la classe moyenne musulmane, et particulièrement par les professions libérales, dans les régions où,

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

(15 septembre 1977)
Président de la République : M. Agos-tinho Neto; premier ministre : M. Lopo Fortunato do Nascimento : premier vice-premier ministre : M. José Eduardo Dos antos: vice-premiers ministres: fM. Carlos Rocka et Pedro Van-Dunem. Directeur national de la direction d'information et de la sécurité d'Angols :
M. Rodrigues Joso Lopes ; ministre de la défense : M. Reurique Teles Carretra ; relations extérieures : M. Paulo Teizeira Jorge ; finances : M. Ismael Gaspar Martins ; commerce intérieur : M. Lopo Portunato do Nascimento ; commerce extérieur : M. Benuido Rajael Pitra ; éducation : M. Ambrasio Lukoki ; indus-

CÔTE D'AZUR **LAVANDOU: ENTRE LE LAVANDOU** ET ST-TROPEZ_ **ENSEMBLE RESIDENTIEL LES** PESCADIERES **VILLAS: 3ET4 PIECES APPARTEMENTS: STUDIOS 2-3 PIECES OUVERTS SUR LA PLAGE DE PRAMOUSQUIER,** JARDINS PRIVATIFS, PISCINE, PINEDE. **EN COURS DE CONSTRUCTION** BUREAU DE VENTE SUR PLACE : COL O EN PLAGE DE PRAMOUSQUIER - 83 LAVANDOU

PRIX DIRECT CONSTRUCTEUR Pour documentation: REALISATIONS LAMY 2 AV GEORGES CLEMENCEAU-NICE-TEL (93) 88.83.81 🗸 trie et énergie : M. Augusto Lopea Teixeira ; pâche : M. José Victor de Carvalho ; agricultura : M. Carlos Fernandes ; justice : M. Diogenes de Assis Boavida ; travall : M. Noé da Sāva Saude: transporta : M. Manuel Pedro Pavavira ; construction et habitat : M. Manuel Resende de Oliveira ; santé publique : M. Domingos Coelho da Cruz.

Secrétaires d'Etst : MM. Alberto do Carmo Banto Ribeiro (communications): Assunçao Vahekeni do Rosario (affaires sociales). Fedro Augusto (anciens combattants). Antonio Jacimto do Amaral (tonsell national de culture).

Secrétaire au consell supérieur d'éducation physique et des sports : M. Hermenegido Visira Dias de Sousa.

Vice-ministres : MM. Joso Luis Neto (délense). Roberto de Almeida (relations satérieures). Maria Mambo Café (commerce intérieur). Artur Pestana (éducation), Julio de Almeida (transports).

GRECE

GRECE (Elections législatives du 29 novembre 1977)

(Elections législatives de 28 novembre 1977)

Nombre d'électeurs inscrits : 6 389 687 ; nombre de votants : 5 195 689 ; nombre de votants : 5 195 689 ; nombre de votants : 5 195 689 ; nombre de suffrages valablement exprimés : 8 129 884.

Répartition des voix et des alèges entre les différents partis : Nouvelle démocratie : 2 146 687 voix, soit 41,55 %. 173 slèges ; Mouvement socialisté panhèlishique (P.A.S.O.K.) : 1 229 195 voix, soit 125,33 %. 92 slèges ; Union du centre démocratique (EDIK) : 613 113 voix, soit 11,55 %. 15 slèges; parti communiste grec : 480 183 voix, soit 9,38 %, 11 slèges ; Front national : 349 851 voix, soit 6,82 %, 5 slèges ; Alliance des cinq : 129 762 voix, soit 2,72 %, 2 slèges ; néo-libéraux : 55 560 voix, soit 1,08 %. 2 slèges : Mouve en en t. communiste révolutionnaire (E.K.K.E.) : 11 962 voix, soit 6,23 % ; Union démocratique populaire : 8 826 voix, soit 0,17 % ; Union ouvrière internationaliste (trobatiste) : 1 028 voix, soit 0,04 % ; indépendants : 22 332 voix, soit 0,04 % ; indépendants : 22 332 voix, soit 0,04 % ; divere : 1 379 voix, soit 0,3 % .

NOUVEAU GOUVERNEMENT Premier ministre : M. Constantin Ga-ramanlis : vice-président du consell : M. Constantin Papaconstantinou : mi-nistre à la présidence du consell : M. Constantin Stefanopoulos : ministre des affaires étrangères : M. Panagotis Papaligouras; coopération économique:

M. Georges Rallis; détense nationals:

M. Evangelos Avero/j-Tossizza; justice:

M. Georges Stamaiis; intérieur: M. Obristophorae Stratos; éducation nationale:

M. Ioannis Foutus; agriculture: M. Athanassios Talliadouros; sciances et culture:

M. Georges Piptas; industrie et énergis:

M. Mütiadis Evert; commerce: M. Georges Panagiotopoulos; travaii: M. Consianti Laskaris; afraires sociales:

M. Spyros Dociadis; travaux publics:

M. Nicos Zardindis; travaux publics:

M. Alexandros Papadongonas; ordrepublic: M. Alexandros Papadongonas; ordrepublic: M. Alexandros Papadongonas; marine marchande: M. Emunatoul Rejalogionnis; Grèce du Nord: M. Nicolaos Martis; ministre sans poteteuille, chargé des relations avec la C.E.E.: M. Georges Kontogiorgis.

NORVEGE

(Elections lévisiatives

relations avec in C.E.E.: M. Georges Kontogiorgis.

NORVEGE

(Clections législatives des 11 et 12 septembre 1977)

Nombre d'électeurs inscrits : 2 833 224 ; nombre de votants : 2 305 578, soit 81,2 %.

Répartition des voix et des aièges entre les différents partis : parti socialiste populaire : 96 248 voix, soit 4.18 %, 2 sièges ; parti travailliste : 973 249 voix, soit 4.24 %, 76 sièges ; parti chrétian populaire : 269 721 voix, soit 11,71 %, 22 sièges ; parti libéral : 70 011 voix, soit 3,04 %, 2 sièges ; nouvean parti populaire : 41 405 voix, soit 1,78 %, parti du centre : 208 578 voix, soit 9,05 %, 12 sièges ; parti conservateur : 570 608 voix, soit 24,76 %, 41 sièges ; parti progressiste : 43 552 voix, soit 1,88 % : divers : 27 408 voix, soit 1,19 %.

THARLANDE

(12 novembre 1977)

Premier ministre et ministre de l'intérieur : général Ericagsak Chomanan; vice-premiers ministres : MM. Sunthorn Hongladerom, Boonchol Bumunngphong et Somphob Hotrakit.

Vice-ministres de l'intérieur : MM. Prem Tinsulanond, Damri Notmanee, Chamnong Thophasdin na Aguithaga.

Ministres attachés au bureau du premier ministre : MM. Somporn Pungagupta et Bunuen Buacharun; ministre de la défense : M. Lek Nasomali; vice-ministres de la défense : MM. Thaonn Ragena nond et Marshal Prasong Eunadilok; finances : M. Suphat Suthatham; vice-ministre des finances : M. Suphat Suthatham; vice-ministre des finances : M. Ghalong Puengtrakul; affaires étrangères :

M. Upadit Pachariyangkun; viceministre des affaires étrangères: M. Wong
Pointionn; agriculture et coopératives:
M. Prida Karnasut; vice-ministres de
l'agriculture et des coopératives: MM. Arphorn Sribbadh et Thamnong Singalawanich; communications: M. Sarakit
Maiyalarp; vice-ministres des communications: MM. Sanong Nissolak, Prasong
Sukhum et Prast Narongdei; commerce:
M. Narm Phunvathu; vice-ministre du
commerce: M. Prok Amaranasud; justice: M. Sutham Patrakhom; éducation:
M. Boonsom Martin; vice-ministre de
l'éducation: M. Kor Savasdipasich;
santé publique: M. Yongyoof Sujavanich; vice-ministre de la santé publique:
M. Prophon Phyarut; industrie: M. Kesame Chatikavanich; vice-ministre de
l'industrie: M. Boonying Nanthaphtuat;
ministre responsable du bureau de
l'université: M. Kasem Suwankul.

Le Monde réalise chaque semaine

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

RESERVEE AUX LECTEURS RESIDANT A L'ETRANGER

Numéro spécimen sur demonde

5, tue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

ا مكذابن رايومل

et menaces sur l'indépendance

DU BANGLADESH

ne formant qu'une minorité, ces musulmans étaient désavantagés dans la compétition économique. La croi-pour l'islam servit de camorifage aux aspirations des médecins, des avocats, des professeurs, officiers et bureaucrates musulmans, qui espé-

PEIRIS *

raient voir se multiplier pour enx les occasions lucratives dans un Etat musulman. Dans la frontière Nord-Ouest, dans certaines régions des provinces unles (aujourd'hui l'Ottar Pradesh), où les musulmans étaient en majorité, la création du Pakistan n'avait pas déchaîné d'enthousiasme. Par contre dans la région est du Bengale, où les musulmans se sentaient opprimés par les propriétaires fonciers hindous et n'arrivaient pas à concurrencer les cadres hindous, dotés d'une éducation plus moderne, la revendication pour un Etat musulman a été très forte.

Pourtant, lousque le Pakistan fut créé, les musulmans du Pakistan-Oriental (aujourd'hui le Bangladesh) s'aperqurent qu'ils étaient dominés par la bureaucratie et la force militaire des Penjabis. Leur région fut transformée en colonie du Pakistan-Occidental par les industrieis de Karachi, des réfugiés de Bombay et d'autres régions de l'Inde occidentale. Sheik Mujibur, reflétant les aspirations de la classe moyenne conservairice du Bengale-Oriental, souhaitait l'independance. Il fut par multant au sein du Pakistan du que l'indépendance moitait que l'indépendance moitait que l'indépendance l'autre par les industries souhaitait l'independance moitait que l'indépendance l'autre par le incapondant de l'AFP, juste avant la rupture avec le Pakistan; c Le gouvernement du Pakistan-Occidental ne se rend-il pas compte que je suis le seul capable de sauver le Pakistan-Oriental du communisme ? S'ils décident de se battre, je serul éliminé et les naralites interviendront en mon nom. Si je jais trop de concessions au Pakistan, je perdrui mon autorité. Je suis dans une situation difficile. »

Les perspectives politiques de Mujibur se limitaient à utiliser le poudifficile. >
Les perspectives politiques de Mujibur se limitaient à utiliser le pouvoir en faveur de la classe moyenne.
En même tempa, la bourgeoisle du
Bangiadesh ne possédait pas les
ressources qui lui auraient permis

de se lancer dans l'industrialisation ou de faire sortir le pays d'un sous-développement criant. Il était donc inévitable que la politique de Mujibur se ramenat à un nouveau partage du gâteau existant. On délivra aux partisans de la ligue Awami les licences commerciales, on les laissa faire de la contrebande avec l'Inde et s'adonner à toutes sortes d'opérations frauduleuses, ce qui provoqua une famine presque aussi grave que celle de 1943, dans laquelle périrent plusieurs millions de personnes. La corruption, pots-de-vin, le marrin noir le commerces illimitétaient les ma alimentaires envoyés le l'étranger retrouvaient finalement en Inde, via le marché noir. Les médicaments furent la l'étranger pour enrichir la l'étranger à titre de secours. John stonehouse, ex-député du parti travailliste britannique, aujourd'hui en prison pour s'être livré à des opérations financières douteuses, fut l'un des voyageurs de commerce de Mujibur.

Anisur Rahman, membre de la commission de planification en 1973,

des voyageurs de commerce de Mujibur.

Anisur Rahman, membre de la
commission de planification en 1973,
a pu écrire que « la récolution qui
a libéré le Bungladesh jut une révolution nationale bourgeoise. La position de c la s se des dirigeants na
permetiait pas d'espèrer de leur part
le moindre courage dans la poursuite
d'un quelconque but idéologique ».
L'approche des radicaux pent ellemême être qualifiée d' « élitiste ».
Malgré son vernis marxiste, le
J.S.D. se montre sélectif dans
l'application des principes marxistes.
Apparemment, le plus important
précepte de Lénina qu'il att retem
est la remarque selon laquelle il ne
peut y avoir de révolution socialiste
dans un pays el la moitié de l'armée
n'est pas révolutionnaire. D'autre
part, bien que le J.S.D. att mobilisé
les masses contre la hausse des prix,
il n'a rien fait de sérieux pour organiser les paysans.

Un reportage décrivant l'affet du
soulèvement « sepoy » en 1975 sur
les paysans du village de Tarpur est
révélateur à cet égard : «... La majorité des villageois étaient sceptiquas sur la capacité du parti d'accomplir quoi que ce soit. Après apoir
connu les horreurs de la guerre de
1971 et les épreuves du régime Mutibur, lés villageois répugnaient à faire

confiance aux hommes politiques quels qu'ils soient; les sloguns anti-gouvernementaux et contre les riches trouvaient néunmoins un certain écho chez ext. gonormentant et contre les tiches troundient néanmoins un certain écho chez eux. »

La décision prise par le J.S.D. de remettre le pouvoir au général Zia, dont les professions de foi révolutionnaires n'étaient pourtant guère convaincantes, reste encore un mystère. La mission confiée au général Zia se limitait à la « réorganisation complète des jorces armées », qui, d' « armée des oppresseurs », devait devenir l' « armée de défense des prise de la prise du pouvoir, revue par le J.S.D., consistait sans doute dans l'ascension d'un leader charismatique.

De même, la ligne politique des

La faim dans les campagnes

DEFUIS deux ans, de légers progrès ont été faits sur le chemin pays. Mais il reste encore heaucoup à faire l'objectif fixé : 13,5 millions de tonnes de riz par an. Des expériences sont menées actuellement pour accroître le rendement des 90 millions d'hectares de terres cultivées, par le recours aux récoltes multiples, aux engrais, aux variétés de semences à haut rendement. Le rendement moyen a augmenté l'an passé pour atteindre environ 1500 kilos à l'hectare. Le récolte 1977-1978 devrait se situar aucur de 11,8 millions de tonnes. Après déduction des semences et des pertes, la quantité disponible pour la consommation sara de 10,7 millions de tonnes. L'aide combiera le déficit de 2,8 millions de tonnes.

Pour encouraser les paysans il pro-duire, une execution de la taxa sur il reveni formet il été décidée en faveur des familles possédant moins

du Bengale oriental); enfin, le parti communiste du Bangladesh. Les con-troverses qui se déroulent entre ces partis portent essentiellement sur l'attitude à adopter devant l'hégémonisme soviétique et l'expansionnisme indien. Ces questions, à leur tour, déterminent les relations des partis avec le gouvernement du général Zia. avec le gouvernement du général Zia. Au cours de la guerre de libération, Tocha et ses adeptes combattirent la thèse du parti communiste du Bengale oriental, dirigé par Abdul Matin et Alauddin Ahmed, qui appelait de ses vœux une indépendance du Pakistan oriental réalisée sous la direction d'une alliance ouvriers-paysans. Les pro-soviétiques et les pro-chinois s'opposent également, les premiers soutenant la ligue Awami, ies derniers le général Zia. Le J.S.D., qui affirme avoir fonctionné clandestinement pendant dix ans avant 1975, reste en dehors de ces divisions.

Le mai personnel en général Zia. reste en dehors de ces divisions.

Le personnel général Zia au rôle qu'il juille la libération nationale. Il fut premier officier de l'armée à affirmer l'indépendan du Bangladesh et à organiser la militaire. Sa réside sou-l'armée. Depuis puil l'armée. L'armée à participer à des travaux d'irrigation, de construction digues ou routes, en d'un paiement direct en nourriture. Le général Zia a réactivé plusieurs projets de développement rural intégré — combinaison d'agriculture et d'industries agro-alimentaires destinée à enrayer le chômage. En visitant ces sites, il se construit un politique

de quatre hectares. Un fonds de 184 millions de dollars a été mis sur pied pour aider les paysans à acheter de l'équipement, de l'engrais de pro-par le gouver-nement de prix représentant le

Tout promonths of the promon

Le principal défaut du système en place, comme partout ailleurs en Asie du Sud, est d'être orienté vers la satisfaction des besoins de élites. Les aimes services sociaux bénéfi-

cient aux classes urbaines et servent à calmer mécontentement où il s'exprime le mieux. Au lieu d'ailer à ceux qui meurent de faim dans les campagnes, l'aide alimentaire est essentiellement distribuée à la classe moyenne urbaine par un système de rations.

Un dixième sculement de l'aide alimentaire internationale va aux ruraux, soit par l'intermédiaire des hôpitaux et des orphelinais, soit par le biais des projets de développement rural du type « Food for Work ». Les observateurs des organismes internationaux déplorent que plus d'un million de tonnes de riz sortent du pays chaque année en contrebande. Les plans économiques pour l'élite, du gouvernement des projets industriels prestigieux. L'agriculture ne reçoit que 8 % banques tionalisées. L'aide alimentaire internationale, banques tionalisées.

L'aide alimentaire internationale, particulier processes, n'a particulier destinée aider le combattre indienne du l'influence soviétique.

Archard, responsable du Bangladesh au département d'Etat, a déc Bangladesh politique sous-continent serait affecté », ce qui pourrait impliquer la Chine, l'U.R.S.s. et l'Inde. De ce point de vue, « In alimentaire stabilité ».

Quelle que soit internationales. Quelle que solt l'an prolation de l'aressée, les prolations de les prolations de l'anguante-sept pour cent de toutes les exploitations agricoles ont des dimensions inférieures à un hectare ; vingtaix millions de ruraux, sur un total de soixante-six millions en 1970, étaient sans terre, l'accroissement démographique et le mode d'héritage font augmenter le nombre des petites exploitations. En outre, les travaux sont sans cesse inonda-tions, qui peuvent être maîtrisées qu'avec la coopération du Népal, où fleuves du Bangladesh prepuent leur

Un effort a été entrepris dans le domaine du contrôle Mais I long terme, la solution pourpar l'emploi l'industrie des paysans sans terre et de ceux qui souffrent de chômage déguisé. Une industrie sur pourrait y contribuer. Pour nataut, proj relède de l'utopie. Le Bangladesh préfère vivre dans l'espoir d'un évenement extèrieur : arrivée d'investissements étangers, d'investissements étrangers, a tation des ressources en gaz naturel

– Un projet qui fait lentement son chemin —

Vers un code de conduite pour régir le transfert des techniques

 commerce international tend à élargir le fossé entre les niveaux des divers pays du monde en empêchant les pays en développement de s'assurer les nécessaires leur croissance économique et en concentrant les connaissances techniques et les facteurs de bientechniques et les facteurs de bienetre dans les pays qui ont déjà
un niveau revenu élevé » (1) :
peu développés
développés
des la première
conférence des Nations unies sur
le commerce et le développement
(Genère, 23 mars-16 juin 1964),
du fait que les conditions qui
régissent les transferts de technologie du monde développé vers
le monde moins avancé leur sont
très dégaorables. En particulier le monde moins avancé leur sont très défavorables. En particulier les coûts supportés par ces pays sont exorbitants. Actuellement, leurs paiements au titre de la technologie importée atteignent de 3 à 5 milliards de dollars. « Si les pays en voie de développement restaient tributaires autant qu'ils le sont actuellement de la technologie importée les palements nologie importée... les palements pourraient être de vingt à trente-cinq fois plus élevés à la fin du siècle » (2).

C'est ce qui explique pourquoi le problème du transfert des techniques est devenu, depuis quelques années, de plus en plus préoccu-pant à l'échelon tant national qu'international. Les Nations unies ga miernational. Les Nations untes s'efforcent, depuis un certain temps, d'élaborer, sous l'égide de la CNUCED, un code de conduite en matière de transfirm des tech-niques, comme cela fut la la le cas dans d'autres domaines (3).

TROIS étapes peuvent être dis-t uées dans la voie de l'éla-borai du projet de code : pendan et a près la quatrième session la CNUCED (Nairobi, 5-31 mai 1976).

5-31 mai 1976).

Les initiatives internationales en faveur de l'élaboration d'un code de conduite ou de la modification de la réglementation internationale existante en matière de transfert des techniques sont fort nombreuses, aussi blen à l'extérieur qu'à l'intérieur de la CNUCED. Des résolutions de l'Assemblée générale (4) et d'autres organes des Nations unies (5), ainsi que certaines décisions prises par d'autres instances internationales (6) vont toutes dans ce sens. Au sein de la CNUCED, on s'emploie à javoriser l'élaboration d'un tel code. La recommandation A.VI.26 de la première CNUCED avait de-

🖷 📖 transfert des techniques industrielles que poys développés. mêms, m résolu-tion 39 (III) m la troistème tion 39 (III) troistème CNUCED (Santiago; 13 - 21 mai 1972) apait souhaité internationale en ce domaine. Cest en application de cette résolution que le groupe intergouvernemental sur le transfert des techniques - au sein de la CNUCED - s'est (7), entre autres documents, le « projet de code de conduite du transfert des techniques » élaboré par les conférences Pugwash sur la acience et les problèmes internationaux (8)

Mais l'impulsion décisive ne fut Mais l'impulsion décisive ne fut donnée que par le programme d'action de l'ONU concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, adopté par l'Assemblée générale en nui 1974. Ce programme affirme notamment que e tous les efforts possibles devraient être faits... pour formuler un code international de conduite pour le transfert de la technologie corresponfert de la technologie correspon-dant aux besoins et aux conditions propres aux pays en voie de déreloppem at ».

Conformément à ce programme et en application de recommanda-tions utitérieures de l'Assemblée générale (9), la CNUCED a com-mencé à élaborer un schéma pré-liminaire de code, avant la session de Notrobe Cenendant, mularé de Natrobi. Cependant, malgré de Natrobi. Cependant, malgré certains progrès euregistrés, le groupe intergouvernemental d'experts chargé de préparer l'élaboration du code n'est pas parcenu. Il présenter à la CNUCED IV un projet qui puisse donner autorition à tous les groupes d'intérêts en présence.

La conférence il Nairobi donc amenée à examiner la modi-fication du cadre furidique régis-sant le transfert un techniques, en abordant deux questions : la révision du régime de la propriété et la mise en code de conduite proprement

La conférence a défini le cadre général dans lequel il fallait ré-viser la convention de Paris sur nise? la convention de Farts sur la protection de la propriété industrièlle (10), ainsi que la « loitype » pour les pays moins de pelopés concernant les inventions (11), conformément aux directives données par l'Assemblée générale (12). Elle a également recommandé

la convention de Paris. La CNUCED IV devait se prononcer quest bien sur le noncer causa oten sur le juridique du juiur code de conduite que sur ses modalités d'adoption. Mais elle n'est pas parcenue à un accord total sur le caractère juridique du code, et les différents groupes de pays membres sont restés sur leurs positions initiales : pour le « groupe des 77 », le futur code debrait avoir un caractère obligatoire et contraignant, tandis

Par ZALMAI HAQUANI *

que pour le « groupe B » (pays développés à économie de marché), le caractère volontaire et non le caractère volontaire et non contraignant du jutur instrument serait largement suffisant. Sur ce point, la conférence a laissé aux rédacteurs du projet le soin de formuler des propositions allant de la disposition obligatoire à la disposition jacultative.

En ce qui concerne les modalités d'adoption, la conférence a désigné d'adoption, la conference a désigne un groupe intergouvernemental d'experts pour la rédaction du pro-jet, sous l'égids de la CNUCED, à la suite de quoi l'Assemblée géné-rale convoquerait une conférence des Nations unies en vue de l'ap-mentation du code

Après la conférence de Nairobi, des négociations se sont engagées entre les différents Etats en vue entre les différents Etats en vue de la mise au point du projet. Le groupe intergouvernemental d'experts, au sein duquel tous les Etats membres de la CNUCED peuvent être représentés, a tenu quatre sessions (13) au cours desquelles certains progrès ont été accomplis dans le rupprochement des différents projets présentés. Par exemple, il est arrivé à un accord sur les différentes rubriques qui devraient figurer dans le projet de code: préambule; le projet de code : préambule ; définitions ; champ d'application ; définitions; champ d'application;
commerciales
ves; réglementation des
transactions relatives au transfert
de technologie;
le collaboration internationale et octroi d'un traitement spécial aux pays peu
développés; drou applicable au
règlement des différends; dispositions divérses (14). Il est à noter
que le « groupe D » (pays déve-

• ==== PTE en droit == Puni-

< quelques éléments fondamentaux de code... ■ (15).

et le « groupe » restent toujours en juri-dique des dispositions le futur groupe iniergouvernemental, comms
de la première, les depeloppés proposé de de
code détaillé comprenant la garanties it force obligatoire;
talles experie des pays
développés économie de marché
code renfermant des principes différents différents ne sur contenu le certaines dispositions à insérer dans le code. Du côté des pays déve-

oremière CNUCED, in insertaire con control in session, ONU, New-York, 1983, volume page control in service con control in control in service control in contro CNUCED, New York 1977, page 41.

(3) Une convention internationals

un
conférences maritimes pu
signée, sous les auspi de la
CNUCED, en avril 1974. D'autre part,
efforts en
l'ONU, pour l'élaboration d'un

Comme la 1961, la résolution 2091 (XX) 20 décembre
1965, la résolution 262 (XXV) du
24 octobre 1970 relative la stratégie ment.

(5) Comme la résolution 1913
(XXXVII) du Conseil économique social du 27 juillet 1964, la décision prise, en 1973, par la mité sur l'application la la technique au nem l'application la pemi.

(6) Comme déclaration ...

(6) Comme déclaration ...

mique la quatrième conférence can sommet » ...

non alignés, adoptée ...

(7) Voir, par axemple, CNUCED : c Possibilité et faisabilité d'un code international de conduite en matière de ...

11/22 du 6 juin 1974, et annexes. annekes.

Il cours a vingt-troiréunion tenue a Anianko (Finlande), en septembre 1973,
que l'aliante de travail

Uma, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon qui paraissent geants; parmi les pays moins de-veloppés, ce sont en particulier les plus avancés sur le tech-nologique — comme l' par — un l'allemagne de l'Ouest et par — un l'allemagne de l'Ouest et recombat.

insurmontables,

insurmontables,

compromis

été

trouvés. Les prochaines rencontres au sin du groupe int

vernemental pourraient être
sives et déboucher sur un

interpretain de la fois des dispositions
obligatoires et des dispositions
jaculiatives.

La projet de man fait les les son Pourtant nul n'ignore l'importance l'enjeu : « Si tu me donnes un poisson, j'aural de quoi manger pour un jour. Si tu m'apprends à pêcher, j'aurai de

composé de « savante et hommes d'Etat pays ues , vue vant-projet techniques.

techniques.

Comms
La résolution 3362 (S-U)
La septième session extraordin
l'Assemblée, en septembre 1975.

(10) Il
aignée à Paris le la mars 1883,
sée à
La Washington 2 juin 1911, La
Baye le 6 novembre 1925, à Londres
le 2 juin 1954, à Lisbonne le la 1938 le Stockholm le 14 juillet
1967.

(11) constion disposition serantinée

(11) question examinée la et la propriété intellectuelle). (12) Cf. résolution 2362 (S-VII) ...

(13) Groupe a la 19 novembre les trois autres sessions du 8 au 19 novembre les trois autres sessions du 28 mars au 5 avril 1977, du 25 au 29 juillet et la 31 occiona ul 11

an 11

(14) Voir la rapports du Groupe intergouvernemental : première session, TD/AC. 1/4 du 30 novembre 1976, 26 pages, annexes; session, TD/AC. 1/7 du 11 mai 1977, 14 pages

13 ; tanuare session, TD/AC, 1/2 du 8 août 1977, 13 pages et annexes.

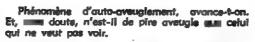
et annexes.

(13) Cf. également la communication de S.J. Patel sur les du colloque du colloque de Trans-technologie, transmanaire et nouvel ordre économique paraître).

LA GAUCHE FRANÇAISE ET LES CONTESTATAIRES SOVIÉTIQUES

Pour prévisible qu'il soit le choc a été accueilli avec surprise et ne parvient toujours pas à provoquer l'exigeante réflexion qu'il appelle

Enquête d'YVES HARDY et PASCAL GABAI



Des : peut-être, mais qui un sauraient faire oublier les progrès scientifiques (Li spoutnik) social du pays. On politique fiction dans lequel un orateur, interpellé ser le rôle répressif le hôpitaux psychiatriques soviétiques, répond : « C'est absolument faux, la

moralement plus favorisée. On ne alors, ovec Cloude Lefort, demander :

Comment ici même, en France, la peur du vraj o-t-elle pu être si cultivée > (6) ?

tandis que 🗏 Comité central exprime sa 🗷 désay aller plus loin, l'apparell communiste n'avance qu'à comptès dans vote. Ne pas, jeter de l'huile le feu, infriter le « grand frère » soviétique, le semble le premier dirigeants. Paul Noirot, à l'éroque prédateur dess' valle, a publié dans all revue, en févriar 1968, interview d'Alexandre Dubcek

Avant que déux années décisives (1956 = 1968) préparent le terrain aux remises en cause,

l'heure certitudes. Pour elle, de la lutte antifasciste interdispient d'affaibilr Comme rem le confie Jean Pronteau, élu député communiste de la Charente dès la Libération :

« Croyez-mol, l'ant très difficile de la battre

La victoire in Stalingrad et le climat de guerre froide qui prévout l'issue du deuxième confilt mondial semblent rendre caduques les inquiétudes passées (procès de Moscou des années 30, pacte permano-soviétique...) ou celles qui se font our (procès 🖮 « titistes », affaire Lyssenko...).

Curieux phénomène I de même. A force d'évi-ter de « faire le jeu de l'eunemi de classe » les réalités « conformes arrivent même à échapper « cribie » l'analyse.

Dans cet univers manichean, il faut sovoir choisir am a la si la il a de la douze heures, comme la dit Bernard Kouchner, annongait qu'il était le gauche me pouvait pas recevoir le nouvelle. Choque militant, le Jdanov, me percevait que les seules me situées me (10). Comprend miaux, la lors, l'ouvrage. Kravtchenko U'al la liberte, 1949) ravive im antagonismes. Pierre Daix, qui a adhéré au P.C.F. en 1939 — en fait e à une section française 🛍 l'Internationale communiste 👣 précise-t-ll, - rappelle m raisons m sa virulence passée : Quitter l'U.R.S.S. por aller aux Etats-Unis, c'était un peu comme Français en 1945. Krovtchenko, le transfuge, c'était pour use forcément un salaud. » Du coup, le débat sur le escampté, l'accusateur et placé en situation d'accusé : Kravtchenko n'est-il un homme de main in la C.I.A.?



SINIAVSKY A PARIS

ant bannissement d'U.R.S.S. en février 1974, alors que le K.G.B. s'est emparé d'un se fait plus pressante, force lui constater les temps ont

Certes, 📖 dirigeants soviétiques ont déployé les trésors d'imagination pour travestir la réalité hampagne soviétique », sur les camions convoyant les détenus à travers le pays (3). Mais, depuis été publiés en Occident mu les comps en U.R.S.S. Ca systèma dénoncé, entre outres, par Cilias, Cravichenko ou Rousset, n'avait suscité que des Interrogations relativement pales au regard de l'ordente manuelle amorcés par la publication il Archipei du Gaulag. Il y a vingt-cinq ans, ce qui faisait l'objet du débat, c'était l'authenticité

même 🖮 témoignages 💷 nul aujourd'hui 📺 portent plus are la réalité du Goulog, mais au

destinés à l'exportation, afin e les peuples qui coupé ce e (4).

Lettres la nouvelle procès (Siniayski-Daniel en 1966, Guinzbourg-Galanskov 1968...), envois à l'étranger le la Chronique de événs-courants, cette publication le somizdat s exposés les différents en répression :

Alors les questions brûlent 🔤 lèvres. Pour quelles raisons la larges secteurs de la gauche française sont-ils, pendant des décennies, sourds must témoignages sur le Goulag soviétique? Ou, es ceux qui savaient, pourquoi es savoir est-il e inerte > ? Pourquoi ce qui li irrecevable hier est-il devenu assimilable au-



Deux dates pour la désacralisation de l'U.R.S.S.

Des multiples confessions > qui ont participé il cet étonnant phénomène 🐞 cécité collective sa dégage una explica-3 1 lente mais progressive desacralisation,

mm yeux 🖷 la gauche, du régime soviétique, 🖷 🖫 dérussification (achevée pour certains, seulement amorcée pour d'autres) du P.C.F. ont créé les conditions mettant d'acqueillir l'« événement Soljenitsyne ».

Car le la réalité soviétique restait l'

P.C.F. s'en faisait le chantre devant auditoires plus larges que les cercles proprement dits, in témoigrages négatifs- » "I'U.R.S.S. étalent disqualifiés succès.

Le fait nouveau mil que le P.C.F. me joue plus — Il me le pourrait d'ailleurs pas — ce rôle in pôle d'authentification de la vérité une Union soviétique tombée piédestal. L'ouverture de cette brèche, dans loquelle ont fait irruption les dissidents soviétiques, a 📶 largement prépapar les deux grandes secausses des années 56

Pour ban nombre de militants, qui partageolent la vision d'une armée communiste internationale dirigée par Staline, la publication par le du rapport Khrouchtchev (juin 1956) fut vecue un traumatisme. Les intellectuels du parti, qui supputaient les nouvelles chances offertes TII déstalinisation annoncée U.R.S.S., furent ébranlés. « Car ce qui avait fait la nous avians nous dit Pierre Daix, ancien rédacteur en chef l'hebdamadaire communiste Lettres françaises, « c'étair penque, malgré les l'essentiel n'était otteint, c'est-à-dire le socialisme scientifique. » Or si, malgré les tentatives de Maurice Thorez d' « enterrer » le rapport, 🗎 crimes 🔳 Staline sont adivulavés puis dénonces, aucune analyse n'en donnée.

Après les hâtives réhabilitations 🔳 Rajk et Kostov (7), la révélation du rapport Khrouchtchev incite m nombreux communistes à contester au P.C. soviétique la capacité d'être le guide du communiste mondial. « Les ceux qui e démissionnent pas du parti, ajoute Pierre Dalx. l'idée = fait jour qu'il = faudra = compter sur Soviétiques, mais seulement sur pour compte du C'est l'attitude ceux qui ont démocraties populaires. Ce fut, France, réaction ou celle de Roger Garaudy. » Cette impulssance ouverte im dépositaires en titre im l'idéal marxiste-léniniste 🛮 interpréter, 🔻 partir leur doctrine, les erreurs passées crée les premières lézardes dans les fondations mêmes = l'édifice = socialiste >.

L'intervention 📰 l'armée soviétique à Budapest va-t-elle fournir la la gauche communiste

l'occasion des réexamens nécessaires? Las l'Au même moment, l'expédition militaire franco-britannique à Suez III les attaques du siège du parti, carrefour de Chateaudun, aménent la plupart des militants — hormis quelques intellectuels (Claude Roy, Aimé Césaire, Dominique Desanti...) à manure les rangs. Paul Noirot, militant du parti à l'époque, et qui a soutenu le siège, au unité bénéfices qu'en a tirés la direction du P.C.F.: " Après ces attaques, Thores n'eut aucun mal démontrer à un troupes que les assaillants de Full avaient la mêmes la la que ceux qui, à Budapest, voulaient défendre les insurgés bongrois. » L'infaillibilité soviétique peut à nouveau

faire figure de dogme, et pour de longues années. Déjà critiqué me internationalisme jugé trop timoré durant la grand d'Algérie (8), la P.C.F. préfère en 1964-1965 la line ou la les remuants militants | l'U.E.C. (Union des étudiants communistes) plutôt 🚃 de s'interroger 📰 le blen-fondé de positions doctrinoles. Incopable d'assimiler la contestation qu'il suscite, le P.C.F. en et réduit aux mesures d'exclusion. En éliminant ainsi de ses manus mas jeunes « dissidents », qui aliaient par bonne part former

les premiers groupes trotskistes maoïstes, le parti laisse passer chance de régénéres manusée marxiste en voie de sciérose (9). Mai 68 en fournira une éloquente démonstration 1 la P.C.F. voit dans le mouvement de un phénomène « petit-bourgeois », — qu'il ne manu le monde ouvrier. Attitude qui ne le place pas en position de force gigantesque manifestation unitaire du 13 mai, à l'issue laquelle Cohn-Bendit peut ironiser : a cropules étaient du le fourgon de pur puls le fourgon de public peut l'original de peut peut l'o Aragan était venu dialoguer les étudionts sur le boulevard Saint-Michel. Et ceux-cl, au lieu 📺 📰 réjouir 🚞 la présence d'un membre du Comité central dons le rue, l'interpellent sur les camps en U.R.S.S., refusent lui reconnaître une autorité quelconque. En ce sens, l'explosion de 🔤 68 consocre la fin du mogistère moral le P.C.F. exerçait main importante fraction de l'intelligentsia de gauche.
Lorsqu'en août 1968 les Soviétiques

interrompre militairement le « printemps le Progue », le bureau politique du P.C.F., signe de temps nouveaux, manifeste sa « réprobration »,



Les étapes de la dérussification du P.C.F.

Cet alignement um les intérêts m clusits 🖿 l'État soviétique m mm langeo 📺 longues années. L'inflexion ia politique du parti m m monifesvrier 1966, jour où lecteurs le l'Hu-

ont la surprise 🚾 lire, 🚃 🖒 plume de Louis Aragon, en énergique profestation MIII la condamnation Moscou, pour e deix d'epi Etonnement jusqu'en Union soviétique. Soljenitsyme tombe des nues | « Des forces de pe genre, pays, il s'en était joué bien d'autres cinquante et cont les plus sinistres, un de plus meuritières, tout celu n'avait pos plus d'effet sur l'Occident que l'eau sur les d'un » (11). I le P.C.F., peu coutumier d'initiative, trouve la l'occasion d'exposer ses craintes d'une résurgence du stalinisme depuis la chute 📰 Khrouchtchev, n'est-ce pas aussi 🚃 🗎 situation politique française l'incite à donner des par de

Cinq mois plus tôt, m effet, la P.C.F. avait

décidé d'apporter su soutien à la candidature de M. François Mitterrand aux présiden-tielles, White Rochet, partisons d'une politique d'ouverture, allait prime réclamer l'élaboration d'un programme commun la gauche.
Cet objectif, devenu réalité en juin 1972,
forme profondément politique français.
La stratégie d'union gauche gauche
partie la famille radicale à quitter giron mojaritaire ; 📥 ancre à gauche 🖢 parti socialiste, qui exarcise in a « vieux démons », les appels in sirènes centristes ; enfin elle le P.C.F. à la conquête du pouvoir et, d'élargir 💶 électorat, l'entraîne à 📥 surenchères THE le P.S. sur les libertés.

Cette « dynamique unitaire » qui, qu fil 🚃 ms, rapproche la gauche du pouvoir, place aussi es nouveaux alliés limi une situation inédite par repport II I'U.R.S.S.

Les medicine de M. Robert Fabre et les socia-The du a nouveau parti » né du congrès d'Epincy (1971) n'entrationnent, sur l'Union soviétique, guère plus d'Illusions la S.F.I.O. L'U.R.S.S. at la propra at l'Est servent plus de repoussoir que de référence leurs projets de société. Certes, carrelle le Pierre Guidoni, l'un des animateurs 🖼 CERES. « depuis la signature 🕍 programme commun, la supériorité de 🕍 stratégie des socialistes sur la

🚅 🛋 plus 🔤 soumise, subordonnée 🖺 l'évolation du P.C., en mesure de créer la du changement (12) »; pourtant, à l'égard de l'U.R.S.S., la grande crainte socialistes demeure bien passer, aux yeux leur allié, pour ma héritiers 🔳 Guy Mollet. Afin an dissiper will suspicion qui pèse encore sur eux, et ne envenimer un plus leur olliance conflictuelle P.C.F., les dirigeants socialistes semblent avoir choisi la politique

(1) Le Chêne et le V Seuil, 1973, page 121.
(2) Ident, page 348.
(3) Rapporté par Alaxandre Soljenitsyne dans Premier Cercle, Larfont, page dans dans Prarchipel du Goulag, Seuil, 1974, toms I, page 372.
(4) Témoignage d'A. Chifrine rapporté par Elisabeth Antebi dans Droits Union Juliard, 1877, page 259.
(5) Till P sage 259.
(6) Dans homms on income Grande. (6) Dans homme en trop. Claude
Seuil, 1976
(7) Rajk responsables des par
hongrots condamnés condamnés condamnés condamnés condamnés condamnés condamnés condamnés condamnés communistes en 1949 pour e titisme », réhabilités en 1953/56.
(8) communistes condamnés condamnés communistes condamnés con 1953/56.
(8) communistes condamnés condamnés condamnés con 1954/56.
(8) communistes condamnés condamnés con 1954/56.
(8) communistes condamnés condamnés communistes condamnés communistes condamnés communistes communistes condamnés communistes c (6) Dans homme en trop. Claude

T. Tilling

4440

4 2 4

1

-

The state of the s

1 F-6 y

Sec. Sec. 4

S. S. State of the Control of the Co

ه کذاران را لامل

LA GAUCHE FRANÇAISE ET LES CONTESTATAIRES SOVIÉTIQUES du silence sur ce sujet. Jean Prontequ, aujourd'hui

membre du comité directeur à P.S., nous con-firme que le parti socialiste a projeté de faire une approfondie de la société soviétique, mais qu'elle voit jamais le jour. Le tois qu'elle en event, le moment est inopportun : parce qu'on est à la veille des naunicipales en le phase de préparation des législations

Souci diplomatique également I dans l'éventualité il aurait responsabilités gouvernementales, le P.S. veut ménager bonnes relations le Kremlin. « Il nous feut, dit M. Robert Pontillon, responsoble questions internationales, tenir compte du sentiment l'em peut avoir de le dignité dens un grand pays comme l'U.R.S.S. quel poids pèse alors la «dignité» des internés des prisons et des compte des comptes de la compte de la compte des comptes de la compte de des comps, face à ce souci des de l'Etat » ?

Cet ensemble de précacupations Cat ensemble de preoccupations
P.S. à préférer la discrère politiques plutôt que déclarations ou pagnes publiques, lorsqu'il est sollicité d'intervenir dans les cas les plus flagrants des droits de l'homme de l'outre du rideau

La dissidence à l'Est, dans la mesure 🔳 elle révèle un désir 🖿 réformes dans 🗏 glacis soviétique, n'est pas vue d'un mouvais ceil par mous de M. François Mitterrand. ils l'étaient par 🕍 « printemps de Prague », 🔚 socialistes français l'espoir les contestataires l'autre Europe, l'image des l'autre Europe, l'image des leur régime. « Ah I comme europe aurait aimé eu P.S., reconnaît, l'air persifieur, M. Gilles Martinet, membre du secrétariat national, dissidents reprennent à leur la démocratique la socialisme qui la la

A Vladimir Boukovski, on peut que ce soit précisément du la lui demandait-on, « Le sociatisme, la me la pas ce que c'est. Mais la humain, oui. » Tout espoir évanoul lors de l'entrée du soviétiques à Prague. La dissidents furent profondément choqués par les la jugés seandaisme » lui communiqué entre ment choqués par les la jugés seandaisme » du communiqué commun Mitterrand-Kadar, pudu P.S. — Hongrie, en mai 1976. Quel Impératif — d'aucuns parlent — négligence — a un la délégation socialiste, en même — qu'elle les manue pays « socialistes » peut manuer, é la différence du Chili, sons ingérence extérieure ?

La M. François M. Paragola M. Garagola d'Estaing Il n'aurait par lui non plus, reçu Andrei Amalrik, manifestant devant parais de l'Elysée en février dernier, et qu' il comprenait parfaitement l'attitude président de la République étant le procheine M. Brejney », a



d'entre elles e refusaient, de la la de d'Edgar Marin, e accorder du crédit e la un parti d'Edgar Morin, accorder au creat a un partise nomment de la creat qui, de reisons fuctiques on stratégiques, et pest-être pour l'
raisons de carence et de débilité théoriques, est
incapable de regarder de la phénomène
tère cantral, révélaieur le la limite de la line de

science socialisme sont les causes de cette
de démocratie N'est-il
alors il la responsabilité P.S.
plus l'analyse de dégradation du
l'action

D'autres III soulignent l'urgence d'un mi effort : Place rencontré por la procesa d'Am-International in la Ligue de droits in l'homme, in la remportes par un film (16), sont le signe qu'un public sons plus large n'ignore pas que e loi « peut couvrir les violations e liberessentielles.

Trois étapes importantes

DANS son projet in the last of the (17), DANS son projet (17),

P.C.F. présente un ordent défendre de la ces de d'expression, réunion, de la circulotion...) qui la la la completation engendrées par le capitalisme de la p.S., la P.C.F. se la d'une simple critique d'une la situation prévalant d'UEst : Op me suurait réaliser le socialisme

parti attaché à a la litera des libertés »

men refus de tout antisoviétisme.

Tiend capendant le temps où l'apparail le
Komintern pesaît de manière décisive sur du parti. Comment, Il l'époque, le P.C.F. du parti. Comment, l'époque, le P.C.F. aurait-il pu accueillir les vision critique d'une soviétique, le lui mythifiée, alors Maurice Thorez proclamait volontiers e le premier de le France e il fondait sur e l'attachement inconditionnel à l'U.R.S. = la ligne de son parti ? Sous la houlette de M. Georges Marchais, P.C.F., qui a opté lors de son vingt-deuxième congrès (1976) pour un e socielisme aux confeurs de la France », est ainsi amené à prendre position, une infinie prudence il

vrai, cos spectoculaires a manquements à la démocratie a U.R.S.S.:

— IVI : le P.C.F. stipule s'il était a pouvoir, il s'opposerait la publication l'Archipel du Gouleg France... pour autont qu'un éditeur y fovorable. Et, dans le fovorable. Et, dans le fovorable et l'Archipel du Leroy, membra du bureau politique, déclare : On ne me le jamais in que je soubaite publication de l'Archipel du Gouleg U.R.S.S. me pampidet (18) ».

— 23 actobre 1975 : alors que se tient à la Mutualité un meeting pour la libération de

la Mutualité un meeting pour la libération de Pliouchtch, organisé à l'initiative du mathémoticiens, auquel participent la F.E.N., F.O., P.S., etc., P.C.F. appelle, lui, meeting a la la porte Versailles.

« Le P.C.F. a la la la ce meeting feu, nous explique Jean-Jacques Marie, secré-taire du Comité international contre la répression taire du Comité international centre répression (C.I.C.R.) — impremptue, impremptue, impremente, impremente, impremente, imprévue des monifestations du provoqués deux ses rangs par l'acompagne faveur l'appearant de avoit imprés que internationale. Deux jours après une internationale. Deux jours après une compagne mésente et avoit imprés que l'acompagne mésente et beancoure de contract de la co dénonçaient l'ogression américaine ou et l'agression américaine ou l'agression de l'Humanité, réclame la libération de Pliouchtch. Et, l'4 novembre, l'agression accept et sièce du comité Le Paris Juquin reçoit, a siège du comité central, une délégation la comité en mathé-

— 18 décembre 1976 : Vladimir Boukovski, uns, qui a passé plus de un années in m vie dans prisons, un hôpitaux psychia-triques son héchangé mille diri-geant il P.C. chilien, Luis Corvalan, arrêté il putsch de septembre 1973. « La-commente M. Georges Marchais. Il d'ajouter : a Il minedmissible que, il quelque que eu zoit. Il hommes se trouvent placés dans cette

Whompissement.

Que l'U.R.S.S. oit perdu une part
son oura oux yeux il il direction du P.C.F.,
tel il sentiment suscité progressifs écarts de l'ancienne arthodoxie. Que son attitude empreinte de circonspection s'inspire du *pédagogique » II im am traumatiser les anciens, en attentant trop brusquement à l'image figée qu'ils m font l'U.R.S.S. des m « socialistes », on peut in concevoir. Le P.C.F. ne redoute-t-il per qu'en franchissant un pas un plus dans la soutien à la rouse il dissidents il ne détériore sus rapports avec la P.C. soviétique il n'ouvre, par voie de conséquence, du parti, mais il ne rend compte des réalités contradictoires du P.C.F. La patrie du > a encore de fervents admirateurs jusque dans les hautes sphères à l'appareil.

la « nouvelle philosophie », où fleurit l'utilisation polymorphe et démagogique de Goulag, retours et en l'échoueront-ils faire-laisser olier ou le nihilisme doré

Les exemples de ces anciens membres du P.C.F., jamais remis la douloureuse extirpation des du stalinisme, et amenés aujourd'hul à cautionner la politique giscardienne, constituent des précédents qui, l'antre proportions gardées, incitent à la prudence.

Des groupuscules fossilisés

N UL problème de les profre and la famille finitelli (non plus que chez les derniers marxistas-léninistes pro-chinols) qui, malgré les minoritaires », il bien groupée. Comme si Trotski, le petit père groupus-cules, veillait toujours au grain. La soviétique, le bienfaits, un phénomène depuis « toujours » par militants l'O.C.I., L.O. ou la L.C.R. (25). « Quand entrait à la IV Internationale, nous dira Alain Krivine, il première de gu'on apprenait, le le l'on savait par l'issue procès années 30. »

I fait, le trotskiste s'est constitué la d'une critique de l'U.R.S.S., marxistes-léninistes pro-chinals) qui, malgré les

lo la d'une critique de l'U.R.S.S., critique i gauche pendant in nombreuses années. Possible conséquence isolement, l'analyse et la société soviétique a me tout cas pris la figure d'un dogme, celui de l'État ouvrier dégénéré et déformations bureaucratiques ! régime soviétique peut dégénérer indéfini-

ment, il son caractère ouvrier...

The lors, temoignages, tels l'Archipel de Goules ne pouvaient ébranler les trotskistes : ils la confirmaient le leurs Evidemment, le caractère « droitier » 🚾 certains Soljenitsyne ou de Boukovski posaient

copitulent plus, manufacture rebelles un procès truqués. C'est donc un mouvement and lequel un ne peut pas 📰 pas compter.

félicitant 🔤 les analyses 🖷 Jean Elleinstein du « phénomène stalinien » — rapprochent progressivement — leurs, — responsables — la Ligue communiste insistent sur l' « originalité » leur flane politique par rapport la ligne dénoncer du P.C.F., qui dénoncer Mais, attachés comme ils ser a séquelles positives de la servicio del servicio de la servicio de la servicio del servicio de la servicio del la servicio del la servicio de la servicio de la servicio de la servicio de la servicio del la se basques du parti la la classe ouvrière, la trotskistes la L.C.R. s'intéressent-lis aux dissidents soviétiques surtout pour mieux e mollets » du P.C.F.?
L'O.C.I. fournit, elle, l'étonnant exemple d'une

rigidité doctrinale plus forte, jointe un rôle de pionnier dans la vulgarisation 🚃 la lutte rôle de pionniar dans la vulgarisation el la lutte dissidents. C'est elle qui fit entendre, el 1969, e la le de l'opposition communiste en U.R.S.S. en reproduisant les du « mizdat » dans en organe, la Vérité (26). La même année, elle alde e réunir en matériaux de e l'affaire Guinzbourg-Galanskov » publiés

en dossier (27). C'est l'O.C.I. égolement qui, menant plus deux durant politique d'une remarquable constance, par le bials du comité mathématiciens ou C.I.C.R., a grandement contribué la la libération de Leonide Pllouchtch de l'hôpital psychiatrique Dniepropetrovsk où pu chercher à tirer profit pour son propre compte, l'O.C.I., par la bouche 🔚 Jean-Jocques Marie, assure l'opposition soviétique e signé
de décès centrant son combat la problématique des droits de l'homme, et en acceptant la main tendue par la président Carter, représentant d'une nation impérialiste, pour obte-uir le respect des accords d'Helsinki ...

Mais pourquoi, traques chez eux, à la recherche depuis des années d'un soutien occidental quelconque, les dissidents prendraient-ils de les la nouvelle politique de Woshington? Au nom de quel purisme « révolutionnoire » refuseroient-ils milime compromission avec l'Impérialisme mille elle contribue à desserrer me l'étau qui les étreint Qu'importe à l'O.C.I. I c'est son intransigeance

doctrinale qui permet à l'organisation de traverser le temps. Elle lance désormais ses premiers anathèmes contre les dissidents, objets 📠 la sollicitude passée : l'académicien Andrei Sakharov



de ne pas entendre Soljenitoyne, ce non-marxiste, autunt que ce qu'il discit, qui m'ont décidé à étudier le dissidence et à questionner le

Il s'agit bien aussi d'un retour aux sources pour Pierre Victor, l'un et a chefs fondateurs » de l'U.J.C.M.L. puis, après et éclatement, de la Gauche prolétarienne. Sous l'influence de Louis Althusser, IIII fraction iii l'ultra-gauche s'est frayée la voie à partir d'analyses de la réalité soviétique pratiques e nouveaux trans »
du Kremlin n'étaient donc pas ignorées
voir man Tse-toung l'héritier Lénine.

Nons n'étions donc sources, affirme Pierre
Victor, nous le sources Nous avons bénéficié de la grande au marxisme
Mao le culturelle, mais au marxisme
culturelle, mais au marxisme
qu'était le Concentrant leurs attaques
le « maos », à l'instaur du doient bien, maffet, d'attenter ma culturelle de soviétique — im pratiques im « nouveaux tears »

Influencé Soljenitsyne et impitoyable avec Linine », Pierre Victor conclut à la « nouveauté » « l'écrivain soviétique. « le premier de l'intérieur (24), qui, patiemment, avec les orgaments mêmes de la vérité et de la

de « chasser la Russie de so tête »? Il est encore trop tôt pour dire ce que cette « nouvelle résistance » à tous les totalitarismes engendrera. Mais

sée, la risque n'existe-t-il que les mêmes ne les william soviétiques d'aujourd'hui prendraient la place qu'occupaient, hier, les « mythologie gau-



A l'opposé de ces

conceptions guin-dées, le quotidien Libération, auberge les pouvoirs, s'est aussi fait le soutien dents. Quelle ne fut pas la surprise de Boukovski, dès son arrivée à Zurich où l'avaient conduit

tiques, voir qu'un seuls journalistes pré-sents à s'intéresser plus sort des « zeks » qu'à ses prises position politiques était un anvoyé de 🖿 quotidien « gauchiste »,

Cet contestataires soviétiques n'est le fruit d'un engouement et, Libération, où le dernières modes Libération, où dernières modes culturelles connaissent quelque succès, l'hypothèque valait d'être de la s'agit d'autre de la rédacteurs lournai se reconnaissent du parallélisme du parallélisme histoires respectives. Ainsi, l'agrandiste à Libération, à l'U.N.E.F. journaliste à Libération, à l'agrandiste à la fois noire histoire ou l'auvers noire histoire ou encare, contine dirait Alice, la même de l'autre du minute l'avers de l'autre du minute l'autre de l'autre du minute l'autre de l'autre du minute l'autre de l'autre de la minute le l'autre de la minute l'autre de la minute l'autre de l'autre de la minute l'autre de l'autre de la minute l'autre de la minute l'autre de la minute l'autre de la minute l'autre l'autre de la minute l'autre l'autre de la minute l'autre l'

rgir = (29). On s'en convainc à entendre parler Natalya révolte, du point de vue de la résistance donc, met en question le légitimité de l'idée de révo-lution, nous somment ainsi de la repenser de Sur quoi per déboucher cette monière radicale

deux écueils, eux, sont perceptibles : - A peine prise la mesure de l'imposture pas-

— A défaut aussi 🗃 sortir 🚞 méandres 🕮

Ceux qui se reconnaissent dans la dissidence

Gorbanevskaïa. Poète, elle apportient il cette e génération il 1956 », désabusée par l'écrasement de la révolte hongraise. « Nous se passine plus alors, dit-elle, qu'espèrer es il moment il l'apposition littéraire et du « samizdat » poètique, il la découverte des poèmes de Mandelstam ou d'Aldmotova, qui deviennent « l'équivalent d'une plate-idéologique » (30).

Pendant m temps, une jeune génération militante, m début des années 60, se dispute au quartier Latin les petits apuscules d'Alexandra Kollontoï ou de Rum Luxemburg, se querelle au sujet d'Histoire et conscience de classe de Georges Lukacs.

Redécouverte des poètes moudits d'un illi illi théoriciens « hérétiques » il l'autre, c'est bien des idéologies officielles ou artho-

(13) 12 cependant, une

F.S. 2 la

faveur juin soviétiques.

(11) Nouvel du 27 juin 1977.

(12) c Liberté, du 27 juin 1977.

du Liberté, du 27 juin 1977.

pour une charte des libertés. par Robert Badinter, la 1976.

Radinter, 1976.

(16) du La projection of film polémique.

(17) Edité pr P.C.P.,

(18) Rapporté par Harris et Sedouy dans Vayage à l'intérieur communisté.

(19) L'Oberdion du 25 1175.

(20) 1 1175.

(20) 1 1175.

(21) 1 1175.

(22) J.C.R. | Michel, 1175.

(23) J.C.R. | Michel, 1175.

(24) J.C.R. | Michel, 1175.

(25) J.C.R. | Michel, 1175.

(26) J.C.R. | Michel, 1175.

(27) J.C.R. | Michel, 1175.

(28) J.C.R. | Michel, 1175.

(29) J.C.R. | Michel, 1175.

(20) J.C.R. | Michel, 1175.

(20) J.C.R. | Michel, 1175.

(21) J.C.R. | Michel, 1175.

(22) J.C.R. | Michel, 1175.

(23) J.C.R. | Michel, 1175.

(24) J.C.R. | Michel, 1175.

(25) J.C.R. | Michel, 1175.

(26) J.C.R. | Michel, 1175.

(27) J.C.R. | Michel, 1175.

(28) J.C.R. | Michel, 1175.

(29) J.C.R. | Michel, 1175.

(20) J.C.R. | Michel, 1175.

(20) J.C.R. | Michel, 1175.

(20) J.C.R. | Michel, 1175.

(21) J.C.R. | Michel, 1175.

(22) J.C.R. | Michel, 1175.

(23) J.C.R. | Michel, 1175.

(24) J.C.R. | Michel, 1175.

(25) J.C.R. | Michel, 1175.

(26) J.C.R. | Michel, 1175.

(27) J.C.R. | Michel, 1175.

(28) J.C.R. | Michel, 1175.

(29) J.C.R. | Michel, 1175.

(20) J.C.R. | Michel, 1175.

(20) J.C.R. | Michel, 1175.

(20) J.C.R. | Michel, 1175.

(21) J.C.R. | Michel, 1175.

(22) J.C.R. | Michel, 1175.

(23) J.C.R. | Michel, 1175.

(24) J.C.R. | Michel, 1175.

(25) J.C.R. | Michel, 1175.

(26) J.C.R. | Michel, 1175.

(27) J.C.R. | Michel, 1175.

(28) J.C.R. | Michel, 1175.

(29) J.C.R. | Michel, 1175.

(20) J.C.R. | Michel, 1175.

(21) J.C.R. | Michel, 1175.

(22) J.C.R. | Michel, 1175.

(23) J.C.R. | Michel, 1175.

(24) J.C.R. | Michel, 1175.

(25) J.C.R. | Michel, 1175.

(26) J.C.R. | Michel, 1175.

(27) J.C.R. | Michel, 1175.

(28) J.C.R. | Michel,

doxes and an bâtissent, à l'Est annu à l'Ouest, nouvelles oppositions pouvoirs établis.
Le 25 1968, Natalya Gorbonevskaïa proteste sur la place Rouge à Moscou, son enfant et in ses amis, contra l'intervention soviétique Prague (31). Ce geste politique « suicidaire » a un grand retentissement 🖦

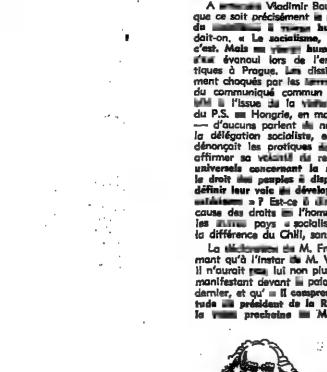
Coincidence im prises im conscience in converitinéraires dans la contextes pourtant si différents, les exclus du bloc soviétique et les contestataires d'ici, non prisonniers appareils politiques la gauche traditionnelle, oppelés i dialoguer. La rencontre scellée au Théâtre Récomier, 21 juin dernier, an présence Jean-Poul Sartre qui fut longtemps, pour dissidents, le symbole l'incompréhension dissidents, le symmetre l'Occident progressiste.

U.J.C.M.L. = Union source intermediates.

pel deputs l'Occident, 2 perduit parution parution force frame (page 379).

(25) Trois O.C.I. = Countère; L.C.R. = Ligus communication intégralement sous du présenté J.-J.

(27) Head, cert s. terminologis Soljenitayae, regroupe du L'Archipel (20) Dans le se se dans place la manifestation ses dans place



sontre. Il will visit by charcher trace d'un culte "U.R.S.S. gauche nonciations la bureaucratie soviétique per Trotski, ou e révisionnisme > par Mao, constitucient e références théoriques

cantrales es premiers de l'u.E.C. Cela dit, la réalité diffuse du la de l'U.E.C. Cela dit, la réalité diffuse du gauchisme français ne pas réduire, loin là, aux groupuscules organisés qui ont survécu à la crise de l'après-mai 1968. Après que gardiens vigilants des orthodoxies révolutionnaires (trotskistes, maoistes, autogestionnaires...) continuent, grâce à m étonnant instinct conservation, l'espace politique disponible m le P.S.U. l'esprit contestataire poursuit un mois le la subversif en marge de la -- mais mais subversif -- en marge de la politique politicienne. Frondes culturelles, écologistes, mouvements autonomes (femmes, homosexuels...), il n'est guère d'espace du champ social où n'affieure une volonté de « changer la ** * qui m rit * classifications politiques. Ce « mouvement » — mouvence, faudrait-il dire — n'est perceptible à l'apinion publique lorsqu'il se rassemble pour s'apposer à des gouvernementales (Larzac, Lip, Malville). Le reste du la partie

La fin de l'agression américaine au Vietnam puis la crise ouverte des anciens maille d'iden-tification (Chine, Palestine...) a conduit, sous le coup de la désillusion, les hamore de ces = militants saus collier » à un repli sur les réalités nationales. Comme ceux-d instruisaient dans le même Immi le procès de l'Idéologie et rejetalent l'activisme militant, le « quotidien » devint natureliement pour eux un nouveau d'expéri-mentation sociale. Inévitable, alors, que les soubresauts qui agitent la soviétique soient, pour beaucoup, le cadet de leurs soucis. En mai 68 déjà, dans cette espace « libéré » qu'était la cour de la Sorbonne, un processe de sant la cour dents Guinzbourg et Galanskov — trop peu peut-être? — ne put planter son stand. Et pourtant l'intérêt 🗈 les interrogations qu'a

fait surgir milieux d'extrême gauche un livre tel que Cuisinière et le mangeur d'hommes (21), d'appropriation par un ancien mooīste de la démarche Soljenitsyne, montrent-ils pas une prédisposition nouvelle de ces ex-militants à renouer les fils de leur propre ex-militants à renouer les fils de leur propré histoire? Par la critique du mandame, André Giucksmann, rédocteur à la Cause du peuple, établit, lui, clairement le lien « Rappelex-vous, nous dit-il, que mai 68 avait été dédeigné au départ par des groupes comme le J.C.R. on PU.J.C.M.L. (23), car non conforme Is the orie marxiste. Pour l'un, ce n'était pas un mouvement de masse organisé, et, pour l'autre, il n'avait pas de caracture ouvrier. > Eh bien, poursuit-il, ce les qu'avaient gens

de la page 13.)

De retour de Moscou III juillet 1954, Jean-Paul Sartre : déclare-t-il pas : La liberté de critique totale en U.R.S.S.? > Mythification délibérée. Jean-Paul Sartre en convient lui-même deux ons plus tord. Il confie . Claude Roy, consterné par son propos la la Delphes, lors de l'été IV51 : « Evidemment la n'est pas vrai. Mais si la croit que ça la deviendra, il au qu'on les aide » (32). L'objectif était encore de « ne 🛌 désespérer Billancourt »... Mais pourquoi, comme le demande André Glucksmann, « désespérant de l'U.R.S.S., l'O.S. désespérerait-il lui-même, porce qu'on lui marxistement que, là-bas, c'est la dictature du prolétariat? Sous couleur ne pas désespérer Billancourt, nous avans désespéré à la lui de Billencourt a de la Mail ».

désespoirs et de n'a-t-on pas suscité à l'Est telles assertions?

A ce jour de 1966 où, à Moscou, Alexandre Soljanitsyne na répond pas à l'Invitation e ce = troubadour des l'é humanitaires », qui n'avait su su voir = génocide qui se per-pétrait chez nous e Et Soljenitsyne commentait d l'époque et le fin de non-recevoir : « Dans mon refus de la rencontrer, le lur sat-il lire combien, profoudément, il nous etranger? » (33).

Aujourd'hul, Michel Foucaukt peut appeler III développement du dialogue noué avec le dissi-dents de l'Est. Une d'histoire, lourde de malentendus, et bien tournée.

Variations tactiques

CETTE nouvelle réceptivité que appels de soviétiques, que nous apprend-elle sur l'état la la gauche l'extrême gauche françaises? Est-elle signe change-questions voient d'être posées, non la pensée discidente colitique proposées colitique dissidents une nouvelle panacée politique, mais fait dissidents représentent l'irruption sur la scène française d'un qui avait pris couleur mythe. Leur force doute qu'en Occident, 📰 = 🖫 besoin du tragique trop la condition I la perception en cas rescapés camps hôpitaux psychiatriques, du tragique de la quotidienne l'Est. L' tragique émeut incontestablement, mais quel effort de réflexion suscite illustrations de l'établement de l'

La confrontation la dissidence est, pour le P.C.F., un redoutoble. doute, la dérussification parti s'est-elle accompagnée d'un enracinement national, e Si j'avais l'évolution e ce parti que j'el quitté y vingt dus, confis avec un sourire Martinet, j'aurais retrouvé mon drapeau, me femille et me potrie. »

La manu des nouveaux adhérents — plus tie 50 membres actuels ent relité le parti après 1968, — moins partée que l'ancienne génération à l'U.R.S.S., donne à la la du parti la possibilité de procéder à des P.C. Italien et espagnol avaient III nous l'évolution. L'atte prise de l'évolution l'évolution. si elle est le signe d'un opportunisme politique, prouve-t-elle pur autant une transformation pro-

fonde du parti? Le P.C.F. s'en and part l'instant à des dels rations de principe dénonçant les missions de principe dénonçant les missions de son suffit-il renier ce que l'on a hier? dans la Constitution soviétique, et l'adoption d'une — a meilieure que l'ancienne, qui 🛚 🐧 🚾 Croire M. Tchakovsky, directeur de la Literatournale - Literatournale n'entrave nullement la répression systématique 🕍 toute contestation.

Pourquoi la P.C.F. refuse-t-il d'aborder la question, toujours rafoulée, 🕍 causes 🕍 = déviations » du régime soviétique, bref de s'interroger ur la nature du système qui im produit man

 Le main de Moscou »? N'est-ce pes plutôt, suggère Fernando Claudin, ancien dirigeant du part) communiste espagnol, que P.C.F. n'e toujours pus rompu le cordon ombilical idéologique 🚻 le relie à l'U.R.S.S., sui un point crucial : la reconnaissance du caractère socialiste du système soviétique » (35)? Plarre livre un sentiment analogue : e Li problème n'est pas celui de l'infécdation à Mescou. Le problème es sur le NCT, n'a per la politique 📥 rechange 🛚 celle qui le ile aux Intérêts stratégiques de l'Union soviétique. n « Imaginez, Roger Garaudy, Copernic découvrant les aberrations du système de Ptolémée et envisager un anti » (36),

l' a aggiornamento a présent du P.C.F., Claude Lefort retient les évolutions que, seule, nécessité impose. Arguant de ce refus 🚞 communistes d'analyser 🖺 régime du Goulag, il en manière réquisitoire : pourquoi s'indi-gneralent-ils de la en U.R.S.S., la leur, qualqu'ils ne puissent jouir que (37) ? Par l'ampleur phénamènes, il n'y a, certes, rien comparable déportations massives pratiquées u U.R.S.S. purges qui 🕶 rythmé 🖹 vie du P.C.F. (affaires Casanova-Servin-Pronteau, Garaudy...) (38). Mais le refus réexamen passé, maintien d'une machine militante qui fonctionne selon 🔚 rigoureux principes du centralisme démocratique, la projection 🚔 📫 schéma sur vouée à l'organisation, tout cela ne signifie-t-il pas par le P.C.F. autoritaire, sinon a vocation totalitaire? Paul Thibaud, directeur 🖼 la 🗪 Esprit, « 🖿 famouse phrose La Brecht à prope du maile le ventre est encore fécond d'où est sortie la la immonde, s'applique encore plus qu stalinisme qu'au nazisme = Et, = fait, tant que 🖥 fonctionnement interne du parti communiste roppellera celui 🚃 partis « frères » de l'Est, 🚃 💻 🚃 question de savoir si l'action du P.C.F. 🚃 📰 pas — les mêmes provoquant les mêmes effets — à reproduire a caricatures de socia-lisme qui existent u U.R.S.S. dans les démocraties populaires.

Ce sentiment peut-il être temperé par la conviction de Jean Elleinstein que le P.C.F. a tendance aujourd'hul 🔳 « être plus démocratique » et à « faciliter me recherche plus libre pour tous ceux qui, en son sein, une vocation de chercheurs > (39)?

La sum ouverte il l'union la la gauche permet, de s'interroger 🛮 nouveau sur la réalité 🕍 la « déstalinisation » du P.C.F. 🖪 force vouloir prouver is prix le « virage à droite » du parti socialiste, is P.C.F. ... en effet amené 🛮 « utiliser 🚃 ses partenaires les procédés qu'il reproche aux l'es et

Tchèques, I cela près qu'il ne dispose pas leurs mayens de répression » (40). Ce comportement, comme la prudence défensive une laquelle P.C.F. réagit aux appels des dissidents de l'Est, n'accrédite-t-elle pas l'idée d'un parti qui change tout en restant le même?

La dissidence II l'Est plonge, de leur côté, les responsables du P.S. dans des abimes de perplexité — parier sons s'exposer plexité — parier sons s'exposer reproche d' « antisoviétisme primaire » — et all en lumière le coractère « suiviste » de leur politique sur question. L'U.R.S.S. apparaît comme un domaine d'investigation « gelé » afin de ne irriter le partenaire communiste. Quitte l remolacer les analyses par des stéréotypes. Jacques Attali, représentant de cette nouvelle intelligentsio technicienne, utilise de peremptoire le vocable de « nouvelle droite » pour disqualifier ceux qui posent 🔤 questions que le P.S. devrait même du P.S., chez les

représentants du courant « décentralisateur » ceux qui refusent qu'un changement de par renforcement d'État, — témoi-nouvelle ; ne faut-il développe-ment l'État-Léviathan logique centration pouvoirs? Quels liens de parenté existent entre « jacobinisme » III « stalinisme » ? Gilles Martinet s'interroge devant nous : « Le recommence : naissance d'une bureau-cratie, absence de libertés... D'où l'importance

la perspective autogestionnaire. »

Au P.S., la limit un large entre le caractère conventionnel 📥 prises 📦 position 🛮 l'égard de U.R.S.S. II un travail il recherches mains guinde. Division de Mail Un orchestrée. N'est-ce d'un parti composite, ment ill diversifié, d'avoir plusieurs fers au feu l'

A l'extrême gauche, en dehors de seu milieux marginaux » illa dissidence a ébranlé convictions, des certitudes, sons provoquer d'engouement paur cette a nouvelle philosophie » porteuse d'un point métaphysique il histoire universeile, on doit in reconnaître que le truit dominant 📰 également la résistance 💌

Les états-majors trotskistes, de longue date sensibilisés em problème de la répression en U.R.S.S., n'arrivent pe à envisager la dissidence outrement que dans les limites de leur schémo politique. 🗀 peut se demander 📟 Claude Lefort si le le trotskiste, emporté par la logique de l'arganisation et fort de sa e ligne politique », n'est pas condamné e « exploiter la dissidence en nom de la critique qu'il fait e socialisme en U.R.S.S. », et uniquement de la critique qu'il fait e socialisme en U.R.S.S. », et uniquement de la critique qu'il fait e socialisme en U.R.S.S. », et uniquement de la critique qu'il fait e socialisme en U.R.S.S. », et uniquement de la critique qu'il fait e socialisme en U.R.S.S. », et uniquement de la critique qu'il fait e la critiqu

m but. Acceptée il imi dans l'exacte mesure où elle conforte l'O.C.I., la dissidence rejetée dès lors sa stratégie, la bataille pour la droits de l'homme U.R.S.S., implique appuis jugés contraires au combat « révolutionnaire » par l'organiste l'Augustian de l'Aug

nisation. Tout se passe and si les e mandémocratiques a n i m é s por l'O.C.I. (C.I.C.R., comité des mathématiciens, comité Minima l'utilisation 🕍 la psychiatrie 🐧 🕍 fins politiques...) devalent regrouper a sympathisants une large, toujours aménageable, tandis que l'arganisation, elle, perpétue monière rigide, « idéologie granit ». Si elle « fraction en la bureaucretie

stalinienne . reprendre le mot la Cornelius Castoriadis, a chances d'être jamais fécon-la par la pensée dissidente, il semble la Lique communiste moins imperméable. Aloin Financia que au premières « îles » l'Archipel au Goulag, les au Solovki, furent « opérationnelles » li portir au 1921, conséquence directives de Lénine (41). Et si la dirigeant i lo Ligue promotion se e refuse de qu'il y une suite logique entre léninisme de stell-, l'admet qu' « objectivement, l'interdic-lie des fractions par Lénine e favorisé le stali-nisme ». D'où lei nouveoux de le sein le la Ligue communiste e la directif socialiste. « On e quissi, conclut-il, e la ligue qui consistait dire qu'on ne laissait pos s'exprimer trotskisma = m permettro-t-il d'autres l' L'hebdamadaire Politique-Hebde, qui influence

i milieux d'extrême gouche plus divers (du P.S.U. Inombreuses Inorgainconsciemment s'être approprié, dans ses analyses la contestation U.R.S.S., la Reisses

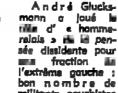
Boutenko 🏿 émise par Trotski, 💵 était çe dirigeant du Guépéou qui remoit avec le stalinisme pour rejoindre les rangs de la IV* Internationale, et Boutenko, le bureaucrate passé ou fascisme | mechant. Aujourd'hui encore, il y aurait de bons dissidents, à la manière de Reiss — 🔚 marxistes évidemment — 🔳 📥 « Boutenko » qui ressuscitent les idées réactionnaires de la vieille Russie.

D'où l'énorme remporté par Leonid Pliouchtch ces cercles d'extrême gauche où l'on pouvoit s'écrier : « Enfin un dissident qui réclame du marxisme ! » Politique-Hebdo fait de la figure proue d'une e opposition in gauche > U.R.S.S. Pourquoi pas? Pourquoi pas, en effet, pourrait-on se de dire, la campagne sélective n'avait pour résultat d'éluder les questions (notamment celles relatives 📖 marxisme) posées 🚃 ies « Boutenko », 🔳 ils sont nombreux, de la dissidence soviétique?

rejet des melles dérangeantes ne témoignet-il comme le dit avec force Claude Lefort, lusque dons la suspicion l'égard l'Soljenitsyne, a des particulièrement sensibles dans les couches le jeunes gauchistes (militants ou non) privés qu'ils d'un l'histoire le lors qu'il n'est qu'un particulière particulière

plus 📠 📥 🖿 prévaloir 🖢 positions politiques iustes > pour avoir droit 📠 🗖 !! 🚃 vrai qu'aujourd'hui, un comité de rédaction, l'héritage mooiste lourd qu'en 1974, au moment sur l'Archipel de Gouleg. A présent, discours dissidents habi-harangues politiques (fl y plus question d'individus que di stratégie de masse), d'individus que le stratégie de massel, marginaux d'U.R.S.S.? Le Karlinski, qui suit l'actualité soviétique ce quotidien, avec l'intronisation débats qui présidèrent e l'Intronisation dissidents : Eux, marginaux de lè-bes. Nous, en les marginaux de lè-bes. Nous, en les marginaux de lè-bes. Sur la férie de l'oppression. Nous, marginaux de l'ordre. Alors des branché le même lengueur d'ordre. Alors d'un d'un longueur d'oude. . Sur le lune d'un 📦 . sus », mille prise en charge 👪 🗎 dissidence par Libération n'est dépourvue, pour le moins, d'ambiguités. Il que les colonnes d'ournai

D'urgentes interrogations sur le marxisme



militants gauchistes ne se umt with salvind à lire Soljenitsyne qu'une inte ce « parrainage » Itali. Vieux Mila militant : sans la leasan théorique d'un intellec-

tuel, and ne are to carbo pas hors des personal lauring Un rôle d'écran a été joué par 🔤 organisations d'extrême gauche, comme le montre le feit qu'André Glucksmann lui-même n'ait ou servir ies your qu'une 🔤 quiodissous le groupe 📹 📹 auquel il se rattachalt.

installé « au cour de la la la aveugle », comme le dit Limina Pinna Victor, bien difficile de faire autre dans que « bricoler » dons « codre indépossable du savoir a qu'est 🖬 marxisme, seles la formule sartrienne. Dans ces conditions, imment so demander if a n'est imm cette idécingie, celle derrière loquelle e en abrités Lénine 📑 Staline 🗪 construire le Gouleg. qui fait encore écran pour apprécier les conséquences 🖮 💶 énorme dérapage ? 🗀 🛶 à l'Intellectuel Roubine, in le Premier cerch qui s'efforce d'expliquer la listorique historique du camp 👪 il 📶 incarcéré, en même temps qu'il proclame sen innocence. Le pense com à la tragédie d'Evguénia Guinzbourg. Elle qui avait toujours serve e le ligne générale du parti e n'arrive per à s'interroger ni sur en parti, ni sur doctrine, responsable de dix-huit années de « vertige » (43) possées mar la prisons et les Et pourtant, mente le dit André Glucks-mann, « la Kelyma mécessairement un point de vue ma la manue » (44).

Un point de une qui gagnerait cependant à se garder in transpositions, in Moscou a Paris, in la manière in Christian Jambet, trop prompt, and quelques with a minimum philosophes », in brandir la manua d'un Goulag français : . Nous pensons que le marxisme comme un adversuire... On n's quand mini mu Mai 🖬 l'après-mai pour se retrouver 🗪 in hart du militantisme mitterrandesque, comme disait Clavel » 45 Ce and de tels amaigames qui, mythifiant Is Goulag, interdisent l'intelligence du système concentrationnaire soviétique 🖷 🕹 avatars, jusqu'à la mus à mu 🖆 mus 🐚 mécanismes d'autojustification de ma aveugles thuriféraires en France. Le risque 📹 liter 🕏 créer situation où la confusion idéologique maitres penseurs » jouerait le verrou que l'auto-aveuglement la période précédente.

En U.R.S.S., dans la zone d'influence Moscou, le monolithisme politique s'accommodait fort bien du climat 🖮 guerre froide. Depuis 📭 dirigeants du Kremlin mil was sur les bénéfices 🕍 la « détente », ils 📰 🝱 I rendus vulnérables à la pression internationale. D'autant plus que la c déstalinisation » interieure alimentent une contestation qui peut désormais, malgré 🖿 obstacles, faire sa voix en Occident. Une di yelles dirigeants l'Ouest doivent de prendre en compte sous peine réduire détente » développement 🏜 échanges commerciaux ou à la limitation armements stratégiques. Ce n'est pas l'esprit l'Acte final de la conférence d'Helsinki. Et c'est précisément l'enjeu 🕩 l'actuelle conférence 🔳 Belgrade 🌃 faire prévaloir une conception 🖮 la = détente > qui ne la jui du respect in droits de l'homme et des l'all fondamentales. Deux évènements majeurs was venus conforter les line en tenants d'une l'Allandi a détente

sur 🔚 les fronts > : - L'affirmation d'une opposition qui, pour la première fois 💷 1966, 🖟 🗠 suite 👪 procès Siniavsky-Daniel, s'est rassemblée 💵 un 🗉 moudémocratique ». La dissidents (Boukovski, Pliouchtch...) ou encore incarcérés (Gouzman, Moroz...), comme l'écho qu'ils rencontrent dans 🕍 pays de

l'Est (Charte 77 en Tchécoslovaquie, K.O.R. polonais...), donne è prese que le K.G.B. étouffera difficilement, tois, ce mouvement porteur aspirations d'une population muselée.

La nouvelle l'Occident, le ses dirigeants comme l'opinion publique, u sort aux contestataires soviétiques. Ainsi, six après le congrès de (1971) u sur la comparables, les délégués de l'Association u de psychiatrie, l'usage de l'Association un de psychiatrie, l'usage de l'Association un de l'usage de l'association un de l'usage de l'association un de l'usage de l'usage de l'association un de l'usage de

la psychiatrie il des il de répression politique. Dans cette situation, 🛍 appareils politiques de la gauche et de l'extrême gauche françaises se ankylosés de leurs and et seules industrial inquiétant constat. De le passé, n'est-ce pas de marche de course politique, nisme) qui un contribué i assurer la réussite d'un nouveau mode d'appression?

Aucune considération d'opportunité politique ne devrait allière les nécessaires réponses mus interrogations nouvelles qui se font jour, ann le manulament.

On paut trouver d'un majore profit d'imputer les crimes commis en son nom, d'en référer au catholicisme pour expliquer 'Inquisition. Et regretter qu'on déroule 🖬 🚻 la chaîne 🗯 responsabilités originelles 🛌 c perdu socialisme » . U.R.S.S. Comme l'angiyse politique devait faire sienne 🖢 jeu des poupées rame, intuitible les une étai les autres, et pour le circonstance repoptisées Staline. Lénine

La affiniti tient il ce essi il mandame recouvre des matrie contradictoires. Langage des élites en pouvoir à l'Est, le mandame et le mandame part derrière lequel s'abritent 🖛 détenteurs de la raison d'État « socialiste », qui ne se troublent pris de donner à l' « homme nouveau » appelé 🖦 leurs de figure de « zek ». Moyen compréhension de l'évolution de suivant les effit de la lutte rim classes, le emple joue me le rôle d'anti d'anolyse in le le formes d'exploitation capitaliste. Instrument d'une critique radicale 🖢 l'ordre 🚾 🚾 que que Occident, 🗎 marxisme est, 📹 📥 temps, de l'autre du rideau de fer, ann doctrine d'au-torité dont de la dirigeants de apparatchikis pour rate and opposition.

Comment in mark Marx a-t-il an engendrer rien enfants si dissemblables? Comment la doctrine qui incorna les espoirs de millions d'exploités a-t-elle 🚮 👫 au système politique créateur de Goulag, que le témoignage de Soijenitsyne interdit di comme un simple

Sans doute l'ambition du manuel se fonder double patemité, Car, comme double patemité, Car, comme dit Jean-Pierre Vigier, « la mise en place i pouvoirs qui prétendent incarner le vérité scientifique sans tenir compte du mécessairement partiel relatif de toute connaissance fait comir à la liberté un immense danger » (46).

Que pense aujourd'hui le P.C.F. « scientifiques » 📭 🐂 par lui, autrefois, au num du marxisme? Jean Kanapa opposerait-il encore, martin il la fit il y a vingt-cina ans dans la Nouvelle Critique, « science bourgeoise et science prolétarienne » ? Quelle appréciation les Maurice Thorez portent-ils sur la niem de la paupérisation absolue de la 📥 ouvrière française? 🕍 régime zaulliste « 🕍 grands monopoles » fut-II, comme ils le dirent, le fidèle vassal 🌬 l'impérialisme américain? Comment interpréter la multiplication de ces - man », la permanence des attitudes d'oubli, l'absence d'autocritique chez 🖚 fervents adeptes du matérialisme dialectique?

Grande est la responsabilité des partis de gauche français qui en réclament du marxisme. Cette doctrine peut continuer à servir de coution

théorique pour conforter la bonne militants justifier troublents : un interest premient l'étude de le société soviétique en compte de cas = d'ouvriers, de sons et d'ouvriers, de sons et d'ouvriers, de sons et d'ouvriers, de sons et d'ouvriers, de sons escorte, vers les camps de la mort = (47).

Depuis que Lénine et ses le mes d'ordre » tout le pouvoir aux seviets » viks », l'histoire est em de ces révolutions faites au num im peuple par min partis promiting auf les confisquent à leur profit meur. Le demier exemple en dats, celui de l'impitayable Angkar (armée révolutionnaire khmère), n'est 🛌 🖿 inquiátant

dissidents soviétiques, qui portent témpide cette évolution autoritaire 🔤 révolutions, ont rendu plus algué encore la manual d'une réflexion sur ⊨ 🚃 🖷 lutte utilisés. C'est un problème qui secous actuellement larges un problème qui secous actuellement larges autres de l'extrême gauche. Beaucoup d'entre ses membrés 📰 tenu 🐧 se démarquer 🚃 employées par = la banda à limite = Allemagne, trop conscients im impasses qui ne peuvent que clore mille fuite en avant. réponse au despotisme 🔳 l'Ancien Régime fut la tyrannie imposée par Robespierre, l'exigence présente — Libération s'est fait l'écho and qui veulent lutter summe les nouveaux despotismes 👪 🕮 m donner les manne nécessaires pour mes leur combat n'accouche me de nouvelles terreurs.

De ces doutes, impensables il y a cinq me alors que 🕍 différentes chapelles d'extrême gauche falsalent assaut 🕍 dogmatisme, naitro-t-il uma féconde réflexion pour demain?

Les partis a gauche saurant-ils à les tour s'interroger au eux-mêmes ? Les pesanteurs du jeu politique traditionnel en constituent plus un alibi crédible au refus d'entendre 🖿 🐃 dultes par li a socialisme du Goulag ». Est-ce il simi que la jour mit proche la l'énonce

d'un projet France France d'un projet d'un projet d'un projet mai d'un projet ni 🌡 l'examen minutieux 🚞 causes 🛍 l'aveu-glement passé? Si cet espoir devenait réalité, on phétique cet d'Alexandre Soljenitsyne e Gui, l'Archipel appelé a changer l'histoire, l'en mi convaince, mais pas i i que prévu i vraisemblablement pas en commençant par

(Copyright Hardy Gabai Monde lomatique Plantu.)

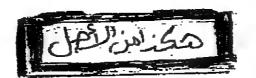
· 141:

-1

IXTENSION

September

- 4



Conflits internationaux, conflits internes

L'EXTENSION DU DROIT HUMANITAIRE EN CAS DE GUERRE

E 10 juin dernier, au terme de quatre sessions annuelles de deux mois environ chacune, les représentants de cent deux Etats et de trois mouvements de libération ont signé l'acte final de la comférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés.

Le jour avant la signature, une altercation, qui ternit quelque peu ce succès final opposa Israell à l'Organisation de libération de la Palestine. De tels accrochages sont monnaie courante dans les instances internationales, et cette altercation ne mériterait pas d'être mentionnée al elle n'était révélatrice à deux égards : elle a montré tout d'abord que la conférence, maleré le caractère humanitaire du sujet traité, n'a pas toujours pu éviter la politisation de ses débats ; elle a rappelé à chacun, en second lieu, que le droit qui venait d'être étaboré est destiné à être appliqué en périodes de conflits, pendant leaquelles la passion, la haine, voire la mauvaise foi prévalent, qui rendent son application hien plu ardue que celle de toute autre règle de droit infernational

Le cadre dans lequel se sont déroulés les débats de la conférence

ardue que celle de toute autre règle de droit international.

Le cadre dans lequel se sont déroulés les débats de la conférence diplomatique est celui du droit de la guerre, soit de de la guerre soit de de la guerre des confiirs et dans la conduite de hostilités. Il donc d'adopter des règles destinées non pas à empêcher les conflits, mais seulement à restreindre leur violence, à leur fixer certaines limites. On se demandera, hien sin, e'il y a encore un sens à vouldr réaffirmer et développer le droit de la guerre alors que celle-ci est aujourd'hui, sauf en défense contre une agression, prohibée par la charte des Nations unies. Imagine-t-on, sur le plan interne, que l'on établisse, à côté du code pénal, des règles « déontologiques » pour les criminels ? Cette question marque blen le fossé séparant le droit interne du droit international. Contrairement au premier, le second ne dispose pas, pour assurer son respect, d'un système coercitif efficace, si bien que les Etats continuent, à toujours plus de frais, de s'armer « pour assurer leur défense », ce que vrai ou faux, ils peuvent aisément prétendre puisque des guerres ont effectivement lieu. D'autre part, les situations conflictuelles sont rarement claires et il n'arrive pratiquement jamsis qu'una partie à un conflit reconnaisse oun'arrive pratiquement jameis qu'une partie à un conflit reconnaisse ou-vertement avoir violé le droit. Or

dillings

Deux nouveaux protocoles

protégée, nul ne devant être puni pour avril exercé au activité médicale conforme à la déontologie, quels qu'en soient les bénéficiaires. L a conférence a adopté par con-senzus deux protocoles addition-Genève i 12 août 1949, le premier traitant des conflits armés interna-tionaux, le second des conflits armés non internationaux.

La très grave lacune des conven-tions de Genève en ce qui concerne, dans les conflits internationaux, la protection accordée aux civils contre les effets des hostilités est aujour-d'hui pratiquement comblée : la dis-tinction fondamentale entre civils et militaires, de même qu'entre biens civils et bless militaires doit être militaires, de même qu'entre biens civils et biens militaires, doit être observée en tout temps, les opérations militaires nes devant être dirigées que contre des objectifs militaires, les attaques sans discrimination étant interdites et les biens civils devant être épargnés dans toute la mesure du possible. Dans le même ordre d'idées, l'utilisation de la famine comme moyen de guerre est strictement prohibée. L'interdiction d'attaquer la population et les biens civils en tant que tels est absolue, même les représalles en réponse le un aimiliaire de proscrites.

Par ailleurs, la production de population civile a été indirectement améliorée de différentes manières. Le personnel médical les unités sanitaires civiles jouissant désormais de droits similaires à ceux qui n'étaient accordés jusqu'ici qu'aux personnel militaires, et la mission marchier en tant que

le droit de la guerre étant applicable sans qu'il soit besoin de déterminer la « culpabilité » des parties par rapport à l'origine du conflit, celles-ci acceptent généralement d'appliquer qui avantag pour chacune d'entre elles car elles préservent leurs intérêts humanitaires sans exercer d'influence sur l'issue conflit le respect des prisonniers de guerre pendant la guerre mondiale en est un bon exemple. En outre, les conflits internes, hien plus fréquents et souvent non moins sanglants que les conflits internationaux, ne sont pas couverts par la charte des Nations unles.

Ajoutons que si les efforts tendant à la paix universelle sont à soutenir fermement, même s'ils peuvent paraitre utopiques — car, chacun le ressent, cette « utopie » devient chaque jour plus nécessaire.— il mil erroné.— nom de ces efforts, de tourner en dérision les améliorations apportées au — guerre. Ces dernières ne sont, en antinousiques, mais complémentaires des premiers : la mentale sur le cancer ne met pas en canse le travail de l'infirmier qui soulage le malade atteint de ce mai. Deux soucis ont essentiellement motivé la mise sur pied d'une conférence diplomatique sur le droit humanitaire en cas de conflit armé.

Le premier était celui d'améliorer le sort de la population civile.— autrefois l'écart des conflits, celle-ci devenne, toujours davantage, la principale victime des conflits contemporains : de la deuxième guerre mondiale ou du conflit vietnamien en sont de framatiques Hlustrations. Or si les conventions de Genève posent des règles précises à l'égard des civils qui sont au pouvoir de l'ennemi, elles règlent de manière fort insuffisante la protection de ceux-ci contre les effets des hostilités.

Le second était de développer le droit applicable dans les conflits armés non internationaux, qui sont les plus nombrenx à noire époque. Ces conflits ne sont actuellement couverts que par un article, comme un succès

conflits ne sont actuellement converts que par un article, commun aux quatre conventions de Genève, qui fut d'ailleurs considéré comme un succès inespéré en 1949 dans la mesure où on estimait qu'il cuvrait une légère brèche dans le principe sacro-saint de la souveraineté nationale, mais qui s'est révélé insuffisant à l'usage, les principes fondamentaux qu'il contient ne pouvant avoir d'efficacité pratique que complétés par des règles elaires et détaillées.

On a reconnu aux organisations de protection civile, dont la nécessité a particulièrement été mise en lumière lors des bombardements massifs de la

Per YVES SANDOZ "

d'accomplir, sans être inquiétées, leur travait indispensable (aménagements d'abris, ertinction des incendies, évacuation des blessés, décontamination, etc.) et un nouveau signe international de protection — triangle bleu sur fond orange — leur a été attribué. Complétant heureusement le principe que la famine ne doit pas être utilisée comme moyen de guerre, la règle a été posée que des actions de se cou rs doivent être entreprises en faveur des populations insuffisamment pourvies de vivres, médicaments, vête de la utires approvisionnements indispensables à leur survie.

La guerre doit être conduite, donémavant, « en veillant à protéger l'envanament natural contre des dommages étendus, durables et graves ».

Les familles ont de leurs membres, ce principe étant complété par des dispositions détaillées sur la recherche des personnes disparues et sur rapatriement des personnes la conduite des les à observer dans la conduite des hostilités ont été développés et réaffirmés, qui constituent un complément indispensable aux règles sur la protection des civils ; des garanties fondamentales à accorder à toute personne au pouvoir d'une partie au conflit ont été fixées (en pensant, notamment, aux tristement fameuses expériences médicales de la deuxième guerre mondiele) ; une procédure simplifiée et des m. yens techniques de signalisation adaptés à notre époque ont été adoptés pour l'aviation sanitaire, qui devrait jouer un rôle essentiel, qu'elle n'a pur remplir jusqu'ici, dans l'évacuation des

Les arguments du tiers-monde

MAIS si toutes ces dispositions du protocole I constituent d'indéniables succès, d'autres ent plus controversées, la conférence ayant aussi été, à l'image du dialogue Nord-Sud ou de la conférence sur le droit de la mer, un champ d'affrontements entre—schématiquement — les pays avancés et le tiers—monde, ce dernier ne se contentant pas de participer à l'adaptation de règles autrefais établies sans lui, mais mettant sur le tapis des propositions tenant compte de ses problèmes spécifiques. Si, contrairement à ces deux autres grandes négociations, ou en tout cas avant elles, cette conférence a pu aboutir à un heureux comou en tout cas avant enes, cette confe-rence a pu aboutir à un heureux com-promis, c'est probablement parce qu'elle ne touchait pas aux énormes enjeux économiques qui sont à la base des deux autres.

deux autres.

Le problème à résondre était pourtant loin d'être simple puisqu'il s'agissait d'adapter le droit de la guerre à
la seule méthode de guerre efficace
pour les pays patures s'opposant à
l'arsenal technologique des riches, soit
la guérilla, sans pour autant le vider
de sa substance en sabordant ses
acquis fondamentaux.

acquis fondamentaur.

Un grave point de controverse a sié l'inclusion, dans la catégorie des « conflits armés dans lesquels les peuples luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et contre les régimes racistes », c'est-à-dire les guerres de libération. Certains un regratif que les motifs d'un conflit puissent déterminer l'application du droit de la guerre, innovation malheureuse, selon eux, dans un droit dont un succès repose justement sur le fait que son applicabilité est indépendante de tout élément de u calpabilité » par rapport un l'origine du conflit.

Si la disposition concernant les mer-Si la disposition concernant les mer-

Docteur en droit, membre de la divi-sion juridique du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), l'auteur s'exprime tel à têtre personnel.

cenaires a pu paraître déplacée, qu'elle tend i supprimer certains le droit à une protection dans un instrument justement destiné tout, protèger cependant une grande importance problème et la la qu'il Finalement, se voient en droit u statut prisonnier de guerre, ils peuven néanmoins — bénéficier des garanties i personne au pou-

La grave protocole a aussi été mise en relief pour démontrer le tournant spolitique pris par le droit de la guerre, bien que l'imporpuisqu'elle qu'à en discrimique parmi l'interdiction de discrimique parmi l'interdiction qui, depuis i longtemps, principe fondamental du droit humanitaire.

damental du droit humanitaire.

Mais la question qui fut véritablement le cœur de la négociation et qui constitua un véritable casse-tête pour fut celle de la fut celle de la fut de combattant au guérillero et de son droit au statut de prisonnier de guerre. Le problème pouvait d'ailleurs paraître insoluble, puisqu'il s'agiasait de conciller deux exigences contradictoires : maintenir le principe de la distinction entre civils et militaires, essentiel la droit de la guerre, et adaptar ce droit la guérilla, qui tend justement à effacer cette distinction. Il la fallu chaque camp la se de véritables concescatte distinction. If I have fally chaque camp lane de véritables concessions pour que se dessine un compromis acceptable, même s'il n'est tout fait a la lane pour personne.

Le deuxième protocole de la Genève municipal de la la companiere de premier, mais d'une manière man plus sommaire in fait in la

nature des conflits non internationaux). Son sujet que le principe de la souveraineté nationale a été plus invoqué, notamment par les Etats qui craignent fout prétaxte pouvant remettre en question leur récente indépendance. Cette attitude réservée, voire méfiante, a en aur le protocole une double influence : celle de restreindre quelque peu son champ d'application et celle de faire supprimer, à l'ultime stade des négociations, bon nombre d'articles jugés par certains comme une inacceptable menace d'ingérence dans leurs affaires internes. C'est à ce prix seulement que ce protocole, qui constitue néanmoins, tal qu'il est, un progrès indéniable, a pu être accepté par consensus.

par consensus.

Les protocoles additionnels aux conventions de Genève marquent une étape importante du droit de la guerre et leur adoption peut être considérée comme un beau succès. Mais on ne saurait ignorer que deux éléments complémentaires restent indispensables pour que ce succès ait une réelle portée pratique : il faut, tout d'abord, que ces protocoles soient signés et ratifiés par un grand nombre d'Etats : il ne fait pas de doute que el droit de la guerre ne peut être efficace que s'il est largement reconnu. Il s'agit, ensuite, dès qu'il sera en vigueur, que ce droit soit vraiment appliqué, dans sa lettre comme dans son esprit, par tous ceux qu'il concerne et on ne saurait men le gros effort de diffusion que cela implique. On suivra avec le plus grand intérêt, par ailleurs, le sort réservé aux interdictions ou limitations de certaines armes conventionnelles spécifiques, qui devraient compléter certains des armes conventionnelles spécifiques, qui devraient compléter certains des principes adoptés dans les protocoles. Cette question n'a finalement pas été résolue à la conférence diplomatique, mais les Etats se sont engagés à la reprendre d'ici 1879 dans une conférence spéciale.

que, menaçan de l'acceptant de l'acc res reste entier et situe bien les limites du travail accompli à Genève. Comment, en effet, concilier les règles adoptées pour la protection des civils avec l'usage d'armes nucléaires ? Et comment, à l'opposé, conserver sa crédibilité à une politique de different de s'engageant à ne pas attaquer, même en représailles, la population et les biens civils de l'ennemi ? L'incompatibilité d'un tel engagement avec une telle politique n'a pas échappé à certains Etats et le représentant de la France, notamment, a tenu à préciser qu'il considérait, pour sa part, que les règles adoptées ne s'appliquaient pas à l'emploi d'armes nu-cléaires.

clèaires.

Ce dilemme montre bien le cadre historique étroit au droit de la guerre réaffirmé et développé à Genève, n'ayant pris son véritable qu' la fin du siècle passé, peut certes encore adapter ses règles aux conflits de notre époque s'ils in l'intérisur de cartaines normes, comme le cas de nombre de confilia actuels et probablement il venir, mais et probablement il venir, mais les cas de la technologie mo-

Les adoptés contri-épargner de nombreuses années encore. Mais l'évolution et la propagation des connaissances scien-lifiques placeront inéluctablement l'homme, à long terme, devant une alternative où ils n'auront plus leur place : sombrer dans une violence sans limites ni lois ou organiser un monde excluant la guerre.

A l'occasion de la fitte nationale, mbassadeur la République algé-ione démocratique et populaire et Mms Mohammed Bedjaoui ont offert

● L'ambassadeur IIII Pays-Bas et Mme de Ranitz ont donné une récep-tion le II novembre à l'ocçasion du départ du ministre plénipotentiaire et de Mme Sadi de Gorter.

Au terme de sa visite en France. M. René Lévesque, premier ministre du Chébec, a donné une conférence de presse le 4 novembre, suivie d'une réception à l'hôtel Méridien.

En l'honneur Mine Monique grand prix d'interprétation an Festival international du film de

es 1977, l'ambassadour du Canada et Mme Pelletier ont offert une récep-tion le 7 novembre.

● L'ambassadeur de l'U.R.S.S. en France et Mme Stepan Tchervonenko out offert une réception le 7 novembre à l'occasion du solumnitème anniver-saire de la révolution d'Octobre.

L'ambassadeur de Grèce et Mine Dimitri Papaioannou ont offert une réception le 14 novembre dans les salons de leur récidence.

A l'occasion de l'auniversaire du roi l'inssein, l'ambessadeur de Jorda-nie et Mme Khalil Salim ont donné une réception le 14 novembre.

A l'occasion de la Site de la dynastie, l'ambassadeur de Belgique

en France et la princesse Werner de Merode ont donné une réception le

L'ambassadeur en card et Mme l'une opt une récep-lles le 22 manuel

L'ambassadeur de Grèce aupris de l'Organisation de coopération et de développement é conomiques et Mme limité Athanassopoulos ont une réception le movembre,

o l'important de la République populaire socialiste d'Albania de Mine Dhimiter Lemani cost comé de réception 29 de la l'Albania et la recordant de la recordant de la recordant.

A l'occasion de la fête
M. Radowir, Radovic, ambassadeur de
la République socialiste fédérative
Yougoslavie, a une réception le

L'ambassadeur de la République democratique populaire du Yèmen et Mme Bafaqih ont offert une réception le 30 novembre à l'occasion du diciè-me anniversaire III l'indépendance de

Calendrier des fêtes nationales

DECEMBER. 16 BANGLADESH Fête nationale 18 Pindépen-28 THREWAY

100-15 JANVIER Pête de Pludépenpendance Fête Pindépen-1º CUBA

pendance Fém in l'indépen-1= HAITI Pendance
Fête de l'indépenDENTALES pendance Fête de Findépen-The second second de l'indépen-4 BURMANTE

LA GRANDE MAROQUINERIE **DE PARIS**

> Crarodilla centré doublé agneau 2950 F

156, rue de Rivoli, 156 MÉTRO : LOUVRE 909090

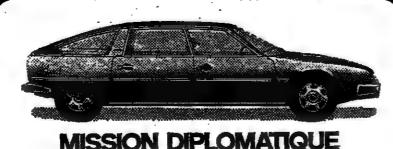
LE MENSUEL DU C.E.R.E.S.

Nº 47

LES SOCIALISTES LA DÉFENSE NATIONALE

Prix III numéro : 15 F. The man in thospies on sp 13, bd Salat-Mertin, 75003 Tal.: 887-76-42. ABONNEMENTS:

France of pays de l'esCommunants française
Etranger (par avion) 128 F
Etranger (par avion) 178 F C.C.P. LA SOURCE



MISSION DIPLOMATIQUE

n première de Citroën: me tire à voire disposition, grâce un Département spécialisé auprès des Ambassades, la voiture que vous aimeriez posséder. Prestige? le plus haut modèle de la gamme. Pallas? le plein de puissance... D'ailleurs toutes les CX Time peuvent se prétendre à la hauteur de votre rang et de vos

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars se tient prêt à vous fournir tout renseignement qu'il vous plaitait

CITROEN CHAMP DE MARS

FLIALE DE SACTIROÉN

6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Telesc:TT CTTRO 204.833 F, Tel.:567.55.62. +

CITROENAMOUTAL

fonctions.

Au Portugal : les jeux

(Suite 🖿 🗎 première page.)

L'importance de ce présidenest encore marquée par le fait gouvernement toujours à la recherche d'un soutien parlementaire et qu'il perdu le trois ministres : Mme Manuela Silva, d'Etat Pian, n'a que celui-solt modifié pour obtenir l'appui partis de droite au Parlement ; M. Ferreira, ministre étrangères, a payé de sa démission les pressantes qui el abouti la reconnelesance d'israēl es la Portugal : M. Roque Lino, d'Etat Is communication (information), démission i suite

accusé de s'être livré l l

politiques intervenus subitement au sein des deux principales formations du parent un doute quant i une reprise im main du pouvoir civil par les militaires. Cette (avec implication Mission de droite) a sans doute motivé la récente par la par la journaux de Porto. O Jornal de Noticias, Radio Renascença (radio de l'Eglise), qui ont d'Etat pour un modèle péruvien Portugel -- Une nouvelle 🚾 un 📼

Le F.M.I. et l'austérité

- < CONTINUER A VIVRE> -

Un film d'Antonio da Cunha Telles

N village pâcheurs Portugal ; depuis vingt-oing ans,

families, natale, Montegordo, su large de poisson pour venir de pour ven

de résorption des bidonvilles plen SAAL) permit aux habitants ce village disloqué de reconstruire leure demeures avec

selon un achème par par de la témoigner, direct, la transformation diltès entraîne, dans une société individualiste, la

ficulifa du la des pretiques ; les dans la mais les les des pretiques ; les des pretiq

travali qu'ils s'impossioni, sous le salezarieme, simplement soquérir mellieur de Oubliés sans prêtre médecin, palent à absurdément avec leurs propres volains.

Le révolution le svrii, ici, qu'allieure

des surgissent, des se constituent; débat se constituent; débat se avec partis de gauche; des méliances, des ranounes anciennes

peu | peu, mais | monde, d'exploi-

convivialité, le la par l'opérateur Acacio Almeida) a soigné aingulièrement la qualité des images ; l'intélligence qu'il met l'

d'ethnographie sur la manière, tourmentée, and dont se débloque une

Pour projections-débata : 6 : A fi Cunha 35 mm, couleur, 110 min. Diffusion 11 Antoine, 13, avenus Hochs, 75003 Factor :

Pour ma dire comment in transactive responsent in vivre, and wigi-

altri in ica synchrone in di ce l'im politique in véritable desirant

La martin, martin sans il indiscrète, requelle les indices il ma eigni-

tectural, maisons, précaires, freglies, maigracieuses.

E^N fait, politiques, politiques, enjeu; économique M Pour formuler un projet économique, une une gation d'experis un international (F.M.I.) a séjourné durant un mois d'octobre Lisbonne, afin d'examiner les conditions du prêt 50 millions to dolpour financer une partie 🖦 déficit palements,

L'obtention de la latera prêt al l'adoption d'un train particulièrement draco-nlennes. Le déficit, en dépit d'une luation de la communitée, autour M 1,2 milliard to date. Pour alléger 👊 délicit, 🔄 🚃 👊 F.M.I. préconisent une opération chirurgicale: nouvelle mala la

explique la Valle III II. Marlo

mandant Melo d'être promoteur d'une stratégie.

d'une réduction and scient de lange

d'équipement | l'étranger. Alors que l'in-

flation 30 % (contre

de ne pas dépasser

20 % nouvelle l'impôt un du

crédit, F.M.I.
le gouvernement pourre l'including pourre pourre de l'acceptant de

la milima a une aggravation 🛍

chômage qui pourrait atteindre 10 %,

n'a ma accepté if m passer par là man

binéficier im millions un de du

F.M.1., wi marinal d'un prêt de 700 mil-

dollars qu'un consortium III (dont im Eleis-Unis III III R.F.A.) ne

Pour l'haure, le gouvernement

Soares, la 1° novembre, à Paris, la la rencontré le prince la la El Fayçai, ministre de l'Ara-Saoudite. Un accord principe pour 250 millions de conclu avec Ryad.

Mals, quelle de l'origine de l'alle extérieure, il faudra 🌬 que 🖟 Portugal

dans une périods DOUT Un Un croissant Cela signifie qu'un rapidement conclu politiques, la chillenne, profond du discours du Eanes, prononce in 15 vembre, in de la présentation aux députés d'un qui a servi de base négociations entre la gouvernament

et l'opposition. M. Sà Cameiro, qui de toute négociation, et qui voudrait modifier is supplied justement dans un sens plus favorable întérêts par le F.M.I.

Ce blocage de 📓 situation politique provient du 💷 qu'à l'opposé de 🖿 situa-Italienne le Portugal a une révolution le ans. Il de gauche de défendre 🔤 acquis 🔳 révolution, en particulier La Consti-tution La D'ailleurs, l'interprétation qu'en fait 🗷 gouvernement 🌃 🚾 🗷 donné lieu I quelques Interrogations : nouvelle agraire », Indemnisation capitalistes du Portugal depuis 25 evril 1974, nouveau inite im invesétrangers, nouveile loi syndi-cale, réglementation du droit la etc. Ces mesures comme autant la droite la gauche un accord l'intersyndicale ri la P.C.

C'est dans ce mariera que l'onive risi militaires projette à manue sur le

Compromis entre les (Neuf) et les officiers (professionnels)

ON militaire du la manua 1975 a called the reserves the lit libestation in anglouti Mouvement (M.F.A.) pour masser une armée aux autrement, and donnée la disjocation De la la gauche de la gauche

leur plan politique I Cependant, plan politique I hativement comme un virage I ---- de la révolution. plutôt y voir ... d'une contible d'article un afficie de la contible d'article un afficie de la contible d'article d'article de la contible d'article de la contible d'article d'article

il a l'allers symptomatique que la compromis historique » non des partis politiques. Par divisione au dia la line arméss, guère s'emparer 👊 pouvoir par 🛭 jeu 🕬 🏭

Toujours = 17 per aux souhaita 👪 partis politiques 🖼 💷 accialistes, and militaires no sont définitivement par la casernes 🖫 28 novembre 1975. 📨 d'allun de leurs principaux représenle Antunee, qui, ce télévision, s'est adressé au portugale per lui reppeler per les forces armées d'alle les garants de du 25 evril Wil in qu'il in la que scolalistes 🗷 commuand the second of the second o les me accenta que l'on retrouve ans plus tard dans le discours du général Eanes. Celui-ci, illi i 🔝 📶 dence de la République par le P.S., le MED | le C.D.S., pour ramener l'artin dans le casames dans le pays, seed un pur produit du le la Cela n'est le facile à admettre. Et pourtant...

Le 7 and neut membres du Consell la la la décidaient de remettre au président 💷 🗷 République, le général Gomes, et au au du

CAPCUS, IN MARKIN DANS do CANADA, politique qui forpar in premier minima in Gonçalves, eppuyé par conselliers, l'on depuis Neuf =, capitaine Vasco Lourenço, commandant Castro, Castro, Vitor VIII commandant Vitor Crespo, I Neves, Is commandant Meio — auteur du document politique, —

généraux de brigade Francisco Clement Format Commis is capitaine Source leur fronde par un autre militaire, capitaine Junior (ancien d'Otelo). Mais, fait primordial. groups and Neuf Your munt from based or opérationnelle, qui lui manqualt aupagroups plue a profession of the profession of th opérationnelle, se la comprenait se groupe de public de groupe de la comprenait. Viera, Loureiro de Santos, 🗪 📭 Salgueiro Mala, Aventino Texaira et Rosa, qui pius tard, en 1978, I occuper au poetse Importante dans in Irreia in

C'est spres l'éclise des sépicheles avec im officiers im COPCON (qui i im tour avaient publié un document), du groupe Dix-Sept, d'une militaire examination in altration en cas de May fat. Ainsi, le groupe des Dix-Sept trouvait sa vocation décisive de bras armi in groupe des Neuf. C'est alors, en 1975, à la naissance du F.M.U. (Front uni), and I'on retrouve le proces de Dix-Sept, notantment, les colonels - Esnes, des des Marie Marie et America Textelra. Fonctionpart dorénavant comme un mandement opérationnel, le F.M.U. s'insia caseme des interested du colonel Marie Neves, Amadors,

nuit du N en 25 novembre 1985 in Pari piace, d'un ja prendre la mana la remarque du major Vitor la :- la remarque du major Rigure novembre, la rempii rôle loua 25 evril - En effet, au matin 1976, etait par etait par pouvait entrer scène, du commandant portugaise, appelant i une

Ainsi, a partir d'un « compromis historique = au niveau in forces in in coup du 25 novembre e pu avoir lieu. ce - compromis - se limitait seulement 🛮 🔛 préparation 🖦 📟 intervention ponctuelle. Le raillement militaires opérationnels démocratiques du groupe Dix-Sept aux militaires progressisies du groupe - Neuf, héritiers du M.F.A., porte points : part, une démo-cratique du Portugal socialisme, pour cela il faut annihiler in les putschistes in a droite comme de a gauche; d'autre part, la re une la démocratie, restant neutres
le le politique, condition que
calui-ci remette pas en cause la révodu 25 avril 1974. Après un long séjour sur les d'Afrique, li réintégrer de la rémées portugalses au l'OTAN, et l' dotant d'un armement perfectionné. Came nouvelle du rôle marident deuts sein un erman die cilitari commandant Vitor Was ; = Term Carvaiho provient qu'ils de l'amé portugaise im officiera chie, qui regagner le

A PROPERTY OF

* Pour projet, m militaires de cas deux groupes want se par-recurrent terrain transmit were in M.F.A. 🗷 🟣 🖼 🖼 🔯 Un photo 🚃 algné 🚎 politiques le 1978, i par le tution, ie avril 1978

our, au la la accent constitutiondu gouvernement, durant période de transition démocratique qui s'achever en D'après First 142 - Constitution, -Conseil de la révolution exerce les tono-tione la marie du président en la République w M garent du 🛏 tonctionnement des démocratiques, du la la la révolution

Pour blen montrer l'importance qu'il attache a mile definition du pouvoir, le groupe des Neuf mabandonner, mil août taires (Decimi mi Sud), pour concentrer sa force au sein du Conseil de la révolution (7). Gependent, is Lourenço (promu général e 25 noventore 1975) conserve le de la région militaire de Lite qu'il cocupe limité le il décembre 1976.

tionnelle, 🖬 commandant Malo Malo 🛌 🔤 nomme, le 2 1976, président ia Aépublique sont conformes i la Constitution

le plan purement militaire,
Dix-Sept une force préponbre 1975, du colonel (promu général) Remalho de la terre, de la vague d'épuration Tands les leaders de l'est gauche taines personnalités du MIII l retraité, emprisonnées ou Pétranger partis do cadre

Au sommaire du no de décembre

- Sahara occidental : Un conflit africain
- La suite de l'enquête : A quoi servent les coopérants?

• E.C.A. : Le sacre de décembre

Un reportage : Chez Sékou Touré

En vente: 7 F. chez tous les marchands de journaux

1976 qui liste complète du Dix-Sept.

(6) Le premier peuple-MFA. et peuple-MFA. e

issel marine

75015 PARIS - Tél 842,43.59 TRADUCTIONS DEFINED TO THE NAVALES ET MARITIMES espagnol, [aponais, mant, allemand, hollandais... (-> ←)

PARIS (7'), boulevard des Invalides, dans immeuble luxueux, appartement grand standing

400 m² makes + chambres de bonnes. Tél. pour R.-V.: 365-18-43 ou écrins à : M. PORTE, 166, av. M Paris, 94300 Vincennes.

-BIBLIOGRAPHIE-

«Torre-Bela, on a tous le droit d'avoir une vie >

de Francis Pisani

N an après la chute du régime de Caetano — le temps que l'effetvescence agricoles a nord — quarante-cinq travailleurs de

... - Que in in par nous

propre récupération humaine

En la parmi a déshérités, plus par l'alcoo-En parmi déshérités, plus par l'alcooisme, par en r en commun de ce domaine autrefois sousexploité. Tandis qu'à Lisbonne on parialt beaucoup

donner un la de structures
: égal pour
décider orientations. d'un pouvoir populaire partis de gauche
pas manquer d'attirer répression la jeune
afrontements avac pouvoir
qui parsonnels. problèmes qui au long personnels, problèmes affectifs) font l'objet se « gestion » L'expérience Torre-Bela est peut-être unique en son genre dans » Portugal raprès-25 avril. Elle n'en a pas moins valeur de symbole, malgré - coup - la la resident agreire MM. Mario Palle M Antonio Barreto, Torre-Bela Palle à vivre. Et cela Importe. Transformés, Francis nous d'attachants portraits, n'incarnent-ils Paris la révolution

Editions Jean-Claude Simoën, Paris, 1977, 345 pages.

militaires

renvoyés dans loyers. En revanche, les militaires des casemes après le putsch lui in Spinola lu 11 1975

les vainqueurs 25 novembre no se sont pas limités de aimples mutations personnel. L'ad ainsi qu'au 24 janvier and kee d'une was dans le unités du du première le projet pour première le projet réorganisation l'ermée portugales s l'armée de terre

Le rôle du général Eanes

E groupe des Neuf et le groupe Dix-Sept, wrals valinqueurs du novembre 1975, de ce compromis historique », n'ont == leur Intervention sein l'apparell d'Etat avec l'intérieur l'appareil d'Etat avec ('adoption la nouvelle au au avril 1976. En ca « compronta historique » par hésignation, quatre plus tard, l'appareil « care compronta ciel » des forces armées posts de président la République (10). « pour choisi, dit l'un nous avons qu'il un nous evons qu'il un Qu'Eanes. -

election, = 27 Juln 1976, ==== souhait di militaires and li vie politique du du révolution, groupe Dix-Sept fant les : le Rocha Ves Re nommé d'état-major M l'arrais de terre). meteral threats that makes part of he maison militaire 🗯 🖫 présidence 👫 🐚 République) et 🖃 général Landin Santos, qui le 6 mil 1977 sous-ohef d'état-major p Soaree, I nel pour occuper i poste ministre de l'administration (11). La capitaine Tomàs Toma prend la direca la radio-télévision, the Armine Trillie cinical constitut pour les malais sons la parese à la préia République (12).

d'un an, après l'aura du pour que nommé un forces (13). Il ceta, simple : situation militaire ioin d'être

President de la licitata politique du 1975, a droite tinistration 🔳 de 💵 hommes, représentant territoriale, re de du loin tride - dynamisation midrie aux Jesses cilidera di M.F.A...

d'étal-major la marine, le général e d'étal-major l'aviation (14), le Velceo, la région du Nord, le général brigade Hugo ia militaire l'aviation, opédu régiment Donc, dépourvue force, ne ne que prêts

Politic part, in the same mill-- opérationnels - II Afrique, généraux Arriaga, Spinola, Rodrigues Marquez ou La Cunha, pour leur in Important 25 minutes 1979, with authors from

En Portugal au frift de Carles, il may finding que Jours plus tard. Depuis, il consacre unitemps il écrire ses Milianes. En reche, il publication de Arriage, un class galses au Mozambique (15), Lisjuin un résc-tionnaire, indépendant MIRN). A commandos, qui jous il books is seemed in book library on the prépondérant 🔳 📰 novembre 1975, que contacts plus l'ancien
et régime.
est, plus, présidée le colonel
Carnairo, mantionné plus

grand jour avec l'arrestation, le 12 août mandant de la police de Porto. Calui-ci d'apartenir aux groupes d'ex-trême droite qui, pendant l'été 1975, seccagèrent Nord les permenen P.C., Incandièrent de nombreu posèrent des bombes publics. En dépit 25 novembre 1976, lors de la cérémonte anniversaire du coup de force célé-brée il Porto, le commandant Mota Freitas apparaissait il la tribune de la splittaire de la la constant de la splittaire de la constant de la constant

retance conséquences bénéfiques. En effet, elle soude devantage les tiens entre le groupe des Neuf et le groupe des Db-Sept, maigré quelques grincements lors du discours prononcé par le major Medio d'actione, le 2 novembre qu'il prenaît le poste de pré-de le Conseil de le révolution de l'esprit du 25 avril.

Le M.F.A. lutté en première ligne du combat contre le fascisme, et le Conseil de la révolution a reçu en héritage cette principale : délendre le jeune Etat démocratique contre ceux qui d'une (açon ou d'une autre souhaltent la retour lazcisme ou des formes fascisantes du pouvoir politique.» De même. du pouvoir politique.» De même, en février demier, le commandant accorda d la espagnole el dialogo une interview dens laquelle il er distrogo une interview dens laquelle il critiqual; in politique du gouvernement eocialiste et le fait que « quelques-uns de nos camarades militaires du 25 avril soient jugés par des organes non révolutionnaires, comme les consectis in discipline metrices d'une bilisemble description pline, vestiges d'une hiérarchie classique a d'une époque la révolution

Mais, finalement, en un an, le président de la République sura réussi à contenir la poussée de la droite militaire. Il ainsi que le général de brigade Pires Veloso a été obligé de quitter le commandement de la région militaire du Nord, le III nodemier, pour emplecé par le général Ermin Silva, considéré plus » professionnel » que « politique ». Le général de brigade Pires Veloso et le colonel Soares Carneiro vont aulvre un stage colonel Almendra quitte le coment parachutistes de Tempour prendre un poste à Lisbonne. Une de mutations est atten-dans les prochaines semaines lors des avancements habituets. Cela empêche les militaires de droite de se constituer en groupe de pression à partir d'une région militaire d'où ils pourraient défier

président de la République.
En revanche, la général Eanes n'aura imposer la homme conflance, général Lourairo la Santos, au aous-chef d'état-major général armées, a démissionné début

novembre, pouvoir s'imposer aux étals-majors n'arrange n qui ascomptait en se décharger dapour daproblèmes politiques. Déjà,
plan négociations
nales, le Belém pris en général I 2 Belgrade domlar, a lace

monde, du reprise général Eanes, l réunion de l'OTAN, aura fui conférer position Internationale. Jusqu'à présent, 🗯 💴 étrangères plutôt
De plus, à part militaires, général doit régler le problème en négociations l'OTAN. Pretiquement interrompues FOTAN. Pretiquement interrompues
relations Portugal Falliance atlantique ont repris 16 I l'arrivée d'une gation III l'OTAN II i 19 novembre année, ce sera la I I'Atlantique, 🕶 séjourner tous jours 🚛 la capitale portugaise. Il suivt, en janvier 1977, suivi suprême illimi en Europe, le général Meco-

Haig. Les d'une par mois, entrecoupés par and shalled by Homes offrangares of the ponsables of états-majors.

L'objectif . ! !!!!!!! Lim simple : le péril ayant i écartá, il important atlantique d'alder inforganisation de portugaise, en l'intégrant misux en système de l'Atlantique nord. au cours & 1976-1977 : 20 Income Flat-69, T.38, quelque chars d'assaut MAS et 20 transports in troupes M.113-Al. A hadcourt terme, transport troupes, de anti-chars TOW, de 500 armes légères - transport C.130. De plus, des officiers and envoyés en and en Allemaone fădărale.

ganisation l'armée, la la tution Portugal d'une brigade mixte cui opérationnelle en Santa-Margarida, nord l'année.

Une polémique le tout suite pour qui commanderait brigade. du de de révolution, on nous a affirmé que un homme syant la du
Neuf. D'allieurs,
qu'elle ne la brigade a property of a large line officials.

l'évolution des and selected arms (CDTAUM on little the du pays qui préoccupe 🖿 pius le 📷 🚾 Eanes. que, dans l'impasse un pas. Pour s'attaquer
problèmes économiques, il ul
octobre, un (17)
qui chargé préparer un le Portugal
la ce groupe
travail, qui super-ministère l'économie, d'une d les partis politiques 🔳 🔤 pas appelés à jouer 💌 rôle premier Lin projet qui tient à man an gray un land depuis long

> ALAIN ECHEGUT - WARL M. VAN METER.

cxprimes 7 Carvalho,

(11) I deutenant-colonel les pre-les provincies les pre-les gouvernements provincies. (12) ont, depuis, quitté ces

(12)

position (13)

(13) L. sénéral ... cumulait ...

postes de la comulait ...

(14) Il s rempiscé la fin ...

1976 ... sénéral ... Ferreire. plus proche du général ... Arriaga, ...

(15) Le général ... Arriaga, ...

1974 fut ... après ... coup ...

(16) Le procés ... serroriste dirige par le commandant ... commandant

M. Caramanlis face au nouveau Parlement

La dernière chance pour le réformisme ?

ES élections du 20 novembre en Grèce ont confirmé un sensible recul des réformistes modérés et une poussée nette des éléments plus radicaux, dans toutes les directions de l'échiquier politique.

tions de l'échiquier politique.

A droite, la Démocratie nouvelle, outre l'échec électoral de plusieurs ministres et secrétaires d'Etat faisant partie de l'équipe novatrice de M Caramanlis, perd près de 22,7 % de ses voix de 1974 : le principal bénéficiaire de ce transfert est le nouveau parti de l'extrême droite, composé de « légitimistes » de l'ancien régime d'anti-communisme musclé.

Au parti libéral de l'Union du centre se trouve amputé 43 de son électorat de 1974, au bénéfice principal du parti radical-socialiste de M. Papandréou. A gauche, l'alliance de cinq petits groupements autour du P.C. « de l'intérieur », située entre la social-démocratie et l'eurocommunisme, se retrouve avec un nombre de voix exceptionnellement réduit, au bénéfice du P.C. « orthodoxe » d'obédience pro-soviétique.

pro-soviétique.

Le bilan global de sept transferts montre que près de 25 % des électeurs es sont situés plus radicalement par rapport à 1974, tant à gauche qu'à droite. En même temps, le camp du réformisme modéré — droite libérale, centristes et euro-gauches — qui regroupait 80 % des électeurs en 1974, n'obtient que près de 55 % des suffrages — Certes, ce camp parti gouvernemental encore majoritaires, mais déjà radicalismes de gauche et de droite ne dissimulent pas leur espoir d'exercer un rôle plus décisif dans rélaboration de la nouvelle politique de M. Caramanlis. de M. Caramanlis.

Cette évolution, bien qu'elle ne soit pas surprenante si l'on tient compte d'une usure politique normale (1), risque, pour peu qu'elle déborde ce cadre, de poser de graves problèmes d'alliances sociales et de pouvoir. Or que qui elle déborde ce cadre, de poser de graves problèmes d'alliances sociales et de pouvoir. Or que qui, sous in gouvernement droite, rendent possi n'équilibre social la Gréce de l'après-guerre l'équilibre de l'équilibre social la Gréce de l'après-guerre l'out d'abord, il faudra signaler, une fois de plus, qu'il y a en Grèce une remarquable atrophie de la civile par rapport à un essor prodigieux de formes mi de l'étatisme. Il est notoire que dans ce pays, fût-ce inconsciemment, il n'y a pas d'initiative d'entreprise privée qui ne porte congénitalement et inextricablement les traces du « protectionnisme » étatique. L'Etat ne Cette evolution, bien qu'elle ne soit

protège pas ut les industries naissantes, mais, surtout, subventionne directement ou indirectement lles entreprises. Ce qu'on les naissantes de l' s'initiative privée » n'existe, da na la plupart des cas, que grâce à et par l'étatisme.

piupart des cas, que grâce à et par l'étatisme.

Dans les modèles des sociétés occidentales, les différenciations sociales émanent en premier lieu du champ des affaires privées et de celui des relations capital/travail; IIII III pour fonction IIII d'entériner, subsidiairement, ces modifications. Or, en Grèce, comme dans IIIIII sociétés dépendantes, l'inverse est vrai : la relation au pouvoir politique et institutionnel n'entérine pas un statut social, mais c'est elle au contraire qui donne accès à un statut social et, partant, donne lien aux processus de différenciations sociales. Dans ces conditions, il y à confusion de tous les aspects de la vie sociale : la relation au pouvoir politique est, elle-mâme, un rapport économique et social. D'où la gravité que revêt toute divergence d'opinion politique : son enjeu n'est pas seulement politique; son enjeu n'est pas seulement politique; nusis aussi, et directement, économique et social à la fois. La confusion structurelle des instances implique l'absence de « tranchées institution-nelles » (pour reprendre l'expression d'A. Gramsci) : le pouvoir social ne se trouve pas distribué à différents paliers, niveaux, instances, mais il est concentré et centralisé. La moindre fissure dans quelque domaine que ce soit et à quelque niveau que ce soit risque d'être interprétée comme une atteinte directe au pouvoir central. D'où la tentation inhérente des totalitarismes et des dictatures militaires.

paries.

Depuis 1952, la Grèce est dominée par un populisme de druite, dont les principes fondamentaux ont été formulés par le grand parti du maréchal Papagoa. Tous les gouvernements de droite qui se sont succédé depuis n'ont été que des variantes du même thème populiste.

thème populiste.

Essentiellement,
populiste près l'au suivant : part certaines commités du capital, notsument et armateurs, les adhésions au règime de la droite de deux origines : a une claste moyenne » numériquament réduite, qui utilise l'Etat « protectionniste » pour accèma affaires, et b) une « pous-sière sociale » peu différencie de capitalisme « moléculaire »; ces l'éments n'accèdent aussi à un petit embourgeoisement que par les encouragements directs ou indirects de l'Etat.

La surenchère nationaliste, pour normale qu'elle ait été dans une certaine mesure au lendemain de l'écrasement de la rébellion communite, était aussi fonctionnelle par excellence: plus qu'un effet d'idéologie, elle est devenue une structure matérielle gravant les différenciations sociales et, par conséquent distribusnit sociales et, par conséquent, distribuant des étatuts sociaux. C'est sur cette base populiste que le régime de droite s'est assuré de l'adhésion des masses

d'origine populaire. Cependant, le pacte populiste, tout en assurant au régime ses assises

Par KOSTAS VERGOPOULOS *

populaires, marquait à la fois limites. Les les vers le marché international dans le a n n é es 60. développement impétueur de l'économie gracque (1963-1975) s'est le dans les conditions durs récessing surprisenne Cerl eutre d'une récession européenne. Ceci eut comme conséquence malgré les performances dernières années, une grande partie de la bourgeoisie grecque ne continue pas moins d'être organiquement dépendante de l'Etat. Et cela est d'autant plus vrai pour les éléments de la « pousaière » micro-capitaliste.

Une radicalisation

Couches moyennes

DEPUIS 1974, un projet libéral et apparu, porté notamment par M. Caramanlis et son équipe. Ce projet se trouve lié la perspective d'une adhésion rapide à la CER et implique au moins une révision du pacte populiste. Certes, diverses fractions de la bourgeoisle soutisment le projet libéral, dans la mesure où elles escomptent compenser le coût de l'abolition du protectionnisme actuel par une extension du marché extérieur. Reste cependant le problème des industriels et des couches qui ont bénéficié du populisme et qui en dépendent encore. Pour ces dernières, toute reformulation du pacte populiste risque de réduire leur capacité de « pomper » des ressources de la collectivité par le bials des subsides étatiques. Même si M. Caramanlis devait remplacer l'ancien « protectionnisme » par des formes nouvelles d'étatisme franc, le nouvel équilibre économique ne se rétablirait que par une nouvelle dépréciation du statut social de ces m couches moyennes

couches. Pour elles, projet euro-péen drofte libérale dans un glis-sement de règime gauche. En d'anne termes, l'option wi, jusqu'à présent, jonissaient des C'est cette crise qui est l'origine actuelles, sur la droite du gou-

L'autille du dinne le nationapolitique consequence politique gouvernement actuel, prive ces la contitution leur mode d'existence sociale. Ils en viennent, en conséquence, à réclamer, de plus ée alue le rateur en a riéra. de plus en plus, le retour en arrière, à le légitlmité du régime de la rapidement imposé de la camp comme signe de la camp comme signe de la camp comme signe de la camp comme de la camp comme signe de la camp comme de la camp c

l'indépendance nationale, à un développement économique autocentré et l'ouverture incuveaux chés pour produits dans la régions méditerranéennes. Dans la mesure où le projet libéral et européen (à Athènes ou Brurelles) et marque le pas, le populisme de rauche se présents comme un la mobilisation populaire M. Papandréou d'une importance la modernisation des grecques pour le la cohésion nale nouvelles ménale nouvelles me-

En bref, blocage du réformisme libéral et économique économique une radicalisation des tant gauche qu'à droité s'exprime gauche par d'un nouveau bloc du parti et a protégées », — un bloc du parti M. Papandiréou, qui peut déjà envisager (en perspective) pouvoir. C'est la première fois, dans l'histoire du gauche, president d'accéder, proche avenir, au pouvoir par pacifiques.

Cependant,
s'exprime non seulement l'évoretro du roi Constantin,
mais aussi menaces
militaires.

militaires.

Cette polarisation de la vie politique n'est pas la cause, mais la conséquence des piétinements du projet libéral. Si un regroupement des forces réformistes résolues et une virulente relance la politique n'interviennent dans délais, la économique inproduction chômage en perspective, quant la CRE, etc.), il désarroi moyennes malaise populaire risqueraient se par un glissement gouvernement actuel par un virage plus prononcé corps

(i) I 4 La D' ; ombres : Pinouiétude ; ombres : 2, dans ii 1977, 9 14.

SURENCHÈRES AU PROCHE-ORIENT

De l'affrontement à la convergence

A avoir spectaculaire, a unit du président Sadate Israël marque le début d'une évolution dont du président Sadate Israél
marque le début d'une évolution dont
nul, l'instant, ne peut prévoir le
Dans la actuelle, il
importe cependant bilan
provisoire : le grand choc provoqué
M. signifie du plus
le plus important du monde
arabe. vé l'anathème lancé
Au cours la visite, on
put dans
M. Begin. le principal
franchi, disait-on, car, après
ans de conflit, nous avons
ajoutait-on, il faudra encore
c'est-à-dire pour arriver
problème pa des lignes
préconisons d'une cultul'Etat d'Israél
part, sans concession
ait, sans concession
part, spectaculaire in nous
n'aviors rèver.

fait primordial peut
résume une phrase tirée que le président Sadate prononcé tribune la Knesset, sous portrait de Herzi : Nous
rejeter,
avec platsir parmit

paroles ne peuvent avoir qu'une seu le interprétation; les Arabes, ou moins Egyptiens, ont renoncé à l'unique atout qu'ils avaient dans leur Israël : leur israélienne, comme un membre étranger greffé le qui rejetait. Ce était d'unique atout qu'ils avaient qu'il rejetait. Ce d'etait d'unique atout qu'il rejetait. Ce d'etait d'unique atout qu'il permettait d'unique atout qu'il permettait d'unique atout qu'il permettait d'unique atout qu'il permettait d'unique au proche-Orient, une paix juste durable.

L'accompil de d'unable.

M. Sadate, on pouvait voir, visages parlementaires, l'expres-leur profonde traduisant sentiment qu'ils avaient gagné quelque il d'important. De fait, bien prouver qu'il imprinité a politique un incroyable pour ne sur réconciliation, président accompil des gestes dont habituellement même quelques d'unique un sur réconciliation.

L'accompil des gestes d'unique avoir jusqu'à présent de président Saul'a parcourue compagnis du maire.

L'aprésident égyptien un tout mérite impressionnante initiative, l'anstant, qui, avoir jusqu'à présent fait d'unique avoir jusqu'à présent avoir jusqu'à présent avoir jusqu'à présent

Les trois ∢non> et l'O.L.P.

VOILA bientôt sept que.

Van mémorandum qu'il avait soumis, le 15 février 1971. à M. Gunnar
Jarring, envoyé spécial de l'ONU àu
Proche-Orient, président
avait, président israélien
conclure paix la Israél. A
l'époque, le gouvernement israélien
avait rejeté initiative la laquelle il voulait voir qu'une simple
Aujourd'hui, admet,
dans les milieux politiques israéliens,
dès la époque-la, le président
Sadate une solution pacifique du conflit. En président
li a. en fait, abandonné les
trois non la mégociation, non la reconnaissance diplomatique, non à paix
Taraé! — le non » qui
en vigueur le lendemain de la
guerre de jours.

Begin president par

gouvernement de la Begin la pas davantage position sur la problème palestinien. Il admet, que la conève, mais il poulle poulle pour la conève, mais il pour la conève. représentés par l'O.L.P., et il semble le président Sadate II d'accord ce point. Toujours est-il qu'il n'a mentionne l'O.L.P. ni dis-

au Caire, il l'Assemblée de Caire, il l'Assemblée que, durant le trajet le l'asroport le Lydda Jérusalem, général Dayan, ministre de l'assemblée de la la le l'asroport le Lydda Jérusalem, général Dayan, ministre de l'assemble que M. Boutros Ghall, son homologue égyptien, a suggéré à dernier qu'il serait préférable que le président Sadate ne mentionnat le l'OLP, dans de le pas de le président Sadate ne mentionnat la l'OLP, dans de le pas de de trop vives réactions du côté le le S'il n'avait pas, au présiable, adopté hui-mêm un tel point de vua, il semble que M. Sadate ait accepté ce Par lorsque M. accepté

Par lorsque M. accepte une lorsque M. accepte une lorsque M. représentation prime de nouveau. Au cours de sa visite en lorsque voilà qualques mois, il lorsque de lorsque des représentants palestiniens qui lorsque de l'OLP. De soient pas soient pas de l'O.L.P. De l'O.L.P. De l'actument de tra-vail sisraélo-américain pré-paratifs de la conférence de Genève,

Par AMNON KAPELIOUK

Jérusalem avalt 📶 🖟 accepté une

Jérusalem avait accepté une representation palestinienne.

L'arrivée du prési... Sadate en Israël, ses déplacements aux côtés de M. Begin, les poignées de main les sourires, déclarations équivoque annonçant un chaptire noules provoqué en une vague joie sans précédent. En quelques jours l'opinion publique, qui était globalement hostile aux dirigeants arabes et ne pouvait faire aux pacifiques plus d'entre favorable président Enfants petits drapeaux égyptiens, promeneurs fredonnant l'hymne égyptien : Sadate est devenu l'homme véridique, le grand Un journal israèlien pun article du du quotidien l'al-Akhbar, réputé antisémil qui fait lui plus attaques. Bref, se l'homme frue, les arrivés concluir raison Mais on peut e s'il pour soutenir l'élan par président importants : cocupés et problème representation palestinienne.

partis politiques,
contre, se
i jour, en se
i jour, en peut plus
parter puisqu'ils profondement
entre partisans et
i'initiative égyptienne. Le ministre
israèlien des étrangères
des moment venu prendre
graves. Le douloua-t-on dit passe, suggérant
que, passer d'aboutir i réglement que, si
n'était pas passe, se peut-ètre
un fort dangereux en outre,
samble-t-il, prix qu'israèl devra
maintenant obtenir la paix
sera le plus qu'on lui att jamais
demandé.

Sitôt la visite les

demandé.

Sitôt la la visite les out ouvert un débat i i il. Au cours d'une réunion de la fraction du Masrakh (opposition travailliste) à la Knesset, Mine Golda Meir a soutenu qu'il n'était pas nécessaire, après la visite de M. Sadate, de modifier la plate-forme du front travailliste, ce qui a provoque une véhémente riposte du député Yosai Sarid : « Nous ne pouvons pas prétendre avoir toutous pouvons pas prétendre avoir toutous misses de la cent pour la se la jeune garde » du parti travailliste a. = jeune garde = du part! travailliste a, demanda au faire un faire un faveur du président égyptien en empêchant toute nouvelle installation d'agglomérations juives en Cisjordanie pendant la durée des négociations. Mais le président du comité interministériel pour le peuplement, le général Ariel Sharon, ministre l'agriculture, a clairement déclaré que l'initiative égyptienne doit pas empêcher la création colonies. Et, en effet, deux colonies nouvelles ont été créées en Cisjordanie depuis lors.

Le grand problème tient à qu'il s'accroche par inertie aux résolutions « dures » du même parfois la droite nationaliste, Likoud, d'être trop disposée à faire des concessions. Le Mapam, alle gauche du Maarakh, fait appel au gounne d'empêcher une d'empêcher une la situation, dont il qu'elle ne

lui-même, il que très conscient du moment.

L'importance du moment.

L'impression qui dégageait du dialogue engage l'impression qui dégageait du dialogue engage l'impresset entre les députés de ce groupe et le président Sadate : accune idée

nouvelle, aucune voionté de changement sur les prohlèmes de fond. Et pourtant, dans le parti libéral (la composante bourgeoise du Likoud), des voix modérées ont pu se faire entendre, comme celle du député Joseph Tamir, qui, au cours du débat politique, a déclare qu'il fallait anjourd'hui changer l'ordre des priorités, tandis que le président du parti. M. Simha Ehrlich, ministre des finances, disait : « Qu'il ait ou guerre, cela dépend de nous non moins que de l'Egypte. » Mais ces voix sont loin d'être prépondérantes au sein de l'équipe au pouvoir.

pondérantes au sein de l'équipe au ponvoir.

Dans le Mouvement démocratique pour le changement (Dash), des voix ont réclamé un assouplissement maximal des gouvernementales afin de permettre au président Sadate poursulvre dans le voie où il s'est engagé. Les dirigeants du Dash ont rappelé, à cette occasion, que leur plate-forme préconise « un compromis territorial sur les trois fronts », c'est-à-dire un retrait, aussi, d'une partie de Cisjordanie. Même dans le partinational religieux, les modères s'orgalerrière des colombes.

Dans les territoires occupés

Lanse politique, en tout état la cause, la rend compte, maintenant, l'heure de la la la cause, le rend compte, maintenant, l'heure de la la la cause, le rend compte, maintenant, le tregiversar. Le choix ne il être qu'entre, part, l'amintiem de l'occupation territoires et la comporte pour un riement de paix et, la part, une sur ces les grandes questions, ce qui renforcerait les éléments pacifiques, y compris, blen le président Esdate lui-même, prissident Esdate la calition ont reproché à M. Begin de s'être abstenu dans son discours la Knesset, collème des de plus que, au fond, Israél avait raison, a emocre raison, et aura toujoura raison, et pourtant, l'impression générale est que le de la dynamique des événements au Proche-Orient.

Dans les territoires occupés, par climat d'attente

Dans les territoires occupés, par

mélée de désespoir. Lè, l'homme de la rue croît que le président Sadate est prêt un gouvernement israélien au détriment des la Palestiniens, surtout mentionné l'OLP. Mais, ajoutent ceux qui critiquent l'initiative égyptienne, si par miracle il réussit à obtenir la création d'un Etat palestinien, nous serons les premiers l'a l'initiative égyptienne, si par miracle il réussit à obtenir la création d'un Etat palestinien, nous serons les premiers l'a l'initiative égyptienne, si par miracle il réussit à obtenir la création d'un Etat palestinien, nous serons les premiers les les principales victimes. À vrai dire, nous a-t-on dans les l'initiations et les véritables visées des responsables connaissons mieux que Sadate les véritables visées des responsables inaéliens : il serait nair de croire qu'ils laisseront influencer au poind d'assouplir leurs positions.

Le clivage qui l'a produit le manière moins aiguit. Le grande manière moins aiguit. Le grande majorité des dirigeants, les maires en tête, s'identifient à l'OLP, et ont critique la visite du président Sadate, allant juaqu'à repousser l'invitation que celui-ci leur de le cellaborent avec larsel.

L'axe Le Caire-Jérusalem

DEPUIS que fut annoncée l'initiative égyptienne, la question que l'on se pose les tarritoires occupés aussi qu'en Israël concerne ce que pouvait bien muier cette démarche précèdent. Internière vue, on put croire qu'elle d'une décision asses subite. Par la suite, on comprit qu'elle vait été longuement murie. Il s'est du de mai M.

du de mai M.

d'Autriche, qu'il l'intention mouir une spectaculaire pour faire avancer la cause de la paix et éviter une noucause de la pair et éviter une nou-veile guerre et que, si M. Shimon Perès, le chef du parti travailliste, était élu, il trait directement en Israël e sans procédure ni cérémonie * L'arrivée au pouvoir du fut, pour M. Sadate, une déception. Il se comporta comme d'avait changé et attendit une occasion propies à la réalisation an projet.

Entre temps, M. Sadate s'est randu compte dépli bonnes rela-tions qu'il entretient les Etats-Unis, il n'est de retour, président Carter, l'élabo-

ration de sa litique, s'appuie la moins en moins sur l'Egypte alors que la Syrie jouit, à Washington, d'une influence qui lui paraît trop considérable. C'est ainsi que, maigré l'hostilité de l'Egypte au principe d'une délégation arabe commune à la conférence de Genéve, les Etais-Unia ont soutenu la proposition syrienne à ce sujet. En outre, lors de la visite au Caire de M. Cyrus Vance, sacrétaire d'Etat américain, en août dernier, l'Egypte a proposé de réunir tous les ministres des affaires étrangères des pays concernés, y compris Israel, mais ministres des affaires étrangères des pays concernés, y compris Israël, mais la Syrie s'est opposée à ce pian et las Etata-Unis ont accepté le point de vue de Damas. Non sans amertume, l'Egypte à constaté que, sur l'échiquier interarabe, un seul facteur, en l'occurrence la Syrie, peut paralyser tous ses efforts.

La déclaration américano-soviétique du les octobre a clairement indiqué au président Sadate que Washington souhaite associer davantage l'Union soviétique aux efforts en vue d'une solution au conflit, et ceci au moment même où les relations enire Le Caire et Moscou se détérioraient de plus en plus.

and the second second

and the state of t

الزر بفيقعات المادات

🙀 تنهيد 🙀 سنا س

to the sense has been मानकार कर । स्थापन कर । जन्म विकास । स्थापन कर ।

Self-representation (1985) (機能

STORE SHOW MA

The Tolk state of

Carlo Colombia (1986)

erin ta di indiana

Mark Maria 1988

in the grade was

TO THE WAY AND

and a femiliary of the transfer

Salah San San

The second of the second

Acres - Acres

of the state of

To Bellevice

Brandan Com The state of the state of -THE TUENDED William R. A.

 $\mathcal{L}_{\mathcal{C}} = \mathcal{L}_{\mathcal{C}} = - \mathcal{L}_{\mathcal{C}} = \mathcal{L}_{\mathcal{C}}$

plus. Devant cette évolution, le prési-

«NOUS SOMMES TOUS DES JUIFS ARABES EN ISRAËL» Un film d'Igal Niddam

P regard, la vécues, son film se d'emblée et et arguments et et et tiques, en posant pourtant 🔳 question politique fondamen-📺 juli marocain gratiani 📫 luth, 🛍 potier, 👛 peintre, 🖮 l'ouvrier d'une cimentèrie, par-delè politique, gens modélent, quoi qu'on l'apport juils d'Orient,
demeuré un -? La tormule prend singulier relief quand l'o

igal Niches dans la parole à ces julis es sans en Israel, qui représentent pourtant plus et 46 popu-le n'est un s'il que que du film. Fez, ayant un kibboutz, mente devenir danament à la Millionne mana part moyens porter pregard sans complaisance sur 🔳 réalité israélienne. = 📭 ainsi, dit-li, 🚃 j'ai pris que 🖫 gouvernement israélien n'avait jamais ni encouragé 🔄 📰 cinémalographiques pour sujet im juits orientaux, leur histoire, leur émigration, leur situation en leur le qui le assisté. Il 1977, le leur situation en leur le companisé le le leur le companisé le le leur le leur le companisé le le compan mathèque, il Paris, om mathèque un un mathèque un math vinglalne projetée ne problèmes sociaux en l'intelligentsia l'indittérence, l'indittérence l'intelligentsia

E film un serein : neut développer qu'en s'intégram culturellement of politiquement en Orient Comme II on un 🖿 🛍 film ; • La civilisation israélienne n'est pas faite, à faire. - I slogans II préjugés giques, I film ce qui i reloulé, qui reloulé, qui 🔤 🕼 visage retrouvé d'Isreel par-delà 🖼 crispations 📠 🖷 guerre : une certaine - sensibilité = du pays 🚾 🖼 au paysage me monde alla manage.

Oui, see N vernis compartements verbaux, un autre langage se et cieux mais perceptibles : 💶 juit marocaln jouant 🔤 luth jeune sculptant poteries d'origine américaine, manual in la la musique d'Oum

et peignant in aux couleurs nine mini or eniuminures, produisent qui une symbiose qui parts. Itémoignages, de lourner à nostalgie loikiorique politique. Par-dela vécu politique. Par-dela ethniques socio-économiques, se lorger un langage nouveau, langage et de dialogue le

en la Palantiffic. Le juit unes aut resultin à la main Palestinien, il accompili traveux, musique, langue, plats. In nous importante que la limportante que la certains expriment appartenance à une orientale », escel une flusion, ou n'est-ce plutôt autrement que marchandages glacés qui l'espérance? jeune palestinienne proqu'elle a a a a plus qu'è son âme, remplacé l'occupation qui a remplacé
champs d'orangers et grenadiers labriques béton, verre de textiles, qui ne qu'elle développe
un imposée un colonisation, imposée un colonisation, imposée un colonisation imposée un colonisation

portée ங 🖦 opprimés juils et palestiniens, h santu - 10 maran d'un sullant d'un santu na façon personnelle ce prima părilleux qu'est 🔳 film 🚮 tant. Mēme s'il no une tiction, illim docu-ia représentation, un speciacle pâture il transformer produit une et contradictoire. L'auteur a 📰 📥 ces qu'il d'informer. Même quand la salle, ravailler spectateur-tèmoin, en provoquant ses questions Niddam mis opprimés générosité qui consiste, non per l'ieur sa voix, a la regarder vivre. L'œil que reconte e years e en l'une reconte e en l'une reconte e l'acceptant de la contraction de la contra

Cinéma La Racine, (64). ELIE ELMALEH.

PAYS ARABES

La première publication française exclusivement au monde arabe

Au sommaire du n° 74

■ LE COLLOQUE EURO-ARABE (suite) LA COMPLÉMENTARITÉ DES CULTURES

Les rubriques politiques, culturelles, économiques et, en supplément, incorporé :

L'AGENDA FRANCO-ARABE 1978

— utiles | - Des conseils pratiques.

Exceptionnellement : 10 F, à partir du III décembre, dans les kiosques, librairles, drugstores, ■ Paris, en province et ■ Maghreb, ou au siège de l'ASFA: 12-14, r. Augereau, 75007 Paris. Tél.: 555-27-52, 705-81-45.

France - Pays Arabes: 36, rue Tramassoc, LYON. France - Pays Arabes: 45, rue de Metz, MANCY. Spécimen

dent Sadate a juge préférable que les deux principales forces de la région — l'Egypte et Israël — essaient de trouver elles-mêmes une solution, quitte à la faire accepter ensuite par les autres. Dans cet esprit, il convenant d'accomplir un geste spectaculaire, avec une certaine dramatisation, qui ne pourrait que plonger les partenaires dans la perplexité. Ainsi naquit l'idée qui produisit un tel choc dans le monde. Le président Sadate a expliqué à ses hôtes israéliens que toutes les querelles byzantines sur des questions de procédure ne l'intéressaient pas et que son but était de traiter les problèmes dans un face-à-face direct, autant que possible sans intermédiaire, surtout sans les Soviétiques, mais aussi sans les Américains. Lorsque les bases d'un accord seront ainsi élaborées, on pourra alors convoquer la conférence d'un accord seront ainsi élaborées, on pourra alors convoquer la conférence d'enève rest qu'uns façade, et les négociations véritables se feront parallèlement à la conférence, ou avant elle. » Tel est le sens profond de la stratègie du président Sadate, comme l'a expliqué le ministre égyptien des

affaires étrangères après la visite à Jérusalem : « Les Blais-Unis ont cessé de constituer la clef de la solution du conflit, cur maintenant les cartes sont entre les mains de l'Egypte et d'Israël. » Les Américains ont manifesté quelque acepticisme quant aux chances de succès de l'initiative du président Sadale, ma is cèlui-ci estime que les Etats-Unis le soutlendront finalement s'il parvient à enregistrer certains progrès dans ses contacts avec les Israéliens, et cela bien que Washington se soit engagé à associer les Soviétiques aux efforts déployés en vus d'un règlement au Proche-Orient.

L'atmosphère était assez tendue en Israél dans l'attente de la visite. La première conversation Sadate-Begin commença par des échanges de propos sur les problèmes cardiaques des deux interiocuteurs. Puis on passa aux problèmes de fond et, lorsque M. Begin eut compris les intentions de son visiteur, il déclara : « Cette journée est une accallente journée pour Israél. » Les deux hommes ont tout de suite noné des relations amicales. Il n'y a pas de doute que face de lui un homme moins intran-

aigeant. Mais il a accepté la réalité des faits, et c'est avec heaucoup de tact qu'il a conduit ses contacts avec les dirigeants du Likoud, sans clin d'esil vers les secteurs de l'opi-nion israélienne qui professent des cim d'eil vers les secteurs de l'opinion israèlienne qui professent des
opinions plus muancèes.

D'affleurs, quelles que soient les
divergences entre les deux hommes.
Ils possèdent aussi des traits communs. D'abord, on a pu observer chez
l'un et chez l'autre un ton profondément religieux. Ensuite, sur le plan
socio-économique, M. Sadate a liquidé le « socialisme » nassérien
tandis que M. Begin liquide le
« socialisme » des travaillistes. Sur
le plan international; tous deux sont
des partisans des Etats-Unis dans
leaquela ils voient le symbole de la
liberté dans le monde, mais ils se
rejoignent aussi dans leur commun
déair de garder quelque indépendance
à l'égard de Washington. Finalement,
MM. Sadate et Begin sont anticommunistes, et leur hostilité à l'égard
de l'Union soviétique constitue une
autre base commune. Dans l'invitation qu'il avait adressée à M. Sadate,
M. Baetin avait revnelé que d'aux les tion qu'il avait adressée à M. Sadate, M. Begin avait rappelé que, dans les temps anciens, leurs deux paye étaient alliés contre » l'ennemi du

aggravé phénomène aggravé phénomène con

en d'augmentations

des prix an 3e 10 %, mals din manus

gouvernement n'alle guère au-delè redistribution in the last of the last of

qu'un impôt spécial un décidé, municipal n'est guère prise au sériaux, minimal anté-

agées, et la la sinsi allocations et la sinsi dénuée et sens.

période d'ajustement. Pour 1978, le

gouvernement prévoit une poussée 🛎

chômage 🕳 3,6 à 4,5 %. Le nombre 🚃

chômeura supplémentaires représentera environ le l'augmentation

Une politique économique fondée ==

la re capitaliste peut, bien entendu,

réussir seton ses propres critères. Celle

qui 🗉 été annoncée à granda coups 🔣

trompette par le gouvernement Israellen

a capandant peu - chances d'atteindre

ses propres objectifs proclamés. Elle ne

pas la crolssance, n'arrêtera ni ne ratentira l'inflation et ne réuseira pas

davantage à augmenter les exportations.

in ministre (inances, M. Ehrlich, a

formulé 🛘 plusieurs reprises 🖫 vœu pieux

que la la du contrôle des

changes provoquerait un amus d'investis-

sements étrangers il pourrait transformer

nal. De toute évidence, cela n'est -

grêt de produire car sa est

annuelle 🔤 🛅 force 📹 travail.

pour éponger les Minilles dus l'inflation ayant canal forme schoué. L'augmentation = 12 % am prestations

åtrangers : auparavant, lis Ilbres d'Investir de rapatrier leurs croissance Dans Dans budget ultra-déllationniste de 1978-1979, présenté près la réforme.

Ehrlich n'a rien pres non plus en matière d'augmentation actuelle la mana future seroni frappées un même temps.

li sapoir me exportations nomique, contribuent par là la réalisation du objectif politique : la redressement la la paiements. Toutefols, comme function d'exportations immédiatement annulée par Laugmentations à la dèvaluation, guère la politique d'ex-

One b d'una encore semi-développée, en ne peut de present expansion en la la de change. La plupart exportations résultat décisions de commercialisation déjà Les exportations demain ne provenir problèmes d'une avec l'acceptant à un système hautement rien d'autre qu'un exercice futile. Ce fort d'économistes comprennent, délourner exportations une pardouble :

où la fait
qu'une partie la la capacité n'est uti-risure, la la économique grande l'accumula-tion tal capital grace a un manufacture de la capital de la capital grace a un manufacture de la capital rieur relativement

L'insignifiance at la dévaluation maller d'exportations un pour instable change. Come la livre flotte, augmentations de 📟 📟 duiront automatiquement en effective-Marc we le budget three qui de d'être présenté prévoit su que la monpour moins
20 dollar fin
t'exercice
hypothèse, la rentabilité exportations
sers tout juste maintenue, sans que rien

Plus tout autre facteur, c'est la spirale inflationniste qu la la zero croissance aconomique d'iaraël, 1972, avec une augmentation annuelle de 10 3/c. Elle la vallle a 'arrâter, et la peut guère raprendre. conséquence est que, la niveau travailleure disposant d'un empioi se maintient, le chômage augmentera.

perspectives économiques de mouveile politique de donc prometteuses, même au regard - propres ral en faveur and classes ainées est évident et n'ast mile dissimulé par le gouvernement — m dépit d'assurances les compensations en leveur des a pauvies et in nécessiteux ». -

LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU LIKOUD

Une révolution bourgeoise

quatre -conomiqua prédécesseur, le pouvoir 17 mai demier, une une surprise un l'opinion lienne un plan-déflationniste d'amment

Wanter was the la research allocrale - leraēt, prise que constituait lequel, paraīt-il: triomphaux avec leaquels in inances. Ehrlich, service M Tables de la livre, change multiples, in quasi-totalité changes, l'augmentation = 1 1 12 % IN T.V.A. et III blocage de imilia pen-

L'objectif waters in mesures, qu limi animi pu mala lima jusque miai la minel (Ferm of marine de Parcie menibhe International furent en effet élaboeval) 👪 de stabiliser l'économie, 🔤 la crolasance et de la la la balance pelementa. Deguis, la guerre israel, in prole in une ea économique s'arrêter, les l'autre la consommation par gner, que la palements améliorée III 1977, déficit pour 1977 se 2 2785 millions dont 1 300 millions des importations rate de matériel financies III l'aide améri-

Les premières manieres la la nouvelle politiqua économique de l'héell'approbation, en passant perplexité. les implications économiques Par MEIR MERHAY

politiques que i (e nhama as an ma name de 10 % -d'augmentation prix par par gouvernment — au Jour au 45 % L'abnouveautés techniques : prointannique du imposé a contrôle changes. Include de changes. Include de changes. Include de changes l'étranger et convertir de de qu'il le

Tdutes' nouvélles libertés - qui, San-Francisco, furent qualifiées avec enthousiasme le professeur Milton vers la «libération fhomme» n'avaient, antendu, aucune algnification pour la majorité 🛲 la population: lee'8'000' dollars que cha-oun desormals libre d'acheter m conserver l'oreiller représentent presque le salaire annuel moyen d'un tion is politique à fait
in politique à fait
in public banques pour
acquerl mais, cours la première semaine. PARTY POUR BEARING TO THE PARTY OF THE PARTY qui, légalement ou non, avaient dollars an leur possession profitèrent naturemaide la possibilité = réaliser un pour anheter consommation ou im man gouvernement dont

Les subventions l'exportation

Pour l'école — fut un régal evait un système de change une white per and taux in change official. justifial: suprès inscommerciaux en présentant d'impôts ou les importations entreprises. Elles cependant toujours a accueillies avec jet à multiples reprises critiques du F.M.I. De surcroît, aux secteurs l'industrie avaient récemment demandé aux tribunaux leur pays d'interdire les importations d'Israèl — qui, depuis l'an demier, tarifs dovaniers préférentiels en arguent subventions discriminatoires.

Leur fini per consil-tine lourde charge représen-5 % du (c'est-à-dire plus que ca qu'israél consecre à l'enseignement, 🗀 🖹 🗷 🚾 🖿 logement) il augmentait proportionnellement au exportations. Il était purement on en entivé
système qui provoqualt des économiques, empêchant une d'un de change unique par la livre, accompagnée mesures déflationnistes à rendre un vif nomistes universitaires La majopensée la principale préoccupation la jeu la forces du marché »,

une efficace quelques qui Umidement par la changes and un perma nence in the la see et in les de nouvelle politique en distribution Fap-

The state of the s

A STATE OF THE STA

dans la et — à qualques exceptions près — ceux milleux d'affaires, la majeure partie de la politique (y compris l'opposition) approbation quasiment mineral

It no failut cependant mus bien longtemps les epectacu-de faire il apparût clairement ce ni l'image de contrôle changes in prises pour fintervention de "économie - salon l'idéologie - libérale - de l'amai gouvernement - qui

Le limite d'un les change unique par la suppression à l'ex-portation masde change exportateurs dollar. Afin qu'ils ne soient porté au dollar., H apperut ce niveas pas in augmentations in the

En nominale d eut ses consèquences plus importantes proviennent réparations la gouvernement la persécution de c'est-à-dire l'équivaexportations ne comprand illégale l'étranger à

liards
De tous
largement compts. Is luation de suppression

la taxe exceptionnelle suppression

in tax

Journaliste isra@irn, spécialiste des roblèmes économiques au Jerusalem Post.

d'importations 25 %. Tous caux qui ou plus riches d'autant.

avaient depuis long-temps and per prêts gouvernementaux, recommendation lour linitation des prix. La plupart d'entre eux avaient par dévaluations préle la liquidation la liquidation la gouvernement.

Alors que 📺 possédants devi plus riches du jour un lendemain, in pouvoir de la population de la population de la population de la population de la chuta brutalament, en reison de la dévaluation sur la l'augmentation de la T.V.A. quí,

L'accroissement du chômage

ne esta donc pas surpris que cette politique ait suscité une vigoureuse réaction des qu'elle annoncée seulement une semaine avant congrès quadriennai de THIII le centrale syndicale israélienne. Des pays et ce, dans beeucoup de cas, de facon apontanée et non pas, comme .voule faire main la propagande gouvernementale, l'instigation de l'Hadrouth, le le lemmédiate est du de brutale du coût de la vie et d'une modification système actuel des allocations de vie chère. Actuellement, ces allocations

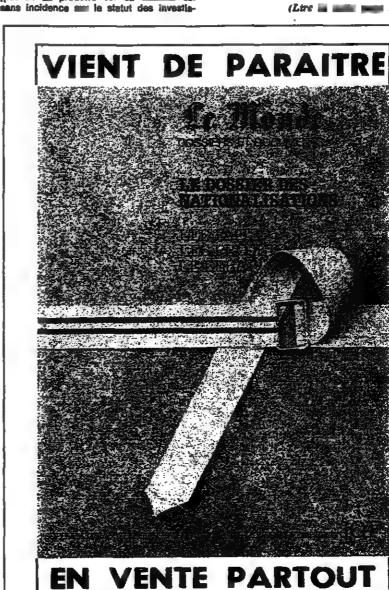
A l'houre où le sont écrites, (i semble qu'au la sere en partie satisfaite par le gouvernement, Ce demier set non seulement critiqué 🚃 la direction 📺 l'Histadrouth, contrôle travailliste, mais en juin dernier, lors dections orga-

· Bien ove ce solt le Likoud -- bloc paroù le parti libéral avec La'am (composée l'avalifists) - qui fixe la politique économique, il ne peut ignorer la fraction majo-(dirigée la le premier ministre M. Begin) le sous-prolétariet 📰 🔤 🚾 moyennes

L'histoire dévaluations antérieures pour objectif de diminuer le niveau d'atténuer les graves prode palements — qu'à l'exception des périodes querre n'ont jamais faire Toute diminution n'a généralement que provisoire, nir réajustements empêchant au moins

En avec m philosophie bourgeoise, le gouvernement du Likoud ne de proclamer que positique économique ne viae pas à faire baisser le niveau de vie, mais il garde — et on le comprendre — le silence sur l'enrichisement des classes possédantes qui, dans majeure partie me un caracsous-tend politique que déva-luation la déflation qui l'accompagne Intérieur susciteront une grace à laquelle aussi de de veaux plus en plus vers l'exportation. conscienciousement à expliquer qu'une maintiendre à un stable et fera 1'emploi.

arguments officiels, l'augment l'emploi n'interviendre qu'après



illuia de la 🚤 🔝

La seule affirmation que l'on puisse faire avec quelque certitude 🔳 que, dans ce contexte d'infiation 📰 🖬 durable, les Intérêts 🚾 ceux qui réaliseront 🔤 plusepéculatives risquent 📹 l'emporter eur ceux des secteurs qui ne percoiveni seralent ainsi touchèes fort nom-tentative visant laoler l'industrie 🖮 transformation, celle de la construction m is système bancaire, m heurterait dans chaque objections valables.

li convient 🖿 📠 souvenir qu'israéi 🔤 un idéologiques prédominant. L'accent sur l'idéologie appartient donc On ne aurpris que nomique tiennent mettre en avant sa notivation idéologique. De 🔳 point 🖷 vue, il correct déli-nir politique comme une pour promouvoir les et prol'expression d'un intérêt de classe étroit bien défini. Le 🚾 que le régime antérieur et 📰 🖷 🗀 nomique dirigiste alent fini per l'hostilité plus plus plus plus dans dans economie plus et plus au fil nou-au fil nou-politique appul substantiei, quand blen in the second seco

Restant Implications Un constamment dans séparer la politique attanta de la poli-- lamon = led nu'up supinx a pourtant complètement THE RESERVED

que la livre implique, en paiements provenant poli-tiques negatifs — par exemple un embargo la politique publique. I pour

défaut, on laissera chuter la livre. Ce invisible » du marché. Les porte-parole gouvernementaux,

compris le la Banque d'Israël, ont fait l'éloge de la flottaison le livre parce qu'elle « dépolities » le taux im change. N partir de maintenent, interrise, mais aussi les factours politiques affectant la balance des paletraduiront automatiquement = en baisse du pouvoir d'achet et en augchange fitte (jusques et y comprie celui qui existalt jusqu'au 25 octobre), d' d'environ 2 % par mole, la benque centrais était obligée de vendre des dévises. La flottaison a mis un terme à tout cela.

dit à l'opinion qu'à partir de mai politique. Dourra discuter de la politique étrangère en termes politiques, mais ses conséquences ultimes seront — politiques. Il en de que la politique extérieure de premier ministre, M. Begin, dont le le économiques peuvent contidérables, a la immunisée | Conf. Contracts

Le les la politique économique et politique intérieure au prisse prisse elv 🔤 tassyln 📹 autom autom autom autom Del investibute pris. June la la lace ll s'agit — in puissante qu'est l'illemin a un empire économique.

le qui présenté.

la rapport momique 👪 🖟 politique étrangère 🔤 a'avoir d'intransignance vis-à-vis Unis, jusques et compris l'aptitude à pressions économiques.

clairement au du voyage, le fait israéllen est de façon différente. La conception arabe de la résolution 242 du Conseil de sécurésolution 242 du Conseil de sécu-rité, telle que l'avait acceptée Nasser, était de se soumettre à la réalité du fait sans pour autant intégrer organiquement Israël à la région. La démarche du président Sadate an-nonce au contraire une intégration organique qui fait abstraction des aspirations sionistes de cet Etat. Pourtant, le décalage sémantique des discours prononcés le 20 novembre à la Knesset est édifiant à cet égard. Tandis que le chef d'Etat égyptien placait ses propos non pas au niveau plaçait ses propos non pas an niveau de la cause arabe, mais sur le plan de

Il faut blen admettre finalement que le geste symbolique du président Sadate fut avant tout un geste de reddition : reddition d'un régime qui na peut survivre qu'aux conditions de l'adversaire ; reddition d'un pays naguère prestigieux pour placé à t-garde l'indépendance politique économique monde L'art de M. Sadate a consisté à transformer la capitulation arabe en victoire personnelle. Jusqu'à quand l'illusion persistera-t-elle ?

MARIE-CHRISTINE AULAS.

disposent désormais de l'estim d'un groupe d'exparts confidentaux venil, après les émeutes ju dernier, mettre un système quadrillage is capitale et du tout pour assurer la sécurité.

(2) Voir à ce : Le complot anti-palestinien s, par Mich i, le Monde diplometique 1977. (1) Les forces disposent désormais de l'am

Une victoire pour l'«Egypte égyptienne»?

première page.)

Depuis plusieurs mois, président envisageait une échappée solitaire. Lorsque des propositions de faites, avec Israël lui faites, entre, d'une part. MM. Begin et Ceausescu à la fin du mois d'août et, d'autre part, le général Dayan et le roi du Maroc à la fin de septembre, M. Sadate prit un troutes les analyses politiques. L'effet toutes les analyses politiques. L'effet

C'est ainsi que la population égyptianne, lassée d'une situation qui lui fut imposée dès l'indépendance et profondément marquée par les souffrances qu'il lui en coûta, a eu, dans sa majorité, une réaction tout a fait normale sur le plan humain : pourquot pas, si cala doit apporter la paix ? Et m d'autant plus faciquement préparée proparée proparée preparée preparée preparée preparée preparée d'une proparée de la paix ? quement préparés des réactions des réactions parmi la

en grande partie lo-gique du accentué la portée l'événement

accentue la portée l'événement l'évenue les paperaises pour de congé, toute le population égyptienne, loin des usines ou des facultés, put suivre sur les écrans de télévision le geste « courageux » de son chef. A son retour, l'approbation populaire ne s'est espendant pes transformée en ovation du genre de qu'a connues l'Egypte l'évenements historiques, l'approbation concentrée la presse locale et étrangère ainsi que les paysans amenés en camion des gouvernorats. Si le peuple égyptien attend la paix de cette initiative, tout comme il espérait que l'infitak (ouverture) lui apporterait la prospérité économique, il n'est pas pour autant descendu dans la rue.

Dans le monde arabe, le voyage à Jérusalem du président Sadate a suscité beaucoup de réserves parmi les Etats les plus englins au compromis, sans parler des réactions néga-

tives bien prévisibles de la part de ceux qui se sont rangés dans un les du refus. Etant donnée la dividu monde arabe, un certain délai devra s'écouler avant que ne s'instaure, dans l'hypothèse d'un futur allgnement sur l'orientation égyptieme, une nouvelle normalisation comme ce fut déjà le cas après la

signature des accords de dégagement. De leur côté, les Israéliens n'ont rien cédé, et s'ils devaient persister intransignante le président Sadate n'aurait requellit comme fruit de sa que la seule perspect d'un accord bilatéral d'évacuation Sinsi

Le lâchage 📥 l'O.L.P.

TTORS de l'impact émotionnel, cette

II visite n'a-t-elle vraiment rien
changé? Dans sa manière d'aborder
problème palestinien devant la
Knesset, le président Sadate a donné
l'impression rie qu'il entéril'impression rie pas traiter avec l'O.L.P. Il n'a pas
plus évoqué cette organisation que
M. Begin n'a parié des Palestiniens.
Et, au-delà des discours officiels, on
constate désormais, dans les conversations entre Egyptiens, que, nomconstate désormais, dans les conver-sations entre Egyptiens, que, nom-hreux sont ceux qui discréditent et vilipendent les Palestiniens, les accu-sant en général de toutes les tares. Le vocabulaire utilisé à cet effet rappelle à maints égards celui qu'employaient les milieux de droite libanais bien avant le déclembement de le grante étile (2) à ces graves de la guerre civile (2). A ces graves indices s'ajoutent les mesures prises par le gouvernement égyptism lors du séjour du président en Esreël. La station émettrice de la radio palestinienne au Caire a été fermée cans

qu'elle sit eu le temps — comme ce fut le cas lors de la signature du plan Rogens en acût 1970 — de se prononcer sur le voyage. Quinze Palestiniens, dont les représentants officiels de l'O.L.P. en Egypte, ont été expulsés du territoire sans avoir fait de déclaration publique. Dans les esprits comme dans les faits, tout est mis en œuvre pour dissocier la question palestinienne du sort de l'Egypte. Cette démarche, exprimant une conception — l' « Egypte épppissens » propre à la bourgeoisie, s'inscrit dans la volonté d'isoler l'Egypte du monde arabe et fait abstraction du fait que, tant en 1956 qu'en 1967 et 1973, aucune des guerres n'avait eu pour origine le problème palestinien. palestinien.

On discerne aussi, parmi les effets de cette visite, une nouvelle appro-che, sinon arabe am moins égyptienne, de l'Etat d'Esnaël. Grâce aux rela-tions commerciales et à la collabo-ration économique envisagées très

En ce qui concerne la mortalité infantile : pour mille petits Haitiens

qui naissent, cent soixante-dix meu-rent. Sur les huit cents médecins que l'on avait réussi à former à fisht depuis la création de la fa-mil de médecine en 1924, près de

trois cents ont dû quitter leur patris, la plupart d'entre eux émigrant aux Etats-Unis et surtout au Canada. On

Exploitation des travailleurs, fuite des cerveaux

La recolonisation du plus pauvre pays de l'hémisphère occidental

Au d'un notre envoyée spéciale Marie-Claude Céleste, René Depestre, poète haltien : Cuba, a analysé : Holti.

economique, politique cul-turelle suit son cours l Halti : reconquète triangulaire où sont implies principalement des groupes nord-américains, un et français. un laboratoire où se livrent expécités, pays comme Régublique d'AlIsrael, même Taiwan
Ces groupes économiques finandisputent librement terres, plages, mines bauxite
cuivre, commerce, le
cuivre, commerce, le
même du peuple haïtien, car pètoujours d'une dominat
Celle-ci met en avant la notion de
francophonie qui recouvre une treprise typ

Avec le président Jean-Claude Duvalier, il n'y a pas eu déblocage de la situation que François Duvalier avait notre moitié d'ils fin 1957.

où Halti a été réduite, il n'y a d'ouverture démocratique

Bulletin hebdomadaire LA PRESSE ARABE الصحائة المربية

Première partie :

Traduction im journaux de

langue arabe.

Deuxième partie: L'actualité dans le monde arabe. Articles de fond. nouvelles et échos.

SPECIMEN SUR DEMANDE (Sociétés et organismes seulement)

20, rue de la Bienfaisance, 75008 PARIS. Tél.: 522-29-51.

Abonnement: 3 500 F par an.

structures sociales du pays. cruellement « folkloriques » de c Papa Doc » perfectionner leur système

> Le paradis fiscal des multinationales

A paupérisation a depuis depuis longtemps sa cote d'alerte e Délongtemps sa cote d'alerte. « Développement du sous-développement »: les chiffres le cent un état de les chiffres le cent un état de les chiffres le cent un état de les chiffres le cent un de c'alarmer de cette situation, loin de c'ader du terrain aux revendications les plus élémentaires du peuple haltien, s'entête à pratiquer une politique économique altra-complaisante à l'égard de le complement les « tontons macoutes », les « léopards », l'armée — ont été consolidées pour garantir un climat de solidées pour garantir un climat de stabilité et d'ordre aux entreprises qui pillent les ressources du pays. Halti est sans doute, dans le monde Halbi est sans doute, dans le monde actuel, le principal paradic fiscal des sociétés multinationales. Elles bénédiuse d'une complète des marchandises que sur les salaires payés. Un système d'industries d'assemblage mobilise une maind'œuvre exceptionnellement bon marché, taillable et corvéable à merci, sans aucune protection syndicale. Les équipements, les machines, les matières premières les machines, les matières premières les machines des matières premières l'étranger, tandis que finition où assemblés une infinie produits, produits, féminins jusqu'à des magnétop des électroniques. deux sexes — assemblages

deux sexes — payés à un salaire
famine, un à deux dollars au
maximum, pour une journée de plus
neuf
de

proviennent de l'extérieur, et les produits finis ne sont pas con-sommés sur place. Il va sans dire que les profits sont également réex-portés. Un example : Hatil est le premier producteur mondial de balles de base-ball (hoin devant le Japon et le Terrefere), eler ette e premier et la Jamaique), alors que ce sport est incounu des Haltiers. On apporte au pays des déchets de cuir, de peaux, des pièces de tissus pour la

Par RENE DEPESTRE

confection de sacs à mains et autres objets, de style « patchwork », qui regagnent ensuite les lieux d'origine regagnent ensuite les lieux d'origine des matières premières. Ces industries d'assemblage sont profitables à une poignée d'affairistes haltiens de l'oligarchie et de la petite bourgeoisle qui se livrent à des spéculations sur les terrains, sur les immeubles ou qui ouvrent des « cabinets d'experts juridiques et financiers » an aervice des sociétés étrangères.

perts jumiques es inancieras an service des sociétés étrangères.

Parallèlement à ce pseudo-démarrage économique, on voit depuis quelque temps prospèrer les industries du plaisir, les casinos, les jeux, la prostitution (féminine et masculine) qui, avec la drogue, sont en train de transformer Halbi en un lupanar international — comme c'était le cas de Cuba avant la révolution — où les mañas en tous genres trouvent leur champ d'expansion. On cife les cas d'adolescentes de treise à quatorze ans qui, pour pouvoir continner leurs études, se livrent une partie de la journée à la prostitution et le reste du temps se consacrent à leurs devoirs scolaires.

La fiche signalétique du pays

La fiche signalétique du pays indique la situation catastrophique d'une colonie au plus has de sa crise de sous-développement : - Revenu annuel per habitant : moins de 100 dollars : - Analphabétisme : 89 % de la population (cinq millions d'habi-tants) ;

- Consommation annuelle d'énergis : 0,03 tonne de charbon par - Consommation de ciment : 19 kg par habitant ;

— Consommation in papier: 0,01 kg; Population agricole

— Taux de scolarisation effective : enseignement primaire : 24 % ; en-seignement : 1,7 % ; -Médecins : un pour quinze mille habitants ; - Expérance de vie : Vintage

Rists-Unit et surtout au Canada. On estime qu'il aura bientôt beaucoup plus de médecins haitiens à Montaria qu'à infra-himaines proportions gardées, le premier exportateur mondial de matière griss. L'émigration est priss de citoyens. Des milliers de travailleurs émigrent en République Dominicaine, dans l'autre moitié de l'île, où ils sont traités comme des esclaves; il s'agit d'une traite verte, c'est-à-dire de coupeurs de cannes, qui partent aussi pour les îles volsines de l'archipel des Bahamas. L'autre courant emporte des profes-L'autre courant emporte des profes-sionnels, instituteurs, médecins, ingénieurs, architectes, avocats, hommes de lettres, artistes, qui s'établissent aux Etate-Unis, an Canada, dans des pays africains et, en petit nom-hre, en Europe. Gette fuite de cer-veaux affaiblit énormément la capacité de développement du pays. Halti se trouve maintenant parmi les vingt-cinq pays les plus arrières de

ia terre, et le *dernier* dans la fils des nations les plus sous-développées de l'hémisphère occidental. Dans de telles circonstances, on n'a pas besoin d'être prophète pour prévoir la violence qui tôt ou tard est appelée à éclater. Tous les horizons politiques sont bouchés.

L'impression de résignation, de sommeil-à-vis, qu'emportent le s voyageurs ne doit pas créer d'illusion. Haiti a vécu dans la rébellion tout au long du XIX siècle. En 1918, avec l'insurrection de Charlemagne Péraite et Benoît Bairaville, dans Péralté et Bénoit Batraville, dans les montagnes, la paysannerie mena une lutte armée pendant deux ans. Dix ans après, il y eut un magnifique réveil nationaliste. Plus tard, en 1948, les hommes de ma génération tentérent de structurer un mouvement populaire de contestation. La génération suivante fit aussi un effort passionné pour essaver d'araeffort passionné pour essayer d'ar-ticuler les revendications du peuple haliten en une action concertée des paysans, des couvriers et des autres couches patriotiques du pays. Cet élan fut brutalement brisé, au cours de l'aurée 1869, res. la plus harries de l'année 1969, par la plus haute vague de répression déclenchée par le « duvaliérisme », secondé par les « experts » de la C.I.A. Mais tous ces échecs instruisent autant que les victoires. Le phénomène même de la recolonisation, en développant le dans Port-au-Prince, fera de cette capitale une redoutable

Un faux dans l'hebdomadaire italien € Panorama >

Son du l'écules, jtallen Panorama, publié
milian, le d'attaquer Maria-Antonietta Macclocchi à propos
du cumpte rendu qu'elle livre Charles Bettelheim
livre Charles Bettelheim
diplomatique, juillet 1977). De
dénoncés comme « Inc., » afin de les
publique d'une opinion
publique l'alle de les l'époque, d'une opinion
publique l'alle d'une phrèse inventée toutes pièces et, de sureroit, asses
sotte : « Notre pays, la France, est fier de lui. »

Devant un faux aussi grossier, M.-A. Maccloochi a adressé à Panorema, qui l'a publiée, une lattre rappeiant que, étant Italienné, elle n'avait pas pu utiliser la formule « notre pays » à propos de la France.

De son côté, le Monde diplomatique a fait parrenir à Panorama une lettre fort courtoise qui portait sur un tout autre point de la phase imaginaire. S'il apparténait blen le parten de préciser que, étant Italienne, le paya, la Prance », il revenait au Monde que la France peut être « lière » d'un auteur français, d'éminent soit-il. A noire grande surprise, Pandrama a invoqué la publication de la réponse de M.-A. Macciocchi pour refuser de publier la lettre dans inquelle la Monde diplomatique rappelait que l'esprit même de ce journal n'est guère compatible avec una manifestation de fierté nationale.

te the montre est évidenment dépourvee d'interêt pour nos lecteurs. Nous avons une seule raison de la publier : il sera en effet curieux de voir si Panorams demanders d'user, à son profit, a seule réponse dont la balla nous sété

Ju festival du film

CINGME

POLITIQUE

de jond de la

The second section

Section in the second

te sagit de l'angue de l'angue

🙀 - وتفق هاميان - 🛶 er grand bet

THE PERSON NAMED IN COMMENSATION OF THE PERSON NAMED IN COMMENSATI

The state of the s

10 to 10 to

and the same Company

The same beautiful

to make the

The second

And the second second

Same of the street The second section of the second

والمناور بالحياسات

1911 1911 1912 1 Table

Field Comments of

tingengen wer i gegen

1000 and growing 185 and the second of OF STAN

of Carrie





Images d'intervention

Nagaère.. mi-litantes, les images politi-ques se veulent aujourd'hui vo-loutiers d'internon point par coquetterie d'éti-

modestie après l'autocritique qui suivit l'époque, récente, du 📠 triomphal 🖬 doctorul.

force de privilégier la prédication de catéchismes politiques de négliger la spéculation cinématographique, de nombreux films d'offensive s'étaient retrouvés enfermés dans leurs n'osant plus affronter l'hostilité spectuteurs militants.

Les troisièmes Rencoutres du nouveau cinéma, qui se sont déroulées il Utrecht l'été dernier, ont clairement marqué un tournant. Colui-ci su définit par la volonté de mettre fin aux sectorismes et

cux exclusives et par le désir de coopération pratique ... théorique entre tous les travailleurs prograssistes des médies. Dans cet esprit, s'est constitué à Nyon (Suissa), durant ... Festival international du film documentaire (voir notre article ci-dessous), la Fédération européenne pour ... cinéma progressiste (FECIP) qui voudrait, entre autres, mettre sur pied un centre de distribution ... films des indépendants, organiser ... colloques l'esthétique des d'intervention et réusir des commissions d'enquête sur liberté d'information (1).

violations le liberté d'information (1).

En France aussi, dans le prolongement ce mouvement de rémovation, vient de créer une Coordination nationale l'audiovisuel progressiste qui aspire, par exemple, à étudier problèmes juridiques le réalisation des diffusion des films indépendants l'accroître leur diffusion (2).

Le milituatisme l'intervention, qui tombe donc, c'est le discours d'appareil, la lourdeur des dogmes. Les films d'intervention veulent plus personnels, ils font une large place l'opinion, aux méditations du réalisateur; ils demeurent soucieux d'influer, d'agir ette auss appetien et débat mois le d'être béremptoires, transur ma question an debut, mois destructed destruction in the chants; ils se découvrent, en somme, une certaine fragilité.

S sont elles qui, eujourd'hui, man les images politiques apprenant qu'intervenir, de le légèreté, avec IGNACIO RAMONET.

(1) Pour trenssignement, prendre contact FÉCIP - c/o Rélène Herting, avenue L' Domaine 51/4, B - 1190 Bruxelles (Belgique). (2) Adresse : 6, a une Cabias, 59004 Lyon (France). Tél. (78) 28-50-45.

«Le fond de l'air est rouge»

documentaire au travers du filtre prime jamais le point 🖦 vue d'un appareil ou d'un parti : l'hésitation le hommes, la fragilité des gestes. Il se le un concerné 🖬 🔤 cauvre eupreconnue,

wild colitude, La hard in Fall des analyses medical et a'oppoeant à l'optimisme de gauche dominant, Warter dispose en The second secon politique 🔳 🔤 👪 sa génération. il evoque quatre imini durant, en remontant in films in autres, -ind stripolar brises, de des allege par em d'horraus.

Pour expliquer quinze de nières de du monde, il dans le menu quatre l'anni exemplaires qui, sens, 4 savoir Comet Visinam, Prague ii Santlago. D'une part, 🌆 📖 inégaux, hérolques, e deux pays pauvres ricaln : Imace pun les édificatransferient d'un poclatione per les manipulations Quatre Heux | Prienion Market dans

fougue, 🚐 pértis conjugués 🍱 l'imsuper-idéclogies on ne sait, ce qu'est-ce qui glace in plus : d'un pilote d'hélicop-tère durant la guerre : Vietnam, paril au Prague en 1952, Aux répondent pour staliniennes ; entrer man les autres (cas nét

du Cambodge), in tomber le Charybde en Scytta.
Cette évidence d'aujourd'hul dechirantes, notamment l'égard de Cuba et l'égard le l'é de plus plus par les soviétique ». un qui el longtenu la générosité révolutionnaire des peris cubains. En laissant trembler les Images in Main Games approuvant l'entrée des Prague, Marker Indique guité de quand com le début de eon désenchantement cubain. Si le film atteint sa plus forte densité dramatique durant les l'impressionnante d'ouverture les les par la musique nootume de Lasas Berlo; ou 🗷 🍱 peuple tou les continents), guère démourve me cet humour

brillants (outre ceux Mafraux-Debré, fi a ceiui, i'ume irappe worth worth votant). ton général pessimisme l'atroce
au loup ne laisse, dans métaphore, attermeurtrière ou loups traquée, nul eujourd'hul ne vou-

M ALGRE hommes in liberté (Marker, times un trade de présentation 🍱 son film, 🚃 net aur 📭 point: - tous », dit-ii, ont inche 📺 🛏 terraine qu'ils avaient choleia), is fond is l'eir rouge; is temps and is l'eir fronlikin mel en eliki terminé, rakis cependant in the dissemiauxquels Marker, maiheureuconsecre, vers in fin, quelques Images :
femmes, insubordination eoldats, fractures 🚟 🖫 morale, futtes urbaines, eto, de capables de miter l'imbrication des pouvoirs et en même tempe, l'impécontre CHIEF OR THE PERSONNEL

(1) Le expliqueral des événements à des événements de des événements de la partir de la partir de la grant d'Algèrie qui la début du ders-mondame mancés.

«Mais qu'est-ce qu'elles veulent?»

Parsenter, portraits de horizons sociaux, de la campagne à la grande ville, du profetariat de l'industrie à la grande bourgeoisie en passant par les marginales, cela, sans doute, s'est déjà fait. Mais quel regard, quelle écoute, quelle déférence aussi part de réalisa-les parts de la caméra, visages que la caméra efficure sans jamais les agresser, portraits qui se construisent lentement, sereinement; ce n'est pas le procès des hommes que Coline Serreau a décidé de faire, mais un témoignage pour les femmes, par les femmes. Ce qu'elles veulent? Écoutons d'abord ce qu'elles disent d'une voix transsubstantiée par une parole

Le visage afilonné par toute me vie il les chame avec, en regard, un paysage de la Drôme brassé par les venta, une Drome brasse par les venta, une paysanne parle : femme, de la femme, de la femme, de la femme de la femme de la femme de la femme sont parties, elle est verrouillée de la verrouillée de la verrouillée de la femme sont parties, elle est verrouillée de la verrouillée de la verrouillée de la femme de la femm

Puis on remonte vers le II-L la rencontre d'une d'un atelier de confection. Mariée à dis-sept ans. Divisione de dis-sept ans. Divisione de disconsidere de la construire, etre institution à trois houres du matin, nous la voyons, dans la nuit, se rendre à l'usine, nous pénétrons avec elle dans ce carmel de la productivité.

Jusqu'à lit l'approprie de la Jusqu'à même quart d'heure : pantalon, quarante opérations différentes. cela l'organischentifique en travail.

Leur vengeance : car, passement à la paysanne, isc e désenchantée, ces ouvrières désenchantée, ces ouvrières l'approprie de l'appro

transporte

bué, par le mirage d'un corpa éternellement perméable, L'aliè-ner La Littue

Cette arian feune frame que Cette jeune ame que la caméra venue chercher chambre murée vive, protégée regards par une chevelure-plumage, est anoréxique. Elle pérée d'un persone Williams, être décidée à maigrir, s'infliger des bles-symboliques, jusqu'à symboliques, juaqu'à dissoudre.

jemme il pas qu'un

le veut jaire le

enjanter

justes. Telle est la parole cette grand-mère
qui suivi des études de théopour devenir

Mariée, sept enfants,
a perdu paroisse.
tellurique anime ce visage de
porceisine. Elle a, pour s'adresser nous, conviction des

tagne, jadis e n.... battue, qui avoue, à la fin du deuxième age, n'avoir connu de l'amour que maternités et avortements répétés et qui revendique, après mort de son mari l'entrée dans la vie controlle de la controlle de l la vie a more in au platair, cion ce voyage à travers les femmes de France.

Le mer qui balaie les côtes, au dernier plan du film, vient rappeler que, d elles les unes des sueres dans géograph e ou social, puisent au même ré-commun, irréductible : la féminité.

NOELLE DE CHAMBRUN.

Au festival du film documentaire de Nyon

LES PLAIES DU MONDE

EVENEMENT. Festival international du film documentaire de Nyon (Suisse), c'était un film de quatre heures, qui depuis été émeut l'Europe parce qu'on le considère comme une preuve du retour du nazisme » en Allemagne : Hitler, une currière, réalisé par Joachim C. Fest et Christian Harrendoerfer.

En intégrant, avec adresse, de nombreux documents inédits, ce long mêtrage prétend expliquer la montée du nazisme par une simple coincidence historique : la rencontra fortuite de la mégalomanie individuelle d'Adolf Hitler et du désarroi social et politique de la République de Weimar. Sans taire les aberrations du projet nazi, les auteurs mettent l'accent sur les e myles dynations du projet nazi, les auteus inet-tent l'accent sur les e myhes dyna-niques » qu'il parvint à susciter grâce au charisme indéniable de Hitler; ils montrent comment une majorité d'Allemands se raccrochèrent peu à peu, névrotiquement, à ces mythes.

Inythes.

Si les images et les sons prennent lei tant d'importance, c'est parce que les auteurs soulignent bien que le nazisme fut le premier régime à concevoir l'art cinématographique et, surtout, l'art radiophonique comme des vecteurs idéologiques de premier ordre; ils démontrent que la mise en scène du nazisme (étendue à tout le pays grâce aux extensions du corps et de la voix du « metteur en scène » Hitler que le cinéma et la radio permettaient) se révéla aussi efficace idéologiquement que les pro-

CITE UNIVERSITAIRE

«PAVILLON DU LAC» Ouvert tous 🔤 jours

28, rue Gazan (Parc 🖮

Le film, n'est sa faiblesse, trouve du mai à incorporer à son l'envers d'épouvante du nazisme : son appétit d'expansion, son anthropophagie concentrationnairs et son délire d'unicité. Ce délire, et les persécutions politiques auxquelles il donna lieu militants communistes, un autre film allemand vint le rappeler en retraçant l'itinéraire biographique et idéologique du contrepropagandiste John Hearfield, photomoteur (militant par Helmut Herbst, 1977).

George Groz notamment, du groupe d'intellectuels d'avant-garde qui orga-nisa la première foire internationale dada à Berlin en 1920. Il mit ensuita dada à Berlin en 1920. Il mit ensuite son imagination au service de l'agitation politico-sociale contre la poussée du nazisme. Ses recherches en contre-idéologie l'amenèrent à crètr un art nouveau : le montage photographique, qu'il pratiquait en illus-la couverture de la revue la couverture de la revue la couverture de la revue la couverture de la revue de la revue la couverture de la revue la couverture de la revue propose de la presse allemande de que. Heartfield fracturait puis recom ait les images que le nazisme proposait de lui-même, et, dans une sorte de contre-mise en scène, le photomonteur révélait les intentions réaction du national-socialisme et en la matique apposée au

La pratique artistique opposée an facisme fut illustrée également par Raimon, chansons contre la peur, du réalisateur Richard Dindo (dont il faudra s'apercevoir un jour qu'il est un des meilleurs docudeur d'aujourd'hui). Le chanteur y explique comment, dans l'Espagne de Franco, ses poèmes chantés devinrent pour toute une génération (celle du 68 espagno)) des chants de ralliement protestation contre ce que la quotidienne d'irrespirable sons franquisme agonisant.

d'ailleurs, et s'en souvient, durant la lente agonie de Franco que furent signés les accords de Marid, déclenchant ainsi la guerre du Sa-hara.

inegal, vinrent rappeler, à Nyon, estuation dans cette partie du monde : Suhara occidental, l'indépenda ou la mort (du réalisateur néerlandais Jan Kees de Rooig, 1977, qui présente, avec uns lente parcimonie, la vie dans las camps de réfugiés, ligne politique du Front Polisario la préparation à la guerre populaire prolongée : Guerre au Sahara (de l'Anglais Nicholas Downie, 1977), qui, d'une manière remanuable, évoque les hostilités : la caméra nous fait assister en direct à une embuscade contra une colonne motorisée marceaine et à la chute d'un chasseur marocain atteint par une fusée Sam, prouvant la combativité et l'effathe.

Un combat libératicelui que mène la SWAPO en Namible, ceini que mène la SWAPO en Namible, était exposé par un film assez insolite : Namibla en Lutte, réalisé anonymement, tourné clandestinement en super 8, et montrant pour la
première fois les atroces condutions de vie des ouvriers qui habitent les
minièrs ... par les firmes
pour exploiter les richesses minières de la Namible. L'attitude coloniale de l'Afrique du
Sud et sa politique d'apartheid furent
dénoncées par un meilleurs films
vus l'Nyon, South Africa, the White
Ludger (réalisé par l'Américain Peter
Davis, auteur du célèbre Hearts ands
Minds), qui explique les origines du
comportement afrikaner et montre
comment, depuis 1948, les Afrikaners
au pouvoir essayent de faire oublier
défaite ... et la guerr
Boers. ... en entretenant une
d'assiègés.

Une autre situation coloniale, entretenue cette fois par les Etats-Unis, est celle qui prévaut à Porto-Misser du Brésilien Alfonso la (ancien opérateur Rocha et de Miguel Littin) Puerto Rico, Parziso de la « puissance protectrice en avec l'île. Relations encore distordues par la crise qui affecte aujourd'hui; Etats-Unis, le tissu Une autre situation coloniale,

montra le film de Bar-bara Margoulis On the line (1976) en mettant en parallèle les images tidiennes contre les tidienhes contre les expusions ou contre les licenciements,
de la grande crise de 1939

prouver que la réacdu pouvoir
dans les deux cas :
abus de la violence d'Etat.

Une autre réalisatrice américaine, Helena Sol-berg, dans Simplements Jenny, perche et la violence institutionnelle que supportent fem-elle étudie l'influence de la religion et des mass-media pour montrer que le conditionnement de la femme boniche » ou la la « femme

femme boniche » ou la « femme potiche » vise exclusivement à satifiaire le machisme latino-américain. Ce même condition dans le contexte médina marocaine, par la réalisatrice anglaise Melissa Liewelyn-Davies qui dans Femmes de Marrakech, arrive aux de la langue marocaine, la réalisatrice s'entretient avec des femmes de milieux (notamment avec une qui prison ciale morale.

ies prisons condidétention qui provoquèrent
il a deux ans la révolte des détenus
analysées, avec un
militante, le
français Elia Lenasz dans Pour qui
les prisons ?, tandis que les réalisateurs est-allemands Heynowski et
Scheuwann propositent une vision Scheumann proposaient une vision, quelque peu idyllique, des camps de rééducation vietnamiens pour anciens sud-vietnamienne negligeant ces hommes ont été confrontés un des dilemmes in plus in the de la



« JOHN HEARTFIELD, PHOTOMONTEUR » Sous les Miras de charisme, l'or de la litte

pensée totalitaire ; ils ont du choisir entre la « rééducation » et la mort. entre la e reeducation set la mort.

De la mort précisément, il
question dans le film plus dense
que nous primes voir à Nyon : Raison
d'être, réalisé par le cinéaste québécois l'es Dion, qui est allé
parier la mort, leur propre
mort, deux jeunes cancéreux. Avec
une infinie délicatesse, Dion su
pathétique :

réfléchissent à voix avec luciment de l'experience la
ecoute, simplement.

écoute, simplement.

la apparente la suisse (ce « pays de fiction », dit Borgès), la Festival et films de Nyon d'attirer l'atlie d'armatique du monde qui l'environne la plupart projections a prouvé que but atteint, parfois avec passion. En donnant grand prix à un film nommé catrices (sur le souvenir de la première guerre mondiale), le jury il dans le sens manifestait, d'une manière, dominant voir se pue s'apaiser, se guérir se pru s'apaiser, se guérir plaies du monde,



«L'EUROPE INTERDITE», de Jean-François Deniau

Par YVES FLORENNE

aime croire que les politiques ont pour soin constant de réfléchir sur les choses. Mais plus rares sont qui, comme Jean-François Deniau (1), and it leur leur sur et, ne se bornant pas à les consommer avec plus ou moins tempérance, manuel leur poids sens et leur valeur de signe, de sorte que ce sont les choses mêmes qui sondain redécouvent.

ce sonci manifestent, discrètement fortement, tout long l'ivre, d'entrée jen en s'appliquant l'adjectif si de d'entrée jen en s'appliquant l'adjectif si de d'entrée par en s'appliquant l'adjectif si de d'entrée par qualifiant certaines affaires et une politique étrangère Alora que, loin d'être étrangères aux Français, ni extérieures, engagent leur destin, sans excepter en précieuse vie quotidienne, pour ne parler leur

DARADOXE d'une inexistence en quelque sorte la companie de la comp

comme l'Onest, l'Europe consiste en deux façons de n'être pas socialiste. Alors, il en appelle l'es qu'il croît la vocation révolutionnaire de l'Occident. « ferment l'Europe Jean-François l'aint voit bien, hi qu'une chaque Etat européen, serait un certain élèment positif. Mais il observe, quant à ini, dans ces différentes nations moins une aspiration continue au socialisme qu'un réoulement alternatif de la ganche comme de la droite quand elles ont suffisamment gouverné, danc décu. En mettant les choses un mieux, c'est-à-dire dans une coincidence

décennie.

UR des ruines, déjà vénérables autant qu'inavouées, celui qui les expese si cruellement va reconstruire. Le titre au livre d'interpret pleinement : a reconstruire. Le titre au livre d'interpret pleinement : a diverses lumières projetées par le mot a interdit a. C'est d'abord ce qui est défendu (en la circonatance. l'ambignité participe de l'humour nair); on ce qui est frappé de stapeur, d'immobilité; et aussi, ce qui est soumis à tutelle. Jean-François Denian porte l'accent sur a sens interdit a. Qui ne signifio unile-lement que la voie est condamnée, mais qu'il faut la prendre dans l'autre sens. Icl. avec un autre véhique, c'est-à-dire d'autres unyeus. Reste le but. Une Europe indépendante, il va saus dire, et l'indépendance ne se divise pas : elle ne peut être ou économique, on militaire, ou culturelle ; seulement les trois, inséparablement. Mais d'abord : une Europe différente. Qui se crèera par sa différence même. Et non pas de l'extérieur, par des abstractions et des institutionnalistes, mais de l'intérieur, par les peuples, c'est-à-dire, au fond, par chaque Européens.

Car « donner un grand dessein à l'Europe », rien d'autre ne peut « intéresser les Européens ». Si non seulement les intéresser : les appeier à naître. « Paire l'Europe, d'abord pour les Européens, il s'agit d'être. La idée renouvelée, cette foi renaissante ne s'exprimeraient pas trop mai dans une vieille formule rituelle : l'Europe est morte, vive l'Europe.

Que le lecteur ne se plaigne pas trop de cette douche européenne que l'auteur lui infiige, entre ce qu'un appelle pessimisme et une et qu'un et qu'un est qu'un est qu'un même expérience et d'une méme expérience et d'une méme expérience et d'une méme l'ucidité, dont l'une fillusion et l'autre accueille l'espoir. Mais un autre espeir.

(1) L'Europe de Bditions du Paris 234 pages, di F. Editions 1977, 320 F.

POLITIQUE

« EUROCOMMUNISME ET ETAT », de Santiago Carrillo

tours encore tournement tournements enternational (1). Les rédacteurs moscovites des Temps Nouveaux, gardiens de l'orthodoxis néo-statinienne, ne se sont pas trompés de cible quand ils ont tiré à boulets rouges sur le dirigeant communiste espagnol : son ouvrage est indéniablement a hérétique n. Là où set camarades euro-communistes, français ou italiens, préjérent oublier leur ancien modèle ou se contentant de condamner des cas particuliers, Santiago Carrillo se permet d'attaquer le système luimème, apet tes aspects « totalitaires » et sa bureaucratie quasi « inamovible ». Moscou ne peut tolérer une telle critique.

C'est donc grâce à ses propos courageux sur le régime soviétique que l'ouvrage du leader communité espagnol entrera dans l'histoire et non par le sujet même du libre — l'analuse de la naivre de l'Etal. Les carences de la théorie marxiste dans ce domaine sont maintenant admises. On ne peut pas dire que Santiago Carrillo comble praiment accionne sont maintenant admises. On ne peut pas dire que Santiago Carrillo comble praiment accionne sont maintenant admises. On ne peut pas dire que Santiago Carrillo comble praiment accionne de la captalisme monopoliste d'Etal, comme dans la partie connacrée à l'histoire de entre l'autocritique et l'autopusitification. En tout ous, sa toire encore

démonstration de transjormation graduelle de l'État, de l'intérieur, grâce au « retournement » des appareils idéologiques n'est pas très commincante. L'auteur est moins à théorie que dans la pratique et son libre est plus instructif sur p.C. espagnol que sur la stratégie de transition au socialisme dans les pays capitalistes mancés

A PRES un demi-siècle de sclérose

A stalinienne, le rancupann de la
pensée communiste n'est pas une
tiche facile. Même Santiago Carrillo
est parfois prisonnier de son héritage.
Ainst, en définissant le système sortétique, il est ammé à cette contradiction dans les termes : « le socialisme
totalitaire ». Les réflexes conditionnés l'empêchent encore de dénier à
la Russie le nom de socialiste. Et
pourtant tout dans son livre se
déjà contraire. Il
bureaucratie disposant « d'un pouinmense et presqui
placé :

placé :

placé :

tounsiteurs
sociétiques :
de société. Innance peutètre aussi la renaissance d'uns pencommuniste indépendante.

DANIEL SINGER.

DANIEL SINGER.

ÉCONOMIE

LE TOURISME INTERNATIONAL — Robert

personnes diplacent d'un pays l'aire pour agrémant et rappour une recette de trante-sept millions mondiale du pour marché s'organise, a gare s'exploite d'an au seus du selon les méthodes les plus éprouvées de l'industrie moderne. Développement des transports astroutures créatis de réseaux créatis de réseaux des publicitaires (du cocatail d'information au les méthodes les publicitaires (du cocatail d'information au les seus cubler les millions de prospectus d'autopose très rement R. marchande sux d'évasion contemporatus.

oontemporains.

Que cette foire illusions il n'y s souvent qu'un lointain coffert s correct s coffert s correct s compresses à la un impact très discurappella juste : dependance comique vie-à-vis du marché comique vie-à-vis du marché comique vie-à-vis du marché comique vie-à-vis du tourisme alle-tique directe ou indirecte (quetques grèves, et les étrangers vont allieurs), effets pervers, dégradation de l'environnement — le tourisme international, tel qu'il se pratique actualiement à des conséquences — i loin #11-16

REGARDS SUR CE TEMPS OU MEFLEXIONS SUR LA CROISSANCE. — Plante Practice. * Editions 4, 6, 1 me de la

Estatud apporte avec scientifique, il va sans dire — une scientifique, il scientifique, il scientifique, con sol > et sa croissance.

Croissance libérale, l'amment dans son impuissance devant i estaglistion s.

Estatud de l'amment dans son impuissance devant i estaglistion s.

2 : nouveau une caure personnaliste, pour lequel l'auteur une inclination.

di cromani notion et reulté
di cromani ses douleurs
et illusions.

c'est son l'éhomme

nº 18-19

An sommaire:

- Ernest Mandel: Sur la nature de l'U.R.S.S.;

D'INTERNATIONALISATION, IL -INTEGRATION ET COOPERATION DANS IVE RELATIONS INTERNATIONALES. — Wellier et Alii.

Les contributions resemblées dans on ouvrage s'ordonnent autour des thèmes sur lasquels Jean Weller poursuit depuis de nombreuses années une gélazion originale et de grande portèe ; 1) prise de conscience de la cérésiforation à astuelle d'un système concet d'échanges internationaux, e comme déjé su cours des shuées 30 »; 2) nécessité de coersiteme en tru socialisme. L'article de Marie Lavigne (e Problématque de l'antreprise multinationale socialisme ») n'est pas le seul qui soit sant à ce deuxième thème, somme vue rapide le laisserait sup.

L'acque pages J. Weller consecrées à « Doctrine et la coopétion », dans des précédents — aujourd'hui épuisée — et qui sont rémprimées la prise remise le sitalisme issue à la clans le développement de nouveaux rapports situalisme issue à la clans le développement de nouveaux rapports situalisme soviétique montre que les ajustements entre théorieisme ne se feront pas sans queiques grincements de dents.

Les prise sur la parent du consecrées de consecrées de la coupe de cur même du problème ; y a-t-li la situalisme de nouveaux rapports set de souveaux rapports set ou sont se de cur de ajustements entre théorisiens ne se feront pas sans quaiques grincements de dents.

Les promiser de dents sous la sur le premier de la lactue de la production.

L'ouvage se par un J. Coussy sur e l'internationalisation de la production. de le connaissance économique s, qui axamina avec l'est rigoureux du sociologue de la connaissance in influence du mode de via des économistes, de leures conditions de travail (constitution d'équipes internationales, postes d' experte s dans les pays de développement, lucratife avec les organisation internationales...) sur le contenu de sur pensée, de discours, de leure contenu de sur pensée, de discours, de leure contenu de sur pensée, de discours, de leure contenu se soumatire : e science d'onneclement.

Same of the same

. .

Land Comments of the Comments

DOSSIER PAUL GOMA. — par Virgii ★ Editions Albampa Paris, INT, III2 pages, 39 F.

EUROPE

. Un maintain de allers o : le sousment la juste-ment la parole, qui prend mot construire de emprisonné de la il ne retrouve la paix — incertaine — qu'à condition dans silence,

les principales étapes : une d'avoir marquée pur l'épreuve l'apreuve d'avoir ful une formation appeale per im famile instituteurs, inquiétés), une jeuneuse (en 1956, étudient, pour s),

emploi et, à suite ses récentes de position, la prison, Aujourd'hui libéré et amployé la bibliotièque de Berrie P. Gom n'intéresse plus guère la 2 de la libéré de plus pour rendre homusge à son courage : il faut lire ce dossier, le faire de puis pour que puissants, de par le monda, s'efforcent d'imposer aux hommes de liserté.

TIERS-MONDE

HOMMES ET DESTINS. — Collectif. Paris, Tome I, 665 mm. F: Tome II,

ce ont d'un diction-de l'outre-mer, comprensat plus cinq

SOCIÉTÉ

DES FEMINES ENMIGREES PARLENT. A L'harmattan-CETIM, Paris, 175 pages, 36 F.

A L'armattan-CETIM, Paris,

A L'armattan-CETIM, Paris,

pages, 38 F.

Si le titre accroche, le texte décult,

qu'il semble-t-il, sur

une illusion fondamentale : e resificar

le séen 3 ne couniste à resificar

le séen 3 ne couniste à resilituer bei

quel le discours qu'un individu (ou un

groupe) tient sur son vécu; il n'ut pas

il e natural 3 anns artifice, et un

riau brut l'amais tenu lieu d'analyse.

Par quel ceux sur

l'amais tenu lieu d'analyse.

Par quel ceux sur

l'amais tenu lieu d'analyse.

Par quel le ceux sur

l'amais tenu lieu d'analyse.

Par quel et soutfrir tien
draient-ils, sur leur propre existence, un

discours qui l'éclaire? Le drame du

pauvre, c'ai justement qu'on lui a voié

les mots pour le dire, de façon de

parson sur le dire, de façon de

les mots pour le dire, de façon de

c'est pourquoi et la parier qu'on

les limiters son exploités, mai

logés, mai malades de solés, peut

toujours malades bolés, peut

conscience, d'arracher qualques bribes

autrement percutante la désept
rence de de le desept
leur d'arracher qualques bribes

autrement percutante la désept
rence de leur d'arracher qualques bribes

autrement percutante la désept-

ASIE

LA REVOLUTION CHUIDISE 1927-1929. -

Victor Serge. & Edit. Savelli, Paris, 1977, 140 pages.

CRITIQUE COMMUNISTE Spécial soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre . Qu'est-ce que l'URSS ? Denis Berger: Des Etats anti-ouvriers;
Lequenne: De l'avenir universel le la bureaucratie; Lequenne: De l'avenir universei et a pureuccione.

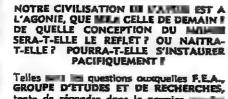
Rossi: Qu'est-ce que la bureaucratie dans les et dimensité: Entherine Verla: Les voles in la restauration capitaliste: l'exemple yougoslove;
Habert Sander: La réforme économique et la des ouvrière; Raimund Löw: Otto Bouer et l'« Arbeiter Zeitung » face a vo In will done the libraintee, Mill proper, 18 F. Abonnement, 10 numéros: 100 F (étronger: MD F, matter) 150 FL Correspondance: 10, impasse Guéménée, 75004 Paris.

FRATERNITE

HE WHALL DELEMENT

DE 1/2002

LE SUPER-ÉTAT DE DEMAIN: LA FÉDÉRATION EURAFRICAINE



Pour recevoir cet ouvrage, qui constitue monifeste FRATERNITE EURAFRI-CAINE, il vous suffit retourner bon ci-dessous.

BON DE COMMANDE FRATERNITE EURAFRICAINE, B.P. 316, 75025 PARIS CEDEX UI m'adresser franco port esemplaires
premier des « CARLERS DE L'EURAFRIQUE »
au prix unitaire de F.

révolution d'Octobre.

la gauche ethi lace an pouvoi The contraction of the contracti ALT recipion

> 1 12 15 15 4 ACCOM The same of the sa The state of the s and the first the state of the * 2 Septembergente

ations of the · ----And the second of the second o of the second section The state of the s The second secon A CONTRACTOR OF THE PROPERTY. - was made with the

and the state of the state of A CONTRACT BRIDGE THE ALL MAN The second secon Transport of the later of the l

ار بهوا شاه کند. در درموان او اینام سا The second second The section of the And the state of t

ente egazia. La esta de la esta de

Film consists a second

to have by

AMÉRIQUE LATINE

LES GAMINS DE BOGOTA. — Jacques Meunier.

Qui s'est promené dans les rues de Bogota n's pu manquer de tomber sur des enfants, seuls ou en petits groupes, vendant journaux, cigarettes ou billets de loterie, mendiant ou chapardant à des heures où lis devraient être à l'école ou dans leur famille. Jacques Meunier s'y est intéressé en anthropologue mais en raisant une place à part à ceux que les Bogotanais nomment e los gamines s et qui ne recouvrent pas la totalité des quarante mills enfants pauvres la capitale.

d'entre eux : « Les enjants pauvres sont tristes, pas les gamins. » Pour Jacques Metmier, le trait caractéristiqué est l'appartenance » bande, « la gallada ». livre pu une monographie de statistiques. Il s'agit contraire in rencontre entre m

PROCHE-ORIENT

LE MOUVEMENT NATIONAL PALESTINIEL -Présenté par Olivier Carré.

★ Gallimard, coll. c Archives », Paris, 1877, 228 Cartes, chiffres, tableaux, extraits de documents, rappel des principaux événements : le petit livre d'O. Carré, clair hien d'est palestinents : le petit livre d'O. Carré, clair hien de set palestinent de la qui veut imprendre, dans asserandes ligna fait palestinen. Un fait qui s'inscrit dans l'histoire la plus sucienne. L'auteur remonte su treisième aiècle avant notre ère : à cette époque, déjà, existait en Palestine uns population homogène — si homogène qu'on lui attribuait un ancètre commun : Finatin, fila de Noé. Ouverte aux apports extérieurs (arabisation, silamisation), elle ne s'est jamais dispersée — jusqu'à l'implantation sioniste du moina. Mais estre permanence est ausai une résistance : les Palestiniens n'ont cesté de lutter pour préservar l'intégrité de leur territoire. Lutte contre l'Empire octoman — la Palestine est alors à Favant-pards du révell arabe, — opposition aux premiers démantélements de leur terre par les colomies juives, revendication en août 1921 d'un gouvernement national, révolte armée enfin. Une volonté si opinitère de rester sol-même, et chez sol, permettra-t-elle aux Palestiniens, tôt ou la sur patrie ?

NOUS ! FEMMES GUBAINES. — Betty-Eleuthère Georgiou.

notations personnelles et documents offide cette dimen-sion peu connue mais peut-être la plus révélatrice de la maille cubaine : la tion de la virilité qui carectérise encore la culture dominante de la majeure par-tie de l'Amérique latine.

Les difficultés de l'indépendance économique

Richesses naturelles et industrialisation au Maghreb

Le destin monde méditerranéen est une donnée de l'histoire. Mais entre le nord et le sud de la Méditerranée, bien des incompréhensions issues de la méconnaissance se maintiennent. Par la fréquence et la qualité le ses publications, le Centre de recherche et d'études sur les sociétés méditerranéennes (C.R.E.S.M.) à la disponéennes (C.R.E.S.M.) à la disponéenne de prospectives sur la vie économ de prospectives sur la vie économ de prospectives sur la complex de Maghreb indépendant. Deux ouvrages récents devraient aider à combler le jossé des malentendus.

Le premier porte sur la question des

le fossé des malentendus.

Le premier porte sur la question des matières premières énergétiques et a Maghreb: principalement sur le fer, les hydrocarbures el phosphates (1). Il d'actualité que les auteurs abordent conscients du poids stratégique le richesses procés de développement national des maghrèbins: caux-ci ne se résignent l'exportation massive de produits qu'avec le souci d'acquérir capitaux et la technologie nécessaires fabrication sur place de produits finis. L'aperçu historique sur les pratiques coloniales en matière de ressources minières et le rappel des donphiques quouvent le recuell production propers à chacun des pays.

propres à chacun des pays.

en ce qu'il implique un choix de remise en cause l'impérialisme, seule garantie de l'autonomie de décision, semble in ne pouvoir s'appliquer qu'aux eas libyens et algérien.

en affet, à quel point esse-ci reste tributaire de facteurs extérieurs déterminés par les firmes multinationales. minės par les firmes multinationales, tandis que la Tunisie demeure système 🖼 🗀

L'indépendance ne saurait se limiter

à la seule maîtrise de la production : plus importante est celle de la
transformation des matières premières
et surtout de leur commercialisation.
Une synthèse la
formules
entre Etais ducteurs et compagnies pricées
tion. Le lères premières s'est
mondiale; les regroupement
tinnaux, tel l'OPEP, y
de façon crussante : élargissant ses
perspectives, l'ouvrage se clôt donc
sur l'analyse de l'influence que peustratègies maghrèbines le réaménagement
économique
et met une fois de plus en relief le
rôle de « fer de lance et tiers-monde »
l'Algérie.

L'UTILISATION des
L'urelles aux fins d'industrialisation,
pour laquelle ont opté les pays du
Maghreb, pose un problème de transfert de technologie : sur quel mode et
vec quel partenaire? Dans un
qui la clarté présentamanuel, (2) Dimitri

La France
dans : domaine. In mi la différence de choix entre l'Algèrie et ses
deux voisins — la première aspirant
l'autonomie technologique quand les
deux autres ne souhaitent que s'intigrer processus international
production — il indique

breuses vicissitudes, les entreprises
françaises conservent une placs de
choix

par industrielle,

pas d'évoquer le danger
latent d'une dépendance technologique du Maghreb, dans la perspettive d'une nouvelle division internationale du travail où la France abandonnerait les activités industrielles
pou sophistiquées, se réservant celles
pou font appel à une main-d'œuvre
très qualifiée et apportent une forte
valeur ajoutée. L'UTILISATION des turelles aux fins d'industrialisation,

C'est précisément dépendance

C.R.E.S.M. (3). chercheurs poursuivent l'objectif original et du repérer, sein arabe,
les phénomènes de dépendance idéologique de transfert de modèle en
pr. senance pays indépendants sont-ils
conduits à reproduire culturels, institutionnels économiques suiturels, institutionnels économiques systèmes sociaux
constatation que la pénétration colo
systèmes sociaux
cutochiones, auteurs privilégier maghrébines maghrébines maghrébines suiteme
capitaliste, tout en recurs les
difficultés d'un choix différent en
l'état actuel du rapport des lorces
internationales. Ces trois points constituent l'ouge que l'on peut
diversité des institutionnel, développement l'emigration, discours
quotidiens maghrébins,
article, qui aux
techniques cybernétique, presse maghréne nétique,
presse maghréne
narquées journaux
opposés qu'enlangue
langue
française, soulignant
l'importance, par-delà les frontières, onifon
de dépendance l'affirmation nationale, héritage historique héritage historique difficultés auxquelles doivent aujourd'hui faire face les les Maghreb, leur effort dépelonpement

effort developpement inter-leur inter-nationale.

CHRISTOPHE BATSCH.

(1) Les Stratégies premières au Maghreb, ouvrage collectif,
Centre national de la recherche scientifique, 1976, 203 pages, 42 F.
(2) Le L. France et
L. France et
Culas, 1976, 1

STERN

· GRAVEVR · depuis 1840 cartes de visite.

invitations La distinction d'une graoute traditionnelle

nouveau département "Sociétés" pour cartes et papiers à lettres de belle qualité

Atelier | 47 Passage des Panorames PARIS 2° - Tél. 236.94.48 -

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur III BELIVE-MERY b publication : Bédacteur en chei CLAUDR JULIEN en adjoints :

Par il Pabonnement annuel (en france)

DOM Contraffique,
Dahomey,
Mauritanie, République
maigacos. Mail, Niger, Sérégal.
Haute-Voita Camprous
Togo, Tuniste,
militaire pavale,

— Idéologie et «révolution»-

La gauche éthiopienne face au pouvoir militaire

E régime militaire éthiopien est en butte à de graves critiques non seulement de part des la droite, mais aussi de la part des ceurants les plus militants de la part des détainments des plus militants de la part de la droite, mais aussi de la part des courants les plus militants de la ganche éthiopienne. Malgré les réformes radicales de 1975 qui ini ent valu le soutien des paysans défavorisés, malgré l'adhésion à la doctrine du socialisme acientifique en 1976 et le récent rapprochement avec l'Union soviétique, le Derg l'un comité militaire au pouvoir) n'a pas pu gagner à la longue l'approbation le majorité d'étudiants d'intellectuels qui mêment, depuis les années 80, le mouvement de la gauche éthiopienne. L'hostilité envers l'armée à des racines historiques profondes. Pendant les derniers trois siècles, plus qu'un défenseur, elle était devenue le fléan du parti, le saignant le blanc et ravageant les campagnes. Sous flaile Belassie, les militaires participaient à la répression du mouvement étudiant, et l'empereur récompensait les officiens en leur octroyant des terres. Après leur installation au pouvoir en 1974, les militaires aont accasés par l'extrême gauche de s'être approprié une phraséologie progressiste saux vouloir pour autant meuer la révolution à son aboutissement. Diverses publications donnent aujourdes anaiyses théoriques souvent schématiques et toujours partisanes.

P OUR la première fols le lecteur occidental peut se familiariser avec ce genre d'argumentation grâce à deux livres publiés en anglais par un éthiopien qui vit en exti depuis le temps de Hallé Selassié, Addis Riwet : Ethiopia from Autocracy to Revolution. (1) et Ethiopia from Autocracy to Revolution. (1) et Ethiopia from Autocracy to Bourgeois Dictatorship (2). Le premier ouvrage retrace l'histoire politique et économique de l'Ethiopie depuis les grandes conquêtes de Ménélik dans le dernier quart du dix-neuvième siècle et jusqu'aux premiers mois de la révolution; le deuxième analyse plus en profondeur l'époque de Hallé Selassié et les deux premières années de la révolution. Tous deux abondent en formulations nouvelles, fruit d'une solide culture markiste et d'une réflexion attentive sur le passé et l'actualité éthiopienne. Face aux succès des mouvements séparatistes étylinéen et somali et face à la répression à l'intérieur, deux thèmes prennent une signification très concrète : le prohlème des nationalités et l'analyse du pouvoir militaire.

A l'encontre des historieus éthiopiens qui voient dans les immenses conquêtes de Ménélik (entre IIII et 1960) la récupération du patrimoine historique, Addis Hiwet considère l'Etat éthiopien tel qu'il s'était l'une les menes forces qui ont créé la Côte-de-l'Or (Ghana), la Côte-d'Ivoire, le Soudan et le Kenya ont créé aussi l'Ethiopie moderne » (I, page 1). Cette fois, pourtant, le colonialisme e Les mêmes forte pur de la consolider la classe dominante — l'aristocratie foncière. Les terres confisquées à la suite u d'un féroce processus de conquête, d'annexion, d'incorporation et de subjugation de peuples et de territoi-res » (I, page 3) avaient été distribuées en POUR la première fois le lecteur occidental

majeure partie aux conquérants. C'était ce colonialisme fécdal-militaire qui avait permis la création de l'Ethiopia moderne que l'auteur appelle « Etat-ampire » (terme apparenté sans doute — au mot « impérialisme »). Dans ce neuvel Etat-empire multinational, la majorité des populations locales avaient été réduites au servage, la domination de classe l'accompagnant d'une lourde oppression sur le plan national et religieux. Une telle définide de l'Etat éthiopien, présenté comme un produit du colonialisme, entraîne inévitablement de la légitimité du mouvement nationaliste érythréen (I, page 99), tandis qu'une révolte somalie datant de 1943 est déjà qualifiée comme ayant un « Caractère de libération nationale » (I, page 88).

Par OLGA KAPELIOUK

Quant au régime militaire actuel, loin d'accepter la propagande officielle selon laquelle a la classe ouvrière, la classe paysanne et les militaires progressistes, soudes par l'idéologie socialiste, au reculeront devant aucume force à l'Addis Hiwet tente de prouver qu'en réalité les militaires servent d'intérêts. Prisonnier de la formule marriste sur l'inévitable transition du féodalisme an capitalisme, l'auteur soutient que la désimtégration du féodalisme éthiopien, entantée sous le pouvoir absolu de Hallé Selassié et accomplie par la réforme agraire de 1975, a about à l'installation d'un régime capitaliste sous l'égide du Derg. Minimisant la portée de la nationalisation des terres agricoles et urbaines, Addis Hiwet n'y voit que des mesures destinées à instituer un pitalisme d'Etat aux mains d'une nouvelle classe dirigeante la bourgeoisie d'Etat. cause du sous-développement de l'Ethiopie, cette bourgeoisie l'engagara de plumen plus dans l'ortère de l'impérialisme (4) : « L'Etat absolu et l'engagara de plus en plus dans l'ortère notre de l'impérialisme (4) : « L'Etat absolu et l'impérialisme (4) : « L'Etat absolu et l'intégration du pays d'elle système capitaliste mondial » (II, page 58). Au terme de cette analyse plutôt schématique, Addis Hiwet appelle à combattre le Derg par la mobilisation et l'organisation des masses dans le cadre d'un parti prolétaire.

DANS l'éventail de la gauche éthiopienne, Addis Hiwet se place a mi-chemiu entre les deux groupements majeurs en Ethiopie même — le P.R.P.E. (Parti révolutionnaire du peuple éthiopien), qui a fini par se lancer l'été 1976 dans la lutte armée, et le Meison (Mouvement socialiste pan-éthiopien), qui a prêté un « so il critique » aux militaires jusqu'au mois — 1977. Ces deux mouvements, qui se réclament tous les deux du marxisme-léninisme, — sont — su cours du premier trimestre — 1976 lorsque, parallèlement à un changement dans les rapports de forces au sein du Derg, la possibilité d'un gauchissement du régime paraissait réelle. Les principales divergences entre les deux mouvements, à part quelques différences d'affiliation idéologique, portaient sur une question de tactique : fallait-il ou ne fallait-il pas sontenir le Derg ?

Le dans ses analyses du pouvoir reproduites dans des iracts et diverses publications clandestines, s'attaqua de plus en plus violemment au Derg pour en arriver à préconiser une lutte armée centre le régime. Le répression qui s'ensuivit fit d'innombrables victimes. Pendant le seul week-and précédant les festivités du 1" mai 1977. d'un millier d'étudiants et de trouverent la mort à Addis-Abeba.

De l'autre côté, les intellectur regroupés autour du Melson, tout en reconnaissant le Derg u de par se nature de classe na pouvait mener la révolution à son terme a sealent décidé dès le début de 11 de laborer avec cet

laborer avec cet pérant inflé-chir ses décisions dans le sens du radicalisme. C'est à leur influence que l'on dolt les radi-cales réformes économiques de 1975, la timide reconnaissance du droit des ethnies à l'autoc'est à leur influence que l'on doit les radicales réformes économiques de 1975, la timide reconnaissance du droit des ethnies à l'auto-détermination et l'autonomie culturelle | 11 et la radicalisation spectaculaire de la phraséologie du règime a partir du printemps 1976. Ils sont alors à l'apogée de leur influence et le voient chargés de « l'agit ma dans le la du Bareau provisoire pour l'arganisation des masses (B.P.O.M.). Toutefois, le printemps 1977, ils perdent graduellement laur influence pour être finalement délogés du B.P.O.M. denguistu Hailé Mariam. Ils regagnant la clandestinité en août 1977 a subissent à leur tour une répression non moins sanglante, semble-t-il, que celle qui a frappé le P.R.P.E. (?). La rupture entre le pouvoir et les intellectuels du Meison coincide avec le rapprochement entre l'Ethiopie et l'Union soviétique. Leurs tendances maoistes en furent-elles la cause ? Celles-là, quoique non avouées officiellement, apparaissent assez clairement dans le important Dictionnaire progressiste l'ocomposé par leurs soins l'intention des me di a s, des organismes gouvernementaux et des militants du régime. Dans la première partie consacrée à l'explication des concepts, on trouve des articles sur le « révisionnisme » (page 135), où Khrouchtchev est cité comme exemple, sur la « bureaucratie » (page 160), combattue par la révolution culturelle en Chine; sur la « nouvelle révolution démocratique » (page 143). Dans la deuxième partie, à côté des biographies de Ho Chi Min, Lénine, Mao, Marx et Engels, figure celle de Staline. Quatre l'instoire des pays socialistes présentant un intérêt par l'union soviétique. A u t a n t de détails révélateurs d'une tendance qui ne pouvait que géner les bonnes relations avec les nouveaux alliés. Débarrassés des ganchistes, sontenus l'ermement par les Soviétiques, les nouveaux alliés. Débarrassés des ganchistes, sontenus l'ermement par les Soviétiques, les nouveaux alliés. Débarrassés des ganchistes, sontenus l'ermement par les Soviétiques, les nouveaux alliés.

(1) Review of somony, Occasional Publica nº 1, Londres, 1975. Il pages (cité icl sous la référence « I »).

(2) Sans indication de lieu, mars 1976, 97 pages II »).

II »).

[Un chapitre lutte), Addis-Abeba, III. (Un chapitre lutte), Addis-Abeba,

(I) Lu analyse figure également dans lutions politiques II l'Union étudiants éthiopisus en Europe,

3 au 10 soût 1975.

(5) D'après Negueda I'un du B.P.O.M., dans au 17 septembre 1977. 17 septembre 1977.

(5) Dans le quotidien officiel de langue amharique, Addis Zemen, 18 avril 1976. A cette occasion, un nouveau mot a pour désigner le athnies » (bhierese en le mot « pouples »

15 1977.

(5) Teramaj huitième édition, Addis-Abeba, 1977, 310

PAR AVION (Abonnement of taxes)

Monaco

Surope, Turquis d'Asie, Chypre, Canaries, Aigé-ris, 6 Cameroun Centrafrique,
Dahomey,
Mali, Mauritanie,
Togo,
Geauf T.F.A.I.), Republique
maigache, Etat comor

Amérique du Nord, rique centrale Amérique Sud, autres pays d'Afrique, d'Amé-rique

75427 PARIS CEDEX 09
(Chéque Paris 0°
Abon pements 820-63-03
650-572
Adr télégraphique Par

Dans les revues..._

E FOLITIQUE AUJOURD'HUI consacre sa defuiere livraison 11 c Espagne provisoire 2. On y lira noisamment un sur 1 été militaire post-franquiste ainsi que les articles sur les de quartier 1 Madrid et sur la féminisme. En de 1: une description 2 atomiques 1977, 17 F. - 14, rue Petits-Hôtels, 75010 Paris.)

ANALISE SOCIAL, portugalse de sociologie, deux enquêtes sur conséquences politique socialiste du portugal : apprès coopéagricoles mises en place à Evora à faveur agraire. (N° 56, trimestriel, 70 - Rua Quelhas, 2.)

LES TEMPS MODERNES,
F. C D. LES TEMPS MODERNES,
F. C D. Litre Is :

x Les penvent-its :

prendre pouvoir 7 p. Politique-fiction rétrospective qui commémore ... 1917.

ans les partis ...

qu'ils veuillent ou non, ne peuventpas-ne-pas. Parce qu'ils sont justement ...

machine à prendre le pouvoir. Telle

12 thèse. signalera le numéro
spécial : « Du », où ...

exclusivement ...

problèmes ...

problèmes ...

pendance économique, l'agriculture, ...

etc. (N° 375, mensuel, ...

F. et n° spécial : ...

F. et n° spécial : ...

Paris-6*.)

FAIRE, du socialisme sutogestionnaire dirigée par Gilles Martinet, apporte son analyse l'épide force s'Intérieur gauche conséquences positives tirer. y contre eurocommunisme : situation espagnole : écologie. U ré tive : Incommunistes au 1944 à 1944 à Sainte-Anne, Faris-2-.)

conclure qu'il n'y a que l'union en rien.
Un de l'union en rien.
(Octobre, mensuel, li F. - Edit. Mandrin, 5, rue Payenne, Paris-3.)

Thème is puissance; in vivre puissance; in vivre puissance; in l'alchimie conomique; mirages : l'alchimie et ruée vars l'or (celle des nionniers et épargmants e). Esports dans la little et l'art. (N° 53, trimestriel, 18 — Edit. Tallandier, 17, rue Bemy-Dumoncel, Paris-14-.)

E CULTURE FRANÇAISE, publication conjointe l'Association des de langue française de françophone et de italson, cousacre un numéro spécial i la phonie publiant intégralement les Bemaine françophone qui ouverte par M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO. (Troisième trimestre 1977, trimestriel, 39 F. - 47, rue Lille, Paris-7-.)

D En outre, l'A.F.A.I. publiera
mais bulletin, ACCUEIL ET LIAISONS
FRANCOPHONES, qui apportera
informations
francophonis. — ce
la septième Biene de la langue francaise — Canada — un débat sur les
de de — à l'égard — la
francophonie. — 2, — 1
47, rue de Lille, Paris-7-.)

E Quiconque d'informabeaucoup fruit le lecture Tidjeni-Serpos, L'AFRIQUE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE Elle porte
trois des quatre revues de culture les
plus importantes de la francophonie
africaine. Mais il s'agit d'une historique : précurseur,
disparues. s'étonnera de voir Rivet, Mounier et le P. Maynera de voir Rivet, Mounier et le P. Mayen catholiques intégristes »! doit y avoir malentendu
le sens du le (N° 45,
Faris-18°.)

Anthropologie 2, lesquelles, après structuralisme, l'anthropologie trouve son second souffie. (N° Zi, trimestriel, n° 30 , - 77 his, rue Legendre, Paris-17e.)

ET SANTE, problèmes de la la prévoir les problèmes de la lavenir présent, la lavenir imaginé, plutôt du expérimenté. Dans la premier numéro, un hommage Jacques par Lwoff, avec la la Monod. Dans la second, avec la la vie. Is vie. professeurs J. Jacob, L. (N° 1 trimestriel, J. Jacob, L. (N° 1 trimestriel, L - 5, rue Clément-Marot, Paris-8.)

onsacre son numéro de novembre à un unique : les prisonniers politique milla dans le monde) : un sperqu de : qui leur : (N° 188, novembre, 7 F. 163, Malesherbes, 75848 Paris Cedax 17.)

E LES COMMUNISTES ITALIENS, bul-letin pour l'étranger du P.C.I., donne la parole à Enrico Berlinguer qui s'explique sur la politique internationale des com-munistes italiens. (N° 6, novembre-décem-bre, bimestriel. – Via Botteghe Occurre 4, Rome)

E CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLI-TIQUE inaugure sa nouvella série par un cahier d'e travail le souch politique qui mante des mante des mante de la révue ainsi l'équipe à la tête de la revue, ainsi que sa voionté déclarés d'entre de la pratique ». (Nou-velle série, n° 1, octobra-décembre, tri-mestriet, abonnement : 56 % l'an. - Ed. Maspere, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.)

tement

été le thème d'un colloq
dernier par !!

tion du bon
l'administration. La REVUE ADMINISTRATIVE DE L'EST DE LA FRANCE
actes ce colloq
unuméro qui
(N° 7, troisième trimestre, trimestriel,
F. - Institut
Metz, 15, avenue Lyon, 57000

un dossier le immigrée », AUTREMENT donne la représentants o qui tradusent vitalité de expression culturelle témoignant, de leurs pour faire comme dans politique actuel. 11, novembre, mensuel, 30 F. 73, rue de Turbigo, 75903 Paris.)

El Dans AFRICA REPORT, Barbara Rogers démonte le mécanisme de la propagande sud-africaine qui se charge de diffuser une linage avantageuse de l'Afrique du Sud à l'étranger. Dans le même numéro, Tony Hodges évoque le sort des paysans rhodésiens dans la lutte que mêne le régime de M. Smith contre la guérilla. (Septembre-octobre, bimestriel, 2,25 dollars. - 833 United Nations Plaza, New-York, NY 10617.)

Modibo Kelta.

premier président République du Mali avant un militaire en 1968.
AUJOURD'HUI L'AFRIQUE un numéro personnalité de d'Esta africain, à son cuvre et à sa pensée. Il 9, 1977. 8 R. - 14.

paralits le premier français l'organe l'organe l'ANU ZIM-BABWE NEWS. lyses ce parti, membre Front

patriotique du Zimbabwe, sur la litta la libération et ses implications diploma-tiques. (Edition en français du numéro spécial de mars-avril 1977, 4 F. - 15, rue Marcheron, 92170 Vanves.)

l'initiative Jacques
Berque, Durgont Rodinson, PEUPLES MEDITERRANENS
propose d'étudier | problèmes
l'expansion dans la zone méditerranéenne perque comme une unità. Au
sommaire du premier numéro : « Les
multinationales en Provence-Alpes-Côte
d'Azur : (Mesurice Parodi) : « Four une
anthropologie de l'arabisation au Maghreb » (Gilbert Grandguillaume) : « La
steppe algérienne, causes et effets d'une
» Montchaussé) ;
et et fonctionnelle, cas

10.43

Les mortsons

A marche

MAGHREB - DEVELOPPEMENT, qui se spécialise l'économie d'Afrique du On ainsi dans le dernier n. des sur les engrals au Maroc, l'emploi l'interes au Maroc, l'emploi l'es engrals au Maroc, l'emploi les engrals au Maroc, l'emploi l

FORUM DU DEVELOPPEMENT, publié par la Centre d'information économique social des Nationa untes à fait paratire le septembre un numéro en anglais consacré à le présentation de mouvelle publication en anglais EDITION.

fois par mois, les hommes d'affaires y trouveront des informations sur les nonveaux projet susceptibles en financés par la Banq mondiale et le PNUD ainsi que avis d'appeis en internation que avis d'appeis en projets. (A paratire à partir de janvier 1978, bimensual en anglais, abonnement annuel : 150 dollars.

Nations unies, CH-1211 Genève 18.)

CINÉMA

Question d CARIERS DU CINEMA
qui publient, par alleurs, un
avec Paul Vecchiali. On lirs en outre une
L'Ami
Vembre,
Ecuie-Bianche,

E CINEMA 77 consage un important par l'apporte de constant le cinéma et la de constant (N° 227, zovembre, mensuel, III. - 8. Ordener, Paris.)

Dens CINEMA POLITIQUE,

poursuit

du F.C.F. sur

intitulée « Cinema, Culture et Profit ». (N° 8, octobravembre, bimestriel,

saulnier, 75009

E Marcel Martin, dans ECRAN 77, studie les affinités et les influences entre Dans numéro, une Étude étude (N° novembre, mensuel, E F. - 60, avenue Simon-Bollvar, 75619 Paris.)

55 FORMATO public un pana-file du pana-Pedro lles sur le le du de Dans la lle llyrel-son : le rapport de la der

des cinésates latino-américains à Mérida (Venezuela) et un article du réalisateur-théoricleu Octavio Getino sur le nouveau cinéma péruvien. (N° 3, nevembre, tri-mestriel, II n° - Apartado 60-1775, Estateta El Dorado, Panama.)

El Cotavio Getino degalement, dans le SULLETIN DU CINAMA MOZAM-BICAIN, un intéressant texte d'aistoire économique sur les perspectives d'intérnation du cinéma de langue hispanoportugaise. (N° 11, novembre, mensue), gratuit. - Instituto national de legostinho Neto, 948, L. Indiana de mbique.)



Spécimen sur simple demande. 11 bis, bd Haussmann, 75009 PARIS.



VRICHAUD. 3, 700 Calmette. 85300 CHALLANS, TM. (51) 88-15-92

COLLIOURE

Les Résidences

du Port d'Avall



MAND UN PAYSAGE QUI SEMBLE TOUIOURS EN FETE. -SOUS LE CIEL LE PLUS BLEU DE FRANCE» (Herri MATISSE)

- Train direct de PARIS, aéroport à 26 km (PERPIGNAN). Immeubles de 11 appartements, accès direct 1 im plage et 1 port 1 100 mètres).

HUNDA 11.T2.T3. Standing c classe internationale.

- Inn - Tennis - Club-House - Currier d'enfants Lun équipée - Chauflage électrique intégré.

- Prix Inn définitifs à compter de Crédit maximum. Programme garanti par la BCT - la Société Générale. Livraison janvier 1978.

Une réalisation unique, conçue pour vos vacances, sussi pour principale ou princi

S.C.I. LES RÉSIDENCES DU PORT D'AVALL

4, rue Paul-Courty - 68000 PERPIGNAN

SAINT MANDRIER Loin de la foule, Bu coeur d'un parc flauri (Côte Varoise) et and de jeux pour les enfants, petits la la Falla Saint Georges s'ouvrent largement sur la WWW. De nombreuses familles ont déjà été séduites. Pourquoi pas vous l

Livraison immédiate. Possibilité de location. n place (7 jours up 7) - Tél : (94) 94 97 03 n à Paris, 47 n Hoche (8e) - Tél : 12 1 1 63

Cannes II la Croix IIII Gardes face au large 1011dées dans 1 ha de verdure, 25 appartements grand was avec piscine.

11.

Les Gardins de La Galère une petite résidence d'appartements-villas avec piscine

GEFIC II place of Mars 75118 PARIS T& 728.79.78 - 20 La Croketta 66400 CANNES T& 193199-11-07

HAUTE MEGEVE FRANCE entre Mont d'Arhois et

LE HAMEAU DES PISTES

chez vous à Side Lancement de la deudème tranche composed de trois chalets aux finitions de grand.luxe DU STUDIO AU 5/6 PIECES DUPLEX

UNE SITUATION INCOMPARABLE DAN PROMOTION 5, rue du Cirque - 75008 Paris

DEVENEZ PROPRIETAIRE EN SUISSE

LA RESIDENCE GRAND-HOTEL

2 pièces dès 51.000 Frs tout compris

Regie Nafilyan 5A

TEL (021) 2218 52 ROPOLE 11 1000 LAUGHA

AIX Nord 3 km centre ville alle vitle style provençal. 180 m2 environ comprenent grand living, cheminée cuisine équipée, 4 chambres, très grande salle de jeux, 2 salles de baies, cellier, atteier, cave, lerrasse dallée pieus sud, très beau terrain 3000 m2 avec pelouse, bassin, fruitiers et 300 m2 de boies : 840.000 F.

Cabinet C. TRIVIERE SA Rue - 13100 ADX - T&L (15-42)27-73-83

Es plein cour it & Cam d'Azur, I Promite STEFFE CONSTRUCTION VOICE VILLA SULT IN Stagme

quartier des Termes, des Ecurculis Mandelleu (93)

A Nice, la mer, le soleil et le calme, l celà existe encore...

Au pied du Mont-Boron, 5 boulevard Franck Pilette. près du Parc Vigier, une luxueuse résidence nts (du 2 au il pièces) innimat en la de et une signature: ROMETTI

le front de mer

RENTABILISEZ 4 FOIS PLUS VOTRE INVESTISSEMENT SPORTS D'HIVER à neige, un dans le Vercora, et à 5 mn ou un apparte- de Villard-de-Lane, et dans

ment aux Mercors la saison dura Le ski de piste, le ski de fond... En hiver (se de cet hiver, en louent de cet hiver de cet hiver

de l'im-

 Ls pêche, la spéléo, personn jusqu'à 80 %.

Au-printemps. La montagne, 🗎 piscine,... En été. · 🔝 cheval, 📓 tennis...

En automne. les glovettes

tit. /76/ 95.10.75/ 95.11.47 Votre appartement

à St-Gervais [Haute-Savoie] 30% moins cher.



Studio, 3 a pièces partir de 4400F le m2. Prix et Nous vous proposer de nombreu-ses réalisations en

..lesaphir SOCEPHANCE

13 bd de Courcelles - 75008 Paris - 532.37,80 13 r. shekespeare - 06400 Carnes - (93) 68.28.51

Pour tout renseignement sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA:271 32 55

مكذابن زلامل



JAPON: la recherche d'un nouvel équilibre

Il y a nn an, le 5 décembre 1976, les Japonais allaient aux urnes pour veler la Chambre basse et reconduisaient la majorité conservatrice au pouvoir depuis la fin de la manula guerre mondiale. Le parti libéral démocrate disposait, après elections, d'une majorité plus mince mais, huit mois après avoir enregistré un léger recul, il obtenzit un succès inattendu aux élections sénatoriales.

Nommé premier ministre le 23 décembre 1976, M. Fukuda pouvait poursuivre une politique qui, sur le plan intérieur, n'est guère différente de celle de son prédécesseur, M. Miki. Les divisions

d'une opposition mus duul incapable de prendre la relève font que le débat politique paraît bien La société japonaise n'en mi pas moins il la recherche d'un nouvel équilibre.

Fort éloignée du rêve a révolutionnaire » de l'Armée rouge que ses antes désespérés mais spectaculaires font indûment apparaître namme la principale expression de la contestation, partie croissante du corps social s'interroge me le développement industriel à outrance, comme en témoigne le phénomène récent de la renaissance de campagnes.

C'est également la recherche d'un nouvel équilibre qui caractérise la diplomatie japonaise. L'accélération 📠 la du per rapport au dollar, L controverse will Tokyo Washington le l'excédent commercial nippon, le contentieux avec Ma Communauté économique européenne a conduit I un isoleman relatif du Japon parmi ses alliés occidentaux. Dans conditions, le gouvernement de M. Fukuda cherche tout naturellement la améliorer les relations avec les asiatiques.

Tout en s'inquiétant de l' gement : au communisme que constitue à my yeux le projet a Américains de

se retirer progressivement de la Corée du Sud 🔳 en renforçant la coopération 1'A.S.E.A.N. (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), malgré la méfiance pays membres, Tokyo cherche à nouer le dialogue we les Etats d'Indochine. La détérioration rapports www Moscou, envenimés par 📭 querelle un les îles Kouriles, contribue à renforcer l'influence des milieux d'affaires nippons qui, conscients de l'importance du marché chinois, poussent un resserrement liens avec Pékin, par-delà toute considération idéologique.

JEAN DE LA GUERIVIERE.

Les maisons de commerce d la conquête des marchés étrangers

Par PHILIPPE PONS -

commerciales dont elles se char-gent, toute une gamme de services maison de commerce du Japon, et

de commerce, mais me contrôlent des contrôles des contrôl

Mitsui and Co, par exemple, les in groupes nom disposent in right in the state of t

L'irrésistible ascension du yen

Par GUY BRIDIERS

abordent ses côtes à l'automne, le Japon a été plus
que surpris par la tempête qui
agite
depuis fin septembre et les coude boutoir de la spéculation qui
ont fait monter le cours us yen
au niveau jamais de l'aupour un dollar.

au dépourvu par l'ampleur et la force du mouvement que ses achats de dollars — 2 milliarus de dollars en deux mois — n'ont pu arrêter. Fant-il accuser quelques » gnomes de New-York (»

- Lire pages 16 â 31 : ~

26-27 DIPLOMATIE — Une nouvelle politique de présence en Asie du Sid-Bil

ECONOMIE

Les maisons de commerce à la conquête des marchés

étrongers (suite).

— L'irrésistible accension ill um (suite).

30 POLITIQUE

— L' « Armée muse » est essentiellement un mouvement d'exclés (Ph. P.).

III SOCIETE

La renaissance de la province (Augustin Berque).

Japonais, on la faut-il concomme la consequence tardive,
inévitable, l'accumulation
uni attestent à l'évidence que l' « oil
shokku le « » pétroller)
l'économie japonaise ?
Avant l'économie japonaise ?

Smithsonian Institue de décembre 1971, tout en livrant un essai d'interprétation.

Les nouvelles parités décembre 1971 inregistraient la dévalue de la libra de la dévalue de la libra de

vient alors, début 1973, la conde dévaluation du dollar

265 pour un dollar. A partir de cette date, jeu du jeu du du jeu du jeu du jeu du jeu du jeu du yen vis-à-vis dollar, c'est-à-dire iar, c'est-à-dire
facteurs qui font
monnaie cui :
evolution balance pai
ments, différence d'intàrèt pratiqués sur différentes
monnales, anticipations opérateurs sur la conjoncture écoet politique. Est-ce bien
qui s'est passé Japon ?

Retracons d'abord rapidel'évolution des des En 1878, le ven a flotté autour de 18 de le ven a fléchi au mole choc pétrolists (jusqu'à 300) puis s'est redressé jusqu'à 280. De fuillet la janvier di évolué aux février mai 1978, de 280 i ensuite, jusqu'à fin 1976, antre les cours extrêmes 195 et 308.

(Lire suite 29.)

nulle part. L'économie du Japon 📶 souvent un défi et le marché Japonais peut prendre des allures 🌬 labyrinthe. Des années d'étude 🔳 d'analyse du marché pourront vous donner in the pour trouver in bon chemin.

Illula a moyen plus rapide, plus facile et plus sûr. Avec le bon guide-celui qui possède des connaissances et précises, un visib système d'information publicitaire et 🔤 moyens de mettre sur 🖬 champ ces connaissances 🗎 - u - disposition-vous pouvez atteindre rapidement - i sûr votre but.

Nikkei est 🔳 gulde. Maintenant, il 💴 l'heure.

The Nihon Keizai Shimbun, Inc. 1-9-5 Otemachi, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan Ték (03) 270-0251 Cable: NIHOMKEIZAJ TOKYO Telesc NBCKEI J22308, J24798

Banque Européenne de okyo sa paris

Fondée en 1968 Total du bilan : IIII millions de francs au 31 décembre 1976

FINANCEMENT A MOYEN ET LONG TERME EN EURO-DEVISES PLACEMENT D'EURO-OBLIGATIONS

BANQUES PARTICIPANTES

- The Bank of Tokyo, Ltd.,
- The Industrial Bank of Japan, Limited,
- Bank of Tokyo Holding S.A., - The Long-Term Credit Bank Japan, Limited,
- -- The Nippon Credit Bank, Ltd.,
- The Kyowa Bank, Ltd.,
- The Taiyo Kobe Bank, Limited, - The Saitama Bank, Ltd.,
- The Hokkaido Takushoku Bank, Ltd.

Le total In l'actif des banques participantes dépasse III milliards de dollars.



≡ Supplément Japon



DIPLOMATIE

Une nouvelle politique de présence en Asie du Sud-Est

demeurent partagées sen-la la d'une domination japo-

POT PATRICE DE BEER

OURNISSEUR privilégle
premières,
de produits
nufacturés, du (1)
joue depuis longtemps un n'
déterminant l'économie
politique du Japon. L'annés
1977 marque l'azope imporrelations
l'archipel nippon — première
pulssance économique l'réentre Pacifique et l'océan
Indien, qui d'innombrables

Pour la pre d'innombrables

Pour la pre fois depuis la guerre, Tokyo formulé une politique globale, pelée la doctrina Fukuda par elle vu le jour du japar le premier japonais d'abord la confèrence pays de (Association des du la confèrence pays de la confèrence pays

d'une domination japonaise qui rappellerait, par trop les souvenirs l'occupation pendant la suis-sance économique nippone pour développer leur économie.

M. Fukuda promis rer relations avec l'Asie Sud-Est, non les économique et politique, l'est, non les économique et politique, l'est, non les économique et social, fondées and association entre égaux. Four rassurer ses partenaires, ll a suffirmé que « le Japon, nation pacifique, rejette tout rôle de puissance l'est apon, nation pacifique, rejette tout rôle de puissance l'est avec l'est engagements provenant du completer Assatiques. » Certes, lations conomiquistes pays non communistes particulier l'ASEAN. laquelle Japon cher M. Fukuda n'oublie communistes particulier l'ASEAN. laquelle Japon cher mutuelle me indispensables, non seulement pour bilatérales, mais non seulement pour la maisterales, mais pour le maintien de la paix et de la de l

CONCRETEMENT, les engage-de M. Fukuda : considérables : promesse d'une : 1 milliard : dollara pour les cinq grands projets économiques de l'ASEAN (qui semblent toutefols pas près de le jour); promesse d'aide d'environ 550 millions de

Aide 🗈 l'ASEAN ans, Enfin, M. Fukuda accepte
d'étudier, mais sans prendre
cun engagement, des propositions
qui

partenaires l'allégement des barri tarifaires qui empè-de prod le marché nip-1974, le System of Prejerences — tarif pri — s'appliquait 2,1% des importations japonaises, par mi 16,7% provenaient

Participation record la BAD

I espèrent enfin que bonintentions Tokyo, même
ne pas dépouvues
d'arrière-pens inéressèes, permetront l'améliorer une situation économique et sociale généralement difficile; seule l'Indonésie, exportatrice de pétrole, connaît un solde
positif. Par exemple, en 1976, le
déficit commercial des Philippines avec le Japon représentait le
tiers de leur déficit commercial
global, 1330 millions de doilars. En 1976, le déficit de Singa-

Ces aspirations en contradiction

Le la région de encore plus à l'é japonaise pour bénéficier pour promouvoir les exportations de l'ASEAN

Japon, a atfirmé M. Fukuda, la guérison de l'économis japonaise. » Pourtant, ces liens sont déjà étroits et contraignants. 30 % du commerce de l'ASEAN s'effectue avec le Japon. Le dernier est aussi le deuxième partenaire du Vistnam, après l'Union soviétique, avec un pourcentage de 20 % des échanges. En gêneral, les fitats-Unis, comme les anciennes puissances coloniales,

Japon dans le domaine commercial

Pour le Japon aussi, la région
a un intérêt économique évident, depuis l'époque de l'exportation des montres au kilo
dans le sphère
prospérité»;
moins te, moins industrialisée et us divisée que la Chine,
autre pôle d'attraction asiatique,
face à laque des exportations
d'appon partent le industrie 35.9 % de ses importations
(matières premières, pétrole, bois,
cuivre, caoutchouc...). La moitié
de l'aide et 42 des crédits japonais sont le la japon à des
organismes internationaux comme
la Banque mondiale et surtout la
Banque aslatique de développement (BAD). La politique de cette
dernière est fortement crientée
par Tokyo — son directeur est
un Japonais, — qui lui fournit
16.4 % de ses contributions ordinaires, 50 % du la spécial,
reçolt 39 % des contrats.

et enfin la participation Tokyo à un mécanisme de garan-tie ma prix des matières premiè-

Trois gigan projets donnent la mesi de l'engagement
nippon dans la région. Aux Philippines. dont les déqu'elle permettra
d'a exporter la pollution » de
l'archipel surindustrialisé dans
une région sous-développée, l'Ile
de Mindanso. A Singapour, c'est
complexe petrochimique de
Sumitomo. Sumatra, en
Indonésie, ce sont les barrages
sur l'Asahan et la fonder salumilitard dollars qui seront contrôlés
capitaux nippons. de sorte histoire quée essentiellement par l'inégailté, en un effet psychologique et politique important. Certes, plusieurs dirigeants asiatiques demeurent sceptiques devant les promesses de celui qu'ils appellent avec dépit l'animal économique » nippon, et ils attendent des réalisations concrètes pour y croire. Mais, pour la plupart, encore sous le coup du départ presque total des forces américaines de la région et du désintérêt relatif de Washington à leur égard, la nouvelle politique japonaise apparaît comme un facteur de stabilité politique et d'accélération du développament, indispensable pour couper l'herbe sous le pied de la subversion communiste.

par la « doctrine » mar relations entre l'Asse du Sud-Est semble dant essentiellement politique. Certes, Tokyo doit de protéger ses intérêts économique dans région. Certes, les détroits Marieros non approvisionnement en pétrole et en matières premières, et une Indonésie — pourrait remettre en cause la stratégie de développement du Japon. Mais M. Fukuda va plus loin quand il donne son pays rôle garrant

partie du monde qui ne s'est pas encore remise des communistes en Indochine : « Le Japon de Jaire de efforts pour éviter toute confrontation entre les deux groupes (Indochine et ASEAN). » « Je suis sûr, ajoutaitil, que les Etats-Unis partagent le même point de vue. »

La rencontre de mars entre MM. Fukuda et Carter avait en pour conséquence une sorte de délégation de pouvoir au profit du Japon dans la région : le communiqué publié à cette occasion exprimait « Fintention que le Japon contribue encore plus à la stabilité et au développement de la région dans divers domaines, y compris le développement économique ». Ce rôle accru, à un moment où l'ASEAN semble vouloir aller plus loin que la coopération économique pour prendre un caractère plus politique, voire militaire et antisubversif, a beaucoup inquiété les pays indochinois, qui voient là un complot direjé directement contre eux. Ils accusent Tokyo de n'avoir pas abandonné ses vieux desseins expansionnistes ; Hanoi n'a pas de mots assez durs pour fiétrir la nouvelle politique de M. Fukuda, tout en développant ses échanges commerciaux avec le Japon.

Un problème psychologique

B in ponals renqu'ils compte de la suspicion
qu'ils encore aggravée
il position économique domiqu'ils leur.

L'Asahi Shimbun a écrit qu' a a n'est pas exagéré de dire que l'image que les Japonais ont créée d'eux-mêmes en Asie du Sud-Est est celle d'un homme d'affaires vivant dans une grande villa d'un quartier résidentiel et tratiant de haut ses employés locaux i » Il leur faut désormais faire preuve d'autant plus de tact, de compréhension et d'esprit de compromis que leur domination ne cesse de groitre, sons peine de susgiper à nouveau un phénomène de rejet en particulier parmi les jetines générations. Calle qui est au pour une part importante des liens avec le Japon de leur se la liens avec le Japon de militaires thallandais, généraux Subarto res thallandais, généraux Subarto et. Ne Win en Indonésie et en Birmanie, M. Lee Kuan-yew à

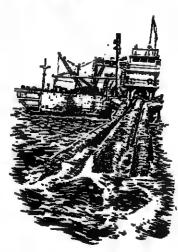
Singapour. Ce dernier déclarait récemment aux Japonals : « Ou bien vous faites quelque chose, ou bien vous nous abreuvez encore plus de belles parolès, et alors nous saurons que vous n'avez pas graiment changé. Ce serait très trisie, car nous vous aimons et nous voulons avoir la possibilité de vous aimer. »

L'Asie du Sud-Est étant la partie du monde où la présence économique nippone est la plus forte et la seule où son influence politique d'planatique peut même si n'est qu'en d'important pour Tokyo d'adopter une ligne de conduite claire et à long terme. La « doctrine Fukuda » en représente le premier élément.

la Corès du Sud, Taiwan et Hongkong, c'est-à-dire l'Extrême-Orient en communite. uous tenons ici il l'acception giogratraditionnelle du terme.

SUMITOMO croit

en un commerce interdépendant avec la France



En tant qu'importante compagnie internationale de commerce, Sumitomo Shoji non seulement importe des produits en France, mais aussi exporte des produits français 💌 le Japon. Ou vara n'importe quel autre mon du monde. Certaines des marchandises que nous achetons suul produits chimiques, des conserves, des mande fourrure et des bijoux.

Nous sommes bien plus que cela. Nous nous unimum activement, par exemple, de projets de mise en valeur des manufer naturelles à l'échelle du monde, d'exportation d'usines 💵 même d'entreprises futuristes runne l'ingénierie l'exploration des profondeurs mari-

times. Nous sommes la branche communciale du Groupe Sumitomo — l'un plus larges combinats industriels, financiers 🖴 commerciaux du Japon, dont l'histoire remonte à plus de ans. Avec un réseau de plus de 120 bureaux dans 80 Douvons III tisfaire vos besoins à l'échelle interna-

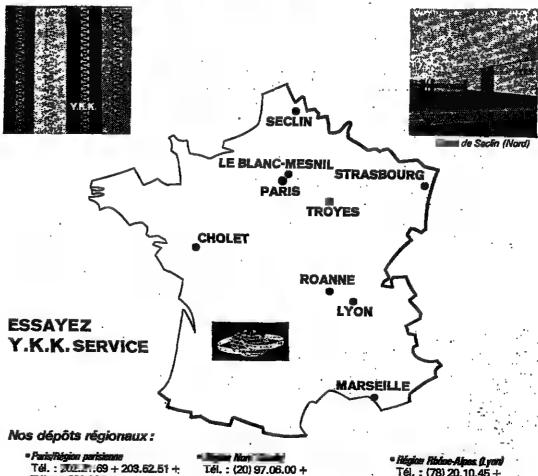
Avec d'aussi sérieuses références en affaires, on peut compter sur nous comme sur un partenaire commercial de confiance.

SUMITOMO SHOJI

SUMITOMO SHOJI KAISHA, LTD. Tokyo 🛮 Osaka, Japan

SUMITOMO SHOJI FRANCE S.A.

Fermetures à glissière Y.K.K.: 1200 000 km par an



Tél. : 202.21.69 + 203.52.51 + Télex: 680 965

Région de la Loire Tél. : (77) 71.98.08 + Télex: 900 715

• *Région Ventièe (Cholet)* Tél. : (41) 65.04.50 + Télex : 7.0

Télex : 110 549

Tél.: (91) 52,27.82 + Télex: 401 787

Région Champagne (Troyes) Tél. : (25) 72.64.03 + TAME: 541 525

Télex: 691474

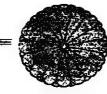
De col Central Decument Commerciale (le Electric Massaul • Tél. : 931.30.35

MARQUE MONDIALE DE FERMETURES A GLISSIÈRE

هكذابن زلإمل

a la cooperation

byota face aux prob



Supplément Japon ==

DIPLOMATIE

Des espoirs immenses en la coopération avec la Chine

Por ALAIN JACOB -

ble avec harmonie, c'est parce que des deux côtes des efforts ont été accomplis. Les choses risquent d'évoluer en sens inverse si ces efforts ne sont pas poursuiris. » Ces paroles récentes de l'ancien ambassadeur du Japon à Pékin, M. Heishiro Ogawa, qui a quitté son poste l'été dernier après quatre années en Chine, reflétalent principalement les propos qui lui avalent été tenus départ par dirichinois. Traduits clair, ils signifient pas réalisés prochaînement sur le plan diplomatique entre Pékin et Tokyo, l'ansemble des relations sino-japonaises pourraient en souffrir, y compris dans le domaine commercial. Menaces voilées ? Simple manifestation d'impatience ? On peut se demander si les responsables chinois eux-mêmes croient sérieusement. L'année 1977 l'une celles, quelles dichotomie dans politiques

L'ombre de Moscou

PAS le temps? Unit un argument qu'on apprécie d'autrant moins à Pékin que l'arrivée au pouvoir de M. Fokuda poirs. Les experts chinois avaient fort hiem vu que le précédent chef du gouvernement japonais, M. Miri, ne disposait pas de la liberté d'action nécessaire ni de l'autorité voulue au sein de son propre parti pour accomplir les pas décisifs qui auraient permis de débloquer une négociation en panne depuis des années en raison des réserves que rencontre à Tokyo l'inclusion dans le futur traité de la clause die canti-re atraité de la clause d

ques entre le Japon la Chine.

Politiquement, le comportement du gouvernement M. Fukuda a provoqué des réactions de franche mauvaise humeur à Pékin. La plus claire a été une suite protestations aussi véhimentes qu'officielles contre l'accord nippo-sud-coréen sur l'exploitation conjointe du plateau utinental démoné Pékin comme a une violation flaggrante de la souveraint de la grante de la souveraint de la grante de la souveraint de la chinoise » puisque portant des zones maritimes constituant des le prolongement naturel du territoire continental de la Chine ».

La mauvaise humeur chinoise s'est manifestée d'autres façons, plus subtiles mais non moins claires. Par exemple dans le fatt que le nouvel ambassadeur de la R.P.C., M. Fu Hao, attendu début juin Tokyo, n'a rejoint son poste qu'avec deux bons mois de retard. On ne mystère à Pékin que ce delai s'expliquait au moins en partie par de malencontreuses paroles de M. Fukuda qui avait prétendu, en juin justement, ne pas avoir encore en assez de la négociation sur le traité de paix et d'amitià sino-japonals.

Le plus remarquable qu'il me maneuvre soviétique

Le lobby pro

déclarations fut novembre, annonçant son intention de conclure « le plus tible possible ». Pékin prend note mals demande à voir. convaincu, comme le disent tous les dirigeants chinois interrogès sur ce sujet, que l'opposition à la si
granture du traité es puissant au sein du parti libéral démocrate ja
ponals. Et d'observer, comme le vice-premier ministre, M. Heilen-nien, M. Heilen-ni

Le plus remarquable qu'au milieu de ces tergiv llons diplomatiques et de signes du chinois, a Chine est en train de développer avec le Japon des coopération mique, scientifique, technique, culturelle, équivalent

Japon

seul pays auquel la République
populaire alt proposé de
un commercial à long
portant shanges
produits an quanL'offre
formulée au printemps, mais
a fait l'objet la négociation
au de septembre

plète relations sino-japonaises celle des nippo-soviètiques – que consa-la conclusion d'un

de paix.

M. Fukuda, donc, silait-il déjouer tentatives d'intimidation faire d'un prédécesseur On le crut Pékin au printemps dernier, plus que le Japon lais-le Japon désirer.

A. Tokyo, d'ailleurs, on parlait l'époque de signer le fin septembre. Huit jours plus tard, hélas, ces espoirs tombaient à l'eau à la suite d'une réunion yateur japonals, il négociation était une fin septembre.

Le lobby pro-taiwanais

lors du séjour Tokyo du viceministre du Hsi-wen L'accord, qui pourrait être au de l'hiver, couvrirait période cinq et prévolrait notamment la produits énergétiques Japon de pétrole de matisriaux de construction et d'usines japomatis d'usines japomatis d'usines est révélat politic il implique en effet, la limite, complématis d'usines cont particulières, raifiné d'usines cont particulières, raifiné d'usines cont particulières, raifiné d'usines d'usines en Chine d'usines une le construites d'usines en Chine le construites en Chine le construites en Chine le construites en Chine le construites en Chine le construite en construites en Chine le construite en construites en Chine le construite en construites en

cet
nouveauté l'annue 1977, la
coopération économique sinojaponaise continue
d'autres Japonais
participaient la construction
du complexe dérurgique Wuhan La
leur modernisation
aciéries Anghan, plus importantes du pays l'heure

actuelle, avec une capacité production de sept millions tonnes

Autre exemple :

2u Japon Chine d'une
pour d'une
électronique mesure de ses surtout
de

tion.

Les échanges sino-japonais représentent entre un cinquième et un quart du extérieur la Chine et leur volume augmente dans la proportion de 15 à 20 % chaque année met du l'on inotamment que Japonais modalités paiements différés — car pudiquement parler de pratiques financiers internationaux. Il y peu doute, il parallèlement parle de le volument ponais en privilégié. L'interpénétrabilité cultures joue ici un rôle essentiel, parallèlement que. De souvenirs pon négliges pour les lignes de la courant par le le volume privilégié. L'interpénétrabilité essentiel, parallèlement que. De souvenirs pon négliges pour négliges pour négliges par les la courant par le le volume que de souvenirs que le volume que de la courant que le volume que de la courant que le volume que la courant que le volume que de la courant que le volume que la courant que le volume que de la courant que la couran que. De souvenirs fin qu'une non négligea-ble potentiel industriel chi-dernière d'origine japonaise.



Une délégation par jour

Toujours est-il qu'il mondélégation par jour

Toujours est-il qu'il mondélégation japonaise in niveau plus ou moins élevé — reprépatronat, personnalités universitaires, il supérieurs, politiques — na assurée chaque in expolitiques — na assurée chaque in expolitiques — na assurée chaque in exportant pour sino-japonaise, fréquemment l'un l'autre vice-premiers d'avril dernier, M. Doko, président conjungues du japon, it l'un président le président l'une déceptions d'une les changes encouragée par la nouvelle direction chiparaire l'arrestation le cogawa.

Les choses, dire, en un tel point qu'en imagine — les choses, il dire, en un tel point qu'en imagine — despitons diplomatiques, que le suggérait l'ambas-ogawa.

COROLLA

Construire pour le monde où nous vivons.

Toyota face aux problèmes de la sécurité.

is remain if y aura des micharita. regrettable mak vrai. Si man totalement les éviter, nous pouvons lime beaucoup. Construire and an arm accroisesort In the state of the converse of minimisent (III III and III domment ment in objectifs permenents de Toyota.

Il y a cinq démarré sum programme 🛋 recherche expérimentale sur la Routlêre pour permettre aux îngânieurs de poursulvre recharită în daui ce domaine. A mi jour, 8 millions in hillest ont full . dans ce programme m plus de cant III III expérimentales III I construites.

Le système d'absorption d'énergie du châssis, 📖 in remiere e de pare-chocs expérimentales peut l'élie i l'impact d'une 🖃 🏙 🏙 plein

ballon gonflé 🗯 radar 🛤 mini-ordinateur and collision Pour le le conducteur. exceptionnelles in freinage, un système électronique 🚢 🚾 dérapages latératox sur 🖦

glissents ou Les tests routiers manuelle em prouvé (WIIIIIII) de allement expérimentaux 🖦 🛏 collisions avant 🛍 arrière, les dérapages 🛍 les

grandement contribué à la sécurité générale 🖮 🚃 🔚 Toyota commercialisées. Néanmoins 🔳 prévention est 🖮 Join préférable 🛢 🖿 résistance en cas 🖮 collision. Ainsi, par exemple, le **milian** électronique Toyota "Sensor Panel" contròle, in signale test meuvals fonctionnement 📺 l'éclairage, du freіледе 📖 🖮 l'alimentation

🖛 dilemmes 🖮 accidents

préoccupés par ce problème depuis plus 📺 40 ans que 🔤 premières Toyota est quitté la chaîne d'assemblage. Et min geme que la politique 📺 Toyota est 🚞 construire une voiture selon votre point Cette politique changers Jamais must que Toyota

construira **au** automobiles.

Un constructeur attentif pour dients exigeants



siere Y.K. n paran



ÉCONOMIE

Les maisons de commerce à la conquête des marchés étrangers

(Suite = | | | | | | | | | | | | | | |

Mitsubishi Corp. reçoit pour sa part quant mille messages par jour et dépense 20 millions dollars en frais communications. Les autres grandes analoge plus sophistiqués, contact ou moyenne un millier pour chaque maison de commerce) réparties à travers le monde, des pays les plus pauvres aux plus

Marubeni, se partout simple, se partout si se quelque chose i faire. Tokyo cont se 10 000 employés.

activités et des produits qu'elles traitent permet aux de de rentabiliser ce réseau tentaculaire, rentabiliser ce réseau tentaculaire, qu'une entreprise ne venqu'une entreprise ne venqu'une produits
serait incapable. La produits
serait incapable. La produits
serait incapable. La produits
pour grands groupes
industriels du secteur automobile
par exemple, à leur
réseau vente. Il
même aujourd'hui pour sidérurgie. Malgré évolution qui
l'emprise e plus impor-produits, elles demeurent l'épine dorsale de l'activité commerciale du Japon, concevant, organisant et réalisant economique interna-

Rentabilité uzunt tout

S I a disparu de l'activité shoshas qui a prévalu dans lorsqu'elles avaient au qui alla l'indu du Japon, elles n'en ont pas moina, aujourd'hui ancore, pour concertée, tempérée cependant par la loi de la rentabilité et de la concurrence. Par sa dimension, il clair qu'una nippone peut peser poids non négligeable l'organit un appel contrairement cependant une répandue, la shosha, qui regroupe industriel financier, ne pas automatiquement apporter celuici. Joue en la la concurrence : si sa direction estime qu'une industriel différent

l'appel d'offres, c'est à cette prise qui l'Illian sera proposée. De meme, pour les opérations courantes, les maisons de commerce ne travaillent pas systématiquement du appartiennent,

des produits nippons at tel
peut aussi ne pas at tel
qu'un l'et négatif du point
vue D'abord,
pour plupart, notamment Mitsubishi, part Importations
plus dans leur
chiffre des exportations Rusuits, une shosha
peut avoir au une action régu-

dises japonaises, discipliner les importations de tel produit de juge que la percée risque, à terme, de provoquer des réactions protectionnistes. Pour le gouvernement japonais, c'est assurément un instrument, non de mais remarquablement efficace, de planifica-

Empires financiers

A SSUREES de l'appul de l'appareil bancaire nippon in les groupes auxquels apptiennent les shoshas sont constitués autour d'une banque : Mitsui and Co derrière elle la banque d'uneme nom, Mitsubishi et Sumitomo sont dans le même Marubeni : la Banque Fuji, etc.), naissant parfait

marchindage intensional, et ayant is haute main sur le comayant is haute main sur le commerce nippon, and a sont a sont
merce nippon, and a sont a sont
pour leur contribution a l' « effort
national » et craintes pour leur
influence excessive. Dans un rapport, publié en 1973, la Fair Trade
Commission japonaise (F.T.C.)
accusait les six principales shoshas
(Mitsubishi Corp., Mitsut and Co,
Marubeni Corp., C. Itoh and Co,
Sumitomo Shoji Kaisha et Nisho Iwai) de s'être servies de leur
puissance commerciale pour hâtir
des empires financiers. Les shoshas
opèrent principalement grâce au des empires inanciers. Les shoshas opèrent principalement grâce au crècit, mais la F.T.C. affirmat qu'en ille elles rétaient moins portèes prêteuses pour une somme de 24 milliards de yens auprès de différentes sociétés qui étaient ainsi entrées dans leur

mouvance. En même temps, elles avaient acquis des actions dans le capital de cinq mille sociétés et en contrôlaient désormais cinq cents. C'est également à cette époque, 1973-1974, que les shoshas avaient été vivement critiquées d'all l'opinion publique nippone qui les accusait d'avoir non seulement spéculé sur les terrains, mais aussi sur les produits de consommation courante, les consommation courante, les conservant en stock pour faire monaervant en stock pour faire mon-ter les prix.

ces naturelles pour la traitance.

mettalt à nouveau l'une des gran-des maisons de commerce nippo-nes, Marubeni, sur la sellette, certains de ses dirigeants ayant été accusés d'avoir reçu des pots-de-vin de la firme acronantique

Bien que les shoshes alent étà, ces dernières années, sensibles à une certaine perte de prestige dans l'opinion publique du fait de ces candales, elles sont aujourd'hui monteccupées par l'évolution des commerciales du Japon avec ses partenaires européens et américain. Apparemment, le montée du yen, dont la valeur en un an a augmenté de 18 % par rapport au dollar, les affecte par l'affet dé-

tion du commerce extérieur sans pour autant avoir l'air de céder aux exigences de tel pays. A part le commerce, les shoshas ont pour activité essentielle le « contrôle » au profit du Japon, du plus grand nombre possible de sources d'énergie et de matières premières à l'étranger. Comme aussi blem dans ce domaine que dans celui du commerce proprement dit, les investissements et l'aide, sous différentes formes, que le Japon peut apporter sont une condition pour travailler dans les pays en voie de développement, les shoshas sont l'intermédiaire pour la majorité des opérations d'investissement nippones l'étranger, notamment en Asie du Sud-Est, tant dans le domaine de la mise en valeur des ressources naturelles pour la

flationniste qu'elle peut avoir sur l'ensemble de l'activité économique nippone. N'excluant pas un ralentissement du commerce extérieur japonais, certaines shoshus mettent l'accent sur les échanges entre pays tieus : elles ne jouent dans ce cas que le rûle d'intermédiaire entre deux pays sans qu'intervienne le Japon. Cette pratique est déjà très développée, notamment en Asie du Sud-Est. Dans certains pays, comme la Corée du Sud et Taiwan, elles assurent une partie substantielle du commerce extérieur. Pans un internationales, les shoshas comptent accroître leur rôle — a taxi » entre pays du tiens-monde industrialisé et pays en voie de lloppement. Ces activités représentent déjà 10 % du total des transactions de Mitsubishi Corp. et 17,5 % de celles de C. Itoh, Récemment, par exemple, Marubeni s'est taillé une place dans le commerce du blé entre les Etats-Unis et l'Europe. D'autres commencent à vendre des produits européens dans le tiers monde, du commerce extérieur. Dans un

Sans peur des risques

T problès anquel
frontées les
nippones, que
l'activité économique ralentit, est celui du risque. S'il se pose d'une manière moins aiguë pour les plus puissantes, il est en rerelativement plus petites. La fali-lite récente d'Ataka and Co., une firme qui existait depuis le début du siècle et dont le siège était à Osaka, témoigne des risques parfois courus. Ataka était en diffi-culté depuis décembre 1975 lors-que sa filiale américaine dut faire face à des créances s'élevant à 100 millions de yens. La firme a été absorbée le 1° octobre der-nier par C. Itoh qui devient ainsi la troisième maison de commerce du Japon, après Mitsubishi Corp. et Mitsui Co. Apparemment pour prendre une place plus grande parmi les shoshas, Ataka avait accepté d'investir dans des affaires pétrolières avec une firme canadienne, alors que ses concurhomologues japonais avaient tous refusé.

tare, les proffs en 1976 n'ont été que de 130 millions de dollars alors que le chiffre d'affaires s'étevait à 36 milliards. Dans ces

de dollars en 1976 pour Mitsuhishi qui doit chaque jour payer à ses banques 1,2 million de dol-lars en intérêt. Une relation type entre une shosha et une entre-prise est la suivante : la première fournit par exemple à la seconde des matières premières sur la base de crédit à court ou moyen terme et lui achète des produits manufacturés également sur la base du crédit. En d'autres ter-mes, la plupart des créances sur dettes envers celui-ci. Mais, en cas de faillite de ce dernier, c'est la maison de commerce qui assume les pertes (ou son assureur). Quand la situation économique est mauvaise et les possibilités de crédit étroites, les petites entre-prises nippones cherchant invarisblement avec une maison de commerce qui sera en fait leur garantie.

Echaudées par les critiques dont alles ont été l'objet ces dernières années, les shoshas ont actuelle-ment un « profil bas » et cher-chent I heurter le moins d'Intétrop essentielles dans la stratégie commercials du Japon pour que, quels que soient les scandales qui ont pu les éclabousser, leur importance diminue dans l'avenir.



Transport International.

ACTIVITES

agama et filiales

villes de

- Agence de Compagnies de navigation
- Consignation de navires - Manutention portuaire
- Commission de transport international
- Opérations de Douane - Transports routiers et fluviaux
- Fret aérien

Stockage # distribution

FRANCE • AFRIQUE • MOYEN-ORIENT • ETATS-UNIS CANADA • BRESIL • EXTREME-ORIENT

SCAC A Paris : SCAC 30. Quai Mana 92806 Puteaux Tél.: 776.41.00 1 36.35

A Tokyo: SCAC JAPAN ER Banque I l'Indochine Building 1-1-2 Akasaka, C.P.O. 12139 - Tokyo Tél.:

NIHON OLIVIER

·Une structure d'action commerciale intégrée au service des industriels français

Siège social : Tokyo

French Bank Building 1-2, Akasaka 1 - chome

Minato-ku - Tokyo Tél.: (03) 582-0871/6 Telex; J 22559 Câble: Austrasia Tokyo Bureau d'Osaka

Shinto Building

7, Saiwai-Cho-Dori I - chome Naniwa-ku - Osaka Tél.: 1041 561-9391/2 Cáble: Olivicelo Osaka

FILIALE DE COMPAGNIE OLIVIER S.A.

Siège social : 1, ma Robert-de-Flers 75740 PARIS CEDEX III

Tél.: 578-61-27

TM 270606 Paris

DEPUIS 1973

P.U.K. JAPON

- commercialise les produits du Groupe PECHINEY UGINE KUHLMANN

- représente et conseille, à leur demande, les exportateurs français.

TOKYO POB 242 Mitsui Building Shinjuku-Ku

Tokyo - 160 - Japan Tél. (03) 344.4343 Télex : J. 2324895 Pukiap

OSAKA Yuman Building

3-5 Minami Honmachi Higashi-Ku Osaka-Japon Tél. KMI 252,5566 Télex : J. Pukosa

PARIS

23, rue Balzac B.P. 787.08 75360 Paris Cedex 08 Tel. 766.52.00 Télex: 290.503 Pechine Paris

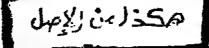
- chesines The standard of the standard o Western Lyncoln Branches a Park Paul to para line area the siens

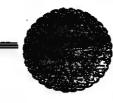
> 1.1 Series The state of

The Broker Mark 4 115 150 いでは経緯 National Control of the Control

A STATE OF THE PROPERTY OF THE

· 15. [154] 新華書





Supplément Japon

ÉCONOMIE

L'irrésistible ascension du ven

(Suite de la page 25.)

Depuis de 1977, hausse été ininterrompue arrêts à plisieus paliers : 290, 285 jusqu'à 265 fin septembre. S'est ensuite déchaîné le S'est ensuite déchaîné le ment qui se poursuit encore.
L'étude de l'évolution des cours du yen conduit à faire quelques observations :

— Certains mouvements :

à l'évidence conformes aux indicateurs précédemment mentionnés; ainsi en est-il dans l'ensemble de la hausse enregistrée depuis décembre 1976, même si elle a été freinée par la Banque centrale.

muriale.

D'autres mouvements sont manifestement contraires à ces mêmes indicateurs. Ainsi la chute du yen de mars à août 1974 (de 276 à 302, soit une baisse de près de 10%) ne peut pas être seulement expliquée par la hausse du dollar ou des difficultés des

Japonais à emprunter alors sur le marché de l'euro-dollar; ce fléchissement est contraire à l'ou de la balance globale, mais il est en revanche tout à fait conforme à la politique d'exportations tous azimuts mise en ceuvre à cette époque. En fait, yen n'a pas suivi l'amélioration de la balance globale palements; il provoquée au prix d'ailleurs d'un endettement à court terme considérable du système bancaire à l'égard de l'étranger contracté aux fins de financer l'a export-drive a et fortement encouragé par les autorités monétaires.

- Des variations sont de ca-ractère circonstanciel, telle l'ac-célération de la montée du yen provoquée dans le but d'atténuer les critiques internationales à la veille de la réunion annuelle du Fonds monétaire international à Manille en 1976.

Originalité du marché de Tokyo

Si vous désirez

vous implanter sur le marché Japonais nous sommes à Paris pour répondre à vos questions

Bank of Tokyo, présente partout dans le monde grâce la plus de 280 succursales, bureaux de représentation ou participations, est fière d'apporter sa contribution au développement des relations économiques franco-japonaises.

SUCCURSALE DE PARIS 4-8, rue Sainte-Anne 75001 Paris Tél. 261-58-33

BANQUE EUROPEENNE DE TOKYO S.A.

4-8, rue Sainte-Anne 75001 Paris Tel. 261-58-55

III III financement internationales

SIEGE SOCIAL: TOKYO, JAPON

BANK OF TOKYO

toutes opérations 🍱 banque

nue intenable.

I convient de garder présent l'esprit 80 % règleextérieur japonais sont effectués en dollars, d'où l'importance décisive pour le Japon d'une certaine stabilité des rapports entre le yen et la monnaie américaine.

Le Banque du Japon dispose d'un contrôle du marché de irès grande qualité qui repose d'une part sur une réglementation des changes très stricte et, d'autre pert, sur le fait qu'elle a une connaissance parfaite de ce mar-ché, isolé dans le temps et dans l'espace, qu'elle est en contact permanent avec les banques et leurs clients qu'elle peut « con-seiller » sur leurs opérations en devises et qui la tiennent infor-

La politique que la Banque al menée jusqu'avant la crise actuelle a, en l'ait, consisté Lorganiser le passage sans heuris d'une zone de La Lune autre, qualifiée à chaque fois d'ailleurs de «niveru approprié» des cours, en laissant plus on moins jouer les trois forces soivantes : la tendance profonde du marché, la pression internationale et, dans les situations de crise, les objectifs de développe-ment interne et d'accélération des exportations. Le Japon a toujours affirmé qu'il pratiquait le nais allemande s'est appréciée de flottement contrôlé ; il est indé- 43 % depuis le Smithsonian

cherche morganiser la hausse; en septembre, cette position est deve-

en près de deux mois, a fait pas-ar le yen du cours de 267 celul de 245, soit une progression de 8,2 %. La Banque du Japon a un raientir mais non enrayer la vague de spéculation. Le yen a, en effet, franchi la barre de 260 le 6 octobre, celle de 255 le 14 oc-tobre, celle de 250 le 28 octobre et a touché les 245 le 2 novembre.

L'excédent permanent de la balance courante constitue hien stir la raison profonde de ce mouvernent. Il est évident, dès à présent, que l'objectif gouvernemen-tal de 6,5 milliards d'excédents des palements courants sera largement dépassé et que le chiffre de 10 milliards déllais séra atteint. Cependant deux éléments ont, en quelque sorte, mis le feu aux poudres. D'une part, M. Hu-menthal a fait plusieurs déclarstions relatives au déficit de la balance des paiements américaine et a reproché au Japon la timidité l'économie. Il a en outre affirmé que le deutschemark et le yen étaient enpore loin de leur véritable valeur vis-à-vis du dollar (il faut remarquer que al la mon-43 % depuis le Smithsonian

fois du fléchissement de par rapport aux principales mon-nales et des effets d'une spèculation aussi diversifiée que têtue, a pour essentielle amplitude rapidité. Le volume opérations Tokyo - d'habitude assez étroit — en moyenne, doublé millions de dollars 200 millions). distingue par le fait pur places financières extérieures (Londres, New cat, plu-sieurs reprises, pris le relais de la place de Tokyo, voire accéléré le mouvement de hausse du yen : les banques américaines et, diton, certaines banques du Proche-Orient ayant eu un rôle détermi-

Une véritable monnaie internationale

L de l'actualité monétaire du yen, dont se seraient blen passées les autorités japonaises, inter-vient au moment où celles-cl engagesient timidement le processus d'internationalisation de la monnale nippona Cette dernière n'a pas encore le rôle international qui corresponde au poids de l'économie japonaise. Les caracéristiques du commerce japonais, déjà évoquées, font que les be-soins en yens à l'étranger sont peu étoffés a que, a consé-quent, le marché en est étroit et plus facilement contrôlable par la Banque 🖍 Japon. Le ministère par M Banque centrale, sembiait avoir pris conscience qu'une évo-lution en ce domaine était indispensable et avait commencé à prendre quelques mesures, encore limitées dans leurs effets, mais significatives d'un changement d'attitude. L'ouverture en parti-

de 26 % environ). D'autre part, la hanque Morgan « écrit, dans son bulletin » septembre, que

l'excédent courant japonais cons-tituait « une source majeure de

hausse, qui

culier du marché obligataire jaaux grands emprunteurs en est une preuve specaccélère les sorties de capitanz

La mie princip aura pur doute pour effet de précipiter ce mouvement d'internationalisation S'il est hasardeux de prévoir jusqu'où montera le yen, il est cer-tain, en revanche, que les pres-sions à la hausse demeureront fortes, compte tenu des bons ré-sultats probables de la balance couraire au cours des prochains
mols. Il aussi, par
conséquent, que les Japonais
devront relâcher dans une carmesure leur maîtrise du marché des changes et qu'il leur faudra assurer, avec les risques résultent, responsabilités hauteur leur

VOUS SOUHAITE7 VENDRE AU JAPON?

VOUS RECHERCHEZ DES PRODUITS JAPONAIS?

Le Groupe DENIS FRÈRES,

présent au Japon depuis 1951, met à votre disposition deux filiales I Tokyo I

- NICHIFUTSU BOEKI, pour l'import 👊 l'export de biens de consommation.
- S.C.E.T.I., pour l'import 🖬 l'export de produits et équipements industriels.

Pour toute proposition, écrire directement

NICHIFUTSU BOEKI

P.O. Box 47

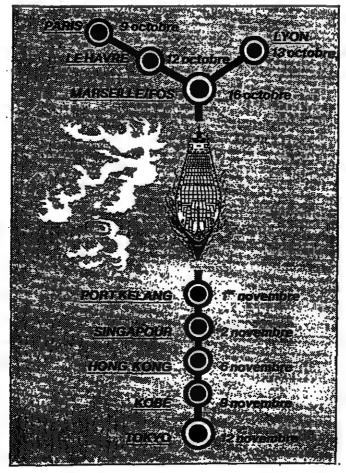
S.C.E.T.I.

Akasaka TOKYO

P.O. Box 24 Akusaha TOKYO

Telex: 243 248 Denis J. - Télégr. 1 Fulgentio, Tokyo

ScanDutch: Paris-Tokyo'



Le conteneur est sur les lieux de production. Votre personnel le remplit (si besoin est les conseils gratuits d'un spécialiste ScanDutch/CGM).

Le conteneur est plombé. Il sem ouvert chez votre acheteur 3 semaines plus tard à des milliers de kilomètres.

Entre-temps, ScanDutch l'a pris en charge Avec um équipes spécialisées, une ordinateurs et ses techniques de pointe.

LA LIGNE France Extrême-Orient Agent Général pour la France : Cie Gle Maritime Paris.

Départ tous les 10 jours : du Havre les 2, 12, 22 de Marseille les 6, 16 et 26 en direct sur (Port Kelang) Singapour, Hong Kong, Kobé, Tokyo. Correspondances régulières pour : Corée, Philippines, Taïwan.

PARIS : CGM -TOUR WINTERTHUR - CEDEX 18 - 92085 PARIS-LA DEFENSE - TEL. 776.70.00 - TELEX 630 387 DUNKERQUE: CGM -QUAI FREYCINET - B.P. 2/511 - 59383 DUNKERQUE - TEL. (20)

LE HAVER: PLATE RUYS AND CO. -147, RUE DE PARIS - 76067 LE HAVRE CEDEX - TEL.

BOEDEAUX: ALFRED BALGUERIE S.A. - 447, BD ALFRED-DANEY - 33075

MARSEILLE/FOS: GEMER - 3, PL. SADI-CARNOT - B.P. 804 - 13221 MARSEILLE CEDEX 1 - TEL. (91) 91.90.95 - TELEX (93)

STRASBOURG: SANARA - 10, RUE DU BASSIN-DU-COMNERCE - 67017 LILLUM CEDEX - TEL. (85) - TELEX 1019 LYON: CGM - 35, RUE FERRANDIERE - 69002 LYON - TEL. (78) 42:1154 - TELEX 110 000



POLITIQUE

L'« Armée rouge » est essentiellement un mouvement d'exilés

E détournement spectaculaire, 1970, d'un avion
la du Nord, l'opération
contre l'année de France à
La Haye en septembre
l'année suivante contre le consulat américain Kuala-Lumpur,
en passant par en mai
1972. l'aéroport de Tel-Aviv
qui vingt ; depuis huit
exploits l'Armée
rouge iaponaise (Sekigun) ont
fait de groupe, qui a « mis le
terrorisme au service de la révolution », l'un des plus ritis sur
la scène internationale.
On a souvent

lat américain Kuala-Lumpur, en passant par en mai 1972. l'aéropor de Tel-Aviv qui vingt de capius huit expolits l'Armée rouge japonaise (Sekigun) ont fait de groupe, qui a « mis le terrorisme au service de la révolution », l'un des plus ettis sur la scène internationale.

On a souvent du constita méricain de la vait de grand de la révolution », l'un des plus ettis sur la scène internationale.

On a souvent du constita méricain de la partice du sacona nippo-américain du pressation deux de la prise du commando. — la police japonaise de la prise de la police japonaise de la prise de la police japonaise de la police japonaise de la prise de la police japonaise de la lague étu-part japonai

« Corée, Cuba, Palestine »

ne mblant particulièrement sui le aux syances de l'Armée rouge, c'est finalement de l'Armée Palestiniens qu'elle trouver.

Si la leatraire èpouse la litale d'une si-multanée dans tous pays; elle complète in fait doc-

La première action spectacu-laire de l'Armée rouge fut, au 1970, le détournement d'un appareil de la JAL sur Corée du Nord par un commando membres. A la opération, le police réagit d'ailleurs, Sekigun, l'organe du moins de chose de centaine d'airestations, le celle de Shiomi, le chef mouve-publié une ouverte du mouraient avec leurs victimes, de Shiomi, le chef mouve-proche Orient d'envoyer au meme, il de qu'il n'existe plus de structuré

polices le terrorisme, on ne peut nouvelles d'un qui parfaitement organisé et Japon. Le « namero deux » de la service de la serv

qui l'emeure néanmoins,
qui l'emeure néanmoins,
gauchistes japonais,
le ayr tole du mouven
plaire la tête de la révolution
armée, se sépare
partie des qui
echappe à police quittent
clandestinement le Japon
le Proche-Orient. D'autres,
plan, marginaux en quête
l'archipel.

chi, Ghanen avait tenu phusieurs

Reconstituée à Beyrouth

Reconstituée à Beyrouth

CEST : Beyrouth que, centre-temps, superemment que, l'Armée : apparemment d'une jeune : apparemment d'une jeune : le visage encadré de longs cheveux noirs, Shigenobu : an-me d'armées, cours cheveux noirs, Shigenobu : an-me d'armée de longs cheveux noirs, Shigenobu : an-me d'armée de l'armée en mai 1970 pour le premier, étudiant i l'université de Kyoto, et le second à celle de prison : an leur l'armée en l'armé

Pourchassé par la police, ce qui reste de la Sekigun, une trentaine de membres, s'allie à un autre mouvement activiste en perte de vitesse. Keihin Ampo Kyoto (Comité de lutte contre le traité de sécurité, section Tokyo Yokohama), de tendance rouge anifiée » (rengo sekigun). Le groupe fuit dans les montagnes du centre du Japon et erre de campement en camp

La libération des cinq acti-vistes réclamés par le commando de Dacca et le versement de six millions de dollars obtenus en échange des otages pour-raient donner un regain de force

quitté l'archipel pour se rendre au Proche-Orient.

Les différends entre le FPLIP. et l'Organisation de libération de la Palestine (OLIP.) sur l'action terroriste out apparemment quelle l'Armée rouse au Proche-La l'Armée rouse au Proche-La l'Armée rouse au Proche-La l'Armée rouse d'un proche et l'Armée rouse d'un proche l'Armée rouse d'un proche et l'Armée rouse d'un proche d'un lens été la contacts. Cartaines opérations out d'uillens été la nécée à partir de capitales un partir de fullet 1984.

Le partit l'armée rouse de France à La Enye. L'Armée rouse et l'armée rouse activistes européens un portir de fullet un politale de l'armée rouse activistes européens.

En un dans bien des cas, la cun ité des Japonals supplement de l'Armée rouse professeur l'un Rickyo à Tokyo, Takahashi, è en prison au Japon. Le particulation d'allement de l'Armée rouse capitales un milieux partir de capitales un partir de l'armée rouse deux condamnée sous sept chefs d'accuration de l'armée rouse capitales un partir de l'armée rouse capitales un partir de l'armée prouse l'armée rouse capitales un partir de l'armée rouse l'armée rouse capitales un partir de l'armée procession d'allement de

Une volonté de comprendre

DIEN que l'affaire se terminée sans faire de victimes, compris les jeunes, nent fermement les actions de l'Armée rouge; ne règne sopendant par l'ensemble, de peur qui montre rouge; ne règne sopendant par l'ensemble, de peur qui montre rouge; ne règne sopendant par qui montre rouge; ne règne sopendant par qui montre par sa démission quelques jours après le dénouement de cette affaire. Dans les milieux juridiques, on que, même si la déci-du gouvernement d'accepter les commando est moins une intrusion il dans le intrusion il pouvoir judi-

Dans un pays où l'attachement
l'ordre établi est quasiment
pathologique, l'attachement
de comprendre qui
domina. Japonais a u r o n t
peut-être, mois ou
années qui viennent,
pièces à au dossier.

PH. R.



Que pouvez-vous faire à Tokyo sans connaître un mot de japonais?

Etudes de marché. Commerciaux, conseillers économiques, conseillers économiques, secrétaires bilingues, chauffeurs, réservations d'hôtel, guides, interprêtes, télex, bureaux, salles de réunic Le JAL Executive Farm a peut confirme tout cela quand vous serez l'Tokyo. Pour en profiner, carre l'JAL Service, T. sv. des Champs-Elysées, T. M. Paris. Tél.: 11 11 11 11

Executive Service. Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.





la romissance.

in grant de la California de la Californ

The property of the control of the c

The second of th

The Bereinstein and a

The second of the second

BNP

パリ国立銀行 Au JAPON

هكذاب إلامل



SOCIÉTÉ

La renaissance de la province

- Par AUGUSTIN BERQUE* ----

cations pétonatives. La chose peut toutes les lévres quelques années proposatives peut d'évo-cations pétonatives. La chose peut toutes les lévres quelques années proposatives proposatives

Les hommes ent été soumis à cette rationalité mutilante aussi bien que les équipements. De 1950 à 1975, la population des municipalités rurales tombe de 52 à 27 millions d'habitants; celle des municipalités urbaines bondit de 31 à 85 millions (1). De Tokyo Csaka, plus tard jusqu'à Fukuoka, se constitue alors un ruban urbanisé de plus de 1 000 kilomètres, une mégalopole apoplectique qui aspire la population des régions périphèriques. Celles-ci se dépeuplent à un rytime dramatique; on y trouve des municipalités qui, d'un recensement à l'autre (soit en cinq ans), perdent plus de la moitié de leurs habitants. Le dou-

a la même époque.

Or, vers la fin des années

ce mouvement de concentration
générale commence à s'enrayer.
C'est, comme on le sait, par les
problèmes de pollution que ce
dérègiement s'est manifesté avec
le plus d'évidence; mais on décèle aussi, dans le même temps,
les premiers symptômes d'un
beancoup
grande ampleur, touchant aux
principes mêmes de l'organisation
de l'espace. Tout se passe en criet
comme si, aux alentours de 1970,
dynamique polarisante constituti l'espace dans l'antre sens,
il pour le moins
taculairement. Le phénomèmes
sensible à tous les niveaux, im
espace de l'appareil politice
d'aménagement de territoire). Le quatre grands
de la politique d'aménagement de
territoire). Le quatre grands
de la politique d'aménagement de
territoire. Le phénomème de
firmes et de l'appareil politice
administratif qui soutenait ces
dernières — la crise pétrolière, —
ressentie à la mesure des objectifs
de la consoumation d'énergie,
lesquels étaient nettement plus
hardis que ceux des autres pays
industriels, — la chute théâtrale
du premier ministre Tanaka Kakuei — qui, dans un livre publié
en 1972 (2), s'était fait l'avocat
d'une « fenctionnelisation » Loujours plus poussée du territoire
au service de la croissance, une
croissance encore accélérée, la
récession enfin sont venues sanctionner une évolution globale de
la société japonaise, de son espace
comme de ses valeurs.

Renversement de tendance

A U plan matériel, ce retourneA ment s'est amorcé vers le
milieu de la dernière décennie. L'immigration de la province
vers les trois grandes aires métropolitaines (3) commence alors à
plafonnar. Son flux avait grossi
continuellement haqui'à dépassar.

des trois aires métropolitaines vers
la province), qui, vers 1960, n'était
que des deux cinquièmes de celui
des immigrants et restait à peu
près étable en chiffres absolus,
commence alors à augmenter. La
plafonnar. Son flux avait grossi
continuellement haqui'à dépassar. pationner. son har svat grosser, continuellement jusqu'à dépasser, en 1964, 1.3 million de migranta. A quelques variations près, ca total se maintient jusque vers

Ralentissement de l'émigration paysanne

démographique des municipalités urbaines baisse continuellement depuis quelques années (son taux a été de 1,1 % de 1976 à 1977, contre 3,8 % de 1972 à 1973, c'est-à-dire à peine plus que la moyenne de l'ensemble du territoire).

moyenne de l'ensemble du territoire).

Certes, vu la jeunesse, donc la fécondité de leur population, les départements qui correspondent à la banlieue des trois mêtropoles continuent à présenter les taux de croissance démographique les plus élevés du pays. Mais, en ce qui conceine les migrations, donc la population de l'avenir, on peut parier comme Kuroda d'un « demitour » (U-timul. A certaines exceptions près, ce ne sont plus aujourd'hui les noyaux urbains ponctuant le tissu de la mêgalopole, mais les grandes villes de province qui absorbent « flux d'immigration les plus importants; ainsi Sapporo, « Il Hiroshima » Fukuoka. On note dans le même sens que tous les chefis-lieux de préfecture non métropolitains (sauf un : Tokushima) présentent aujourd'hui une évolution démographique positive, ce qui était loin d'être le cas dans les années 60. Parallèlement, depuis quelques années, la quasi-totalité des départements non métropolitains voient progresser leur popula-

an service de la croissance, ime aroissance encore accélérée, la récession enfin sont venues sanctionner une évolution globale de la crise. Ce qui est en comme de ses valeurs.

de tendance

de tendanc

de demeurer en province ou au village : les jeunes qui, arrivant sur le marché du travail, refusent l'exil, le font en toute conscience de s désavantages socio-économiques que cela entraînera pour eux. Ils préfèrent la vie au pays plutôt que de meilleurs emplois on un plus haut revenu ; et ils le disent clairement.

Ce hasculement de valeurs n'est en rien issu de l'actuelle crise de l'emploi ; car la revalorisation de la vie locale a commencé as se unaunte dans les faits avant que l'offre ne s'effondre. Ce sont, spécifiquement, les contradictions du régime socio-économique de la Haute Croissance — le

Le « localisme »...

C'EST scenent cohêsion — qui s'est illustrée et
s'illustre encore dans l'accomplissement des idéaux du productivisme — qui permet de
comprendre l'ampleur du révirement actuel, où la réalité
démographique et socio-professionnelle va du même pas que
la idéologique la
la vie locale, voire la précède,
voire quelques années à peine,
la notion de « localisme » n'évoquatt rien d'autre que la simple la notion de « localisme » n'évoquait rien d'auire que la simple
inertie des structures héritées de
la pré-industrielle.

a-t-il fallu, pour désigner le
courant actuel, forger un
couveau : chilci-shugi (chilci :
aire, localité ; -shugi : isme),
permet démarquer
passéistes

chihô (ze province). Mais, d'em-blée, c'est un véritable engoue-

Avec à sa tête un groupe où l'on dénombre plusieurs universitaires comms (tel Tamanoi Yoshirò, professeur d'économie à l'université de Tokyo), le nounon point ressusciter le passé mais dépasser des dogmes étroits de l'économisme et du fonctionnalisme — est devenu un mouvement organisé, avec un fonds de mahe, et qui fait connaître par de nombreuses publications. Les passer des dogmes et qui fait connaître par de nombreuses publications. Les passer assistes nationales se sont tenues au printemps dernier, à Kumamoto (Kyūshū),

... vi les 🔻 aires d'habitat stabilisé 🤉

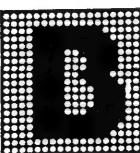
COURANT diffuse du haut en bas de la société, à la fois intellectuel et populaire, théorique et concret, le «localisme» est en cuire cautionné par l'orientation dominante du futur III plan d'aménagement du territoire, dont la figure centrale est l' « airs d'habitat stabilisé » (teifil-ken). Le nouveau plan diffère par la radicalement des deux précédents, dont l'industrislisation était » principe moteur. Il est d'ailleurs significatif que con élaboration ait accumulé les con élaboration ait accumulé les plus au Japon qu'ailleurs, on ne sait encore définitif; —, pas plus au Japon qu'ailleurs, on ne sait encore définit de manière satisfaisante, ni même par quels concepts, une politique de l'espace qui serait axée sur autre chose que pur la fonctionnalisation des lleux. Les « aires d'habitat » que propose le Secritariat d'aisat su territoire discordent non seulement avec les objectifs d'industrialisation hérités du III plan (et qui, dans l'en la ne sont pas reniés) mais, le qu'elles sont sur des criteres resevant en grande partie du milieu naturel (en pariculier les bassins fluviaux), elles cadrent mal avec les réalités acquises de l'organisation de l'espace. Pour an donner un exemple simple, ces aires

seraient généralement perpendi-culaires aux côtes fla-japonais sont courts et beaucoup d'entre eux vont directement de la montagne la mer), alors que les axes principaux de la économique leur paral-lèles. Mais c'est justement l'ex-cessiva valorisation de ces axes qui contribue à provoquer les déséquilibres auxquels on cher-che à la la la les aména-geurs japonais se leurs collègues français. Le dif-férence est que l'évolution natu-relle de la société, au Japon, laisse déjà man pressentir solutions.

cipalitàs gonfient la population urbains. Définie plus strictment, celle-ci était en 1975 de 63 soit 57 % de la population nationale sur 2.2 % du territoire (l'équivalent de deux départements français).

(2) Néhon retté écaso-ron (« Esstructurer l'archipal »), cuvrage qui a été traduit en français sous le litre Le Peri japonais, Presses de la Cité, 1974.

(3 Tekyo, Caaka et Nagoya. Casaires métropolitaines — à ne pas confondre avec les trôis municipalités du même nom — regroupent un total de dix départements. Le phénomène en question n'a rian à voir avec le départements du centre des grandes villes lequel



パリ国立銀行

Au JAPON

Tokyo

929 Kokusai Building, 11 Marunouchi, 3-Chome Chiyoda-ku Tél.214.2881 Télex: J 24825

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social: 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris Tel.523.55.00

IL Y A PLUS DE 100 ANS

que des commerçants français vendent au Japon.

IL Y A PLUS DE 60 ANS

que des industriels français produisent au Japon.

IL Y A PLUS DE 50 ANS

que des banques françaises opèrent au Japon.

SI YOUS VENEZ AUJAPON

- Les Sociétés françaises sont la plus qualifiées pour vous aider :
 - elles ont l'expérience du Japon,
 - elle parlent with langue,
 - elles les mêmes intérêts que vous.

Adressez-vous

à la Chambre de Commerce Française du Japon French Bank Bidg 1-1-2, Akasaka Minato-ku, TOKYO 107, JAPON Tél. 584-4813

POUR **VOS RELATIONS D'AFFAIRES** AVEC LE JAPON,

vous souhaitez être congolllés et ussistés efficacement.

Représenté II TOKYO depuis 1970. **LE CREDIT LYONNAIS** vient d'y ouvrir une Agence,

> Hibiya Park Building 1-8-1 Yurakucho Chiyoda-Ku TOKYO



Affaires Internationales 16 nm du 4 septembre - 75002 Tél. 295.70,00 - Télex:

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : renouvellement 📭 mandat de 🕍 FUNU... L'E Conseil de sécurité décidé le 31 octobre, par treize volx, de renouveler le mandat de force d'urgence Nations unies au Proche-Orient pour période d'un an, jusqu'au octobre 1978. La Chine et la Libye n'ont pas

... embargo obligatoire 📥 les destinées à l'Afrique du Sud

aquatre projets résolution d'origine
africaine contre l'Afrique du Sud, le Consell de
sécurité a adopté l'un la cotobre l'unanimité, rejetant les trois autres en raison
du vote négatif des Etats-Unis, de la France
et du Royaume-Uni, membres permanents du
Conseil Le adopté demande que régime
d'Afrique du mette un terme à la
la répression l'encontre la
la répression l'encontre la
la population de l'afrique du mette un terme à la
la répression l'encontre la
la population de l'afrique du précopar projets l'esclution qui ont
rejetés, figuraient la
accordés l'entretien de matériel militaire, l'interruption
de toute coopération nucléaire ou des investissements et prêts en faveur de l'Afrique du Sud.
En revanche, le Conseil a voté le 4 novembre
à l'unanimité une résolution imposant un
obligatoire l'interruption de l'afrique du Sud.
Le projet avait été présente par le Canada et
l'entretien de matériel présente par le Canada et
l'Afrique du Sud, y compris l'octroi el licences.
Le projet avait été présente par le Canada et destinées à l'Afrique du Sud

Les travaux de l'Assemblée genérale

genérale

Foursuivant
session, l'Assemblée générale
adopté jusqu'à du principes portent
sur problèmes suivants :
les États accroître leur aide à la
tion Vietnam :
Mayotte : Par voix, 17
n'ayant participé vote, l'Assemblée : Par un appel 1° aux gouvernements comorien français pour qu'ils ile d'un règlement juste équitable problème de Mayotte, qui respectes Comores Le secrétaire général de l'ONU est chargé de favoriser in négociations deux parti

chargé de favoriser de négociations deux part de la responsable deux part de la cocupés par Israél : la la voix la colonies dans territoires pes Israél en au secrétaire général prendre des mesures qui visent prendre des mesures qui visent prendre et démographique ces territoires ; il devra présenter un rapport Conseil de sécurité et à au plus tard il décembre. De son côté, la Conseil de securité examiner la situation à la lumière ce rapport Chupre : Le 9 novembre, imblée a demandé par 116 voix contre 6 (dont l'Turquie) et mandé par 116 voix contre 6 (dont l'Turquie) et mandé par 116 voix contre 6 (dont l'Turquie) et mandé par 116 voix contre 6 (dont l'Turquie)

Discrimination raciale indépendance : Une serie de textes sur la discrimination raciale et l'indépendance ont été approuvés le 7 novembre. Ils concernent, entre autres, l'apartheid et l'évacuation des forces françaises du « territoire comorien » de Mayotta.

taire général a Chypre à la fin de décembre 1977.

PRATIQUES

TREBITORRES OCCUPES. Dens nouvem rapport
publié le 8 novembre, le chargé d'enquêter
pratiques irraditennes dans les territoires
accupés fait su situation unit
à se déferierer, notamment en ce qui concerne les
détent. Sui le de la la vie

imputables l'occupation.

APARTHEID. — Réuni le 11 novembre, le consité
spécial contre l'apartheit a envisagé les mogens
pour mettre en ceurs l'emborgo sur les armes
contre l'Afrique d'entre l'emborgo sur les armes
contre l'Afrique d'entre l'emborgo sur les conseil

d'attribute part, le pour

D'autre part, pour l'apartheid dans les sports a récommandé le 10 novembre d'Essembre de le ruse déclaration internationale contre l'apartheid sports.

DEVELOPPEMENT. — Les conférences pour les annonces de contributions au Programme des Nations unles pour le développement (PNDD), et Fonds d'équipement au le spécial pour les pays en vois de développement sans littoral se conjointement le 2 novembre. Cent cinq pays se sont engages 8 verser 45,70 millions de dollars — PNUD et au Fonds d'équipement en Des maintenant de ultérisures sont présotr.

e ENPANCE. — Lors — conférence ennuelle pour pur quatre-vingthuit gouvernements se sont engagés en début de
novembre à verser 37,9 millions de dollars en budget
du Fonde des Nati unies pour Fenf (UNICEF
1/5E) — 1976. —
He somme de 196 000 dollars — Lé affectée
in novembre par l'UNICEF » premiers secours
en favour — Cyclone et in inone
in en inde.

e EEFUGIES. — Le mois dernier, le secrétaire général des Nations unies e occepté le démission de M. Sadruddin Aga Ehan, haut commissaire des Nations unies pour les réjugiés, qui sera ainsi libéré mandat à la fin de cette COMMISSION — DIE II POUR L'ASIE OCCIDENTALE. — Une préparatoire pour l'établissement d'un Centre arabe de transfert de technologie — Le Commission économique des Mations unies pour l'établissement d'un cectennier de technologie — Le Commission économique des Mations unies pour l'établissement de COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMMISSION ECONOMIQUE POUB L'EUROPE.

— Selon le vol. De l' I du Bulletin économique pour l'Europe (A. « Evolution récents du commerce européen ») publié par la Commission économique das Nations unies pour l'Europe le 15 novembre, l'évolution du commerce international pendant l'année écoulée a été décrante pour les pays d'Europe coccidentale et sententrionale. d'Europe occidentale et septentrionale. Pour l'es pays rope un l'ionale, le Bulletin estime que les per-pectioss pour 1978 sont e préoccupantes ». Les échanges entre l'Est et l'Ouert, la Commission note un tournant, les importations des industris-liés d'Europe occidentale pour une de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. augmenté plus vite que celles de leurs exportations un mêmes page.

pout.

Le du de la Centre, du 27 au 31 octobre. Comme chaque ennée, il a 11 point l'évolution des produits forestiers.

Lé comité de l'acter a siégé, de son côts, du 25 au 38 octobre à Genève. Il a examiné les tenpour 1978 à l'aide du rapport annué que hit cost soumis la Commission :

en 1976.

— La C.E.E.-ONU a publis le 20 octobre une détaillée l'industrialisation ouropéenne sous le titre :

— Europé (Mations unies, Genève, dollars on juivalent).

TRAVAIL

Les Etats-Unis annoncent leur retrait de l'O.I.T.

Vance, et la secrétaire au travail, M. Ray Marchal, out annoncé le I^s novembre le retrait Etsts-Unis de l'Organisation du travail (OLT.).

ALAIN PLANTEY

présvis donné il
deux ans.

Le communiqué gouvernemental, publié à Washington, indique que les Etats-Unis avalent notifié leur intention de retrait si des mesures correctives n'étaient pas prises pour que l'Organisation respecte ce qu'il appelle « les engagements pris pour parventr à ses buts initiaux ». Ces mesures n'ont pas été prises, poursuit le communiqué; cependant, les États-Unis « demeurent prêts à réintégrer l'O.I.T. aussitôt qu'elle seru à nouveau fidèle à ses proprès principes et procédures ».

Commentant la décision américaine. M. Fran-

Commentant la décision américaine, M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international du travail, a déclaré qu'elle lui faisait craindre un affaiblissement de la coopération internationale et de ses instruments.

Dès la première séance plénière de sa rémion, qui débriait le 15 novembre, le conseil d'administration du BIT a approuvé les mesures proposées par M. Blanchard pour pallier les conséquences financières du retrait des Etats-Unis: la contribution de ce pays représentait le quart du budget (soit 42 300 000 dollars) aux les 169 millions de dollars prèvus dans les projets de dépenses adoptés pour les deux prochaines années.

M. Blanchard a finalement proposé une réduction de 36 500 000 dollars, soit 21,7 % des prévisions. Ces mesures se traduiront notain-ment par le gel du recrutement et la suppression de deux cent trente emplois.

SUSPENSION DE LA CHINE AUX TRAVAUX DE L'OLT. — République populaire le Chène (ma bre de l'OLT. ex lieu et place de Tainen depuis 1971) a annoncé le 10 — à Genève, sa décision « pour extain temps de ne pas participer aux travaux de l'OLT. de n'assumer auxume obligation, ni d'emvisager le règlement de sa contribution ». Cette décision a été communiquée par le représentant permanent de la Chène populaire amprès des Nations units sons sucurs explication.

F.A.O.

Ouverture de la div-neuvième session de la conférence

J. A conférence de l'Organisation des Nations L unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), qui réunit tous les deux ans les représentants des pays membres de l'organisation, a siègé à Rome du 12 novembre au 1st décembre. Huit nouveaux pays ont été admis dans l'organisation (qui compte ainsi cent quarante-quaire letats membres): République populaire d'Angola, Comores, République démocratique de Corée, République de Dibouti, République populaire du Mozambique, République démocratique de Sao-Tomé et Principe, République des Seychelles et Namible (représentée par le Conseil des Nations unies pour la Namible).

M. Toyth Hadiwijays, ministre de l'agriculture d'Indonésie, a été éin l'annible de cette dix-neuvième session.

Ouvrant la conférence, M. Edouard Saouma,

Ouvrant la conférence, M. Edouard Saouma, directeur général de la F.A.O., a souligné la nécessité d'intensifier l'aide apportée aux pays en voie de développement par les pays nantis. Alors que le fossé entre les plus riches et les ators que se losse entre les plus riches et les plus pauvres n'e fait que se creuser au cours des vingt-cinq dernières années, rappela-t-dl l'aide officielle des pays riches est tombée, en dix ans, d'environ le quart du pouventage de leur produit national brut qu'ils consacraient jusque-là à cette able.

Outre sa coopération avec la Banque mon-diale, la F.A.O. a identifié et préparé

e trente-huit projets représentant au total des investissements de plus de 1,5 milliard de dollars financés banques multilatérales tionales

tionales ».

Le directeur général a, lutre part, présenté à la le nouveau budget de l'organisation pour les deux prochaines années (1978-1979) qui se monte il 1350 000 dollars, soit augmentation de 7 % par rapport à l'inche en cours. On trouvera un bref résume des travaux conférence dans prochain numéro du le diplomatique.

typhons.

— Dibouti, nouveau membre de la F.A.O., a bénés également d'une alimentaire d'urgence d'une valeur de 169 300 dollars, destinée aux d'Ethiopie.

L'EDUCATION, LA SCIENCE LA CULTURE.—
La première conférence intergouvernementale
l'éducation relative il l'environnement s'est déroulée
l'objection relative il l'environnement s'est déroulée
l'objection le science et la culture (UNESCO), succ
la l'environnement s'est dévoluée
le l'environnement s'est déroulée
l'environnement des Nations unies pour
l'éducation, le science et la culture (UNESCO), succ
la l'environnement des Nations unies
set l'environnement des l'environnement.

**A gn 28 octobre à Washington.

• SANTE. — L'Organisation mondials de la santé (O.M.S.) a mis excessive ou inspoundant entraîner des poundant entraîner des produits et une restrudescence de certaines épidémies. Selon des experts de l'O.M.S., réunis à la jin du mois d'octobre à Genève, les « en riacies authibioristantes» (c'est-à-dire les bactéries risistantes aux antibiotiques) se multiplient et sont responsables de l'aggravation de l'une des maiedies vinisiennes, la blennorragie, et lieu moins trois épidémies de typholde et de dysentrie surrenues au Mexique, en Amérique centrale et aux Bang.

— Le comité d'experts pour le sélection de le coments essentiels, réuné à Genève du 17 aux 21 ontobre, a dressé une liste de deux cents médicoments essentiels, indispensables pour assurer les soins de sonté à la grande majorité de la population du monde. Le rapport du comité sers soumis au conseil exécutif de l'Organisation, au cours de sa prochame session, en janvier 1976.

conseil esseusy de l'Organisation, au cours de su prochaine session en janvier 1978.

• AGENCE INTERNATIONALE DE II.
ATCHIQUE. — Un accord de garanties entre l'AJEA. et Finde, relatif à la journiture de 200 tonnes d'asu lourde B l'Inde par Union.

Itique, a été signé le 17 novembre à Vienne par dique, a été signé le 17 novembre à Vienne par M. Signard Edund, directeur pénéral de l'Agence, et M. Amrik S. Mahia, ambassadeur de l'Inde. L'accord prévoit l'application des garanties par l'acceurs deux réacteurs de 400 MW de le centrale atomique de Bajasthan et l'outes matières nucléaires obtenues, tratiées ou utilisées dans le centrale ou du jait de l'emploi de l'eau lourde.

— Des représentants de quarente gouvernements me sont réunis à Vienne, pour étudier la rédaction d'une condention sur la protection physique des matières nucléaires.

— L'Agence atomique in le l'entre de vienne, matières nucléaires.

— L'Agence atomique in le vienne acloque international sur le diffusion indistique des neutrons.

de la première conférence organisée à New-York, le 25 octobre, pour les annonces de contributions au Ponds de développement qui sera géré par l'Organisation des Nations untes pour le développement industriel (CNVDI), soinants-sept page le sont engugés pour le montant total équipalent de 7 157 42 porticiper aux activités spéciales

7 157 4 pour le montant total équivalent à 7 157 4 portioiper aux activités spéciales prévues pour 1978. Sur on montant, l'équivalent de 2 421 67 dollars a été résemble confirme des affine conférence générale de l'ONUDI, la developpement industriel pour accroître les ressources financières nécessaires aux nouvelles activités de promotion de l'industrialisation dans les pags en développement.

Mue grabe pour gveloppement romique en Afrique

Service Control of the Control of th

and well-

The second secon

Went Mark

TOTAL CONTROL OF THE PARTY OF T

and they says

A-7 (1886)

المهل المرواة بهرا

A Commence

2012

11.11.11

78 T

The Charles and 11.11 产品的19**8**0年

The state of the s en jaka ing kalangan dan peranggan pengangan pengangan penganggan pengangan pengangan pengangan pengangan peng Pengangan pengangan

que asiatique aveloppement

de developpement : Gale;

Fonds monétaire international

Crédit e stand-by > au Pérou

Crédit e stand-by » an Péron

Le Ponds monétaire international (FMI)

Le accordé le 18 novembre au Pérou un crédit e stand-by » lui permettant d'effectuer des tirages jusqu'à concurrence de 90 millions de D.T.S. Ce crédit restera ouvert jusqu'au 31 décembre 1979 ; il devrait aider ce pays à faire face à de sérieuses difficultés financières.

MISSION EN ORANDE-BRETACME. — Un groupe de trois délégués du F.M.I., dirigé par M. Alan Whittoms s'est rendu j'un novembre en Crunde-Bretagne ain s'y rencontrer les responsables britaniques du Trésor. Cette rencontre avait pour bat d'examinar les perspectives économiques de la Grande-Bretagne et ses objectifs pour l'année 1978.

VENTE D'OR DE DE MORDE. — Le sente constituée.

VENTE D'OR DU FORDS.— Le Fonds monétaire international a procédé, le 2 novembre, en tant que mandataire du Fonds fiduciaire, à sa vents mensuelle d'or par adjudication et a attribué 224 800 onces d'or fin — soit la quantité totale muse en adjudication — à l'exception d'une junction d'une borre standard. L'or a été attribué aux adjudicataires aux prix elfectivement soumissionnés qui s'échelonneient entre 161,76 dollars des Etats-Unit l'once et 163,27 dollars l'once; le prix moges étant de 161,88 dollars l'once.

Groupe de la Banque mondiale

Prêts de la NINU à la Thailande; à l'Indonésie et I la Malaisie

A Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale
ou BIRD) annoncé 15 qu'elle
avait passé avec six banques privées un accord
pour le financement du projet hydro-électrique
de Patum au sud de la Thallande. projet
barrage à buis multiples bénéficiera
prêt de la Banque mondiale de 50 millions de
dollars accordé à l'Office de production électrique de Thallande ainsi que d'un prêt de
20 millions de dollars par un consortium ayant à sa tête la Tokyo Trust Company.

De son côté, la Malaisie a reçu de la BIRD le 17 novembre un prêt de 19 millions de dollars destiné à financer l'infrastructure et les services de vulgarisation nécessaires pour améliorer le rendement du paddy et celui d'autres cultures de plantation. Egalement le 17 novembre, l'Indonésie a bénéficié d'un prêt de 65 millions de dollars pour la réalisation d'un projet d'aménagement et de mise en valeur des terres dont bénéficieront certains exploitants agricoles récemment implantés.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE UB DEVELOPPEMENT — L'Association internationale de développement (IDA), fliale de la Banque mondiale, a accordé récemment les crédits suisonts: — Birmanis (3 novembrs) : crédit de 500 000 dollars pour la réaligation d'un projet de développement des semences de haute qualité : — Bénin (ID novembrs) : crédit de 10 millions de dollars pour le troisième projet routier du Bénin ;

— Bénin (10 novembre): crédit de 10 millione de dollers pour le troisième projet routier du Bénin;
— inde (17 novembre): 107 millione de dollers pour sider au financement d'un programme visant à accroître la capacité du pays pour le stockege de céréules altmentaires et à en améliorer la distribution.
— Lesotho (17 novembre): crédit de 7,5 millione de dollers pour l'amélioration du système éducatif.

OPERATION CONJOINTE DE LA BANQUE ET DE L'IDA. — Le 17 novembre, le Cameroun a regu un prêt de la Banque de 4,6 millions de dollers essort d'un crédit de l'IDA de 6,5 millions de dollers pour l'amélioration des conditions de vie d'environ six cent mille payeuns ê bas revenus.

SOCIÈTE

d'environ six cent mille payenne à bus revenus.

SOCISIE INTERNATIONALE. La III financière enternationale (S.F.I.) a consenti na controlle de la commente l'industries, exportateur phûtppin de contreplaqué, un prêt de 180 000 dollars pour l'extension et la modernisation de cette entreprise.

Le 11 octobre : soutien à l'industrie sidérurgique brésilienne sous la forme d'un prêt de capital d'un montant pounsant atteinère 3 millions de dollars et d'une participation au capital d'un montant pounsant atteinère 3 millions de dollars et d'une participation au capital d'un montant pounsant atteinère 3 millions de dollars destinés à la société Cimental Siderurgia:

Le ? novembre : innestissement de la S.F.I. dans une entreprise soudancise d'élevage et de traitement des viandes, le Seléti Food Production-Les capitaux emprustés à la S.F.I. rélèvent à 11 millions de dollars, 1500 000 dollars ont été fournis par la Société soudanaise de développement. Ce financement est complété par des crédits journisseurs pour 10 millions de dollars et par l'autofinancement pour 17 million de dollars. De leur côté, les autionnaires de la Société de production

DROTTEF PRATIQUE

DE LA FONCTION PUBLIQUE

INTERNATIONALE Pour 🖿 première 🗺 sont regroupées en un seul ouvrage les règles applicables à l'ensemble de la fonction publique internationale

Editions du CNRS

documentation M.D. gratuite uur demande

NAMERS

OPPEMENT

de denrées alimentaires feleit ent accepté de verser, en eas de besoin, é millions de dollers emplémentaires dans lesquels la part de la S.F.I. est de 138 000 dollars; — 21 novembre : prèt de 3 millions de dollars au Guatemala pour l'expansion de la Comentes Novella S.A. Outre l'investissement de la S.F.I. est est es société bénéficiera de prêts d'un montant de 19,2 millions accordés par la Banque d'Importaméricaines.

Export des Etais-Unis et des banques commendales américaines.

EMPRUNTS DE LA BANQUE MONDIALE. — Une traision en france suisses d'obligations de la Banque mondiales a tit offerte au publio le 4 novembre dernier par un syndicut de banques situsés. D'un montant de 150 mallions de france, à quinze aus et à 4,50 %, ces obligations ont été emises et 3 9 % un part, cette nouvelle émission intitulée et Emprunt en france suisses 4,50 % 197-1992 » a tard le 22 novembre et sera amortie au plus tard le 22 novembre et sera amortie au plus des de de 22 novembre et sera amortie au plus des les BIRD ont signé un accord de prêt aux termes de yens à la Banque du Jupon a prêté 30 milliards de yens à la Banque du Jupon a prêté 30 milliards ment, par sunce, des emprunts eu cours arrivant à échémoc dans un proche seenir Cette opération porte iniérêt au taux de 6,61 % l'an payable es prêt arrivers à échémoc le 28 octobre que, en en proche partie de la langue du face de 3 cotobre que, en elle avait réalisé un placement prote de bous en clus es la BIRD a canancé le 28 octobre que, en elle avait réalisé un placement price de bous en deutschemarks d'un montant de 200 milliard de deutschemarks d'un montant de 200 milliard de 61% % payable amuellement le 1º décembre ; un grache CONSULTATIF POUE LA RECHERCHE AGRICOLE INTERNATIONALE. ils seront amortis au pair le 1º décembre 1985.

GROUPE CONSULTATIF POUR LA RECRERCHE AGRICOLE INTERNATIONALE. — A l'issue d'une réunion des membres donaieurs du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (G.J.R.A.I.), qui s'est tenus à la mi-nopembre à paris, les participants sont convenus de soutent les activités du G.J.R.A.I. C'est cinsi que onne programmes et centres de recherche agricole internationale béndificient de l'appui du Groupe recepront environ 3º millions de dollars pour mener à bien leurs activités pendant l'annés 1978. Les Gommunautés européens et la Commission des Communautés européens et la Commission des Communautés européens apporteront une contribution d'environ 15 millions de dollars (soit près de 29 % des fonds accords).

Le G.C.R.A.I. est patronné conjointement par la F.A.O., le PNUD et la Banque mondiale.

Banque arabe pour le développement économique en Afrique

Sept prêts

Sept prêts

Le conseil d'administration de la Banque arabe de développement économique (BADEA) a annoncé l'octroi d'une série de prêts au cours des dernières semaines :

— Au Sierra-Leone (23 octobre) : 5 millions de dollars (pour quinze ans et à 4 %) destinés au financement d'un projet d'amélioration de la production et de la distribution d'électricité;

— Au Burundi (27 octobre) : 4 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 2 %) pour la réalisation de la première phase du plan d'assainissement de Bujumbura;

— Au Libéria (15 novembre) : 3,3 millions de dollars (pour vingt ans et à 4 %) pour financer la construction de la zone franche industrielle de Monrovia;

— Au Cameroun (15 novembre) : 10 millions de dollars (pour onze ans et au taux de 7 %) destinés au financement de la construction d'une usine de pâte à papier;

— A Madagascar (15 novembre) : 10 millions de dollars (pour quatorse ans et à 5 %) pour le financement d'un projet d'aménagement hydro-électrique;

— Aux Iles Comores (15 novembre) : 50 000 hydro-électrique;
— Aux îles Comores (15 novembre) : 50 000
dollars pour une étude de factibilité sur le
projet de développement de la production de — A la Guinée (15 novembre) : prêt de 4,84 millions de dollars (pour dix-sept ans et à 5 %) pour la construction d'une usine de broyage de clinker.

Banque asiatique de développement

Prêts ou Népal, aux îles Salo et à l'Afghanistan

L à Banque assatique de développement a annoncé en octobre des prêts en faveur des pays snivants :

— Népal (11 octobre) : deux prêts pour la réalisation de programmes d'irrigation ; le premier, d'un montant de 3,4 millions de dollars, mier, d'un montant de 3,4 millions de dollars, financera la poursuite du plan d'irrigation de Kankai; le second prêt, de 5 millions de dollars, complète une aide précédemment accordée et permettra de mener à hien le développement agricole de la vallée de Chitwan;

— les Salomon (13 octobre) : 3,6 millions de dollars pour la réalisation d'un programme de dévelopment des récheries. de dollars pour la réalisation d'un programme de développement des pécheries;
— Afghanistan (13 octobre) : 9 millions de dollars destinés au financement du coût en devises étrangères du programme hydro-électrique de Khanabad.

Ces prêts, consentis à l'aide des ressources du fonds spécial pour quarante ans, portent intérêt à 1 % l'an.

NOMINATION. — Le conseil des gonverneurs de la Banque asiatique, en accord avec le président de la Banque, a nommé le 11 octobre M. A.T. Bam-bavale vice-président de la banque; il succède à M. C.S. Erichna Moorthi et prendre ses jonctions le je curil 1978.

Banque de développement des Caraïbes

Deux sessions du conseil de direc-

A U cours de sa quarante deuxième session
A qui s'est tenue à Wildey (Barbade), le
conseil de direction de la Banque de développement des Caralbes a approuvé une série de
prêts en faveur des pays suivants:

— Antigua: 191 194 000 dollars pour la réalisation d'un projet de développement du tourisme
à Fort-James et 182 222 000 dollars pour le
financement d'un programme agricole;

— Belize: 335 750 000 dollars pour le financement d'une série d'études et 1 224 000 dollars
accordés à la Corporation financière de développement pour la réalisation d'un programme
de prêts au secteur agricole;

— Iles Cayman: 576 000 dollars destinés au
financement de la dernière tranche de travaux
de construction d'un port au Grand-Cayman;

— Dominique: 33 333 000 dollars consentis
à San-Sauveur-States pour la mise au point
d'un programme agricole;

— St-Kitts-Nevis - Anguilla: 60 000 dollars
affectés au financement d'une étude sur la
production de sel par évaporation naturelle
de l'eau de mer:

— St-Vincent: 105 185 000 dollars accordés
à Canouan Pioneer Enterprise pour la construction d'un hôtel à Gran-Bay, à St-Vincent
Grenadines.

Outre l'octroi de ces prêts, le conseil de
direction a entériné un accord de coopération Grenadines.

Outre l'octroi de ces prêts, le conseil de direction a entériné un accord de coopétation avec la Banque interaméricaine de développe-

ment ainsi que le texte de révision de l'accord conclu avec l'Agence pour le développement international en vue de l'adhésion de la Barbade au programme de développement intégré de l'agriculture ; il a également approuvé un accord de coopération conclu avec la CNUCED et le GATT en vertu duquel les pays membres de la Banque pourront bénéficier de l'assistance technique de ces deux organismes pour le développement de leurs exportations.

D'autre part, à l'issue de sa quarante-troisième session réunie le 24 octobre, le conseil de direction de la Banque interaméricaine de développement en vue de la réalisation d'un programme de pré-investissement comportant un prêt de 500 000 dollars ainsi qu'une assistance technique de 1 000 000 de dollars; la contribution de la Banque à ce projet sera de 360 000 dollars. Le même jour, la Banque nationale pour le commerce et le développement de Dominique a reçu un prêt de 181 145 000 dollars qui financera l'extension de son programme de crédits aux petits exploitants agricoles.

Banque européenne d'investissement

Prêts au Danemark, à la Yougoslavie, à l'Italie et à la Grande-Bretagne

Bretagne

A Banque européenne d'investissement

L (BEL) a annoncé le 27 octobre l'octroi
d'un prêt d'une contre-valeur de 31,2 millions
de couronnes danoises (4,4 millions d'u.c.) à
Elektricitetselskabet Isefjordværket pour le
financement de dispositifs anti-pollution qui
doivent être installés dans deux centrales
électriques du Danemark pour leur permettre
de continuer à utiliser du charbon. D'une durés
de dix ans, ce prêt porte intérêt à 3,6 %.

Autres crédits annoncés en novembre :

— Un prêt d'une contre-valeur de 25 millions
d'u.c. (pour quinze ans et à 9,2 %) consenti
le 3 novembre à la Yougoslavie pour le financement de la construction d'un réseau de
transport d'énergie électrique de 380 kV. Cette
opération, la première réalisée par la BEL
dans ca pays, se situe dans le cadre de la
décision prise par le conseil des gouverneurs
de la Banque d'accorder des prêts jusqu'à
concurrence de 50 millions d'u.c. en faveur de
projets d'intérêt commun pour la Yougoslavie
et la Communanté européenne;

— Un prêt d'une contre-valeur de 52,7 millions de livres (80,6 millions d'u.c. pour douze
ans et à 8,75 %) le 10 novembre à la British
Steel Corporation pour l'extension de l'usine
sidérurgique de Ravenscraig à Motherwell
(Ecosse). Le 10 novembre, cette région à bénéficié d'un second prêt accordé au Lothian
Regional Council; d'un montant de 25 millions
de livres (pour quinze ans et à 9 %) il financera la remise en état ou la modernisation des
réseaux d'adduction d'eau et des stations
d'epration des eaux usées;

— Prêt d'une contre-valeur de 2,25 milliards
de livres (2,23 millions d'u.c. d'une durée de huit
ans et à 7,7 %) le 16 novembre à l'Istituto di
Credito per le Imprese di Pubblica Utilità pour
le financement d'initiatives industrielles dans
le Mezzogionno (Italie) :

— Trois prêts d'une contre-valeur de 30,3 milleus de livres (643 millions d'u.c.) pour la

le financement d'initiatives industrielles dans le Mezzogiorno (Italie);
— Trois préts d'une contre-valeur de 30,3 millions de livres (46,3 millions d'u.c.) pour la construction au Royaume-Uni de réseaux d'adduction d'eau et de transmission d'électricité : 19,8 millions de livres (pour quinse ans et à 9 %) au National Water Council ; 8,2 millions de livres (pour douse ans et à 8,75 %) à la Welsh National Water Development Authority et 4,3 millions de livres (pour douse ans et à 8,75 %) su South of Scotland Electricity Board ;

ans et a 8,75 %) an South of Scotland Electricity
Board;
— Prôt d'une contre-valeur de 12 millions de
couronnes danoises (1,7 million d'u.c. pour neuf
ans et à 3,05 %) le 17 novembre à FinansieringsInstituttet for Industri og Handvaerk à Copenhagne pour l'agrandissement et la modernisation
d'une usine à biscuits.

Opérations dans le cadre de la convention de Lomé

Au titre de la convention de Lome, la Banque

All titre de la convention de Lome, la Esanque européenne d'investissement a socordé plusieurs prêts le mois dernier:

— Un prêt global de 3 millions d'u.c. le 3 novembre à l'Investment and Development Bank of Maiawi pour le financement d'initiatives industrielles de petite et moyenne dimension; ce prêt, d'une durée de douze aux, est assorti d'un intérêt de 5,05 % compte tenu de la bonification de 3 % prévue par la convention;

— Un prêt global d'une contre-valeur de 5 millions d'u.c. le 8 novembre à l'Industrial Development Bank du Kenya pour le développement d'entreprises industrielles : d'une durée de onse ans, il porte intérêt à 5 %;

— Un prêt d'une contre-valeur de 1 million d'u.c. à la Carlibean Investment Corporation aux Caralbes (C.L.C.) qui utilisera ces fonds pour sès opérations normalet; ce concours, le premier apporté par la Banque dans cette région, est alimenté par des fonds réservés, aux termes de la convention de Lomé et d'une décision du conseil des ministres relative aux pays et territoires d'ouire-mer, pour le financement de divers traves d'orige-mer, pour le financement de divers traves d'orige de carrières de carrières de carrières de carrières de carrières de content de decision de carrières de de carrières de des la carrière de decision de carrières de carrières de carrières de decision de carrières de carrières de carrières de decision de carrières de carrières de decision de carrières de de carrières de des la carrière de decision de carrières de carrières de carrières de carrières de decision de carrières de de carrières de des carrières de carrières de carrières de carrières de de carrières

termes de la convention de Lomé et d'une décision du conseil des ministres relative aux pays et territoires d'ouire-mer, pour le financement de divers types d'opérations de capitaux à risques dont la gestion est confiée à la Banque. Ce concours a été octroyé sons la forme d'un prêt conditionnel assorti d'un taux d'intérêt de 2 % l'an; le calendrier du remboursement sera fixé en fonction de la rentabilité des investissements réalisés par la C.I.C. à condition de ne pas excéder vingt-cinq ans; — Deux prêts d'un montant de 1,2 million d'u.c. le 15 novembre à la Société financière de développement (SOFIDE) du Zaîre; ils se composent, d'une part, d'un prêt subordonné de 1096 000 u.c. (pour quinze ans au taux de 5,5 %) destiné au financement de l'extension d'une cimenterie au Shaba; d'autre part, d'une participation prise par la Banque au nom de la C.E.E., d'un montant de 100 000 zaîres (environ 102 000 u.c.), à la dernière sugmentation du capital de la SOFIDE. Ces deux opérations sont financées par le montant qui, aux termes de la convention de Lomé, a été réservé pour des opérations de capitaux à risques dont la gestion est confiée à la B.E.I.

RECENTE PUBLICATION Les investissements dans la Communanté en 1976 et leur financement : cinquième série d'études amualles publiée par la B.E.I., 2, place de Mez., B.P. 2005, Luxembourg.

Banque interaméricaine de développement

Octroi de onze prêts

A Banque interaméricaine de développement

a annoncé une nouvelle série de prêts:

— Colombie (20 octobre): 41 millions de
dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales,
pour trente ans et à 2 %) pour financer un
projet de développement urbain de la ville de
Buenaventura dont bénéficieront les familles
les plus défavorisées;

— Equateur (20 octobre): deux prêts d'un
montant total de 19,9 millions de dollars des-

tinés au financement d'un programme de développement agricole; 8,1 millions de dollars
proviennent du fonds d'opérations spéciales
(pour trente ans au taux de 1 % l'an pendant
les huit premières années et de 2 % ensuite) et
11,8 millions des ressources ordinaires de la
Banque (pour vingt-cinq ans et à 3 %);
— Honduras (3 novembre): 4 500 000 dollars
(à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour
quarante ans au taux de 1 % pendant les dix
premières années et de 2 % ensuite) pour
l'amélioration du réseau d'adduction d'eau de
Tegucigalpa; ce prêt est assorti d'un don
d'assistance technique d'un montant de 1 120 000
dollars;

d'assistance technique d'un montant de 1 120 000 dollars;

— Bolivie (3 novembre) : 9,7 millions de dollars (à l'aide du funds d'opérations spéciales, pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) pour le développement de l'enseignement technique dans les régions les plus reculées;

— Argentine (3 novembre) : deux prêts d'un montant de 83 millions de dollars pour financer la construction de réseaux d'adduction d'eau dans les zones rurales et urbaines afin d'améliorer les conditions sanitaires des couches sociales les plus démunies; 31 millions ont été accordés à l'aide des ressources inter-régionales

de la Banque (pour vingt ans et à 8 %);
52 millions proviennent du fonds d'opérations spéciales (pour vingt-cinq ans et à 3 % l'an);
— El Salvador (3 novembre) : trois prêts d'un montant de 90,4 millions de dollars affectés à la construction d'une centrale hydro-électrique près de San-Lorenzo sur le fleuve Lempa; ce projet a été financé par un prêt du fonds d'opérations spéciales (45,4 millions de dollars pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite), par le fonds confié à l'administration de la Banque par le Venezuela (30 millions de dollars, pour vingt-cinq ans et à 3 % l'an) et par les ressources ordinaires de la Banque (15 millions, pour huit ans et à 1 1/4 %);
— Paraguay (3 novembre) : 6,2 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) pour financer la construction de réseaux d'eau potable dans les villes de Colonel-Oviedo et de Villarrica; d'autre part, le 10 novembre, ce pays a reçu un prêt de 7,6 millions spéciales, pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) pour financer la construction spéciales, pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) pour financer années et de 2 % ensuite) pour premières années et de 2 % ensuite) pour la construction et l'agrandissement de huit silos.

II TOMA PROVINCE

Association européenne de libre-échange

Au comité consultatif : la montée du chômage et l'aide au Portugal du chômage et l'aide au Portugal

I E comité consultatif de l'Association européenne de libre-échange (AELE), réuni
les 18 et 19 novembre à Genève, s'est montré
préoccupé par la situation économique mondiale,
notamment du fait de la persistance du chômage et de la montée du protectionnisme.

Il a demandé au conseil des ministres de
l'AELE d'intensifier ses efforts au sein du
GAIT (Accord général sur les tarifs douaniers
et le commerce) en vue d'une plus grande
libéralisation du commerce.

An sujet du chômage, la proposition lancée
par les syndicats de teuir en 1978 une conférence économique des pays d'Europe occidentale
sur les moyens de parvenir au plein emploi
a reçu un accueil mitigé. Elle sera néanmoins
soumise au prochain conseil des ministres de
l'AELE.

PARLE

Le comité a aussi passé en revue la situation des pays membres dans le contexte enropéen et mondial actuel et ont examiné le dix-septième rapport annuel de l'Association. L'aide au Portugal a également été au centre des débets

PRETS AU PORTUGAL. — Le comité de direction du jonde de développement industriel en
joneur du Portugal s'est réunt pour la deuxième
jois à Genève le 24 octobre dernier. Trois prêts
ont été approuvés : le premier (d'un montant de
30 millions d'escudos) a été accordé à un organe
du gouvernement portugais chargé d'une étude de
joisabilité préalable au lancement d'un programme
de traitement intégral des dépôts de pyrite dans
la région de l'alenzéjo; le second (d'un montant
de 108 millions d'escudos) est destiné à la compaguite des textiles portugale Sampalo Ferreira et Copour modernier les installations de production
existantes; le troisième prêt (d'un montant de
69 millions d'escudos) a été accordé à la Febrica
de Teoidos Moreiranse (jabricant de vétements)
pour la réalization d'un projet de 59 millions
d'escudos à Moreira de Conegos (Vizela).

CNUCED

Les négociations sur un fonds commun pour les produits de base sont suspendues

L a conférence de négociations des Nations unies sur un fonds commun, dans le cadre d'un programme intégré pour les produits de base (dont la première partie s'est tenue du 7 mai su 3 avril dernier, sans qu'aucune décision officielle ait été adoptée), avait repris ses travaux le 7 novembre pour une nouvelle session de quatre semaines. Elle a toutefois été suspendue le 1^{er} décembre, à l'initiative des pays du tiers-monde décus par le manque de volonté politique de leurs partenaires.

Dès l'ouverture de la session, la conférence avait été saisie de deux projets : celui du groupe B (pays industrialisés) et celui du groupe A (pays en voie de développement).

Le projet d'accord déposé par les pays en voie de développement prévoyait la création d'un fonds commun international de stabilisation des matières premières, doté de 6 milliards de dollars fournis par tous les pays membres de la CNUCED en fonction de leurs moyens : ce fonds serait à la fois le moteur et la source essentielle de financement du « programme intégré » d'accords internationaux régissant le commerce et les prix des principaux produits de base.

Le groupe B (pays industrialisés) a présenté un projet de fonds commun heaveux plus

de base.

Le groupe B (pays industrialisés) a présenté un projet de fonds commun beaucoup plus modeste, qui ne s'appliquerait qu'aux stocks régulateurs de produits de base ayant déjà fait l'objet d'un accord international. En outre, sur le plan des ressources, le fonds commun devrait fonctionner comme un « pool », c'est-à-dire comme un mécanisme de compensation de recettes et dépenses des stocks régulateurs des produits lorsqu'ils auront fait l'objet d'un

accord international de stabilisation. Le pool n'aurait donc pas de ressources propres. Ainsi le fonds commun ne pourrait être utilisé pour la régulation des cours des matières premières qui ne feraient pas l'objet d'accords internationaux de stabilisation ou pour lesquels ces accords ne prévoiraient pas de stocks régulateurs.

PROBLEMES DES PAYS LES MOINE AVANCES AVEC LES DONNEURS D'AIDE. — Une réunion spéciale regroupant des institutions d'austrance financière et technique (multilaiérale et bilatérale) et des représentants des pays les moins avancés r'est terminée le 8 novembre par l'adoption d'une série de recommandations visant à améliorer la croissance et le bien-être des pays les moins avancés RECENTE PUBLICATION

The Oil Exporting Developing Countries:

New Market Opportunities for Other Developing Countries, vol. III: Iran, troising volume sire conservés sur possibilités commerciales offertes par les pays producteurs de pétrole du tiers-monde aux autres pays en voie de développement (Centre du commerce international, Genéve, 1977, 169 pages, 30 dollars).

O.C.D.E.

Révision en baïsse des objectifs de croissance pour 1978

Croissance pour 1978

R EUNIS à Paris les 31 et 22 novembre, les experts du comité de politique économique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) ont ramené l'objectif de croissance de la zone O.C.D.E. pour 1978 de 5 % (objectif défini lors de la conférence ministèrielle de juin dernier) à 45 %. Les délégations considérent en effet que le taux de 5 % ne pourra pas être atteint. En 1977, la mayenne de croissance des pays de l'O.C.D.E. a été de 3.5 %, ce qui est moins que ce que la plupart d'entre eux espéraient.

Seion M. Douglas Allen, président du comité, le chômage pourrait encore augmenter dans les premiers mois de 1978, pour commencer à diminuer ensuite; de nombreux pays devront prendre des mesures spéciales pour être en mesure d'atteindre un taux de croissance de 4,5 % en 1978.

mesure d'attendre un taux de crossance de 4,5 % en 1978.

COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT. — La session annuelle à haut niveau du Comité d'aide au développement (CAD) s'est tenue à Paris les 26 et 27 octobre. Les participants ont souligné que l'aide publique au développement a fablement augmenté en 1977, après avoir diminué en 1976. Cette aide représente cette année 0,35 % du produit national brut des dix-sept pays membres du CAD contre 0,23 % l'an dernier et 0,35 % en 1976. En valeur absolue, l'aide publique atteint environ 16 milliards de dollars au lieu de 13,7 milliards. Haigré cette progression de 16,3 %, la résultat reste très en decà de l'engagement pris par les pays industrialisés — et renouvelé d'année en année — de porter le montant de l'aide à 0,7 % du PNE. Seuls trois pays, la Suède, les Pays-Bas et la Norvège ont, en 1976, aileint cet objectif. La France, avec 0,62 %, vient en quatrième position, la moitié de l'aide étant toutelois accordée aux départements et territoires d'outre-mer.

Le CAD s'est prononcé pour un e//ort accru. destiné à satisfaire les c besoins essantiels » des pays forès, comme l'Allemagna occidentals, le Japon et les États-Unis (ses trois pays ne consacrent actuellement que 0,3 % à 0,3 % de leur PNE. d'l'aide publique au développement).

Les ministres ont adopté une « déclaration relative à une coopération pour le développement axée un la croissance économique et les besoins essentiels de l'être humain ».

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. — L'Agence internationals de l'émerois (AJE), et

tiels de l'être humain ».

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. —
L'Agence internationale de l'énergis (A.I.E.) et
l'O.C.D.E. ont publié le 17 novembre leur analyse
annuelle détailée de l'approvisionnement et de la
consommation de pétrole, sous le titre Statisfiques
pétrolières 1976. Il ressort de actic étude qu'en
1976 la consommation de pétrole des vingt-quatre
pays de l'O.C.D.E. a augmenté de 7 % et a attent
1776 millions de tonnes; ceet reflète le redressement de l'activité économique atnes qu'une augmentation de la demande de juel oil résiduel de
l'industrie de l'électricité, due à une Jorte baisse
de la production d'origine hydraulique. L'augmentation est de 6 % pour l'Europe, 8 % pour l'Amérique latine et 4.8 % pour le Japon.

POLITIQUES DES REVENUS ET DE L'EMPLOI.

— Une soizantaine d'experts patronaux des pays membres de l'O.C.D.E. ont participé au séminaire

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS Téléphone : 033-05-97

TERRORISME INTERNATIONAL, de G. GUILLAUME et G. LEVASSEUR.

• ARCHIVES DE POLITIQUE CRIMINELLE, tome II.

patronal sur c tes politiques des revenus et de l'emploi liées à la croissance à moyen terme » qui s'est tenu du 8 au 10 novembre à Paris. CENTRE DE DEVELOPPEMENT. - Le professeur

Louis Sabourin (Canada) a été nommé président du Centre de développement de l'O.C.D.E. il suc-cède. à partir du 1st décembre, pour une période de trois ans. à M. Paul-Marc Henry (France).

RECENTES PUBLICATIONS

· Tendances des marchés des capitaus, Nº 1: premier numéro d'une nouvelle séria rédigée par la direction des affaires financières et fiscales de l'O.C.D.E. et publiée sous la respon-sabilité du secrétaire général de l'organisation. • L'éducation et la vie active : rapport sur les politiques et les mesures qui peuvent amé-liorer les liens entre l'éducation et la monde du travail.

e Politiqua des sciences sociales au Japon : après la France et la Norvège, troisième examen dans la sèrie sur les politiques nationales, 233 pages.

• ACCORD GENERAL SUR LES TARIPS DOUANIERS ET LE COMMERCE. — Les trois principaux participants aux négociations commerciales (« Tokyo round »), la Communauté économique européenne, les Etats-Unis at le Japon, out déposé, le 1« novembre à Genève, au scréturiat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), leurs demandes respectives concernant l'agriculture et les mesures non tarifaires. La prochaine étape du calendrier est le 15 fanvier 1978, date limite de dépôt des offres.

• ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. La dix-septième période des sessions ordinaires de la conférence de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALG) a siègé à Montevideo du 7 au 35 novembrs. On trouvera un brei résumé de ses trabauz dans le prochain numéro.

un bref resume de ses transue auns se prostant numéro.

• COMMUNAUTES DES CARAIEES. — Les ministres des transports des pays membres de la communauté des Caruibes se sont réunis à Georgelour (Guyana) du 7 au 9 novembre. Ils ont approuvé la révision des estimations de dépenses pour 1976 et le budget pour 1978 de la Corporation muritime des Indes occidentales (WISCO), et adopté le programme de développement de sa floite pour les cinq prochaines années. D'autre part, les ministres ont autorisé le secrétaire général à explorer, avec la CNUCED, les possibilités d'obteut son assistances technique afin de développer les services maritimes, l'administration portuaire et la législation douanière dans la come. Compte tenu des besoins urgents de personnel maritime, ils ont adopté une série de messures sur la création et l'installation de deux écoles de jornation d'officiers de marine. Dans le domaine de l'autation civile, les ministres ont considéré le rapport du groupe de travail sur les transports et ont adopté un bon nombre d'arrangements touchant à la coordination et à la rationalization des services aériens.

— Réuni à Georgetown (Guyana), du 18 au

— Réuni à Georgetown (Guyana), du 18 au 30 octobre, le comité des douanes a poursuisi l'étude du nouveau système sur l'origine des marchandises, dont l'application par les pays membres du marché commun deviendra effective le 1e- jenvier 1978, apportant d'importantes simplifications aux formalités des échanges. Le Comité l'est auxi penché sur les questions relatives à l'installation du tarif extériour commun.

• CONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL.— La trente-septieme session du Conseil oblicole inter-national (COI) s'est tenue à Madrid du 22 au 26 novembre. On trouvera un brei résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplo-

matique.

• GROUPE ANDIN. — Réunt à Lima du 7 au 9 novembre à l'occasion de sa neuvième période de tessions ordinares, le Conseil consultatif économique et social (C.A.E.S.) a lait une analyst approfendie des déliférents aspects de la décision no 120 de la Commission du Groupe andin portant création d'une industrie automobile sous-régionale, des travaux du comité (la junte) et des conolusions de son groupe de travail. Il s'est ensuité penché sur les conséquences de l'intégration économique sur la structure et la fonctionnement des entreprises, d'une part, sur la développement de l'emploi, les conditions de travail et la situation générale des travailleurs, d'autre part.

Des recommandations ont été formulées à propos de la représentation du secteur priré auprès du comité de l'industric automobile, et des aspects socieux de ce programme de développement industriel, notamment ; la création d'emplois, la fornation professionnelle, les conditions d'embauche de

sociaux de ce programme de développement industriel, notamment : la création d'emplois, la formation projessionmelle, les conditions d'embauche de la main-d'œuvre, etc. La teneur de ces recommandations montre l'étendue du rôle recendiqué par le patronal et les travailleurs dans les choix et le contrôle des objectifs de l'intégration sous-régionale.

— En vertu des dispositions de la décision de la Commission portent création d'une industrie automobile sous-régionale, les offices nationaux de normalisation ont tenu leur première réunion à lima du 7 au 10 novembre. Celle-et avait pour but de déterminer les normes de production qui seront adoptées par les cinq pays d'établir un office sous-régional d'homologetion.

— La onzième réunion des directeurs des offices nationaux de planification de l'agriculture, qui s'est lenue dans la capitale pérurienne du 15 au 18 novembre. à été consacré à l'examen des deux mécanismes opérationnels mis en place dans le but de crèr les conditions nécessaires à l'intégration de l'agriculture sous-régionale : les projets spécifiques et le plan indicatif.

— Le 28 octobre, les représentants du comité du Groupe andiu et de la Grande-Brétagne ont souserit à Lima un aucord de compération destination des la Boltoie, de l'Equateur, de la Colombie et du Férou vivant coupent dans les milieux ruraux de la Boltoie, de l'Equateur, de la Colombie et du Pérou vivant coupent dans les milieux ruraux de la Boltoie, de l'Equateur, de la Colombie et du Pérou vivant coupent dans les milieux ruraux de la Boltoie, de l'Equateur, de la Colombie et du Pérou vivant coupent dans les milieux ruraux de la Boltoie, de l'Equateur, de la Colombie et du Pérou vivant coupent dans les milieux ruraux de la Boltoie, de l'Equateur, de la Colombie et du Pérou vivant coupent dans les milieux ruraux de la Boltoie, de l'Equateur, de la Colombie et du Pérou vivant coupent dans les milieux ruraux de la Boltoie, de l'Equateur, de la Colombie et du Pérou vivant coupent dans les milieux ruraux de la Boltoie, de l'Equateur, de la

e STSTEME ECONOMIQUE LATINO-AMBEICAIN.

- Le système économique latino-américain (SELA)
a organisé du 18 au 20 ortobre à Lima une réunion
consucrée à l'examen au niveau technique de
programmes de développement de l'agriculture at
de l'industrie des différents groupements régionaux
alin d'identifler les secteurs d'activité et les
branches de l'économie of il existerait la possibilité
de définir des orientations communes et d'établir
des programmes de collaboration. Des représentants
de l'Association latino-américaine de libre-échange
(ALAC), de l'Accord sous-régional andin. du
exertiariat de l'intégration centraméricaine (SIECA),
de la Corporation andine de développement (CAF),
de l'Association latino-américaine des institutions
pour le developpement (ALIDE), et de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique
latine (CEPAL) ont participé aux discussions. La
réunion a étudié la contribution que pourrait
apporter le SELA au proprès de l'intégration économique du sous-continent au moyen de projets
spécifiques.

mars 1978, qui inchirait la fixation annuelle des prix agricoles, une nouvelle reglementa-tion du marché de la viande bovine, le problème de la suppression des montants compensatoires, une réforme du réglement communautaire sur le sucre et la réforme de la politique méditerranéenne.

Les importants problèmes que pose la concurrence des produits grecs, portugals, et espagnols, a-t-il ajouté, n'ont même pas été abordés. Selon lui, les positions divergentes entre les Etats mémbres de la C.E.E. restent entières et ne pourront se rapprocher que si la Commission européenne fait des propositions concrètes à la fois dans le secteur des structures et d'organisations des marchès agricoles qui tiennent compte des problèmes des prix. des prix.

Vers la suppression des « montants compensatoires agricoles >

Tous les pays du Marché commun, à l'exception de la Grande-Eretagne, sont d'accord en principe pour supprimer progressivement les montants compensatoires monétaires dans les échanges agricoles intracommunantaires qui faussent le jeu de la concurrence à l'intérieur de la CEE, Tei est le résultat du premier tour de table fait le 9 novembre à Bruxelles par les ministres de l'agriculture des Bruxelles par les ministres de l'agriculture des Bruxelles par les ministres de l'agriculture des Bruxelles par les nouvelles propositions de la Commission curopéenne à ce sujet.

Elles visent à supprimer, sur une période totale de sept ans, les montants compensatoires monétaires qui agissent comme des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation pour les pays à monnale faible (Grande-Bretagne, Italie, France et Irlande) et comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation pour les pays à monnale forte (Allemagne de l'Ouest et Benelux).

M. Pierre Méhaignerie, ministre français de

(Allemagne de l'Ouest et Benelux).

M. Pierre Méhaignerie, ministre français de l'agriculture a pressé ses collègues d'étudier d'urgence le dossier. Le maintien des montants compensatoires, a-t-il dit, provoque des distorsions de concurrence à l'intérieur du Marché commun, notamment sur les produits latiers et la viande de porc. Le ministre a ditier demandé à la Commission européenne de faire des propositions précises à ce sujet dès le mois de décembre, sans attendre la traditionnel marathon annuel sur la fixation des prix agricoles dans la C.E.E.

Doublement du concours financier à moyen terme

d moyen terme

Les ministres des finances de la C.E.E. se sont mie d'accord le 21 novembre sur le principe de doubler le concours financier communautaire à moyen terme qui sert à aider les pays du Marché commun souffrant de déficits de balance des patements.

Ce soutien financier sera donn porte de 2.7 à 5.4 milliards d'unités de compte (6 milliards de dollars, soit 30 milliards de francs français). Dans le passé, l'Italie a soilicité ce concours à plusieurs reprises pour rétablir sa situation financière.

D'autre part, les gouverneurs de banques centrales de la C.E.E. également réunis à Bruxelles, sont tombés d'accord pour augmenter les fonds disponibles au titre de soutien financier à court terme. Les quotas restent inchangés mais la s rallonge » destinés à aider un pays du Marché commun dont-la monnais serait menacée passe de 1.5 à 3 milliards d'unités de compte (1.7 à 3.4 milliards de formités de compte (1.7 à 3.4 milliards de foliars, soit de 8.4 milliards à 16.5 milliards de F.F.). Toutefois, la décision formelle appartient aux gouvernaurs des banques centrales des Neuf à Bâle.

Suspension des formes de fatte a éclaté

des Neuf à Bâle.

SUSPENSION DES NEGOCIATIONS ENTRE LA CER ET HONGKONO. — Une orise grave a éclaté le 3 novembre entre la Communauté cisropéenus et Hongkong, son premier pournisseur de produite textiles. Les nègociations avec Hongkong vilant. È limiter les importations de produits textiles dans la Communauté ont été euspendus à Bruzelles. La Commission a menacé de renoncer à négotier et de redistribuer la part du marché réseruée à Hongkong aux surres pays fournisseurs de la Communauté européenne.

Les propositions des Neuf demandent à Hongkong de réduire ses exportations de produits fextilet vers

de rédaire ses exportations de produits textiles des la C.E.E. de 13 % par rapport aux quantités de 1976 qui étaient de 151 000 tonnes. De son côté, M. Milis, chef de la délégation de Honykong, a lait de nouvelles propositions à la C.E.E., acceptant des riductions sur sculement quarants des quarants seit produits que préconsent la Communauté européenue.

Pour la C.E.E., les dernières propositions faites par Hongkong seraient inacceptables des les désaccords portent sur les produits les plus sensibles dans le Marché commun, pantalons, tes-shirts, chemiasse, chandalls, chausettes et bas, produits sur lesquels sont concentrées les réductions demandées par les Neul. Touteiois il n'était pas esou que les pourparlers entre Hongkong et la G.E.E. reprennent prochainement.

posspariers entre Hongkong et la G.E.E. reprennent: prochainement.

TRANSPORTS. — Les ministres des transports des Neul ont décidé, le Z' detobre, à Luxembourg, d'appliquer, à partir du l'' jenvier 1978, une série de mesures sociales touchent les transporteurs routers des Etats membres de la G.E.E.

Cette réglementation communautaire présoit un acroissement du repos hébômedaire, la limitation à huit heures par jour du temps de conducteur pour les conducteurs de cumions et d'autobus et la suppression de l'obligation d'un' second conducteur pour les transports de plus de 450 kilomètres effectués sur des ministres ont accordé une période transitoire de trois aus à la Grande-Bretagne et à l'iriande. Ces deux pays adapteront progressionment leurs réglementations à celle de la Communauté, soumettant toutefois tous les six mois à la Commission européenne un rapport sur es modifications.

Les messures décidées lors du conseil des ministres des transports permettent l'application de l'accord européen sur le travail des équipages des véhicules effectuent des transports internationaux par route.

— Les ministres des transports des Neuf n'ont pas pis se mettre d'accord sur l'introduction, à partir de 1978, de l'haure d'été dans les pays membres, ni même sur une période unique pour œux des pays qui l'appliquent.

— La conouvrence sans cesse croissante des pays de l'Est dans les pays de l'exemp peut-être de la navigation intérieure et des transports de marchandises par route, est très préoccupante en ratson des conditions dans lesquelles elle s'exerce. Telle est la conclusion d'un avis que le Comté économique et social des Communautés européennes a adopté et 21 nobembre à Bruxelles.

PECHE — Les ministres des Neuf, chargés des questions de péche, réunis à Luxembourg le 25 orto-

PECHE. — Les ministres des Neui chargés des questions de péche, réunis à Luzembourg le 15 octo-bre. n'ont pu définir une politique commune de pèche dans la zone des 200 milles instituée le

IMPORTATIONS DE POMMES. — Les ministres de l'agriculture de la G.E.E. ont éloidé, le 7 novembre à Bruxelles, de réduire de 14 à 6 % les droits de douane sur les importations de pommes dans le Marché aommun fusqu'à la fin du mois de jampler 1873.

Cette mesure, réclamée notamment par la France, doit permettre de calmer l'actuelle flambée des pris sur ce fruit dont la récolte a été désastreuse dans la C.S.E. cette canée (5,2 millions de tonnes

RELATIONS AVEC LES PAYS TIERS. — La Polo-gue a signé, le 14 novembre, à Bruxelles, un accord textile avec la Communauté européenne. Un autre accord était attendu très prochainement avec la Corée du Sud, troisième fournisseur de la C.E.E., Enfin, les négociations avec l'Inde ont été ouvertes 'ormellement is 14 novembre, après trois semaines d'attenuation.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — La cent ciaquanic-traisième session du comité économique et social des Communautés européennes s'est tenus à Bruselles les 23 et 24 novembre 1977, sous la présidence de M. Basil de ferranti, président du

Le comité a adopté des avis sur plusieurs ques-tions soumises à son attention dont ; les pro-blèmes des transports en relation avec les pays de l'Est; la situation des petites et mayenues , entréprises; le politique commune dans le secteur de la science et de la technologis ; une proposition de décision du Conseil arrêtent un programme de recherche et de développement pour la Commu-nauté européenue de l'énergie atomique concernant l'exploration et l'extraction de l'urantum; un pre-mier programme d'actions de recherches dans le secteur de la recherche médicule et de la santé nublique, etc.

CECA

Les Neuf renforcent le plan anti-

T NVITES par les patronats de la sidérurgie de leurs pays respectifs à prendre des mesures de sauvegarde pour protéger l'acier européen de plus en plus menacé par la concurrence étrangère que stimule la crise, les Neuf s'y sont opposés le 21 novembre. Ils préférent attendre de connaître les décisions que prendra l'administration Carter sur le niveau minimal des prix de l'acier importé; ils préférent aussi voir s'il est possible d'obtenir des résultats en négociant avec les pays de l'Est; enfin ils souhaitent tester au préalable les intentions de Madrid, dont l'acier arrive de façon croissante dans la CECA. Une fois levées ces hypothèques, il sera bien temps d'examiner l'opportunité d'un éventuel contingentement des importations d'acier dans les neuf pays, comme le souhaitent les patrons. les patrons.

Pour l'instant, les Neuf se sont contentés d'approuver le renforcement du plan anti-crise que leur a soumis M. Davignon :

que leur a soumis M. Davignon:

• Les prix des produits sidérurgiques de la Communauté vont être relevés de 15 % en 1978, aussi bien ceux qui sont décidés par la Commission (ronds à béton) que ceux qui sont simplement conseillés. Simultanément la surveillance des prix sera renforcée pour éviter que des francs-tireurs puissent remetire en cause le fonctionnement du plan communautaire. Dans le cas particulier des « Bresciani », l'accord s'est fait entre Bruxelles et les intéressés : leur part dans la consommation totale de runds à béton sur le marché communi va être portée de 35 % à 47 %. Cette part, intermédiaire entre le niveau convenu antérieurement et celui constaté ces marchés allemand, français et belge, ce qui donnera aux « Bresciani » la possibilité d'écouler chaque mois 44 000 tonnes de ronds à béton sur ces trois marchés. En contrepartie, les producteurs de Brescia s'engagent à respecter les prix minima pour les ronds à béton lisses et à 305 u.c. pour les ronds à béton urénetés.

Dur les ronas à béton crenetés.

• Les importations ne seront pas contingentées, comme le souhaitaient les patronats de la
Communauté, mais régularisées et les initiatives
de Bruxelles sont couronnées de succès. Se
plaçant dans la perspective de l'adhésios de
l'Espagne à la CEE, la Commission espère
amener Madrid à s'intégrer au plan anti-crise
communautaire, autrement dit à réduire ses
livraisons sur le marché et à respecter les prix
fixés par Bruxelles. En attendant, les procédures anti-dumping déclerchées par la Commission contre des importations de tubes espagnols à bas prix suivront leur cours normal.

Avec les autres fournisseure des pays capità-Avec les autres fournisseurs des pays capita-listes (Japon, Corée, etc.), la Commission subordonne son attitude à celle des Etats-Unis.

Le budget CECA de 1978 : + 23 % La crise de la sidérargie a obligé la Com-mission européenne à relever de 25 % les dépenses inscrites dans le budget de la CECA pour 1978. L'appui apporté par la Commission à la réadap-tation des sidérargistes et des mineurs sans emploi coûters à la CECA 60 millions d'ambée de compte européennes et l'aide, sous forme de bonification d'intérêt, à la reconvenion et à-l'invertissement 40 millions (réspectivement 25 et 15).

de compte européennes et l'aide, sous forme de bonification d'intérêt, à is recouversion et à l'investissement 40 millions (respectivement 25 et 15).

En plus de ces 189 millions de dépenses, le budget de la CECA devra financer, à concurrence de 41 millions, le soutien à la recherche dans les mines et les acièries, ainsi que les dépenses administratives et sociales traditionnelles. Cela contait à un total de 167 millions d'u.c.. Ce chiffre devrait, en réalité, être supérieur de 12 millions d'u.c. Mais, pour ue pas stoir à raiever le prétévement européen sur le chiffre d'affaires de la sidérargie et des mines (6,29 % depuis plusieurs années), ce qui serait particulièrement inopportun en pleine crise de l'acier, la Commission de Bruxelles a décidé de ramener de 18 à 5 millions la contribution du hudget CECA aux dépenses administratives des Communantés européennes, le reste étant pris en charge par la O.E.E. Le conseil des ministres des Neuf n'a jusqu'iet formulé aucune objection à cette opération.

COMMUNE WEST STRUCTURES

Marché commun

Accord des Neuf sur l'implantation du « jet »

A PRES plus de dix-huit mois de discussions, A les ministres de la recherche des Neuf se sont mis d'accord le 25 octobre à Luxem-bourg pour installer le Jet, machine géante capable de réaliser la fusion thermonucléaire contrôlée à Culham en Grande-Bretagna. Ce des Neuf l'énergie de l'an 2000 et de la ren-dre plus indépendante à l'égard du pétrole

Les ministres ont pris leur décision à la najorité de cinq voix en faveur de Culham, deux voix allant au site de Garching en Bavière et avec deux abstentions (celles de la France et de l'Italie). A l'origine, ces deux pays avaient présenté les centres de recherches Cadarache et d'Ispra comme sites possibles d'implantation du Jet.

d'implantation du Jet.

Le coût de construction du projet, qui doit ètre réalisé au cours des cinq prochaines an-nées, est de l'ordre de 150 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1,15 dollar, soit 850 mil-lions de F.F.). Trois cent vingt physiciens, et ingénieurs des neuf pays de la C.E.E. seront chargés de réaliser ce projet.

Le dialogue euro-arabe maintenu sans grande illusion

Le dialogue euro-arabe est maintenu sans grande illusion. Si sur le plan politique il n'a grande illusion. Si sur le plan politique li n'a rien apporté de neuf, il enregistre, par contre, de timides progrès au niveau de la coopération économique. Tel est le maigre bilan tiré par les observateurs au terme de trois jours de laborleuses discussions ouvertes le 27 octobre au sein de la Commission générale du dialogue euro-arabe qui a rassemblé, à Bruxelles, les ambassadeurs de vingt et un pays plus l'OLP, et ceux des pays de la Communauté européenne. Au niveau de la coopération économique, on peut noter que, pour la première fois, les deux délégations ont décidé de passer à la phase de réalisations concrètes. Il s'agit d'un domaine limité : le financement des études de sept projets. de sept projets.

de sept projets.

Il reste de nombreuses divergences, en par-ticulier dans les domaines de transfert de technologie de textiles et des travallieurs mi-grants. En ce qui concerne ces derniers, les grants. En ce qui concerne ces derniers, les Arabes demandaient l'abolition des mesures restrictives prises par certains gouvernements européens. Les pays de la C.E.E. ont refusé d'établir, dans la période de crise qu'ils traversent, un régime préférentiel à l'égard des travailleurs arabes. L'Europe n'a pas davantage accepté d'étendre à l'ensemble des pays arabes les accords préférentiels consentis au Maghreb, à l'Egypte, à la Syrie et au Liban, ainsi qu'à ceux qui sont parties à la convention de Lomé (Mauritanie, Somalie et Soudan).

15.

La déclaration sur la visite en Israël du président Sadate

Israel du président Sadate

A l'issue du voyage du président égyptien
Anouar El Sadate en Israel, les Neut ont
publié le 22 novembre la déclaration sulvante :

a Les neuf ministres des affaires étrangères, convaincus que la méfiance constitue
l'un des principaux obstacles à un règlement
pactique du conflit israélo-arabe, partagent
l'espérance qu'oni suscitée l'intilative courageuse du président Sadate et sa rencontre
historique avec les dirigeants israéliens. Ils
souhaitent que le dialogue sans précédent qui
s'est noué à Jerusalem ouvre la voie à une
négociation globale conduisant à un règlement
d'ensemble juste et durable tenant compté des

droits et des préoccupations de toutes les par-ties intéressées. Il est urgent qu'une vraie paix s'établisse enjin pour tous les peuples de la région y compris le peuple palestinien, sur la base des principes reconnus par la communauté internationale, et qui figurent en particulter dans la déclaration du Conseil européen en date du 29 juin 1977. 3 Ils expriment l'espoir qu'il sera possible de réunir dans un proche avenir la conjé-rence de Geneève. 3

La Commission élaborera un pro gramme de lutte contre le chômage des jeunes

Les ministres des affaires sociales des Neuf, réunis le 28 octobre en conseil à Luxembourg, ont chargé la Commission européenne d'éla-borer un programme concret d'action pour lutter contre le chômage des jeunes.

Ce programme, qui devrait comporter des mesures détaillées sur la répartition des moyens financiers dans le cadre du Fonds social euro-péen, devalt être discuté lors du conseil consacré aux affaires sociales en décembre.

L'Italie et l'Irlande ont demandé des aides accrues de la part du Fonds social en faveur de la formation professionnelle et de la création d'emplois nouveaux, mais, suivant en cela la position de la délégation allemande, la plupart des pays membres se sont prononcés pour une utilisation plus efficace, ponctuelle et concertée des moyens linanclers existants. En tout cas le conseil s'est déclaré conscient du fait que le chômage des jeunes est l'un des problèmes les plus préoccupants. 40 % en effet du nombre total des six millions de

chômeurs dans la Communauté sont des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Le ministre français du travail, M. Christian Beullac, a pour sa part estimé qu'il faut définir clairement « les problèmes qui doivent être traités au niveau national et ceux, comme l'industrie navale, le textile et l'aéronautique, qui ne peuvent être traités qu'au niveau communautaire ».

L'Espagne et les Neuf

M. Adolfo Suarez, premier ministre d'Espagne, a indiqué le 5 novembre à Bruxelles, au cours d'une conférence de presse, que l'avis de la Commission des Communautés européennes sur l'adhésion de son pays au Marché commun ne sera arrêté qu'à la fin de l'année 1978. Selon lui, la signature du traité d'adhésion n'interviendrait qu'un an ou deux après ce délai.

a Le gouvernement espagnol, a-t-il dit, est ouvert à toute solution pour jucliter l'adhésion après la signature du traité, mais n'acceptera ni une période de pré-adhésion ni un traitement différent de celui qui a été réservé à la Grande-Bretagne, à l'Irlande et au Danemark.

La France et l'Italie face aux propositions visant à réformer l'agriculture méditerranéenne

La France et l'Italie sont mécontentes des propositions faites par la Commission de la C.E.E. pour réformer l'agriculture méditer-ranéenne dans la perspective de l'élargisse-ment du Marché commun à la Grèce, au

Portugal et à l'Espagne.

A Bruxelles le 7 novembre, MM. Pierre Méhaignerie et Giovanni Marcola, ministres français et italien de l'agriculture, ont estima que ces propositions étaient « inquétante-décepantes et encore au stade des générali-tés ». Le ministre français a souligné dans ce contexte qu'il ne voulait à aucun prix d'un gigantesque marchandage, au mois de

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

souriente d'une jeune cité qui, dans an élan sons reláche, construit son avenir.



lice, fille de conteres

Le vous mend.

LE PALAIN DES PAPES LE PONT SAINT BENEZET sopularisé à travers le monde par la résende et la changon ses incubreus édition l'vis et religieuz.

LES TRESORS DE SES MUSERS,

DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS à TRAVERS LA PROVENCE.

SON FOLELORE Idanes et rigiles Eradi-tions.

PESTIVAL DRAMATIQUE (15 jurilet sout) Théâtre chrorégraphique cinéma.

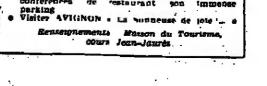
DES SALLES DE REUNION,
DES SERVICES REGULIERS DE FRAINS

DES *ERVICES REGULIERS DE TRAINS

* autoa-courbettes a aller et retout au oduart
de PARIS STAPLES (Le Touquet) BOULOGNE LIEGE ERUNELLES AMSTERDAM,
DUSELLORF HAMBOURG KARLSRUHE;
SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE
FRUITS ET PRIMEURS.

DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES at
det vins de grands orns (Châteauneuf-duFade, Côtes-du-Rhône, Gigondae, Tavel, etc.);
LE PALAIS DES EN-POSITIONS avec son
équipement your Loutes les manifestations et
confrésences de restaurant son immense
parking

Benseignements Masson du Tourisme, cours Jean-Jaurès



Si, comme on peut l'espérer maintenant, Washington, renouçant à la formule louche de la multiplication des procès anti-dumping, décide d'appliquer à ses fournisseurs extérieurs des prix minima de référence, la Commission appliquera sans doute la même formule aux fournisseurs de la C.E.E. Ces prix, pense-t-on, seront calculés de façon que les prix des produits importés ne pèsent pas gravement sur le marché intérieur, tout en permettant le maintien des courants d'échanges; cet équilibre pourrait être trouvé, dit-on, si les prix en question étaient inférieurs de 5 à 6 % aux prix de vente américains. Ce niveau protégerait les aciéristes américains contre les importations excessives, sans beaucoup gêner les producteurs japonais et européens. Fait remarquable, après la grave tension que l'on a connue (voir nos numéros précédents), Washington, Tokyo et Bruxelles seraient maintenant d'accord pour que ces prix minima d'importation seraient firés en commun.

Enfin, avec les pays de l'Est, M. Davignon a prompti l'onne prescheine de némeritations de l'accord l'onverture recebeine de némeritations en contre l'onnes pays de l'Est, M. Davignon a processiones l'onverture recebeine de némeritations en contre l'en a contre de prime de némeritations en contre l'enterprime recebeine de némeritations en contre l'enterprime recebeine de némeritations en contre l'enterprime recebeine de némeritations en contrette de l'enterprime de némeritations en contrette de l'enterprime de némeritations en contrette de l'enterprime recebeine de némeritations en la contrette de l'enterprime de némeritations en la contrette de l'enterprime de némeritations en la contrette de la contrette de l'enterprime de némeritations et l'enterprime de némeritations en la contrette de la contrette de la contrette de l'enterprime de la contrette de la contret

Enfin, avec les pays de l'Est, M. Davignon a proposé l'ouverture prochaine de négociations qui porteraient sur les prix de livraison et probablement aussi sur les quotes.

probablement aussi sur les quotes.

**Conversion structurelle : M. Davignon a rappelé dans sa communication aux ministres que la régularisation du marché n'était pas tout et qu'il faudrait s'engager en 1978 dans une action de contraction des capacités de production existantes, qui dépassent anjourd'hui largement les besoins, dans la Communauté comme ailleurs. Pour faciliter cette opération d'abandon des usines vétustes et de reclassement du personnel, il à demandé une nouvelle fois que la C.E.E. soit dotée de moyens financiers supplémentaires : 32 millions d'unités de compte sous forme de bonifications d'intérêt.

Cette somme devrait être fournie par un recours partiel au produit des droits de douane sur les importations d'acier provenant des payaiters, car il serait absurde d'essayer de l'obtenir au moyen d'un relèvement du taux du mélèvement CECA qui pèse sur un secteur industriel qu'il s'agit précisément d'aider. Ce projet pose évidemment des problèmes de fiscalité dans les Etais membres. Il figurera parmi les points que le Conseil de la mi-décembre aura à trancher. Les Neuri, même ceux qui ont émis des réserves à l'égard de la fonnule préconisée par la Commission, ont recomm que l'indispensable restructuration de la sidérurgie et la reconversion industrielle qui devra l'accompagner, end-geront des moyens financiers communautaires accrus.

Tel est le nouveau contenu du dispositif anti-

sion industrielle fun devils l'autorises communautaires accrus.

Tel est le nouveau contenu du dispositif anticrise de la CECA Sera-t-il, lui aussi, dépassé par l'événement comme l'ont été ceux des plans CECA précédents? Toujours en retard d'une crise, la Commission européenne avait d'abord espéré que la fixation de quotas de livraison per entreprise résoudrait les problèmes, puis que l'annonce de prix imposés ou conseillés metirait fin aux difficultés. En fait, l'élévation des prix antérieurs à la Communauté a stimulé les importations, au point que les frontières des Neuf sont devenues de « voites passoires a pour l'acter des pays tiers, de plus en plus avantageux.

An moment où les sidérurgistes européens demandent une ferneture partielle des frontières (les contingents), Bruxelles répond par une nouvelle dévation des prix internes et par l'offre de dialogues avec les pays d'où provient l'acter imputé. L'événement montrers si cette discussion est suffisante.

Les demiers chiffres montrent, en tout cas, que — du fait notamment d'une sensible diminution des ventes européennes aux Etatz-Unis, où leur part est tombée de 40 % des importations en 1970 à quelque 20 % anjourd'hui — le marché reste déprimé, incitant les productume à ralentir les coulés d'acter. En octobre, les Neuf n'ont produit que 10,7 millions de tonnes d'aujer; contre 11,9 un au prius tôt. (— 10 %). Cela porte la diminution de la production pour les dix premiers mois de l'année à 5,6 % (dont 9 % en Allemagne et en Belgique, 7,6 % au Luxembourg et 6,7 % au Royaume-Uni.

LE PREMIER EMPRUNT CECA EMIS EN LIVERS STERLING depuis 1975 a été placé par un consortium de banques suropéannes. Il rélève à 20 millions de tivres et porte intérêt à 9 5/8 %. Le palement des intérêts et du capital remboursé pourra être fait en libres ou en dollars, au gré du souscripteur. POUR LE VINGTIEMS ANNIVERSAIRE DE L'ORGANE PERMANENT POUR LA SECURITE et la sulubrité dans les mines de houdle, une esseine commémorative a eu lieu à Lusembourg. Une allocution d'hommage à M. Paul Finet, premier président de l'Organe permanent, a été procuncés président de l'Organe permanent, a été prononcée par M. François Vinck. qui fut durant de longuez années directeur des problèmes du travail à la haute autorité de la CECA, puis à la Commission de la C.E.E.

de la C.E.E.

EXPORTATION DE PERRAILLE. — Les pays du Benehux out proposé à la Commission européenne de combler le vide réglementaire qui estite actuellement dans la CECA s'agizent d'exportation de ferraille vers les pays tiers. Pour concilier l'intérêt de le siderurgie des Neuf, dont l'approvisionnement en ferraille dait être protégé, et celui de l'industrie de le ferraille qui doit pouvoir surviver dans les conditions de marché actuelles et s'organiser à plus long terme, les trois pays sugérent qu' « un Etax membre qui envisage d'autoriser l'arportation d'une ou plusseum sortes de ferrailles vem des pays tiers en quantités limitées ou non, doivent en informer la Commission et les autres Etax ». A la demande de la Commission ou d'un Etax membre, des consultations préalables curvaient alors lien sur l'attitude à adopter. En cus d'urgence, un retrait, une suspension ou une réduction d'un contingent sans consultations préalable, mais l'alors en informer sans della la Commission et les Neuf. Longu'un contingent autorisé auruit été épuisé, l'Etax intéressé pourrait, sans information préalable, entoriser des exportations susplémentaires n'excédent pay un certain pouventique du contingent initial. Dans l'application de ce régime, toutes exportations de les les les régime, toutes exportations de l'arrailles dermant être sommisée à un régime de licence, d'une validate de deux mois.



Nice-Congres: Palais des Expositions, 06300 Nice, Tél. (93) 52.02.02 et 55.18.55. Telex:

Parlement européen

Le projet de budget pour 1978

Le Pariement européen a considérablement amendé, le 26 octobre à Luxembourg, le projet de budget des Communautés euro-péennes pour 1978 établi par le conseil des

ministres.

La procédure budgétaire parlementaire a frisé les limites des possibilités : plus de trois cents amendements ont en effet été discutéa en séance plénière. Dans l'ensemble le Parlement a rétabli pratiquement tous les crédits proposés initialement par la Commission européenne et qui avalent subi des compes sombres du fait du conseil des ministres. Le reproche essentiel formulé par le Parlement consisté à dire que le conseil a fait du budget des Communautés un « exercice comptable » au lieu d'en faire un instrument de politique. Le président en exercice du conseil, M. Marc Eyaksus (Belgique) a souligné que le projet de budget augmentait déjà les crédits de paiement des dépenses non obligatoires de 31 % par rapport à l'année 1977, crédits qui verraient un accroissement de 60 % si les amendements proposés par la commission des budgets étalent adoptés par l'Assemblée, soit près de quatre fois le taux maximal statistique,

Pinalement, les amendements pour les cré-dits de paiement d'un montant total de 539 millions d'u.c. (1 u.e. = 1,15 dollar) concernent essentiellement le Funds social, le Fonds régional, la politique énergétique, l'aide alimentaire, la politique industrielle et l'aide aux pays en voie de développement.

Le budget de la C.E.E. sera définitivement voté en deuxième lecture lors de la session plénière du 12 au 16 décembre à Strasbourg.

Les relations avec l'Afrique du Sud e La C.E.E. peut arriver à l'égalité intégrale en Afrique du Sud entre Noirs et Blancs. Je ne cache pas que ce sera difficle 2, a déclaré le 15 novembre, devant le Parlement européen à Strasbourg, M. Henri Simonet, président en exercice du conseil des ministres des Neuf.

Le ministre belge des affaires étrangères, qui présentait au nom de la Communauté le rapport annuel sur la coopération politique dans la C.E.E., a rappelé que le Marché commun fait pression en ce sens sur le gouvernement de Pretoria. Les éléments les plus persuasifs des Neuf, a dit M. Simonet, sont l'embargo sur les armes à destination de ce pays et

Les élections au suffrage universel pourraient être retardées

Les premières élections du Parlement euro-péen au suffrage universel ne pourront sans doute pas se tenir à la date prévue, c'est-à-dire en mai on juin prochains, estime-t-on dans les milieux du Parlement européen à Strasbourg.

désignation qu'elle va vraisemblablement choisir.

M. Henri Simonet, président en exercice du conseil des ministres de la C.R.E., a souligné à ce sujet le 16 novembre, au cours de la session, que si la Chambre des communes se prononçait en faveur du scrutin majoritaire pour la désignation des quatre-vingt-un représentants britanniques dans la nouvelle assemblée, il serait très difficile de concevoir que l'élection puisse se tenir au printemps comme prévu.

Seul le choix de la représentation propor-tionnelle comme mode de scrutin pourrait per-mettre, estime-t-on à Strasbourg, un respect des délais, mais la plupart des Britanniques participant à cette session du Parlement euro-péen, travaillistes comme conservateurs, ont semblé hostiles à cette solution.

M. Simonet a indiqué que la présidence belge de la C.E.R. demanderait au Conseil européen, qui devait se réunir les 5 et 6 décembre à Bruxelles, de se promoncer sur la date définitive des élections du Parlement européen soit pour confirmer la date de mai-juin 1978, soit pour les renvoyer à plus tard.

l'instauration d'un code de bonne conduite pour les sociétés européennes opérant en Afrique du Sud, soulignant qu'il n'avait pas été possible d'assortir ce code de sanctions juridiques. Mais après des premières réactions défavorables, le patronat européen s'est en-gagé à respecter ce code.

Pour M. Simonet, il serait catastrophique pour l'Occident que s'installe en Afrique du Sud un foyer d'incidents qui pourrait ravager tout le continent africain. La situation en Afrique du Sud, a-t-il conclu, doit être inscrite à l'ordre du jour des réunions des ministres des affaires étrangères des Neuf chaque fois qu'ils évoquent la situation internationale.

On pense en effet que la Grande-Bretagne ne sera pas prête à temps pour organiser maté-riellement le scrutin, en raison du mode de désignation qu'elle va vraisemblablement choisir.

M. Simonet a cependant estimé, suivi en cela par de nombreux orezeurs dont M. Jean Durieux (France), président du Groupe des libéraux européans, que, si les Neuf devaient reponsser la date prévue, ce serait un coup sévère pour la Communité auropéans.

COLLECTIVITES LOCALES. — A l'issus de deux journées de travaux, les ministres des Réale membres du Conseil de l'Europe responsables des collectivités locales, réunts les 28 et 29 octobre à Lisbonne, ont précontsé une nouvelle conception de l'administration locale, répondant aux vœux des habitants et assurant le déceloppement de communautés de toisinage.

Les ministres ont réclamé une administration locale et régionale qui permette d'améliorer la qualité de la vis. Ils ont insisté sur la nécessité de solutions souples et sur menure de préférence à des réorganisations profondes.

TROVERSES COLLOQUES CRIMENCIACIONES.

TROISIRME COLLOQUE CRIMINOLOGIQUE. —
Le Consett de l'Europe a orpanisé du 21 au 23 novembre un colloque sur la police et la prépention de la criminalité. Les participants ont examiné trois rapports : vôle social de la police dans la prépention de la délinquance juvenile; attitudes du public vis-à-vis de la police; police et prépention de la violence.

PRESERVATION DE L'ARCHITECTURE RURALE PERSERVATION DE L'ARCHITTECTURE RUMAIR.

Les liques directrices d'une politique d'ensemble
de protection de l'habitet et des sites ruraux en
Europe ont été adoptées par une con/érence du
Conseil de l'Europe réunie à Grenade du 25 au
29 octobre. Les propositions seront transmises nu
Conseil de l'Europe pour prendre la forme de
recommandations précises qui seront adressées aux
gouvernements européens et aux pouvoirs locaux. DIPORNACIA EUDOPERI EL AUX PORODUS (GCAUX.

DIPORNACIA TION. — Que peuvent parlementaires et journalistes pour promouvoir l' e esprit d'Helsinki » et la mise en ceuvre de l'acte jinal de la conférence sur la sécurité et la ecopération en Europe ? Une « table roude » réuniusant à Stratbourg les 3 et 4 novembre les délégués de treize des dip-neuj pays membres du Gonsell de l'Europe et les représentants du Club européen des journalistes e traité de ce thème.

Comité intergouvernemental pour les migrations européennes

Le programme des activités en 1978

REUNI à Genève du 15 au 17 septembre, le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) a adopté un budget de 32 millions de dollars afin d'aider, en 1978, plus de soixante et un mille personnes. Le principal programme d'assistance du CIME concernera l'Indochine, où l'organisation aidera environ 22 000 des 93 596 réfugiés arrivés en Thailande, venus du Leos (75 977), du Cambodge (14 025) et du Vietnam (3 190), auxquels il faut ajouter 1644 personnes dont les nationalités ne sont pas indiquées.

L'Allemagne occidentale, l'Autriche, la Belgique, la Norvège, les Pays-Bas et la Suisse ont annoncé qu'elles allaient augmenter leurs contingents d'immigration en provenance de l'Indochine. Le programme des activités en 1978

ontingents d'immigration en provenance de l'Indochine.

Le second grand groupe d'émigrés dont s'occupe le CIME provient d'Europe de l'Est, notamment d'U.R.S.S., d'où 21 000 personnes sont attendues l'année prochaine. Il en est déjà arrivé plus de 14 000 cette année, et cette émigration est en augmentation.

Le CIME aidera aussi 13 000 réfugiés provenant d'Afrique du Nord, du Proche-Orient et d'Extrême-Orient, ainsi que 8 150 Buropéens hautement qualifiés, désireux de s'installer en Amérique latine, et 5 000 Latino-Américains ayant quitté leur pays.

Enfin, le CIME aidera l'année prochaine 4 000 Portugais, rentrés des anciennes colonies d'Afrique, à s'installer, notamment au Venezuela (1345), aux Etats-Unis (1250), au Canada (750), et en Australie (250).

Association du transport aérien international

A l'Assemblée générale : vers un retour à la libre concurrence?

L'ASSOCIATION du transport aérien international (IATA) a tenu sa trente-troisième
assemblée générale annuelle à Madrid du 8 au
11 novembre. Dès l'ouverture des travaux,
M. Knut Hammarskjold, directeur général de
l'Association, a dressé un réquisitoire contre
la nouvelle politique américaine de a libéralisation » des règlements de l'aviation civile.
Dans son rapport annuel sur la situation de
l'industrie du transport aérien, le directeur
général de l'IATA s'élève contre les accusations
dont l'Association est l'objet, qui tendent à la
présenter comme un a cartel prédateur si antiprésenter comme un a cartel prédateur et anti-

CONCUTTENCE ».
A l'issue de ses travaux, l'Assemblée a souhaité que l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.L.) convoque rapidement une assemblée extraordinaire en vue d'insèrer dans sa charte les conventions de Tokyo, de La Haye et de Montréal relatives à la répres-sion des actes de piraterie aérienne. L'IATA a proposé que tout Etat qui n'aurait pas ratifié cet amendement dans un délai donné soit exclu

D'autre part, les représentants des cent neuf D'autre part, les représentants des cent neuf compagnies régulières membres de l'IATA, inquiètes des conséquences de la nouvelle politique américaine de concurrence à tout prix, ont confié à une « task force » composée de cinq membres — Air Canada, Air India, Alitalia, British Airways et X.W.A. — le soin d'étudier, d'ici au 30 juin 1978, s'il n'y 2 pas lieu de réformer leur procédure de fixation des tarifs et s'il n'est pas souhaitable de laisser jouer pendant un an, sur l'Atlantique nord, les mécanismes du libre marché.

nismes du libre marché. L'Association a réélu à sa présidence M. Manuel de Prado, président-directeur général de la compagnie espagnole Iberia.

• ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. —
Le conférence des ministres de l'information des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), réunie à Rumpala (Ouganda) du 7 au 11 novembre, a décidé de charger un comité intergouvernemental somposé des représentants de dix-aept pays de superviser la création d'une agence de presse panafricaine. L'éventualité d'une rencontre avec les ministres de l'information des pays arabes a également été examinée. La création d'une agence panafricaine est envisagée depuis 1963 par les pays de l'O.U.A., qui sunheitent se libérer de leur dépendance à l'égard des agences occidentales. Salon un porte-parole de l'O.U.A., l'agence panafricaine pourrait fonctionner dès 1980.

• UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — La

UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — La vingt-troisième résion de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.S.O.) s'est tenus à Paris du 28 novembre au l'et décembre. On trouvera un brej résumé de ses trupaux dans le prochain numéro.

numéro.

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — Les priorités nationales et régionales dans le domaine de la défense des cultures ont été su centre des trapaux de la conférence régionale qui s'est issue au siège de la Commission du Pacifique aud (C.P.S.), en Nouvelle-Caldônie, du 14 au 18 novembre. Les participants ont décrit les services techniques de leurs pags, exposé leurs problèmes phytosanitaires les plus importantes et juit le point des régionnelistes plus importants et juit le point des régionnelistes nationales concernant le contrôle phytosanitaire, la défense des cultures et les peciticiles.

sanitaire, la défense des cultures et les peotétides.

• CROIX-ROUGE. — Le délégué régional du C.I.C.R. pour l'Amérique centrale et les Caralbes a terminé, à la mi-outobre, une série de visites de lieux de détention en Amérique latine : au Guatemala, au Venezuela, en Colombie, au Poraguay et au Chill.

— En septembre, les délégués du C.I.C.R. en Thallande ont fait une série de visites dans vingitrois postes de police et deux camps de transit pour réjugiés au nord et à l'est du pays. En outre, ils se sont rendus à l'Immigration Center de Bangkok, où se trouvaient aeut quatre-vingt-huit personnes défenues. Ces visites se sont poursuivies en octobre.

Organisation des États américains

Le Conseil permanent met fin à la tension entre le Costa-Rica et le Nicaragua

Nicaragua

En adoptant à l'unanimité la résolution présentée par son président, Mme Oyerzun, ambassadeur du Chili, sur la controverse opposant le Costa-Rica et le Nicaragua, le Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains a terminé avec succès, le 15 novembre, la mission d'apaisement et de conciliation dont il avait été chargé en vertu de l'article 11 de la charte de l'O.E.A. Aussitôt après il a mis fin au mandat de la commission ad hoc créée le 25 octobre pour procéder à la vérification des faits se rapportant à l'attaque contre les cantonnements militaires d'Ocotal et de San-Carlos, le 12 et le 13 octobre, par des groupes d'activistes armés se réclamant du front sandiniste de libération nationale du Guatemala. niste de libération nationale du Guatemala.

Dans sa résolution, le Conseil permanent renome à se prononcer sur les faits et formule l'espoir que les deux partiet éviteront dans l'avenir la répétition de tels faits. Il recommande aux deux gouvernements d'appliquer strictement les mesures de contrôle pour éviter l'installation sur leur territoire de groupes subversifs qui constituent une menace à la paix et à la sécurité d'antres Etats, le gouvernement du Nicaragua est invité à renouveler ses instructions à ses forces armées de façon à éviter des incidents qui pourraient constituer une atteinte à la souveraineté du Costa-Rica.

RELATIONS ENTRE EL SALVADOR ET LE HON-RELATIONS ENTRE EL SALVADOR ET LE HOR-DURAS. — Les ministres des affaires étrangères d'El Salvador et du Honduras ont échangé, le 22 novembre, su secrétariat général, les instruments de ratification du document souscrit par les deux pags en octobre 1976 et dans lequel les deux parties ont accepté de soumetire à la procédure de média-tion les différends surpis à la saits de leur afron-tement militaire. Un médiateur devait être choisi dans un délat de diz jours.

PREFERENCES GENERALISESS. — Le proupe ad hos pour le commerce de la Commission spéciale de consultation et de négociation (CECON), réunt à Washington du II su 21 octobre, a examiné la réponse de Washington aux demandes latino-américaines dans le cadre du système des préférences généralisées, sinsi que le problème des droits compensatoires appliqués par les Etats-Unis aux produités étrangers exportés sur le marché américain, qui socient bénéficié, dans leur pays d'origine, d'une aide à l'exportation. La réponse de Washington a été jugés décesants, le govornement américain n'ayant pas retenu les propositions latino-américaines. En même temps, les Etats-Unis ont finé un nouveau délai pour la présentation de nouvelles propositions à des conditions jugése péremptoires par leurs partenaires. PREFERENCES GENERALISEES.

peremptoires par leurs partenuires.

EFFETS DE LA POLITIQUE SUCRIERE AMERICANNE. — La dés-hadilème ession extraordinaire du Consell interumérican économique et social (O.L.S.), convoquée à Washington du 7 au 9 acomebre pour examiner le déficit du budget des programmes de développement régional pour rannée 1978, érat surtout précoussé des consiquences qu'entraîners pour les producteurs du sous-constinent la nouvelle politique sucrière des Etats-Unis. Es effet, l'entrée en vigueur, le 8 nocembre, de l'amendement de la Garca — section 962 de la loi agricole de 1977 — sur le soutien du prix intérieur du sucre pour la nouvelle campagné, et le relèvement, à la même date, des taxes à l'importation restreindront considérablement les ventes latino-américanes cux Etats-Unis.

FEMMES. — La Commission interaméricaine des jemmes (C.L.M.) a signé un accord avec le gouvernement argentin le 8 novembre portant sur l'installation à Cordoba du Centre multinational de la jemme. Le nouvel organisme consacrere ses activités aux traveux de recherche sur la situation de la jemme dans les domaines juridique, économique, social, éducatif et culturel, et aux idohes de formation et d'orientation.

COOPERATION AVEC L'UNESCO. — En verte des dispositions du programme de coopération adopté par l'O.E.A. el l'UNESCO en mars deraies à Washington, lors de la septième session de la commission mixte, les experts des deux organisations se sont réunis à Guatemala le 13 et le 14 novembre pour mettre au point les mesures d'application.

Ligue des Etats arabes

Conférence des ministres des affaires étrangères

Affaires étrangères

L'étinir une stratégie commune pour un règlement de la crise du Proche-Orient, sera convoqué le 15 février prochain. C'est ce qu'a décidé la conférence des ministres des affaires étrangères de la Ligue des Etats arabes, réunie à Tunis du 12 au 14 novembre.

Deux thèses étaient en présence : celle de l'Egypte très réservée sur l'opportunité de ce « sommet » et insistant sur la nécessité de le préparer minutieusement, et celle de la Syrie, approuvée par POL.P., demandant sa tenue dans un délai d'un mois. Finalement, il a été décidé que la conférence des chefs d'Etat serait précédée dans les trois mois qui viennent par des concertations entre les pays du champ de bataille, des réunions du conseil de défense srabe et du conseil économique et soulai, et une

basaille, des réunions du conseil de défense arabe et du conseil économique et social, et une nouvelle rencontre entre les ministres des affaires étrangères.

La déclaration finale des ministres des affaires étrangères ne mentionne pas le lieu de la prochaine rencontre des chefs d'Etat (l'unique candidature de la Libye ne paraissant pas avoir fait l'unanimité). De même, la déclaration n's pas retenu définitivement la proposition tunisienne de création d'un comité permanent de cinq Etats chargé d'intervenir dans les différends ou les conflits pouvant surgirentre pays arabes. Cette question sera examinée à la prochaine réunion des ministres arabes des affaires étrangères, qui précédera le « sommet » du 15 février.

du 15 février.

Bien que non inscrite à l'ordre du jour, la situation au Liban a été discutée, et une large place lui a été réservée dans la déclaration finale. Les ministres des affaires étrangères condamnent « les actes d'agression préméditée » par Israël dans le sud du pays et font appel aux grandes puissances et aux membres des Nations unies afin qu'ils prennent « les mesures nécessaires » pour faire cesser « ces agressions flagrantes et éviter les menaces accrises qu'elles font peser sur la situation explosice au Proche-Orient et les obstacles qu'elles dressent devant l'établissement d'une pair juste dans la région à Les conversations qui ont eu lieu en marge des séances plénières sur l'assainissement des rapports interarabes n'ont débouché que sur une décision concrète : la reprise des relations diplomatiques entre la Libye et le Soudan, qui a été annoncée le 13 novembre.

CONFERENCE DES MUNISTRES ARABES DE L'INDUSTRIR. — Les pages arabes vont demander à l'Europe de Hantier l'expansion des secteurs d'indus-rite ausquels ils accordant actuellement la priorité, tois le reffenage du pétrole, la pétrochimie, les engrais et la sidérurgie. Ainsi en ont décidé les ministres arabes de l'industrie, qui ont mis fin, le 19 novembre à Tunis, aux travaux de leur deuxième conférence.

10 novembre à Trans, dus transur de seur deuxième conférence.

Le terie adopté par les ministres explique que cette demande, à inclure dans lé dialogus euro-arabe, tend à permettre à la production arabe de couprir une partie des Desoins du Marché commun, à ouvrir les marchés européens aux exportations industrialles arabés et à 4 formular des conditions acceptables » de nature à jaciliter les transferts de technologies.

D'autres partires partires products de seur production de la main de la mainte de la condition de la mainte de la

acceptantes y de deserve à partiter les tronsperts de technologies.

D'autre part, les ministres arabes ont voié uns déclaration dans laquelle ûs r'élèvent contre les mesures protectionnistes prises par les pays de la C.E.E. à l'égard des exportations de textiles de plusieurs pays arabes, et notamment de ceux du Maghreb, et demandent leur suppression e dans l'intérêt des deux parties ».

Conseil de l'Europe

Admission de l'Espagne

Le comité des ministres du Conseil de l'Europe a admis l'Espagne parmi les Etats membres du Conseil de l'Europe le 24 novembre. Le ministre des affaires étrangères espagnol a aussitôt signé la convention européenne des droits de l'homme.

Le Conseil de l'Europe comprend désormais vingt Etats membres.

LOIS ÉCONOMIQUES ET DROIT A LA VIE

Où trouver de l'argent pour les pays sous-développés?

Par FRANÇOIS PERROUX *

ES experts et l'opinion informée demandent, avac une belle unanimité, d'augmenter les moyens monétaires et les ressources en capitaux à la disposition des pays en vois de développement ; il s'açit clairement de les aider à réduire le déficit de feurs balances des palements et à ren-forcer durablement leur appareil de production. Sur le niveau chittré de l'aide supplémentaire, le comité de développement, formé des gou-verneurs du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, ne semble pas, en 1976, être parvenu à un accord. C'est que la distance est trop grande entre ce qui est souhaitable et ce qui est possible. D'ailleurs, l'addition des ressources, par elle-même, seralt peu significative; moins autant que leur volume, et l'efficacité d'une combinaison déterminée dépend de son

utilisation par le milieu d'accueil. En tout cas, on comprend de mieux en rapport au Club de Rome sur le nouvel ordre économique international (R.I.O., Jan Tinbergen coordonnateur) produit des chiffres impressionnanta et marque, avec insistance, que des retouches, Imprimées au fonctionnement de nos économies, ne suffisent point. Des changements dans les structures s'imposent au nom de la justice, et pour donner toutes ees chances à la paix, dans un monde bouleversé par de redoutables déséquilibres monétaires et réels. Une information rudimentaire se répand malgré les résistances; on admettra difficilement que les plus riches disposent d'un revenu treize fois supérieur à celui des plus pauvres, que 70 % des enfants restent condemnés è la

malnutrition, qu'un milliard et domi d'êtres humains solent plongés dans une sombre misère, que le quart des vivents demeurent lettrés, et que les nations (ndustrialisées per capita que les nations sans Industrie. Si ces l'aits laissent encore impavides certalne conomistes, ils exsitent les justes revendcations des pays moins développés, dont l'influence politique se confirme dans les

LICUN Etat ne saurait rester sourd à cet appel. Les déclarations d'intention, peu suivies d'effet, ne suffisent pas ; il s'agit de savoir où irouver les ressources monétaires et financières indispensables à l'action, même si elle doit être teue dans des limites que reservent sos étreures prédes limites que resserrent nos épreuves pré-sentes. A la crise des mauvalees années (1971-1974) a succédé le redépart de 1976, puis un nouveau tiéchissement : les aéquelles de ces troubles sont une excuse occasionnelle, mais pourre-t-on indéfiniment rendre acceptable un système qui, après deux siècles d'indus-trialisation occidentale, donne, à l'échelle du monde, des résultats ausai déplorables pour les quatre millards al plus de Terriens ? C'est notre économie occidentale elle-même qui fait déjà figure d'accusée et, avec elle, la civili-sation d'où elle procède.

Il est donc urgent de faire le point, de dénoncer l'insuffisance de l'alde publique, de prendre la mesure des ressources du crédit privé et de nommer les rélormes audacieuses sans lesquelles il paralt bien qu'il n'y a aucune solution.

E Fonds monétaire internationel continue de déployer une activité éclairée et très méritoire au milleu des difficultés de ce Fonds, qui dépend des gouvernements, est en voie de réalisation non à 100 %, comme le voulait le groupe des Vingt-Quetre, en avril 1977, mais pour un tiers, ce qui n'est pas négli-geable. Quant aux facilités Witteveen, du nom du directeur actuel du Fonds, le réunion de Paris (août 1977) a obtenu un supplément de quelque 10 milliards de dollars (1). On souhaite progrès, comportent une participation accrue des pays de l'OPEP et leur accès aux organes de direction, mais avec contrôle exercé sur la politique des prêts par le Fonds lui-même. On le voit, ce sont les Etate et, en fin de compte, les peuples riches qui limitent son

Du moins, en principe, est-il mieux armé meintenent pour contribuer à préparer la tran-aition vers une certaine régulation mondiale laisse aux pays une grande latitude pour choiair leur politique de change; il confie et lui fait un devoir d'interdire la manipulation des taux dans le dessein d'obtenir des avantages compétitifs, L'avenir dira ce que le Fonds peut faire pour améliorer la pratique des

Au wei son ment liée au sort, assez précaire pour le moment, de la réforme de la monnaie internationale. D'une part, il s'agit du phasing out de l'or, qui n'a plus de prix officiel, et dont un sixième est vendu su profit des plus peuvres parmi les pays en vois de développement. D'autre part, Robert Triffin a proposé des comptes de réserve (Reserve accounts) propressivement constitués par des réserves en dollars déposées au Fonds et soumit une gestion concertée; le projet est en

N voit assez clairement sa former le dessein de faire progressivement des droits de tirage spécieux (D.T.S.), améliores et contrôles, une nouvelle monnaie internationale et, au cours de la transition, de conseiller et surveiller les ententes entre places et les accords régionaux.

L'intention est excellente, mais qui ne comprend les difficultés considérables que

rencontrera tout effort pour substituer au dollar, actuellement régnant, une monnale mondiale gérée par des pouvoirs mondiaux considérar comme prioritaire, dès 1971-1972, le établissement concerté d'un ordre monétaire international, sans lequel aucune politique économique n'est possible ni pour les pays développés ni pour les pays en voie de

Les « lois naturelles », les « spontanáltés : du marché, le main invisible qui répartit les reseources - rares -, su misux et à coup sûr, continueront-elles d'être commentées et enseignées à litre exclusif, avec un grand luxe de raffinements formets ? Ou comprendra-t-on que, en metlère de monnaie et de crédit sussi - entre nations, dans una même nation, nous devons pratiquer - des politiques de stabilisation plus effectives encore dans l'avenir qu'elles ne l'ont été dans le passé » (Franco Modigliani) ?

A la Banque mondiale, le président McNamara fait preuve de compétence et de courage en chaque occasion. (il osa dénoncer l'état des pays les plus pauvres (revenu par tête : 200 dollars) par comparaison aux pays à ravenu moyen (350 dollars et au-dessus); Il rappette sans relache que la felm dens le monde n'est pas vaincue. mais qu'elle pourrait l'âtre. Quelles réponses hésitantes, faibles, tristement « prudentes » à ces appels insistants !

Une fois de plus, on sait fort blen ce qu'il faudrait faire et ce qu'on ne fait pas dans les deux domaines de l'aide publique et

Au cours des dix demières années, l'alde totals des riches aux peuvres augmente à peine en termes réels. L'aide des pays indus-trislisés se contracte. Sauf la Suède et la Hollande, les pays riches n'atteignent pas l'objectif assigné de 0,7 % da leur produit national brut. C'est l'aide des pays de l'OPEP qui s'élève fortement depuis 1973, surfout au profit de partenaires avec qui les unissen des liens speciaux.

La Banque ést parvenue, non sans peine, en mars, 1977, à réalimenter l'Association internationale de développement (IDA). Il faut maintenant augmenter son capital pour étendre sa capacité propre de crédit et lui permettre d'encourager les prêts privés. L'IDA accorde aux pays les plus pauvres des prêts de des dons, puisqu'ils sont consentis pour cinquante ans à l'intérêt de 0,3/4 %. Elle paraît, d'autre part, étandre et assouplir ses inter-ventions ; sans renoncer, blen sûr, au finan-cement des projets spécifiques, elle a consenti des prêts globaux aux opérations de développement rural ou aux banques d'investissement, et elle multipliera sans doute ses opérations de cofinancement en associant son intervention à celle des capitaux privés,

Pour la Banque comme pour le Fonds, c'est la parease des « donneurs » et l'inertle des préteurs qu'il faudrait vaincre. Nous en sommes

Disons dong que l'extension vralment efficace de l'aide et des prêts à conditions appropriées est subordonnée à des changements radicaux vernemente et des peuples riches. Comme il n'y a pas lieu d'attendre d'eux une conversion, on souhaite qu'ile comprennent leurs întérêts politiques et se souviennent que des abus trop criants et trop prolongés mettent debout des combattants qui ne manquent jamals d'armes. La multiplicité et la simultanéité des violences locales, organisées et coordonnées, n'échapperait-elle pas à la répression ? Le vingtième alècle finissant n'est plus cette « Bella Epoqua » où l'on ne parielt pas des famines et où les ministères des colonies déclanchaient ou prolongealent les initiatives des ministres du commerce.

'AIDE officielle aux pays en voie de développement na représente pas plus de 10 % de leur investissement intérieur ; il est tributaire de plus en plus du crédit public et dans une proportion rapidement

Les aurodevises sont pour 80 % des eurodollars; ces créances en devises fortes ont envahi le marché du crédit. Dès 1975, les emprunts directs en aurodevises des pays en voie de développement s'élèvent à 3,7 milliands de dollars, contre 734 millions auprès des de dollars, contre 734 millions aupres des institutions spécialisées, et its se sont dévoloppes puissamment en 1976. Les asiadollars,
lancés en 1968, se sont répandus grâce aux
nouvelles places financières de Hongkong et
de Singapour, et en lisison avec les centres
d'exportation de produits manufacturés qui
d'exportation de Contre de Singapour. prospèrent en Corée du Sud, à Talwan ou

Eurodollars, asiadollars, nous vivons tous dans un réseau de créances dollars et, non moins, dans un treillis d'entreprises multinationales a dominante américaine. Plus que la pulsance des plus grandes d'entre elles, ce qui compte, c'est l'étendue, la complexité et la souplesse de l'agencement hiérarchique de leur flux de marchandises, de finance et d'information. Elles mettent en contact permanent les opérations de production, de trans-ports, de crédit ; elles forment une sorte de graphe appliqué dans les espaces nationaux, régionaux et industriels où elles opèrent. Qu'elles alent apporté des moyens nionélaires aux pays-hôtes est hors de doute. Au bénéfice principal des nouvelles bourgeoisies ou des populations isborieuses? A quel coût social. et même économique, pour le pays d'acqueil ?

Le poids relatif des Etats-Unis, premier banquier et premier producteur du monda, s'élève, en dépit de leurs difficultés. Fort neurausement, ni les banques ni les entreprises trananationales no peuvent être, sans injustice. confonduez avec la tradition et la volonté collective de ce peuple. C'est sur son action poli-tique et son intelligence politique que l'on peut encore fonder quelque espoir.

E n'est pas l'argent seul qui pacifiera le monde. C'est son usage moins hommes. Affirmation qui semblera aux uns une lapalissade, aux autres une naiveté coupable, mais qu'aucun économiste informé et conscient ne peut prendre à la légère. Les dépenses militaires de la planète s'élevalent, en 1975, à 371 milliards de dollars, contre 17 milliarda d'alda au développement, soit vingt et une fols plus.

A la même date, d'après le Federal Reserve Soard, 'es six plus grandes banques amèri-caines evalent prêté 12 milliards de dollars à une quinzaine de pays en voie de déve-loppement. Quant au total des sommes correspondant sux engagements de l'économie et des banques commerciales des Etats-Unis à moins qu'une masse de 500 milliards de dollars. Si solide et élastique que soit le système bancaire aux Etats-Unle, cette inflation de crédit n'est pas à l'abri de tout accident.

Nous vollà bien forcés de prendre en sérieuse considération des méthodes nouvelles, égées jusqu'ici utopiques. On ne se lasgera pas de dire que le désarmement prograssif, uni-versel et sévèrement contrôlé est le condition versal et sévèrement contrôlé est la condition nécessaire mais non suffisante d'un redressa-ment durable ni de répéter que de sont les structures de la cons duction des pays riches qui doivent changer. Paut-être même osera-t-on svancer que les

économistes de toute école, s'ils ne trahissent pas l'honneur de leur métier, doitent, en tant qu'économistes, tirer les conséquences d'un ; contradiction, violente et cruelle; entre deux énoncés :

- L'un se lit sous une plume autorisée : - Rien pour rien, vollé la plus importante des lois économiques - (« Nothing for nothing, the most important economic law »).

- L'autre s'inscrit, en lettres de sang, dans l'article 3 de la Déclaration universelle des droits: « Chaque Individu a droit à la vie » Une analyse économique rigoureuse, armér 9 moyens très modarnes et de statistic, in convenablement réunles et traitées, doit partir de catte contradiction,

(1) Cf. c le Gendarme du grand capital », par Julia Juruna, le Monde diplomatique, octobre 1977.



existe en box-calf. lázard et crocodile 156, rue de Rivoli, 156

DODOGO METRO: LOUVRE OCODOG

Dans ce numéro : -

LE NIGERIA . CLE DU PROBLEME AFRICAIN .? Un tourpant spectaculaire entre Washington et Lagos, par Suzanne Cronje.

PAGES 4 à 6:

AU-DELA DE L'AFFAIRE CROISSANT : LES DROITS DE LA DEFENSE. De quelques ministres et du terrorisme d'Etat, par Claude Julien. — En Amérique latine : la dictature et les lois de l'enfer, par Armando Uribe. — En Union soviétique : l'infaillibilité du procureur, représentant du système, par Jacques Amalric. — Lettre d'une prison allemande : témoignage d'un détenu de droit commun.

PAGE 7:

Le président Carter et l'immigration sauvage, par Christian Déverre.

Les Indiens des Amériques revendiquent leur droit à l'autodétermination, PAGE 9: Comment aménager la coopération financière entre l'Est et l'Ouest, par Marie Lavigne. Chine : La lutte contre les « quatre » se durcit, par Jean Daubier.

PAGES 10 et 11:

L'instabilité du Bangladesh, par Dennil Peirls, Elections législatives et nouveaux gouvernements. Vers un code de conduite pour régir le transfert des techniques, par

LA GAUCHE FRANÇAISE ET LES CONTESTATAIRES SOVIETIQUES. enquête d'Yves Hardy et Pascal Gabai.

PAGE 15: L'extension du droit humanitaire en cas de guerre, par Yves Sandoz, PAGES 16 et 17:

Les jeux des militaires au Portugal, suite de l'article d'Alain Echegut et Karl M. van Meier.

PAGES 18 à 20:

SURENCHERES AU PROCHE-ORIENT : De l'affrontement à la convergence, par Amnon Kapeliouk. — La nouvelle politique économique du Likoud : une révolution bourgeoise, par Meir Merhay. — Une victoire pour l' « Egypte égyptienne » ? suite de l'article de Marie-Christine Aulas. Haîti : la recolonisation, par René Depestre.

CINEMA POLITIQUE : Images d'intervention, par Ignacio Remonei et Noëlle de Chambrun.

PAGES 22 et 23:

LES LIVRES DU MOIS : « L'Europe interdite », de Jean-François Deniau, par Yves Florenne. — Richesses naturelles et industrialisation au Maghreb, par Christophe Baisch. — La gauche éthiopienne face au pouvoir militaire, par Olga Kapellouk.

PAGE 24: Dans les revues...

PAGES 25 à 31: JAPON : Le recherche d'un nouvel équilibre (supplément).

PAGES 32 à 35: L'activité des organisations internationales.

> Le numéro du « Monde diplomatique » de novembre 1977 a été tiré à 113 000 exemplaires. Comme toutes les publications du « Monde », sauf « le Monde des philatélistes », « le Monde diplomatique » est interdit au Maroc depuis la fin du mois de Janvier 1977.

> > — *Décembre 1977*

TANGED OF THE STATE OF THE STAT

